DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE – Nº 12872 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MERCREDI 18 JUIN 1986

Un médiateur pour les « Turenge »

Le secrétaire général des Nations unies a donc accepté le rôle de médiateur entre la France et la Nouvelle-Zélande dans l'affaire du sabotage du « Rainbow-Warrior » et de ses conséquences, qu'il s'agisse de la condamnation à dix ans de prison de deux officiers français ou de ses diverses séquelles politiques, diplomatiques et commerciales. Cette nouvelle est de meilleur augure. Même si elle est assortie de la part de tous les intéressés de la plus grande prudence, la désignation de M. Perez de Cuellar constitue le premier développement réellement positif entre Paris et Wellington après un an de drames, de déclarations et de mesures de rétorsion qui n'ont cessé d'aggraver un contentieux déjà bien lourd au départ.

Annoncé à l'issue de la réception, lundi, du secrétaire général de l'ONU à Matignon, puis confirmé après ses entretiens avec M. Mitterrand, le rebondissement de ce qu'il est convenu d'appeler l'« affaire Turenge » traduit une volonté multiple et unanime de conciliation. Au-delà des divergences à venir possibles, et même probables, sur certains points de négociation, c'est là, dans l'immédiat, l'essentiel.

Chacune à sa manière – celle du secret assorti de pressions économiques côté français, celle des déclarations à répétition (de principe, outragées ou polémiques) chères au premier ministre néo-zélandais, – les deux parties ont finalement mis de l'eau dans leur vin.

Volonté française d'abord : c'est M. Chirac, dit-on, qui a relancé, à la veille de la tournée européenne de M. Lange au début de juin, et avec la complicité du premier ministre néerlandais, M. Lubbers, l'idée d'une médiation que le gouvernement socialiste avait vainement recherchée l'an dernier.

Volonté néo-zélandaise ensuite : M. Lange se montre finalement plus conciliant que ses propos – surtout sa référence à l'indépendance du pouvoir judiciaire pour justifier le maintien en prison des « espions » français – ne l'auraient laissé supposer.

Volonté aussi que celle de M. Perez de Cuellar, médiateur à la stature et à l'autorité internationales incontestables, qui prend ici des risques mesurés. Sa tâche ne sera pas nécessairement facile ; mais peut-on croire qu'il se serait engagé dans cette affaire, compte tenu de sa fonction et de ses responsabilités, sans avoir d'emblée de sérieuses garanties de succès ? Son choix ne devrait pas seulement permettre aux Français et aux Néo-Zélandais de s'en sortir au mieux tout en sauvant la face, même si cela est loin d'être sans importance.

Si le gouvernement néo-zélandais accepte de relâcher les agents français – ce qui constitue la priorité pour Paris et ce que M. Lange a le pouvoir discrétionnaire de faire, – on peut imaginer que le commandant Mafart et le capitaine Prieur continuent à purger – symboliquement – leur peine dans le cadre d'une mission humanitaire ou de paix de l'ONU.

Cela dit, la volonté de conciliation la plus forte, et finalement la plus déterminante, aura sans doute été celle manifestée à M. Lange par les dirigeants des pays de la CEE. Tous redoutaient une aggravation irréversible de la querelle entre Paris et Wellington. Aucun n'en voulait. Plus encore que les menaces de représailles commerciales françaises lors de la renégociation imminente sur les importations de beurre néo-zélandais, c'est la dimension politique européenne du problème franco-néo-zélandais qui semble avoir finalement convaincu M. Lange.

Reste à voir jusqu'où il pourra effectivement aller, compte tenu non seulement de ses principes mais surtout d'un électorat jusqu'ici massivement opposé à tout compromis sur le sort des prisonniers français.

LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE LA MAJORITÉ

Le chômage a légèrement augmenté au mois de mai

A la fin du mois de mai, indique le ministère des affaires sociales le 17 juin, on comptait 2 317 000 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE, en données brutes, soit 2,3 % de moins que le mois précédent et 1,5 % de plus que l'an passé. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des chômeurs s'établissait à 2 447 700. Ce qui représente une augmentation de 0,8 % en un mois et de 1,5 % en un an.

La légère aggravation du chômage enregistrée au mois de mai en données corrigées des variations saisonnières n'est pas une surprise. Depuis deux mois maintenant, la courbe d'évolution des demandeurs d'emploi se situe au-dessus de celle de 1985, confirmant ainsi une tendance à la détérioration.

Or, dans le même temps, les dossiers lourds, dont le traitement avait été différé par le gouvernement précédent devant la proximité des élections législatives s'accumulent : les chantiers navals, qui pourraient embraser l'été social *(voir ci-contre)*, mais aussi Renault qui pourrait se trouver à la fin de l'année avec trois mille six cents salariés « en trop » et sa filiale de véhicules industriels qui annonce qu'elle devra « faire partir » deux mille six cents personnes avant 1987.

Dans le même temps, les mouvements sociaux commencent à se développer dans le secteur public, même si la journée d'action du 17 juin dans la fonction publique – et principalement dans les PTT – ne semble pas avoir connu le succès escompté.

On ne s'étonnera donc pas que notre confrère britannique *Financial Times*, qui consacre ce mardi un supplément spécial à la France, parle des *« premiers signes de désenchantement »* et juge la cohabitation avec plus de réserve que ne le font les Français eux-mêmes.

(Lire nos informations pages 42, 43 et 48.)

La crise des chantiers navals embarrasse le gouvernement

Les prochaines semaines seront décisives pour les cinq chantiers navals français exploités par Alsthom et par Normed, et pour leurs quelque douze mille salariés. Le gouvernement a laissé entendre qu'il ne pourrait plus subventionner une industrie qui a englouti, depuis 1983, près de 13 milliards de francs. Le comité central d'entreprise de Normed est convoqué le 24 juin avec, à l'ordre du jour : « Information sur une éventuelle cessation de paiement ».

Le mot *crise* a tellement été utilisé, voire galvaudé ces dernières années, à propos d'une multitude de secteurs de l'économie, qu'on hésite à l'employer pour qualifier la situation de la construction navale française. Cette industrie est en déroute. Il ne faut pas se cacher derrière les mots. Plus de douze mille salariés ont à redouter le pire dans les semaines ou les mois à venir.

Ceux qui tiennent des propos sédatifs, arguant qu'après la bourrasque l'embellie reviendra et que le marché reprendra du tonus sont des naïfs, des irresponsables ou encore des menteurs.

Les entreprises concernées, les métallos et leurs familles, les villes placées dans l'œil du cyclone, doivent s'attendre à une période de grand frais.

Depuis 1983, sans remonter plus loin, la situation n'a cessé de se dégrader. Les commandes se raréfient d'année en année et toutes sont soit fortement subventionnées, soit artificielles et spéculatives. C'est ainsi que le Mexique a pu commander quatre porte-conteneurs à la France, grâce à un protocole financier signé entre les deux pays, ce qui conduit le contribuable à payer deux fois, d'abord en accordant un prêt au gouvernement mexicain, ensuite en subventionnant pour chaque contrat le chantier français attributaire.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(Lire la suite page 44.)

L'AFRIQUE DU SUD BAILLONNÉE

Soweto, ville morte...

La journée du 16 juin – dixième anniversaire des massacres de Soweto – s'est déroulée dans le calme en Afrique du Sud. Mais le pays a sans doute connu la plus grande grève de son histoire.

De notre correspondant

Johannesburg. – Le 16 juin n'a pas eu lieu. Il a été mis entre parenthèses par un déploiement sans précédent des forces de sécurité à travers tout le pays. Dix ans après, le soulèvement de Soweto n'a pu être commémoré. Les Noirs n'ont pu célébrer cette date de leur histoire qu'ils appellent *« la journée des héros »*. Un seul service religieux aurait eu lieu dans la sœur jumelle noire de Johannesburg Soweto, transformée en ville fantôme. Une cité morte, comme si la presque totalité de ses un million cinq cent mille habitants s'étaient terrés.

Aucun transport en commun ne fonctionnait, les gares étaient désertes et toutes les boutiques closes. Des groupes d'enfants jouaient au ballon dans les rues sillonnées sans trêve par les véhicules de l'armée et de la police. Soweto sans vie, Soweto désert, Soweto coupé du monde, sans téléphone, sans âme et sans voix. La plus grande cité noire du pays, qui s'est forgée un nom à partir de trois syllabes : *South Western Township*, n'a pu honorer la mémoire de ses morts.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 6.)



L'aide médicale d'urgence

Mme Michèle Barzach, ministre délégué à la santé, vient d'annoncer que la loi relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires, élaborée sous le précédent gouvernement, ne sera pas remise en cause. Les décrets d'application devraient être publiés à la rentrée. Mme Barzach espère ainsi définir « qui fait quoi » dans le domaine des urgences médicales et de mettre fin à la « guéguerre » qui, depuis de nombreuses années, oppose les pompiers au SAMU et les ambulanciers aux pompiers.

C'est précisément cette semaine que l'association privée SOS Médecins célèbre son vingtième anniversaire. Cette association, qui se présente comme *« le fer de lance du libéralisme médical »*, regroupe plusieurs centaines de médecins conventionnés qui, chaque année, effectuent près d'un million d'interventions en urgence dans toute la France. Son développement considérable vaut à SOS Médecins de dialoguer d'égal à égal avec le Service (public) d'aide médicale urgente (SAMU) et de rêver à son propre numéro téléphonique national d'urgence : le 15 serait ainsi réservé aux urgences graves mettant en jeu la vie du malade, et le 33, par exemple, aux urgences destinés à la médecine libérale...

Lire « le Monde médecine » pages 19 et 20.

PRL

Putsch à Moscou !
l'histoire d'une vengeance

ROBERT MOSS
BOULEVARD GOGOL
roman

DENOËL

LES HINDOUS FACE AU TERRORISME SIKH AU PENDJAB

La valise ou le turban

La multiplication des assassinats d'hindous par des sikhs indépendantistes dans l'Etat du Pendjab a suscité une grande manifestation de protestation à New-Delhi. Dix mille hindous ont défilé dans les rues de la capitale, le lundi 16 juin, en scandant : *« Faites appel à l'armée, sauvez le Pendjab ! »* et *« Rajiv Gandhi, agis ou démissionne ! »*

Le chef de la police du Pendjab a déclaré qu'il disposait de forces suffisantes et que l'armée *« n'était pas entraînée à la lutte antiterroriste »*.

De notre envoyé spécial

Amritsar. – Harbans Lal est le dernier épicier hindou de Chatiwind, un village poussiéreux de mille âmes, perdu dans les champs, à 15 kilomètres d'Amritsar. Deux de ses confrères ont été tués le mois dernier par des terroristes sikhs, et le troisième a préféré s'enfuir avec sa famille. Depuis, Harbans Lal arbore une superbe barbe noire, et une sorte de turban sale lui couvre le chef. *« Ce sont mes voisins sikhs qui me l'ont conseillé*, explique-t-il. *Ainsi, j'ai, paraît-il, une chance de m'en tirer si les terroristes reviennent. »*

La valise ou le turban. C'est, depuis quelques mois, la seule alternative offerte aux hindous minoritaires du Pendjab. Beaucoup, isolés dans les zones rurales des trois districts les plus infestés par le terrorisme – Amritsar, Gurdaspur et Firozpur, – ont cessé de se raser. Des milliers d'autres ont mis la clef sous la porte, vendu leur bétail et rejoint les zones urbaines ou l'Etat voisin de l'Haryana, où leurs coreligionnaires sont majoritaires.

« D'ici un mois, tous les hindous devront avoir quitté le Pendjab. Les sikhs qui les soutiennent aussi. Ceux qui ne partiront pas seront tués, et leurs maisons incendiées. Il est interdit de retirer cette affiche sous peine de mort. Signé : vingt et unième et vingt-deuxième bataillon des commandos du Khalistan. » Placardé sur les murs crasseux de Tarn-Taran, un gros bourg rural du district d'Amritsar, l'avertissement est, *grosso modo*, le même que ceux affichés, périodiquement, à Fatehabad ou Gurdaspur, plus au nord, près de la frontière pakistanaise.

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 5.)

هكذا من الأصل

débats

FONCTION PUBLIQUE ET SOCIÉTÉ CIVILE

Dans le prochain numéro de la revue le Débat *(éditions Gallimard), l'ancien responsable de l'Ecole nationale d'administration, Simon Nora, et son nouveau directeur, Roger Fauroux, répondent à une série de questions, au cours de deux entretiens, dont nous donnons dans cette page des « bonnes feuilles » sous forme d'extraits. Quelle est la raison de l'expansion de l'Etat en France ? Jusqu'où doit-il intervenir ? Que pourrait devenir l'ENA ? Tels sont les thèmes que nous avons retenus. Signalons que, dans ce même numéro du* Débat, *Simone Veil s'entretient avec Alain Minc sur « La France vue d'Europe ».*

L'Etat est le lieu de la solidarité nationale et le garant de la durée

par ROGER FAUROUX

L'ARRIVÉE d'un chef d'entreprise (1) à la tête d'une maison d'éducation pour hauts fonctionnaires est, dans le système français traditionnel, une incongruité. Or il est tout à fait intéressant de constater que non seulement personne ne s'est étonné, mais que, même, je crois, à l'intérieur de l'ENA, tout le monde s'en est félicité, ce qui semble indiquer qu'une perméabilité entre ces deux planètes est maintenant acceptée.

J'ai suivi un parcours que j'oserais appeler « à l'américaine ». Il n'y a rien de plus banal, aux Etats-Unis, que de voir un chef d'entreprise, dans la dernière partie de sa carrière, accepter la présidence d'une grande université. Le choc est plus sévère pour la France parce qu'il ne s'agit pas d'une université mais, encore une fois, de l'institut d'Etat destiné à former de hauts fonctionnaires. Il y a dix ans, j'ai été appelé à participer – et je crois que c'était la première fois que la chose se faisait – à un jury de l'ENA. J'ai vu beaucoup de visages grimacer.

Un droit à l'erreur

PATRICK FRIDENSON. – On peut aussi penser que cette nomination est liée à ce que vous pensez, vous, de l'Etat. Comment voyez-vous l'Etat français par rapport, là encore, aux autres pays européens ?

ROGER FAUROUX. – La solidité de l'Etat est pour nous une chance, et une chance peu commune, il faut le souligner avec force. Prenons l'exemple de l'Italie. Elle est incontestablement une patrie pour les Italiens, mais l'Etat italien est faible, colonisé par les partis, par les syndicats, souvent aussi par les féodalités économiques. L'Allemagne représente un peu le cas inverse. Elle possède un Etat solide, mais les Allemands se plaignent depuis la partition d'avoir perdu leur patrie. La République fédérale, c'est un concept juridique, ce n'est pas tout à fait une patrie. Nous, nous avons à la fois une patrie, qui s'appelle la France, et un Etat solide. C'est une chance qu'il faut à tout prix mettre en valeur. Je ne me joins pas du tout aux critiques qui sont faites aujourd'hui à l'idée d'Etat, car l'Etat a plus que jamais deux missions fondamentales. C'est d'abord le lieu de la solidarité nationale – et je vois mal comment pourrait être assurée la péréquation des forces et des faiblesses des terroirs ou des citoyens français, des pauvres et des riches, ailleurs que par l'Etat. Une société exige un pouvoir régulateur, sinon elle sera déchirée par les inégalités.

D'autre part, l'Etat est le garant de la durée. Je pense par exemple au programme spatial ou aux programmes militaires, où les décisions prises aujourd'hui en vue de la construction d'un sous-marin nucléaire ou d'un satellite militaire n'auront leurs effets que dans cinq ou dix ans. Alors, qui d'autre que l'Etat peut assurer cette continuité ? Certes, pour que cette programmation soit efficace, il faut qu'elle soit souple, et cela, c'est difficile pour l'Etat, qui a du mal à revenir sur ses décisions, à les infléchir ou simplement à avouer qu'il s'est trompé. Mais il me semble qu'un Etat, comme une entreprise, doit avoir un droit permanent à l'erreur dans un monde qui est devenu aussi ouvert, aussi perméable et surtout aussi aléatoire (...).

P. F. – L'ENA, où vous arrivez, est une institution qui a connu beaucoup de changements au-delà d'une permanence dont chacun connaît la force. Avez-vous des idées sur ce qu'elle pourrait devenir ?

R. F. – J'avais, comme tout le monde, des idées *a priori*. D'ailleurs, je suis absolument effaré de la place que l'ENA tient dans l'univers fantasmatique des Français. J'ai reçu des lettres de félicitations délirantes. Un certain nombre de mes correspondants sont persuadés que j'ai en charge le futur gouvernement de la France.

P. F. – Tout cela est vrai...

R. F. – Ah non ! Tout cela est faux. Ma tâche consiste à fournir des cadres supérieurs à une organisation infiniment respectable qui est l'administration française, un point c'est tout ! (...) Pour l'instant, j'ai à former une centaine de jeunes fonctionnaires tous les ans, ce qui constitue déjà une tâche tout à fait considérable. Mais ensuite, la vie reprendra ses droits, certains quitteront l'administration pour aller dans le privé – et c'est probablement très bien, – et une infime minorité d'entre eux seront tentés par la politique et probablement y réussiront. Il faut exorciser les fantômes qui emplissent les têtes de mes jeunes énarques, mais aussi de mes concitoyens.

Laissons l'ENA à sa position, qui est déjà très importante, peut-être décisive dans notre société. Nous avons à former des administrateurs de ministères, des sous-préfets, des diplomates, des juges administratifs, des auditeurs de comptes publics. Tout cela demande une technique, un professionnalisme, un esprit de service, et c'est cela que nous avons à donner à nos élèves, à travers un apprentissage austère.

P. F. – Autant je comprends bien ce que vous dites sur cette idée de professionnalisation, autant, et votre propre carrière en est un exemple, ce sont des gens qui ne resteront pas nécessairement dans une spécialité...

R. F. – Tout à fait, mais au départ, c'est-à-dire à un âge relativement tendre – encore que malheureusement cette école vieillisse, – il faut acquérir une compétence dans une spécialité. C'est comme cela que la vie commence. On approfondit sous la houlette de ses anciens une spécialité sur un mode aussi rigoureux que possible, et c'est à partir de cet approfondissement qu'on apprend ensuite, par élargissements successifs et l'expérience aidant, ce que sont la vie et la société, et qu'on se rend finalement utile. Mais on ne peut pas commencer par tout faire à la fois : je ne ferai pas de l'ENA un bâtard de l'INSEAD.

Autrement dit, notre idée est d'accueillir dans cette école, grâce à un mode de sélection adéquat, des garçons et des filles qui, dans les principales disciplines nécessaires à un fonctionnaire public, aient un niveau minimal de compétence universitaire. Ensuite, sur cette base, nous leur donnerons des compétences techniques utiles à leur futur métier.

Aujourd'hui, c'est un peu l'inverse qui se produit. Pour « ratisser large », on a institué un système où quelqu'un peut entrer à l'école en contournant le droit public, la gestion financière ou le droit social. On peut compenser cela par un certain nombre de disciplines estimables mais marginales, comme le génie électrique ou la linguistique générale. Et nous, nous avons la charge de boucher les trous. Je crois qu'il faut faire l'inverse : la culture générale doit être testée à l'entrée et l'ENA doit rester une école d'application dont le scolaire doit être de durée raisonnablement limitée : de toutes manières, nous livrons des demi-produits que la vie et la fonction permanente se chargent de parfaire.

(1) M. Roger Fauroux était, il y a quelques mois, président-directeur général de Saint-Gobain (NDLR).

La nationalisation est un marteau pour tuer les mouches La dénationalisation aussi, d'ailleurs

par SIMON NORA

LA raison générale de l'expansion de l'Etat en Europe est à chercher, de toute évidence, au cours de la fin du dix-neuvième siècle et du début du vingtième siècle, du côté de deux phénomènes jumelés : les guerres et les crises. Mais elle a un visage spécifiquement français.

Jusqu'à 1950, à peu près, la quasi-totalité des interventions de l'Etat s'expliquent par le choc traumatique dont nous commençons depuis très peu de temps à nous remettre : celui de la Commune de 1871. La bourgeoisie française – je fais vite, et je schématise – a pris une telle conscience du fait que l'ouverture démocratique crée sans cesse le risque d'un débordement par les classes populaires qu'elle a conclu de ce risque à la nécessité de structurer la société de façon à limiter au maximum la croissance des classes dangereuses, identifiées avec les classes salariées. Le choix de Méline est, à cet égard, un choix symbolique qui annonce la plupart des stragégies économiques ultérieures.

Le raisonnement, jamais formulé, se ramène à ceci : les ouvriers sont des gens qui deviennent socialistes et qui font la révolution ; les classes qui apportent la stabilité sociale sont, en gros, les agriculteurs, les petits commerçants et la petite bourgeoisie libérale. Il faut donc que tous les mécanismes économiques et sociaux contribuent à fabriquer le moins d'ouvriers possible et le plus possible de paysans, de travailleurs indépendants, de petits commerçants et d'activités libérales.

On pourrait réanalyser la quasi-totalité des interventions étatiques pendant plus de cinquante ans à partir de ce pari initial. L'organisation et la protection des professions agricoles, les structures corporatistes dénoncées par le rapport Rueff-Armand, démontrent que l'intervention a été, en France, l'outil de freinage de l'industrialisation et l'outil de préservation de classes moyennes conservatrices.

C'était un pari stupide dans la mesure où, par ailleurs, à l'étranger, était effectué un pari inverse : faire en sorte que, du fait d'une industrialisation réussie, les salariés cessent d'être révolutionnaires, parce que rémunérés dans des conditions telles qu'ils deviennent, en termes culturels et sociologiques, des petits-bourgeois. L'avantage de ce choix était que ces pays engrangeaient alors une capacité de compétition et de productivité industrielles qui rendait à une nation concurrente, comme la France, son propre choix intenable. On aboutissait au résultat paradoxal que le blocage de l'enrichissement économique prolétarisait les classes moyennes.

Je me rappelle, tout de suite après le gouvernement de Mendès France, avoir constaté que l'année en cours n'avait pas compté de grève ouvrière mais que des manifestations paysannes avaient menacé les préfectures, et que le Vélodrome d'hiver s'était rempli de petits commerçants mécontents. Le système avait épuisé ses vertus. C'est à partir de ce moment qu'a été fait le choix de l'industrialisation et la modernisation. Mais en continuant, par de multiples interventions, à privilégier le maintien des couches sociales et des métiers traditionnels. En même temps était édifié un immense appareil de transferts destiné à refabriquer, le plus vite possible, des classes moyennes sécurisées sur la base du salariat. L'Etat redistributeur, l'Etat-providence a pris la relève de l'Etat stabilisateur des archaïsmes.

Le principe de subsidiarité

De toutes les nations modernes, la France est probablement celle qui traîne le maximum de précapitalisme dans la production, mais qui affiche le maximum d'anticipation socialiste dans la redistribution. C'est une situation explosive dont le dénouement sera d'autant plus pénible que la croissance qui permettait d'atténuer ces contradictions sera moins forte.

MARCEL GAUCHET. – Puisque l'intervention de l'Etat est de nécessité, quels critères proposer pour la rationaliser ? Qu'est-ce pour vous qu'une bonne régulation, puisque c'est le concept de régulation que vous tenez pour opératoire, s'agissant de comprendre l'action de l'Etat ? Sur quoi se guider pour qu'elle soit à la fois appropriée et limitée au nécessaire ?

SIMON NORA. – Si je voulais être provoquant, je dirais tout simplement l'intelligence. J'entends par là l'aptitude à sérier un problème en autant de données que le réel nous en fournit et à leur apporter des réponses concrètes, sans aucun souci idéologique.

La seule attitude raisonnable en matière d'intervention consiste, au fond, à pratiquer ce que l'Église appelle le principe de subsidiarité : ne jamais laisser remonter à un échelon plus élevé un problème qui peut être résolu à un échelon moindre. Pour formuler la même idée autrement : il y a des objectifs qui échappent au marché, à la régulation automatique, à la spontanéité, mais chaque fois qu'il est possible de réintroduire dans la poursuite de ces objectifs des recours à des automatismes, à ces spontanéités et aux intérêts bien entendus des acteurs, des marges de liberté et d'efficacité sont réintroduites dans le système.

Le risque, aujourd'hui, résulte de la confusion, symétrique à droite et à gauche, entre modes de régulation et modes d'appropriation. Or c'est le plus souvent l'absence de choix, l'imperfection des arbitrages, qui entraînent le surdimensionnement des interventions : sauf dans les cas extrêmes, la nationalisation, c'est un marteau pour tuer les mouches. La dénationalisation aussi, d'ailleurs. Au fond, l'envahissement de la scène économique et sociale par l'administration ne traduit à l'ordinaire que le désir de contrôler dans le détail la réalisation d'objectifs inconciliables, entre lesquels le pouvoir politique n'a pu trancher. Mieux les choix sont effectués au sommet, mieux sont définis les instruments de leur mise en œuvre, plus il est légitime de laisser les entreprises déployer leurs initiatives. Si ces choix à long terme manquent de rigueur ou de cohérence, l'Etat doit subir une double et paradoxale sanction : son secteur public sera mal géré, mais il n'aura guère d'autre moyen d'influencer le secteur privé qu'en le nationalisant.

En revanche, si un Etat s'est doté des moyens de gérer des économies différenciées et ouvertes sur l'extérieur, il peut à la fois, et presque selon les mêmes modalités, laisser une grande autonomie à son secteur public et encadrer souplement le secteur privé.

Une campagne regrettable

La campagne qui a été dirigée contre M. Waldheim est regrettable (...). Sauf à exclure de la vie publique la quasi totalité des Allemands et Autrichiens qui avaient l'âge de porter les armes pendant la guerre, on ne saurait honnêtement assimiler ceux dont la seule faute fut de « ne pas s'être posé de questions » – pense-t-on d'ailleurs au sort que réservait Hitler à ceux qui s'en posaient ? – à la minorité qui a conçu et organisé le génocide ou pris une part directe à son exécuqion.. M. Waldheim appartenait, semble-t-il, à la première catégorie.

Il n'y eut pas alors, d'un côté, les « bons » et de l'autre les « mauvais », mais une minorité de héros qui ont droit pour toujours à notre reconnaissance, une minorité de misérables auxquels doit s'appliquer la rigueur de la loi et – pour reprendre le titre d'un beau livre de Pierre-Henri Simon sur cette période – une majorité d'hommes « qui ne veulent pas mourir ». Ce fut à ces derniers qu'appartint M. Waldheim. Cette amère constatation ne saurait en l'état, justifier ni l'exclusive dont il a fait l'objet, ni la violence des réactions que son élection a provoquées.

DANIEL AMSON
(Paris.)

Pourquoi tant de zèle ?

Bien entendu, la véritable question, c'est : pourquoi tant de zèle vengeur, tant d'acharnement sur un Kurt Waldheim qui n'est tout au plus – et peut-être – qu'un criminel de guerre mineur, quand tant de grands criminels qui ont assassiné des milliers, des centaines de milliers d'innocents, sont morts libres et impunis, ou courent encore ?

La raison, c'est qu'on avait jusqu'ici jugé ou pendu, oublié et laissé courir, ou laissé s'étioler dans leurs retraites honteuses, dans leurs villas bavaroises ou dans leurs jungles dorées sud-américaines des criminels de guerre de tous formats et de toutes nationalités.

Personne, jusqu'ici, n'avait encore songé à en faire des chefs d'Etat. C'est là le fait nouveau, totalement inadmissible. Depuis 1945, c'est la plus grande victoire posthume d'Adolph Hitler.

PAUL GINIENWSKI
(Paris.)

Les retombées de l'exposition de Vancouver

Notre association qui, depuis huit ans, s'efforce de promouvoir en France la réalisation d'expositions universelles et spécialisées (...) a été très déçue de la teneur et du contenu de l'article de M. Bertrand de la Grange intitulé « Expo 86 à Vancouver » (*le Monde* du 28 mai dernier.) (...)

M. Jean Drapeau, maire de Montréal, dont l'exposition de 1967 n'a pas été déficitaire, contrairement à ce qui a été dit, affirme que, sans l'exposition, sa ville n'aurait jamais connu le fantastique essor industriel, commercial et touristique qui est le sien depuis lors.

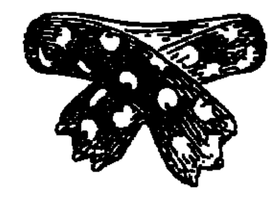
Encadrant l'exposition de Montréal, celles de Bruxelles et d'Osaka ont connu toutes deux un succès remarquable. (...).

Si les expositions récentes de La Nouvelle-Orléans et de Knoxville ont subi un échec financier, c'est essentiellement dû au fait qu'elles n'ont pas bénéficié du soutien indispensable du gouvernement américain.

Les responsables de Vancouver avaient annoncé d'entrée de jeu que l'exposition 1986 coûterait 360 millions de dollars. C'était le prix à payer pour créer des milliers d'emplois, attirer des dizaines de participations étrangères et surtout faire venir des dizaines de millions de touristes, dont la contribution à l'économie de la Colombie-Britannique et du Canada efface, et de loin, les pertes acceptées. (...)

FRANCK BAUER,
président d'Exposium
(Paris.)

Le coup de patte de Fred



Griffe somptueuse
pour main voluptueuse :
bague « panthère » or et émail.



Une nouvelle griffe plus acérée :
or et diamants. (Bague, clips
d'oreilles et pendentif).

FRED Joaillier, 6, rue Royale, Paris 8e. Tél. 260.30.65.
Le Claridge, 74, Champs-Elysées • Hôtel Meridien, Paris • Aéroport d'Orly.
Hôtel Loews, Monte-Carlo • 21, bd de la Croisette, Cannes.
20, rue du Marche, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
570 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE S A
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1984

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 316 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $; Yougoslavie, 110 nd.

étranger

DIPLOMATIE

DEVANT LE COMITÉ CENTRAL A MOSCOU

M. Gorbatchev est favorable aux « essais en laboratoire » des armes antimissiles

De notre correspondant

Moscou. — M. Gorbatchev a peut-être donné, le lundi 16 juin, une impulsion décisive aux négociations de Genève sur les armes nucléaires et spatiales, pratiquement bloquées depuis leur ouverture en mars 1985.

Parlant devant le comité central réuni en séance plénière, le numéro un soviétique a proposé des plafonds nettement plus réalistes pour les diverses catégories d'armes considérées que dans son ambitieux plan de désarmement *nucléaire total « d'ici l'an 2000 »*, dévoilé le 15 janvier dernier. M. Gorbatchev a en outre admis pour la première fois la légitimité des recherches sur les armes spatiales comprises dans le projet américain de guerre des étoiles, à condition que celles-ci restent limitées aux essais en laboratoire.

M. Gorbatchev propose aux Américains de s'en tenir *« pour quinze ans au moins »* aux termes du traité ABM de 1972 sur les armes antimissiles. On sait que de nombreuses voix se font entendre dans l'administration américaine pour dénoncer ce texte afin d'accélérer la réalisation du programme de guerre des étoiles : le numéro un soviétique demande en même temps aux Américains de se *« borner aux essais en laboratoire »* en ce qui concerne les armes spatiales, *« c'est-à-dire à ce qu'ils ont déjà réalisé »*.

M. Gorbatchev suggère, d'autre part, de limiter à 1 600 des deux côtés le nombre des vecteurs intercontinentaux (bombardiers, missiles basés à terre ou tirés à partir de sous-marins) et à 8 000 celui des têtes nucléaires.

La question des armes de portée moyenne serait *« traitée à part »*. M. Gorbatchev réaffirme à ce sujet la position soviétique déjà exposée à plusieurs reprises. Si l'OTAN renonce aux Pershing-2 et aux missiles de croisière installés en Europe, Moscou fera de même pour ses SS-20 européens, à condition que Paris et Londres n'augmentent par leur arsenal respectif.

Ces propositions ont été déposées, mercredi 11 juin, à la table des négociations de Genève. *« Avec le temps, on verra ce qu'en pensent les Etats-Unis. Mais si, là encore, la partie américaine méconnaît nos initiatives, il sera évident que l'actuelle administration américaine mène un jeu indigne (...) qui met en question l'avenir même de l'humanité »*, estime M. Gorbatchev.

A propos du sommet américano-soviétique dont le principe avait été décidé en novembre dernier à Genève, M. Gorbatchev *« ne claque pas la porte »*. *« Une nouvelle rencontre avec le président des Etats-Unis est possible. Mais il est compréhensible que cela implique une atmosphère qui offrirait des chances d'aboutir à des accords réels »*, affirme-t-il.

Pas de changement en Ukraine

Le numéro un soviétique s'interroge cependant sur la réalité du désir qu'éprouve M. Reagan de le rencontrer à nouveau. Il cite le refus américain d'observer l'accord SALT-2 et la multiplication [par les Etats-Unis] à travers le monde *« d'actions qui ne font qu'envenimer davantage les rapports internationaux »*. Le tableau dressé par le secrétaire général devant les membres du comité central n'est donc pas rose. *« La situation demeure compliquée et l'on n'a pas lieu pour le moment de parler d'atténuation de la tension »*, estime M. Gorbatchev.

L'essentiel du propos du numéro un a été cependant consacré, lundi, à la politique intérieure, en l'occurrence le plan quinquennal 1986-1990. Conformément à une pratique bizarre, mais traditionnelle, le comité central a donc approuvé un plan qui a commencé à être appliqué le 1er janvier de cette année. Les 1 500 députés du Soviet suprême devaient faire de même mercredi. M. Gorbatchev affirme que la production industrielle a augmenté de 5,7 % au cours des cinq premiers mois de l'année par rapport à la période correspondante de 1985. Selon les statistiques officielles, la production industrielle s'était accrue de 3,9 % en 1985. M. Gorbatchev fixe d'autre part à 4,1 % l'augmentation souhaitée du revenu national, alors que celui-ci n'a progressé que de 3,1 % en 1985.

M. Gorbatchev s'en est pris une fois de plus à l'inertie, aux vieilles méthodes, aux stéréotypes psychologiques *« qui freinent*, selon lui, *l'accélération économique décidée par le vingt-septième congrès »*.

Il a rendu hommage aux *« ouvriers, pompiers, ingénieurs, médecins, scientifiques et militaires qui ont fait preuve d'abnégation et de courage dans un moment difficile »*, lors de l'accident à la centrale nucléaire de Tchernobyl. Le numéro un estime que *« le pays tout entier »* a pris part à la *« liquidation des conséquences »* de l'accident, mais il n'a pas donné d'autres précisions sur le bilan de ce dernier, ni sur ses projets en matière d'énergie nucléaire. Il a relevé d'autre part, une fois de plus, le retard pris par l'industrie de l'extraction pétrolière.

La réunion du comité central a enfin permis de vérifier que M. Vladimir Chtcherbitski, membre du bureau politique et premier secrétaire du parti en Ukraine, est toujours en fonctions. M. Chtcherbitski, qui est un des derniers survivants de la *« vieille garde »* brejnévienne dans les instances dirigeantes, a été extraordinairement discret lors de la catastrophe de Tchernobyl, bien que celle-ci se soit produite sur le territoire dont il est responsable. Des rumeurs ont souvent couru ces derniers mois sur son limogeage, mais le moment n'est vraisemblablement pas encore venu.

DOMINIQUE DHOMBRES.

LA VISITE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PC CHINOIS

Le président Mitterrand et M. Hu Yaobang expriment des « vues convergentes » sur le renforcement de l'Europe

Pour sa seconde journée en France, ce mardi 17 juin, le secrétaire général du PC chinois, M. Hu Yaobang, devait être l'hôte à déjeuner du président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chaban-Delmas, et assister dans la soirée à un dîner offert en son honneur au quai d'Orsay par le premier ministre, M. Jacques Chirac. Entre temps, M. Hu Yaobang devait notamment visiter le musée du Louvre et le château de Versailles.

Mercredi, le chef du PC chinois doit se rendre à Lyon.

Lors du dîner offert lundi soir à l'Elysée en l'honneur de M. Hu Yaobang, le président Mitterrand et son hôte ont mis l'un et l'autre l'accent sur le rôle de l'Europe dans les affaires mondiales. Le président de la République, qui avait eu un premier entretien dans l'après-midi avec le secrétaire général du PC chinois, a notamment déclaré qu'*« un monde où les solidarités l'emportent sur les hégémonies, où les équilibres prennent le dessus sur l'hégémonisme réclame une Europe forte et prospère »*. Observant que la Chine et la France avaient *« des vues convergentes sur l'ordre du monde »*, il a particulièrement noté l'intérêt marqué à Pékin pour le projet Eurêka.

« La France, a encore dit M. Mitterrand, *mène, comme le Chine, une politique indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. (...) Elle est déterminée à ne pas se laisser désarmer tandis que d'autres poursuivraient ou maintiendraient l'accumulation de leurs armements. »*

Parlant lui aussi de *« convergences »*, M. Hu Yaobang s'est félicité des efforts déployés par la France pour donner *« une impulsion à l'union de l'Europe »* et a noté avec satisfaction la *« tendance au rapprochement entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest »*.

Outre le premier ministre, M. Chirac, et les principaux membres du gouvernement, de nombreuses personnalités assistaient au dîner de l'Elysée, parmi lesquelles M. Georges Marchais, M. Henri Krasucki et la chanteuse Mireille Mathieu, qui a fait récemment une tournée en Chine.

POINT DE VUE

Le deuxième souffle

par FRANÇOIS GODEMENT(*)

EN visitant l'Europe de l'Ouest, *le secrétaire général du PC* chinois, M. Hu Yaobang, *imprime un nouveau style à la politique chinoise.*

Ces dernières années, le rôle du Parti communiste chinois a parfois semblé moins évident. L'étendue des réformes et de la décentralisation, la compétition entre appareils d'Etat gérant l'ouverture extérieure, le pragmatisme nationaliste sans cesse réaffirmé ont pu sembler réduire le rôle effectif du parti. Or le secrétaire général, s'appuyant sur une génération montante, a souvent amené d'importantes corrections à la politique suivie : vis-à-vis des Etats-Unis et du déploiement des armes nucléaires, notamment, M. Hu Yaobang s'est exprimé avec une autonomie qu'on a parfois prise, à tort, pour de la *maladresse.*

En politique intérieure, la poursuite et les limites de la *libéralisation,* la lutte contre la corruption ont souvent paru relever de sa compétence ou de celle de ses adjoints. Peut-être même *une certaine division du travail s'est*-elle installée dans les faits. Le premier ministre *Zhao Ziyang mène une* très délicate politique économique *cautionnée par Deng Xiaoping ;* M. Hu Yaobang conduit l'appareil *politique* et *introduit* les changements idéologiques, sous réserve *d'arbitrage par Deng lui-même.*

Deux sujets exemplaires

Cette évolution offre à la France, comme à l'Europe, l'occasion de renforcer un dialogue à long terme avec les autorités politiques de la Chine populaire. Les relations sino-françaises, en particulier, cherchent leur second souffle. L'avantage politique issu de la reconnaissance de la Chine en 1964 est depuis longtemps épuisé. Les préoccupations commerciales ont, de loin, pris la première place : rarement autant que ces dernières années, un tel effort économique du gouvernement français n'avait été consenti en direction de la Chine.

Certaines questions, entretemps, sont devenues moins brûlantes. La Chine ne peut plus se faire le porte-parole d'un allié nord-coréen qui penche de plus en plus vers Moscou ; le conflit cambodgien s'enkyste, en dépit de tous les ballets diplomatiques ; Pékin trouve de plus en plus un point d'équilibre entre les deux grands.

C'est donc sur des points nouveaux que la France peut intensifier le dialogue : deux sujets paraissent exemplaires. La France, comme la Chine, a été conduite depuis le milieu des années 50 à édifier une politique de dissuasion nucléaire indépendante. La France y ajoute aujourd'hui une dimension de défense européenne que la Chine cite souvent en exemple. Or les deux pays sont concernés par la mise en cause croissante des essais nucléaires, y compris souterrains. Sans doute faut-il que la Chine admette la nécessité pour la France de mener à bien ces essais sur son territoire du Pacifique, mais sans doute faut-il aussi que l'une et l'autre envisagent, à terme, leur attitude envers des conversations portant sur la réduction des armements, stratégiques et classiques.

Le second enjeu est franco-français. La Chine est le modèle de ces pays en voie d'industrialisation avec qui la coopération Nord-Sud ne peut pas seulement être une aide accordée à des nations prolétaires, mais aussi le soutien d'un tissu de relations commerciales saines. En 1985, les échanges entre la Chine et la CEE ont dépassé le commerce sino-américain, et les résultats avec la France se sont révélés convenables dans cet ensemble.

A l'heure où le Japon et les Etats-Unis, forts de leurs positions commerciales ou des privilèges d'exclusivité que leurs firmes ont acquis, paraissent parfois se dérober devant les difficultés réelles du terrain chinois, la France doit poursuivre l'effort en matière de transferts de technologies et de formation qu'elle a entrepris.

Face à une Chine plus influente et plus stable, il est souhaitable que la France fasse également preuve de continuité.

(*) Maître de conférences à l'Ecole des langues orientales, chargé de mission à l'IFRI.

A TRAVERS LE MONDE

AUTRICHE

M. Waldheim souhaite visiter le camp de concentration de Matthausen

Le nouveau président autrichien, M. Kurt Waldheim, a annoncé, le lundi 16 juin, son intention de visiter l'ancien camp de concentration de Matthausen, situé au nord-est de Vienne, afin, a-t-il dit, de *« convaincre les gens qui hésitent à reconnaître sa bonne volonté. »*

Interrogé par Europe 1, M. Waldheim a indiqué aussi qu'il *« ne voyait pas d'objection »* à la proposition de M. Simon Wiesenthal, directeur du Centre de documentation juive à Vienne, de former une commission d'historiens spécialisés dans les affaires militaires chargés de se prononcer sur son passé. Il a toutefois estimé que la composition de cette commission devrait être *« correcte et objective »*. Confirmant l'accord de principe de l'ancien secrétaire général de l'ONU à cette proposition, M. Wiesenthal a déclaré, de son côté, dans une interview publiée mardi dans *le Matin* que, *« sur la base de tous les documents »* qu'il avait vus, il n'avait *« pas pu constater qu'il* [M. Waldheim] *avait ordonné des crimes, qu'il avait participé à des exécutions ou qu'il les avait même suggérées »*. M. Waldheim a enfin affirmé à Europe 1 qu'il combattrait l'antisémitisme dans son pays et continuerait à faire de l'Autriche un point de transit des juifs venant d'Union soviétique.

CHILI

Attentats à la bombe dans le métro

Santiago-du-Chili. — Un homme a été tué et sept autres personnes ont été blessées, dont trois grièvement, lors d'un attentat à la bombe dans le métro de Santiago, lundi 16 juin, en début de matinée. L'attentat qui a eu lieu dans la station de Tobalaba, dans la banlieue résidentielle de la capitale chilienne, n'a pas été revendiqué. Une autre explosion, à la station de Los Heroes, dans le centre-ville, n'a provoqué que d'importants dégâts matériels. Ces attentats ont eu lieu alors qu'une centaine d'étudiants et d'enseignants ont été interpellés à Santiago, lors de l'intervention de l'armée et de la police dans les universités, au premier jour d'une grève dans l'enseignement. Cette grève a été organisée par le Conseil des fédérations des étudiants du Chili, qui demande l'arrêt de l'intervention des autorités gouvernementales dans les universités. — *(AFP, Reuter.)*

ISRAËL

L'affaire du Shin Bet rebondit

Le chef du Shin Bet — service de sécurité intérieure, — M. Avraham Shalom, a bien lui-même donné l'ordre de tuer les deux membres d'un commando palestinien capturés vivants puis « exécutés » de sang-froid après un détournement d'autobus en 1984, a affirmé, lundi 16 juin, la radio nationale israélienne. Rien ne permet, cependant, d'établir si cet ordre émanait du premier ministre de l'époque, M. Yitzhak Shamir, dont le Shin Bet dépendait directement, a poursuivi la radio en citant des sources proches des services de renseignement.

Une enquête en cours sur cette affaire a été retardée par la *nomination-surprise, début juin, d'un nouveau conseiller juridique du* gouvernement, M. Yossef Harrish, en remplacement de M. Yitzhak Zamir, *qui insistait pour faire traduire en justice le chef du Shin Bet en* dépit de l'opposition du gouvernement de coalition. — *(AFP).*

ITALIE

Ouverture du procès des pirates de l'« Achille-Lauro »

Gênes. — Le procès des pirates de l'*Achille-Lauro* doit s'ouvrir, mercredi 18 juin, à Gênes, huit mois après le détournement le plus spectaculaire de l'histoire du terrorisme palestinien. L'enquête a abouti à émettre des chefs d'accusation contre seize personnes, dont cinq seulement seront présentes dans la salle du tribunal. Le principal absent sera Abou Abbas, chef du Front de libération de la Palestine, considéré comme l'organisateur de toute l'opération au cours de laquelle un passager, Leon Klinghoffer, un citoyen juif américain invalide avait été tué. L'affaire avait provoqué une petite crise gouvernementale en Italie et une tension passagère entre Rome et Washington, à la suite de l'arraisonnement en vol, le 10 octobre, par des appareils militaires américains de l'avion transportant d'Egypte vers la Tunisie Abou Abbas et les auteurs du détournement de l'*Achille-Lauro,* l'obligeant à se poser sur la base de Sigonella, en Sicile, sous contrôle de l'OTAN. Estimant ne pas disposer de preuves, les autorités italiennes avaient laissé repartir Abou Abbas vers la Yougoslavie. — *(AFP, AP.)*

PHILIPPINES

Révélations d'un procureur

Manille. — L'ex-président Ferdinand Marcos avait ordonné à un *juge et à des procureurs d'acquitter les militaires jugés pour l'assassi*nat du sénateur Benigno Aquino, a révélé, lundi 16 juin, un procureur *devant une commission spéciale d'enquête.* M. Manuel Herrera a précisé que M. Marcos avait ordonné au ministère public de ne retenir que des charges secondaires et *la seule complicité pour le chef des* forces armées de l'époque, le général Fabian Ver, et plusieurs autres *officiers de haut rang afin qu'ils puissent être libérés sous caution en* attendant le procès. *« Il vaut mieux qu'ils soient jugés maintenant et acquittés »*, avait dit le président Marcos au juge d'alors, M. Manuel Pamaran, selon le procureur Herrera. *« Oui, monsieur le président, c'est le meilleur des arrangements »*, avait répondu M. Pamaran.

Le procureur Herrera témoignait devant une commission désignée par la Cour suprême et qui tenait lundi sa première audience publique. Elle a pour tâche de mettre en lumière les irrégularités qui ont marqué le procès des assassins de B. Aquino, afin, le cas échéant, de décider d'un nouveau procès. Le premier s'était terminé en décembre dernier par l'acquittement du général Ver et de vingt-cinq autres accusés. — *(AFP.)*

AUX JOURNÉES DES VILLES JUMELÉES A GORÉE

M. Mauroy préconise un « Plan Marshall » pour le tiers-monde

De notre envoyée spéciale

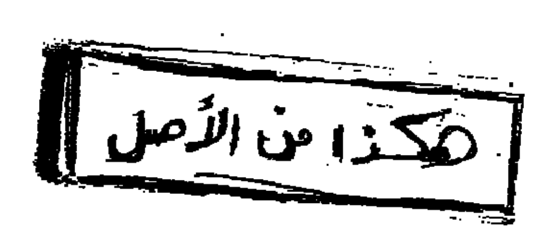
Dakar. — Après avoir été affectée il y a deux ans par des conflits internes, la Fédération mondiale des villes jumelées prend sous l'impulsion de son président, M. Pierre Mauroy, un nouvel élan. Pouvant se prévaloir aujourd'hui de 1 200 jumelages, locaux ou régionaux, répartis dans plus de soixante pays, elle a montré du 13 au 15 juin, lors des rencontres de Gorée (Sénégal), qu'elle souhaitait occuper une place entière parmi les organisations non gouvernementales s'occupant du développement dans le tiers-monde (*le Monde* du 17 juin).

Dès son arrivée à la tête de la FMVJ, en 1984, M. Mauroy avait fait connaître son intention de redonner à celle-ci sa vocation d'organisation internationale et d'agent du développement. A Gorée, les élus locaux et régionaux ont réfléchi aux moyens de donner à leur fédération une meilleure efficacité. Les grandes lignes avaient été tracées par le maire de Lille dans son discours d'ouverture. Selon lui, les jumelages-coopération doivent respecter l'autonomie des villes et se fonder sur le volontariat, *« chaque ville étant la mieux à même d'apprécier l'effort humain, technique et financier qu'elle peut consentir »*. Mais les instances de la FMVJ doivent assumer leur rôle *« d'incitation et de coordination »*. De même il est indispensable qu'une structure puisse étudier sérieusement les besoins exprimés par les collectivités bénéficiaires, suivre et contrôler les projets soutenus.

M. Mauroy a également profité de ces journées pour lancer l'idée d'un « fonds » qui pourrait donner une meilleure assise financière à la fédération. Pour lui, *« la crise économique mondiale est avant tout le fruit d'un manque de solidarité et de lucidité »*, et il faudrait un « plan Marshall » pour sauver le tiers-monde. *« Le plan Marshall dont a bénéficié l'Europe constitue une référence très actuelle pour nous. Il fut généreux en cela que l'Amérique mit ses richesses à la disposition de l'Europe sans distinguer vainqueurs et vaincus ; et qui peut nier aujourd'hui qu'en assurant pour longtemps la prospérité américaine, il fut, simultanément, d'un réalisme absolu ?*

» Si les villes réunies n'ont pas les moyens de suppléer la carence des Etats ni la prétention de se substituer à eux, a-t-il ajouté, *elles peuvent néanmoins apporter une contribution au développement qui sera originale dans son contenu et dans ses modalités. »*

CHRISTIANE CHOMBEAU.



EUROPE

Espagne

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE FELIPE GONZALEZ

« Sur le bon chemin »

De notre envoyé spécial

Pampelune. – *« Felipe presidente ! »* Partout, de Valence à Pampelune, de Malaga à Oviedo, c'est la même clameur, la même forêt frémissante de petits drapeaux verts agités par la foule, le même slogan : *« Sur le bon chemin »*, qui illustre le leitmotiv de la campagne socialiste : la continuité dans le changement.

Malgré la redoutable concurrence du Mundial à la télévision, le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) joue à bureaux fermés depuis le début de la campagne électorale, surtout lorsque la vedette de l'équipe socialiste mène le jeu : partout, M. Felipe Gonzalez – qui a abandonné, pour quelques semaines, la casquette de président du gouvernement pour celle de secrétaire général du parti – fait salle comble.

A l'extérieur des arènes et des salles de sport, il faut installer des haut-parleurs pour que les milliers de personnes qui n'ont pu entrer puissent suivre sa prestation.

Pas de doute : le PSOE, une fois de plus, est le grand favori de la compétition. Même si, à en croire les derniers sondages, la majorité absolue n'est plus aussi assurée qu'il ne le paraissait de premier abord. Dans les meetings, l'enthousiasme est le même qu'en 1982. Le rituel, lui, a changé. Fruit de cette conversion à la modération, l'hymne électoral a définitivement remplacé l'Internationale ; les doigts écartés en un V de la victoire se sont substitués au poing levé ; la couleur rouge a été bannie des emblèmes et des bannières du parti et a cédé la place à un vert de bon aloi, politiquement plus tempéré. Seul symbole des temps passés : la rose au poing est toujours là.

Le scénario des meetings est bien rodé. En vedette américaine, un ministre, ou un dirigeant du parti, est chargé d'administrer une volée de bois vert aux adversaires. A Pampelune, cette tâche incombe au ministre de l'économie, M. Carlos Solchaga, un enfant du terroir. Le chef de l'opposition conservatrice, M. Manuel Fraga Iribarne, est sa cible de choix. *« Est-ce que Fraga, qui a été ministre de l'information de Franco durant sept ans et a passé son temps à contrôler la télévision et à fermer les journaux, va donner des leçons de liberté aux socialistes ? »* Et de poursuivre : *« Lorsque la droite parle de liberté d'enseignement, veut-elle revenir à l'époque où les écoles étaient aux mains de l'Eglise ? »*

Un coup ensuite pour M. Adolfo Suarez qui semble vouloir marcher sur les plates-bandes électorales des socialistes : *« A l'époque où Suarez militait dans le Front de la jeunesse franquiste, les jeunes socialistes croupissaient en prison »*. Quelques heures plus tard, à Vitoria, c'est le secrétaire général des socialistes basques, M. José-Mario Benegas, qui déclare : *« Chaque fois que le seigneur Fraga parle de liberté, ce devrait être pour demander pardon aux Espagnols ! »* La foule rugit d'aise : il est des dictatures de quarante ans qui ne s'oublient pas de sitôt !

Lorsque « Felipe », comme l'appelle l'Espagne profonde, monte à la tribune, c'est chaque fois la frénésie, le délire. Depuis qu'il a accédé à la présidence il y a quatre ans, « Felipe » a peu changé. La silhouette et le visage se sont quelque peu empâtés, le propos se veut moins débridé. Mais il a conservé cette étonnante facilité de communication avec la foule, ce ton didactique sans paternalisme.

Un hymne à la « patience historique »

Avec lui, la modération n'est pas que dans le rituel ; elle est aussi dans le discours. C'est un hymne continuel à la *« patience historique »* qu'entonne M. Gonzalez à la tribune. *« Certains disent que nous sommes modérés, Non, c'est que nous connaissons l'histoire de l'Espagne,* explique-t-il. *Combien de fois a-t-on essayé dans notre pays de réaliser cette expérience de progrès qui est aujourd'hui la nôtre, et combien de fois la précipitation a-t-elle tout fait échouer, face à l'intolérance de nos adversaires ? »* Et de conclure : *« Nous devons gagner à la fin du vingtième siècle cette bataille que les partisans du progrès n'ont cessé de perdre en Espagne depuis le début du dix-neuvième. »*

Patience, ténacité, persévérance : telles sont les vertus que « Felipe » demande aujourd'hui à ses troupes. *« Nos adversaires,* dit-il, *redoublent leurs attaques parce qu'ils savent que si nous gouvernons durant une seconde législature, les réformes que, nous avons entreprises seront irréversibles, que ce soit en matière de justice, de liberté, d'enseignement, de santé. »* Et d'ajouter en haussant le ton : *« Le 22 juin, la droite ne va pas seulement perdre les élections ; elle va aussi manquer définitivement le train de l'histoire de l'Espagne. »*

Echaudés par le précédent de 1982, les socialistes évitent cette fois toute promesse inconsidérée. Dans un pays qui a connu quatre ans de durs sacrifices et où le taux de chômage est le plus élevé d'Europe, peut-on se limiter à demander aux électeurs la continuité dans l'effort ? *« L'élément nouveau que nous introduisons dans notre campagne,* a affirmé un de ses organisateurs, *c'est que l'essentiel de l'assainissement est désormais réalisé et que nous pouvons donc désormais passer à une politique plus redistributive, plus socialiste »*.

Socialiste ? A la tribune, « Felipe » s'abstient de prononcer le terme. C'est un message plus large qu'il délivre, axé sur la nécessaire modernisation de l'Espagne après l'adhésion au club européen.

En privé, certains responsables du PSOE reconnaissent, que leur parti doit cependant veiller à ne pas se convertir, sous couvert de pragmatisme, en une simple machine à exercer le pouvoir, davantage préoccupé de gérer que de transformer. A cela, d'autres rétorquent que, dans tous les pays le socialisme se doit aujourd'hui de remettre en question ses traditions et son credo et que le PSOE est l'un des partis les mieux placés pour avancer dans cette voie.

THIERRY MALINIAK.

RFA

APRÈS LES ÉLECTIONS EN BASSE-SAXE

Le chancelier Kohl attaque vivement l'opposition et les syndicats

De notre correspondant

Bonn. – Tirant les conclusions des élections de Basse-Saxe, les partis politiques ouest-allemands ont sans plus tardé donné le coup d'envoi lundi 16 juin à la précampagne pour les élections législatives de janvier 1987. Sur un ton très offensif, le chancelier Helmut Kohl s'en est pris d'emblée à la prétention du Parti social-démocrate de vouloir briguer *seul, sans les Verts*, la majorité absolue. Pour la première fois dans l'histoire de la RFA, deux blocs politiques se font face, a-t-il souligné, en attaquant violemment les Verts, mais aussi les syndicats, qu'il a acusés de déroger aux traditions politiques ouest-allemandes en prenant parti contre l'actuelle majorité.

Echaudés, mais visiblement soulagés par la courte victoire du ministre-président Ernst Albrecht à Hanovre, les dirigeants de la CDU ont repris à leur compte la stratégie utilisée au cours de ces dernières semaines par les chrétiens-démocrates de Basse-Saxe en radicalisant le débat. Une stratégie qui vise à enfermer le candidat social-démocrate à la Chancellerie, M. Johannès Rau, et tous ceux qui le soutiennent dans le guetto d'une coalition entre les « rouges » et les « verts ». Conscients du manque de crédibilité pour le moment d'une majorité absolue social-démocrate, le ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie est pourtant plus décidé que jamais, comme il l'a réaffirmé lundi au cours d'une conférence de presse, à se battre pour le centre, en appelant à tous pour barrer la route à la réélection du chancelier Kohl.

Le Parti social-démocrate entend notamment faire campagne sur l'incapacité du gouvernement à réduire le chômage ainsi que sur l'affrontement de plus en plus ouvert qui l'oppose à la fédération des syndicats. Au cours de leur dernier congrès, au mois de mai, à Hambourg, les dirigeants du DGB n'ont pas fait mystère de leur volonté de s'engager dans la campagne, si besoin est, pour obliger le gouvernement à en revenir à une politique d'équilibre entre le patronat et les syndicats.

Le chancelier Kohl, qui s'en est pris lundi avec une violence toute particulière au syndicat IG Metall, le plus virulent au cours des dernières années, espère néanmoins compter sur les divergences entre les syndicats de branche du DGB pour parvenir à fissurer le front qui s'est formé contre lui. Il sait également pouvoir compter sur la relance, ces derniers mois, du scandale du Neue Heimat, cet immense empire immobilier appartenant au DGB, dont la gestion pour le moins scabreuse n'en finit pas depuis 1982 de faire des vagues en RFA.

Les partis de la majorité ont décidé, il y a deux semaines, la création d'un commission d'enquête parlementaire chargée de faire la lumière sur les pratiques financières des dirigeants du DGB. Ils souhaitent que celle-ci puissent rendre ses conclusions avant la fin de l'année, c'est-à-dire dans la phase finale de la campagne, espérant du même coup faire un peu oublier les propres problèmes auxquels le chancelier Kohl et ses amis ont été confrontés ces dernières années, en raison notamment de l'affaire Flick.

HENRI DE BRESSON.

Pologne

Le pouvoir accentue son offensive contre les opposants

A l'approche du congrès du parti, qui doit s'ouvrir fin juin, les autorités de Varsovie multiplient les arrestations dans les milieux de l'opposition, et intensifient leur campagne de propagande destinée à présenter les responsables de Solidarité, en particulier les militants clandestins du syndicat dissous, comme des agents stipendiés de l'étranger et des espions.

Le « clou » de cette offensive a été la diffusion, lundi 16 juin, par la télévision polonaise, d'une bribe d'interrogatoire de M. Zbigniew Bujak, le responsable le plus connu de la clandestinité, arrêté le 31 mai dernier. Présentée à l'heure où toute la Pologne était devant ses téléviseurs pour assister à la retransmission du match de football Pologne-Brésil, cette courte séquence, filmée de toute évidence à l'insu du prisonnier, permettait d'entendre M. Bujak s'expliquer sur l'origine d'une somme de 2 000 dollars découverte dans l'appartement où il se cachait.

Dans le fragment de réponse présenté, M. Bujak explique que cette somme représentait la rémunération d'interviews écrites, accordées à des médias occidentaux.

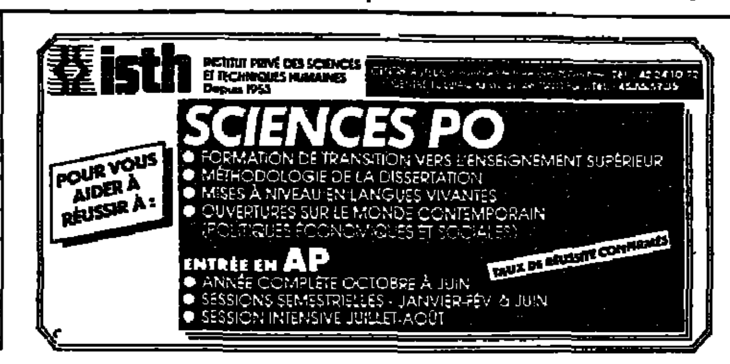
Parallèlement, la télévision a montré une série d'objets découverts, selon le commentateur, dans l'appartement du militant clandestin, notamment une radio et un micro-ordinateur, décrits comme *« du matériel classique utilisé à des fins d'espionnage »*.

Dans le même temps, les deux anciens conseillers les plus proches de M. Walesa, MM. Geremek et Mazowiecki, continuent d'être convoqués pour une multitude d'interrogatoires, théoriquement en tant que « témoins », dans le cadre de l'enquête sur les activités clandestines du mouvement.

Enfin, après l'arrestation, jeudi 12 juin, de six personnes apparemment accusées d'avoir été mêlées à des activités d'édition « illégale », une trentaine d'autres sympathisants de Solidarité ont été arrêtés dans un petit village du sud de la Pologne, Juszczyn, où ils étaient venus fêter l'anniversaire de l'ordination d'un prêtre connu pour son engagement auprès du mouvement dissous (ce qui lui a d'ailleurs valu d'être muté à la campagne par la hiérarchie épiscopale). Parmi les personnes arrêtées, et qui devraient être jugées incessamment selon la procédure « accélérée » qui réduit très considérablement les possibilités de la défense, figure Mme Anna Walentynowicz, une ouvrière de Gdansk qui fut l'une des principales figures des grèves d'août 1980.

Dans le même temps, les autorités judiciaires ont aggravé les charges qui pesaient sur deux jeunes gens qui avaient refusé de prêter le serment du soldat, qui comprend une formule d'allégeance à l'URSS. Accusés de *« direction d'une organisation criminelle »*, les deux militants du mouvement Liberté et Paix encourent désormais un maximum de dix ans de prison.

A Genève, les représentants des pays socialistes, à l'exception des Roumains et des Chinois, ont quitté la salle des séances de l'ONU lorsque le représentant de Solidarité en Occident, M. Jerzy Milewski, a donné lecture d'un message adressé par Lech Walesa à l'Organisation internationale du travail. Le président de Solidarité demandait à l'OIT d'aider au rétablissement des libertés syndicales en Pologne, où, selon lui, les travailleurs n'ont *« plus aucun moyen légal de protection »*. Les délégués bulgares, avant de se retirer, avaient tenté d'empêcher M. Milewski de parler. La délégation de la CGT française n'a pas quitté la salle, mais ne s'est pas jointe aux applaudissements.



Italie

ACCUSÉ D'EXTORSION DE FONDS

Le psychanalyste Armando Verdiglione s'estime victime d'une machination

Le procès pour extorsion de fonds intenté à M. Armando Verdiglione, le célèbre psychanalyste italien, s'est ouvert le lundi 16 juin, à Milan.

De notre correspondant

Rome. – *« J'ai l'impression que la fondation Verdiglione n'est pas encore suffisamment connue en France... »* La remarque arrive, négligemment, entre la poire et le fromage dans un des grands restaurants de Milan. A son arrivée, le maître a été reconnu par une tablée de Japonais : ils l'avaient vu à Tokyo, lors d'un colloque auquel il avait amené Jorge Luis Borges, sauf erreur.

Nous n'avons, à l'époque, qu'imparfaitement compris le propos subtils de notre hôte et son concept favori de *« nouvelle Renaissance »* ! Au passage, il récusait vivement les *accusations qui lui étaient adressées*, ici et là, d'avoir voulu, en organisent un grand congrès de psychanalyse à New-York, *« prendre la place laissée libre par le Français Jacques Lacan »*, décédé depuis peu. Il s'agissait seulement d' *« aider le futur à accoucher de lui-même »*. Ou quelque chose d'équivalent. Le regard, qui se fiche, très noir, au fond des yeux de l'interlocuteur, se veut envoûtant.

Las ! Nous n'avions jamais, alors, entendu parler de la Fondation Verdiglione et nous osons l'avouer tout crûment à son « patron ». C'est le moment du dessert – du moins pour nous, car le grand psychanalyste, depuis une cure d'amaigrissement, ne se nourrit que de légumes et de thé. Une infinie commisération se lit sur le visage du maître. Un reste de pitié, pourtant : en prenant congé, il nous invite à un colloque qu'il organise peu de jours après à Rome.

Au début de janvier, Armando Verdiglione était entendu par la justice : présomption d'extorsion de fonds à des patients trop crédules, ou subjugués. Il y a beau temps en Italie que les moins malveillants eux-mêmes se demandaient d'où pouvaient bien provenir les milliards de lires avec lesquels sa Fondation organisait ses colloques transcontinentaux auxquels était somptueusement invité le Gotha de l'intelligentsia planétaire.

D'abord, l'enquête a piétiné. Et puis Mme Giuliana Sangalli, assistance du maître, co-inculpée, s'est mise à parler. Beaucoup ! Au point que les observateurs du procès du maître, qui a commencé le lundi 16 juin devant le tribunal de Milan, doutent que le prévenu puisse s'en tenir à son système initial de défense : il serait victime d'une odieuse machination ourdie par des concurrents jaloux du renom international qu'il avait su donner à sa façon de concevoir et de pratiquer la psychanalyse.

JEAN-PIERRE CLERC.

● *Nouveau procès d'anciens « brigadistes ».* – Plusieurs dirigeants des Brigades rouges, dont leur fondateur, Renato Curcio, et leur « idéologue », Giovanni Senzani, comparaissaient, lundi 16 juin, à l'ouverture du nouveau procès relatif aux attentats commis entre 1977 et 1982 à Rome par l'organisation extrémiste, y compris l'assassinat d'Aldo Moro en 1978. Ce procès en cour d'assises fait suite à un autre au cours duquel une soixantaine de brigadistes romains avaient été condamnés à de lourdes peines de prixon. – *(Reuter.)*

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Reagan estime « prématurée » une reconnaissance diplomatique de la résistance afghane

De notre correspondant

Washington. – M. Reagan a courtoisement, mais fermement, repoussé lundi 16 juin un appel à une reconnaissance diplomatique de la résistance afghane par les Etats-Unis. *« Nous continuerons à discuter de cette question, mais il serait prématuré de la résoudre maintenant »*, a-t-il déclaré aux quatre représentants de l'Alliance de la résistance afghane qu'il recevait dans le bureau ovale de la Maison Blanche.

Ce refus semble avoir lourdement pesé sur un entretien qui avait été conçu comme une démonstration du soutien de l'Amérique aux « combattants de la liberté » – le nom générique donné par le gouvernement de M. Reagan à l'ensemble des mouvements de guérilla qui s'opposent de par le monde à des régimes soutenus par Moscou. Spectaculaire, *ne serait-ce que* par la réception à la Maison Blanche de soldats irréguliers en turbans et pantalons bouffants, cette rencontre a permis également de mesurer la distance entre les proclamations politiques des dirigeants américains et les prudences diplomatiques auxquelles ils se tiennent dans la *pratique*. Outre la question de la reconnaissance de la résistance – et celle, directement liée, de l'éventuelle fermeture de l'ambassade américaine à Kaboul, – ces discussions ont en effet laissé voir un désaccord profond sur la question des livraisons d'armes.

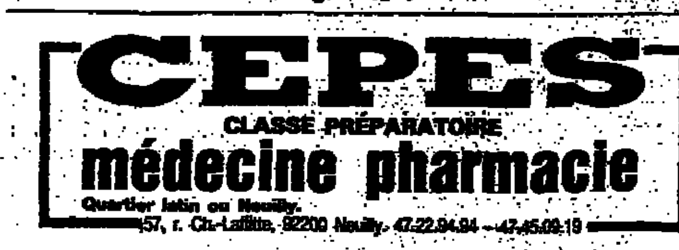
Alors que des indiscrétions parlementaires avaient récemment laissé penser que l'administration s'était décidée à fournir des missiles anti-aériens portables Stinger à la guérilla, M. Burhannudin Rabbani, le porte-parole de l'Alliance, a mis les choses au point au cours d'une conférence de presse en déclarant que ces armes n'avaient été ni livrées ni mêmes promises.

Troisième point de désaccord : les représentants de la résistance ont vivement déploré le soutien apporté par les Etats-Unis à la médiation de l'ONU entre le Pakistan et le gouvernement de Kaboul. Si jamais ils aboutissaient, ces pourparlers indirects conduiraient à une mise à l'écart de la résistance au profit d'un retrait progressif des troupes soviétiques et d'une forme de neutralisation de l'Afghanistan dans laquelle le rôle des autorités actuelles demeurerait fondamental. Or, si une formule de ce type peut être considérée comme l'unique issue possible, elle marquerait un succès certain pour Moscou, qui trouverait là le moyen de se sortir d'une aventure militaire extérieure sans céder pour autant le terrain acquis.

Au lendemain de sa rencontre au sommet avec M. Gorbatchev, en novembre dernier à Genève, M. Reagan avait exprimé une certaine confiance dans la volonté des Soviétiques d'échapper au bourbier afghan. Il ne fait guère de doute qu'en recevant en personne les représentants de la guérilla le président américain entendait accroître la pression sur Moscou, quoique sans s'engager outre mesure. C'est ce qu'il a fait, mais il a trouvé en face de lui des combattants qui peuvent, jusqu'à un certain point, se permettre de lui tenir tête en affirmant qu'ils ne sont pas que des pions.

BERNARD GUETTA.

● *Vers l'expulsion d'un ancien nazi letton.* – La Cour suprême des Etats-Unis a ouvert la voie, lundi 16 juin, à l'expulsion de Boleslav Maikovskisce, d'origine lettonne, condamné à la peine de mort en URSS pour crimes de guerre nazis pendant la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui âgé de quatre-vingt-deux ans, Maikovskisce était arrivé aux Etats-Unis en 1951. Il avait dissimulé ses activités passées lors de sa demande de visa. Il est accusé d'avoir ordonné la destruction du village d'Audrini en Lettonie en décembre 1941 causant ainsi la mort d'environ trois cents personnes. Le pays vers lequel il sera expulsé n'a pas encore été déterminé. – *(AFP.)*



LES HINDOUS FACE AU TERRORISME SIKH AU PENDJAB

La valise ou le turban

(Suite de la première page.)

Seule différence, là-haut, c'est l'Armée de libération de Khalistan (ALK), une faction indépendantiste rivale, qui signe les injonctions et fait régner la terreur. Au total, les renseignements de la police auraient identifié au moins trente-sept commandos terroristes de quatre à six hommes bien entraînés. Mission quotidienne : braquages de banques et de commerçants, attaques de stations de police isolées, attentat à la bombe dans des lieux publics, mitraillages méthodiques de marchés ou de quartiers hindous. Objectifs immédiats : déstabilisation de l'Etat, intimidation systématique des Hindous pour qu'ils s'en aillent et forcent éventuellement, à leur tour, les six millions de sikhs disséminés dans le reste de l'Inde (1) à rentrer au *« pays des cinq rivières »* (Pendjab, en sanscrit).

« Nous n'avons qu'un seul but, déclarait récemment à un journal indien, M. Tarsem Singh Kohar (vingt-sept ans), le chef de l'ALK, *et c'est le Khalistan ».* Dix mille personnes au moins (2), dont un premier ministre, une centaine de policiers, plusieurs dizaines de politiciens modérés, des prêtres, des médecins, des soldats, des commerçants et des journalistes, ont déjà payé le prix du sang au cauchemar khalistanais.

L'idée d'une *« terre des purs »* (Khalistan, en pendjabi), indépendante de l'Inde et réservée aux sikhs, est née en 1947 du cerveau d'un universitaire sikh, Kapour Singh, réfugié à Londres. A l'époque, l'empire britannique des Indes était sur le point d'être démantelé au profit des musulmans indiens, qui, eux aussi, voulaient leur *« terre des purs »* (Pakistan, en ourdou).



La « taxe du Khalistan »

Ils l'ont eue. Mais le rêve de Kapour Singh, faute de soutien populaire, fut oublié. Les sikhs, qui représentent moins de 2 % des 750 millions d'Indiens, ont toujours fait preuve de la plus grande loyauté à l'égard de ce que les musulmans appellent, par dérision, l'« hindoustan ». L'immense majorité d'entre eux reste d'ailleurs opposée à l'idée khalistanaise réveillée en 1980 par un autre immigré sikh de Londres, M. Jagjit Singh Chauhan, « président » autoproclamé de *« la République khalistanaise en exil ».*

Harbans Lal, l'épicier hindou en instance de *« sikhisation »,* confirme à sa manière. *« Quand je suis parti du village, il y a deux ans, pour mettre ma famille à l'abri du terrorisme, ce sont mes voisins sikhs qui sont venus me chercher. Les affaires étaient mauvaises en Haryana, alors je suis revenu. »* A présent, il ne reste plus que cinq familles hindoues à Chattiwind. Ram Lubaye, le commerçant en gros du village, a préféré tout abandonner pour se réfugier dans un temple hindou d'Amritsar, la « ville sainte » du sikhisme, où les *« disciples » – Sikh en sanscrit –* sont curieusement minoritaires.

« Deux de nos oncles ont été assassinés par les terroristes le mois dernier, raconte la matrone de la famille. *Ils étaient huit, armés de pistolets mitrailleurs, arme favorite des tueurs khalistanais. Ils les ont sortis de la boutique pour les exécuter en pleine rue. Plus tard, nous avons reçu une lettre. Elle disait que si nous ne versions pas 50 000 roupies, deux autres membres de la famille seraient abattus. »* C'est ce qu'on appelle, au Pendjab, la *« taxe du Khalistan »,* et les sikhs prospères n'en sont pas dispensés.

Terrorisme et banditisme vont souvent de pair. La nébuleuse khalistanaise recrute indistinctement ses hommes de main chez les étudiants en chômage, les fanatiques religieux, les anciens communistes, les ex-soldats – il y a cent mille jeunes retraités de l'armée au Pendjab – et les trafiquants en tous genres. Le commerce clandestin, d'armes, d'alcool et d'héroïne est toujours allé bon train le long de la frontière pakistanaise. *« La déstabilisation du Pendjab ne fait pas seulement l'affaire du Pakistan »,* confirme M. Julio Francis Ribeiro, nouvel homme fort et chef de la police de l'Etat : *« Elle arrange aussi les contrebandiers et les criminels en tous genres. »*

Certains crimes, attribués au terrorisme, ne sont d'ailleurs que l'exécution de « contrats ». *« Jusqu'à l'éviction des Khalistanais du Temple d'or,* explique un homme d'affaires sikh, *il suffisait d'aller les voir et de leur dire : Voilà, j'ai un concurrent hindou gênant ; j'offre 20 000 roupies à la cause si vous m'en débarrassez. »* La pratique, déjà courante du temps de Bhindranwale, le « grand prêtre » sécessionniste tué au temple par l'armée en juin 1984, a été reprise par ses jeunes héritiers enturbannés.

Mais combien sont-ils au juste, ces *« fous du Khalistan » ?* Deux mille, trois mille ? Personne ne le sait. Une chose est sûre, reconnaît pourtant M. Ribeiro, qui a dressé une liste d'une centaine d'*« hommes à abattre »* : *« Ils sont décidés, bien entraînés et bien armés. »* L'Inde, périodiquement, accuse le Pakistan de les soutenir, mais elle n'en a jamais fourni la preuve irréfutable. *« De toute façon, les racines du problème sont au Pendjab,* juge une universitaire local, *et le cancer khalistanais gagne même parfois la police. »* Plus d'une centaine de policiers, dont des officiers, ont été récemment démis de leurs fonctions, voire assignés en justice, à la suite de la purge opérée par M. Ribeiro.

« Blue Star »

Certains avaient fermé les yeux sur des mitraillages terroristes, ou leur avaient même abandonné trop facilement leurs armes. D'autres cachaient des gens recherchés chez eux, ou abritaient des idées khalistanaises dans leur tête. Les services de renseignement de la police estiment à trente ou quarante les déserteurs, carrément passés à l'ennemi : des policiers, qui s'ajoutent aux soldats sikhs qui s'étaient mutinés après l'opération *« Blue Star »* (3), et dont plusieurs dizaines n'ont jamais été retrouvés.

Au total, la police pendjabie – trente-quatre mille hommes à 80 % sikhs – ne jouit guère de la confiance des populations. Et les forces paramilitaires, dominées par les hindous – Central Reserve Police (CRP) et Border Security Forces (BSF) – sont passées, en trois mois, de dix-huit mille hommes à vingt-cinq mille.

La moitié d'entre eux sont déployés dans les seuls districts frontaliers. Des jeeps neuves, reliées par radio, et des armes automatiques leur ont été distribuées, en remplacement de leurs pétoires de la guerre des Indes et des camions préhistoriques. Mais cela ne suffit pas à calmer l'appréhension des hindous. *« Qu'on nous donne des armes ! »,* demande Swami Hareesh Ashram, l'un des pères fondateurs du *« Shi Sena »,* organisation musclée créée il y a trois ans pour défendre les disciples de Vichnou contre ceux des Gourous. Et le « saint homme », poitrail barré d'un holster de revolver, d'accuser le gouvernement local du Pendjab, dominé par un parti sikh modéré, d'avoir *« partie liée avec le terrorisme ». « Seul, le déploiement de l'armée peut mettre un terme à l'exode hindou »,* ajoute-t-il.

Cette mesure extrême, réclamée par tous les partis politiques hindouistes de l'Inde, le ministre en chef de l'Etat, M. Surjit Singh Barnala, se refuse encore à la prendre. D'abord parce qu'elle signifierait son échec personnel – et aussi celui de M. Rajiv Gandhi, qui l'a placé là où il est pour faire régler la question sikh par un gouvernement sikh. Ensuite, et surtout, parce que Barnala, d'accord avec le chef de la police, est convaincu que l'armée ne viendrait pas à bout des terroristes. *« Voyez ce qui se passe en Ulster »,* conseille M. Ribeiro.

« Au pire, il est possible que l'armée par ses méthodes brutales, multiplie les vocations khalistanaises », craint même le juge Bains, un magistrat sikh appointé par Barnala pour examiner le sort des deux mille et quelques *« suspects »* enfermés depuis deux ans dans plusieurs geôles de l'Inde du nord. Terrorisme-répression-contre-représailles, c'est le cycle infernal dans lequel l'Etat le plus prospère de la Fédération indienne s'est peu à peu enfermé. *« Quatre-vingt-dix pour cent des soi-disant escarmouches au cours desquelles de jeunes sikhs ont été abattus par l'armée et la police, après l'opération Blue Star, étaient en réalité des exécutions pures et simples,* affirme encore le juge Bains. *La répression féroce des forces de sécurité a grandement contribué à l'escalade présente ».*

Aujourd'hui, rares sont les sikhs qui n'ont pas eu un ami, un parent, arrêté, maltraité, ou même tué dans les semaines d'après Blue Star. Or dans une région essentiellement rurale, à 70 d'analphabètes, et de surcroît prompte au lyrisme, ce n'est pas tant la vérité qui compte que la légende. Celle des *« massacres d'innocents sikhs par l'armée »* a la vie dure. Et la rumeur selon laquelle les Hindous auraient joué les indicateurs pour les soldats qui voulaient *« casser du sikh »,* court la campagne.

En définitive, une seule chose est absolument certaine, le terrorisme sikh et la répression ont tué 115 personnes en mars, 60 en avril, 95 en mai, une dizaine de plus dans la première semaine de juin, et ce n'est pas fini...

PATRICE CLAUDE.

(1) Neuf millions de sikhs vivent au Pendjab, où ils forment 52 % de la population. Les autres sont isolés dans les villes majoritairement hindoues du reste de l'Inde.

(2) Y compris les cinq mille sikhs – au moins – massacrés par des foules hindoues, en dehors du Pendjab, après l'assassinat d'Indira Gandhi en octobre 1984.

(3) Nom de code de l'opération militaire contre les insurgés du Temple d'or, le 4 juin 1984. En soixante-douze heures de combat, il y eut plus d'un millier de morts.

MONDES EN DEVENIR
LE DROIT INTERNATIONAL DANS UN MONDE DIVISÉ
Antonio CASSESE
13,5 x 20 cm - 376 p. - 149 F
Editions BERGER-LEVRAULT

REVUE DU MINITEL
Comment mieux utiliser les renseignements par Minitel ?
Vendu en kiosque

VENDEZ
TOUTE L'ANNÉE
LIVRES - DISQUES
A LA
SACELP
2, rue de l'École-de-Médecine angle 26, BOULEVARD Saint-Michel
Tél. : 40-46-02-45 75006 Paris
M° Odéon - RER Luxembourg

STRATÉGIES POUR LE PREMIER EMPLOI

Comment se construire un cursus universitaire en fonction de son projet professionnel. Quels stages rechercher prioritairement ? Le guide pratique du premier emploi à destination des étudiants et de leurs parents.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :
La course aux inscriptions : mieux connaître les méthodes de sélection des universités pour accroître ses chances d'y entrer ● **Les universités au secours des régions :** aujourd'hui, elles aussi, jouent le jeu de la création d'entreprise et du développement économique régional.



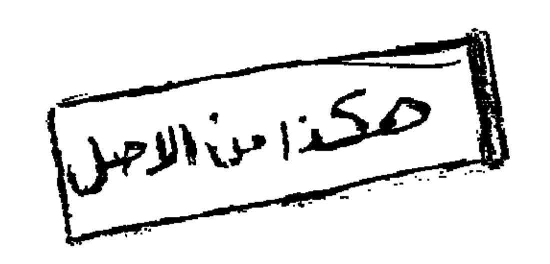
Supplément gratuit 40 pages
Avec *le Monde* mercredi 18 daté 19 juin

New York au fond des cieux pour 4.110 F.



2 vols quotidiens de Paris CDG 1. Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agence de voyages.
TWA
TWA ouvre la voie vers les USA.
Tarif Loisirs A/R 14-60 jours.

هكذا من الأصل



AFRIQUE

LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DES ÉMEUTES DE SOWETO

Une ville morte

(Suite de la première page.)

Un grand rendez-vous manqué de par la volonté du gouvernement de faire du 16 juin un jour comme les autres.

Mais le 16 juin ne fut pas un jour ordinaire. Il ne pourra plus jamais l'être. Là réside la victoire, même si elle est amère et si elle a le goût de la répression. Le pouvoir aussi peut être satisfait. Il a remporté ce qu'il avait qualifié d' « *épreuve de force* ». Comme l'a souligné l'ancien général Leon Mellet, désormais porte-parole du bureau de l'information : « *Les plans des radicaux ne se sont pas matérialisés.* »

Un geste symbolique

Si les rumeurs de Soweto se sont tues pendant un jour, celles de Johannesburg se sont affaiblies. Un trafic réduit, de nombreux magasins fermés, de rares Noirs sur les trottoirs et dans les bureaux, les gares routières et ferroviaires qui leur sont réservées, vides. Johannesburg à demi éteinte, patrouillée par la police, privée de ceux qui l'animent le jour, image symbolique d'une complémentarité dissociée, d'une ville craintive, repliée sur la peur engendrée par son « double » noir.

Tenant sa promesse, l'évêque Desmond Tutu a célébré un office religieux, non pas à Soweto mais en la cathédrale anglicane Sainte-Mary. Il a répété, devant une assistance essentiellement composée de Blancs, que l'apartheid était la source de tous les maux et que le Noir devait être définitivement reconnu comme un être humain.

Regina Mundi, la plus grande église de Soweto où est habituellement célébré l'anniversaire du 16 juin, était close, gardée par les forces de l'ordre qui avaient été disséminées à tous les endroits stratégiques de la cité. L'armée gardait les entrées principales de Soweto, fouillant les véhicules, contrôlant tout trafic.

Tôt lundi matin, une vingtaine de voitures chargées des fleurs qui avaient été déposées dans toutes les églises de Johannesburg sont venues buter sur l'un des barrages, devant l'hôpital de Baragwanath. Il s'agissait de former autour de la cité une immense guirlande de fleurs. Devant l'impossibilité d'accomplir ce geste symbolique, toutes les gerbes ont été déposées au pied des policiers par une délégation d'une quarantaine d'ecclésiastiques représentant toutes les Eglises. D'innombrables messages accompagnaient les couronnes et les bouquets. Ils ont été détruits par la police. Sur l'un d'eux figurait : « *Cher peuple de Soweto, de la même manière que je ne peux partager votre chagrin, vous ne pouvez partager ma honte !* ».

BOYCOTTONS L'AFRIQUE DU SUD !

Un office religieux célébré dans une église de Johannesburg a été dispersé par les forces de sécurité, car il constituait un rassemblement illégal. Autant qu'on puisse le savoir, le dixième anniversaire de Soweto s'est déroulé dans un calme relatif. Des incidents ont été signalés à plusieurs endroits du pays. Désormais, à compter du lundi 16 juin, il est interdit à la presse locale et internationale de diffuser – sans autorisation préalable – toute information et commentaire concernant le comportement des forces de sécurité dans leur tâche de maintien de l'ordre.

Cette disposition, prise en application de l'état d'urgence, a été publiée par le chef de la police, le général Johann Coetzee. Elle est assortie d'une autre interdiction, celle pour la presse de pénétrer et de rapporter ce qui se passe « *dans toute zone résidentielle noire ou autre où des émeutes se produisent* ». Un cran supplémentaire dans les restrictions imposées à la presse, après que celle-ci a reçu l'interdiction de publier toute nouvelle considérée comme « subversive ». Dorénavant, les informations concernant l'agitation dans le pays doivent recevoir l'imprimatur du bureau de l'information, sous peine de sanctions.

Le contrôle de l'information

Louis Nel, *ministre adjoint* de l'information, a sommé les correspondants étrangers de s'en tenir aux faits et de les présenter « *correctement* », c'est-à-dire en précisant, dans le nombre des morts quotidiens, ceux qui sont victimes des violences entre Noirs. La distinction est désormais toujours faite dans les bilans fournis par le bureau d'information. Ainsi, sur les trente et un tués depuis le début de l'instauration de l'état d'urgence (y compris ceux de l'attentat de Durban), vingt et un l'ont été par d'autres Noirs. M. Nel a d'ailleurs justifié l'état d'urgence par « *l'engagement sur le chemin de la violence et de la révolution des radicaux* ».

Interrogé sur divers indicents qui se seraient produits au cours de la journée de lundi, le bureau de l'information se borne à un « *no comment* », assorti de l'avertissement selon lequel la publication de détails sur les heurts qui se produisent lors d'émeutes constitue une violation de la réglementation de l'état d'urgence. Les responsables de cet organisme se sont également refusés à confirmer ou à infirmer la mesure prise à l'encontre de Mme Winnie Mandela, épouse de Nelson Mandela, le leader noir nationaliste emprisonné à vie, qui n'aurait plus le droit, du 16 juin au 20 juin inclus, de donner des interviews à la presse et de s'absenter de son domicile de Soweto entre 6 heures du soir et 8 heures du matin. Mme Mandela a qualifié cette décision de « *renvoi en prison* ».

Le contrôle gouvernemental sur toutes les informations ne permet pas de savoir si le calme a prévalu au cours de la journée du 16 dans toutes les townships du pays. Il a été cependant établi que les communications téléphoniques avaient été coupées dans bon nombre d'entre elles et que le mot d'ordre de grève générale a été très largement suivi, à l'exception du secteur minier. Les chiffres varient entre 30 % et 90 %, suivant les régions. Dans celle de Johannesburg et de Pretoria, la presque totalité des travailleurs noirs ne se sont pas rendus à leur travail, de même que dans les principales villes du territoire. Absentéisme que le gouvernement a expliqué par l'intimidation et par le manque de transports en commun.

A Pretoria, notamment, les services publics ont fait appel à des chômeurs, et l'armée a permis d'assurer un service minimum. La communauté noire a donc fait du 16 juin un jour férié, même si elle n'a pu, sous la contrainte, commémorer plus activement ses martyrs. Forme d'hommage que les autorités n'ont pu lui ravir.

MICHEL BOLE-RICHARD.

République sud-africaine

Le CICR n'a pu apporter son aide aux personnes récemment arrêtées

De notre correspondante

Genève. – Dès la proclamation de l'état d'urgence en Afrique du Sud, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a fait sa traditionnelle offre de services au gouvernement de Pretoria : visites aux personnes arrêtées et assistance aux victimes des troubles. Le CICR était autorisé, depuis une vingtaine d'années, à s'entretenir sans témoin avec ceux parmi les détenus qui avaient déjà été condamnés, mais il n'a jamais pu, en dépit de nombreuses démarches, approcher les prévenus. Il n'a donc pas encore été en mesure d'apporter son aide aux personnes récemment arrêtées.

Le CICR compte, depuis septembre 1985, dix-huit délégués sur le terrain, répartis dans sept régions : Le Cap, Orange, Port-Elisabeth, East-London, Durban, Transvaal du Nord et Transvaal du Sud. Quinze mille couvertures ont pu être mises à la disposition des sinistrés à Crossroads, en collaboration étroite avec la Croix-Rouge sud-africaine. Le CICR a également prévu deux cents tentes de très grande capacité qui pourraient servir de centres d'accueil provisoires.

A Soweto même, afin de pouvoir faire face à une recrudescence de la violence, l'organisation neutre et humanitaire de Genève, en coopération avec la Croix-Rouge du Transvaal du Sud, a mis sur pied une dizaine de postes de secours, ainsi qu'un dispositif d'une vingtaine d'ambulances avec liaisons radio.

A la conférence internationale du travail, qui siège depuis le 4 juin au Palais des nations, une minute de silence a été observée par les délégués gouvernementaux, employeurs et travailleurs, à la mémoire des victimes de Soweto. Le président de la conférence, M. Hugo Fernandez Faingold, ministre du travail et de la sécurité sociale de l'Uruguay, a adressé à M. Pieter Botha, président de la République sud-africaine, un message où il exprime, au nom de la conférence, « *sa solidarité profonde avec les syndicalistes et les autres victimes de l'état d'urgence en vigueur en Afrique du Sud et demande leur libération immédiate* », ajoutant « *la conférence vous invite, ainsi que votre gouvernement, à abolir toutes les lois et structures de l'apartheid, qui sont les causes de la crise actuelle en République sud-africaine. La conférence tient également à se solidariser avec ceux qui commémorent l'anniversaire des victimes de Soweto tombées il y a dix ans, victimes de la violence de l'apartheid* ».

ISABELLE VICHNIAC.

LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES A PARIS

« Les jours de l'apartheid sont comptés »

La conférence des Nations unies sur les sanctions contre l'Afrique du Sud, qui a été ouverte, lundi 16 juin, à Paris, par le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a adopté un message de solidarité avec le « *peuple en lutte d'Afrique du Sud* », à l'occasion du dixième anniversaire du « *massacre de Soweto* ». Ce message indique notamment : « *Le régime raciste a trop longtemps eu les coudées franches. On lui a donné à croire qu'il pourrait indéfiniment continuer sa politique. Qu'il sache aujourd'hui que les jours de l'apartheid sont comptés, et que les représentants des gouvernements et des peuples ici réunis sont décidés à extirper l'apartheid dans les plus brefs délais possibles.* »

Cette conférence, qui doit durer cinq jours, réunit près de deux cents participants venus d'une centaine de pays. A l'exception de la France et du Japon, présents à titre d'observateurs, les grands pays industrialisés, tels les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale, qui se sont jusqu'à présent opposés à des sanctions contre Pretoria, ne sont pas représentés.

La première journée de travaux a été marquée par les interventions du secrétaire général de l'ONU et du président sénégalais et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. Abdou Diouf, qui ont lancé des appels pressants en faveur de mesures concrètes pour éliminer l'apartheid. La conférence s'est ouverte par une minute de silence à la mémoire des « *victime innocentes* » de l'apartheid et M. Javier Perez de Cuellar a dévoilé, au siège de l'UNESCO, où se tient la conférence, une statue de bronze, intitulée *le Captif*, illustrant la situation des Noirs sud-africains victimes de la répression.

De nombreux délégués ont fait état de leur déception devant l'incapacité des ministres des affaires étrangères des douze pays de la Communauté européenne, réunis à Luxembourg, à dégager un compromis en faveur de sanctions.

Qualifiant cette réunion de « *conférence de la dernière chance* », le président Diouf s'est prononcé en faveur de sanctions « *globales et obligatoires* » qui sont « *seules capables de ramener les tenants de l'apartheid à la raison, avant que la région australe de l'Afrique ne devienne un brasier généralisé* ». Les sanctions, a-t-il estimé, se justifient d'autant plus que les démarches diplomatiques et politiques « *ont toutes échoué* ».

Pour sa part, M. Perez de Cuellar a souligné : « *Il est grand temps pour le gouvernement sud-africain de réaliser qu'il se fait tard pour une solution négociée, et de comprendre que son défi lancé à la communauté internationale tout entière ne peut être toléré indéfiniment.* »

M. Malhuret : « la France n'a pas cessé de condamner »

Bien que n'étant qu'observateur, la France a tenu à se manifester dès la première journée de la conférence. M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, a pris la parole, indiquant notamment : « *C'est sans doute aux Sud-Africains seuls, mais à tous les Sud-Africains, qu'il appartient de déterminer leur avenir. Mais il nous appartient de les aider à s'engager dans la voie qui leur offrira un avenir d'hommes libres et respectés.* »

Saluant la mémoire des « *innombrables victimes de la répression* », M. Malhuret a ajouté : « *L'apartheid doit disparaître. La France n'a cessé de le condamner sans réserve car c'est un système inacceptable.* »

L'ancien premier ministre, M. Laurent Fabius, et M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, étaient également présents, ainsi que l'ancien candidat noir à la présidence des Etats-Unis, le révérend Jesse Jackson, le chanteur Harry Belafonte et M. Williams grey, représentant démocrate américain, auteur d'un projet de loi actuellement en discussion au Congrès, qui prévoit des sanctions plus dures contre l'Afrique du Sud.

A l'occasion du dixième anniversaire des émeutes de Soweto, plusieurs manifestations se sont déroulées dans diverses capitales occidentales. A Paris, environ un millier de personnes se sont rendues devant l'ambassade d'Afrique du Sud aux cris de « *Soweto solidarité !* », « *Libérez Mandela !* » et « *Botha assassin !* ».

A Washington, plusieurs centaines de manifestants anti-apartheid ont défilé devant l'ambassade sud-africaine. A Amsterdam, des inconnus ont détruit ou endommagé cinq stations d'essence de la compagnie Shell, en utilisant des bombes incendiaires.

Il y a un mois, une quinzaine de pompes à essence avaient été incendiées, et des tracts mettant en cause la présence de la Shell en Afrique du Sud avaient été retrouvés sur place. Enfin, à Bonn, de nombreux services religieux ont été célébrés pour l'anniversaire de Soweto. – *(AFP, reuter, UPI, AP.)*

LA RÉUNION DES DOUZE A LUXEMBOURG

Londres et Bonn ont empêché l'imposition d'un embargo sur les importations agricoles

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). – Divisés, les ministres des affaires étrangères des Douze, qui étaient réunis lundi 16 juin à Luxembourg, n'ont arrêté aucune nouvelle sanction économique contre l'Afrique du Sud. M. Hans Van den Broek (néerlandais), qui assure la présidence des Douze jusqu'au 30 juin, proposait que la Communauté décide un embargo sur les importations de fruits, légumes et vins en provenance d'Afrique du Sud.

Une majorité de délégations étaient favorables à la proposition, mais le Royaume-Uni et l'Allemagne s'y sont opposés. Les ministres ont chargé leur directeur politique de réfléchir aux mesures les plus appropriées à prendre par la Communauté afin d'amener le gouvernement de Pretoria à plus de modération. Ils feront leur rapport avant le 26 juin, date du conseil européen de La Haye.

« *Ce dossier, qui est certes politiquement important, mais qui n'est pas l'essentiel pour la vie de la Communauté, va bien inutilement dominer le rendez-vous des chefs d'Etat et de gouvernement* », constatait un haut fonctionnaire belge. Mme Thatcher, qui est hostile aux sanctions, acceptera-t-elle de modifier sa position, afin que le conseil européen parvienne à une position commune ? « *La pression, certes, est très vive. Des pays comme la France ou la Belgique avaient des doutes sur l'utilité de sanctions et considèrent qu'elles sont politiquement inévitables. Mais je ne suis pas sûr que les Britanniques, pour leur part, aient franchi ce cap intellectuel* », commentait notre interlocuteur belge. Sir Geoffrey Howe, le secrétaire au Foreign Office, s'est employé à expliquer que le Royaume-Uni n'avait pas changé de position, que pour lui ce n'était pas un problème de sanctions ou de non-sanctions, mais qu'il convenait d'apprécier ce qui pouvait être fait avec efficacité et sans nourrir la violence pour contribuer à faire disparaître l'apartheid. « *Nous pensons comme d'autres Etats-membres qu'un boycottage commercial et économique systématique ne servirait à rien* », a souligné, à plusieurs reprises, le ministre britannique. Mais il a rappelé cependant que la Grande-Bretagne, lorsqu'elle avait cru que cela pouvait faire bouger les choses, s'était associée à des mesures destinées à faire pression sur Pretoria.

M. Jean-Bernard Raimond, le ministre français des affaires étrangères, a regretté que les Douze n'aient pas été capables de prendre une décision autre que de procédure. La proposition néerlandaise d'embargo sur les fruits et légumes et le vin reste cependant d'actualité. Elle présente au moins l'avantage, par rapport à d'autres propositions avancées, telle l'interruption des vols des compagnies européennes vers l'Afrique du Sud, de ne pas risquer de gêner la Communauté elle-même. Les produits concernés ont représenté, en 1985, un volume d'importations de près de 400 millions d'ECU, soit 2,8 milliards de francs.

PHILIPPE LEMAITRE.

Agro-alimentaire

LA FRANCE IMPORTE SEPT FOIS PLUS QU'ELLE N'EXPORTE

La balance commerciale générale entre la France et l'Afrique du Sud, qui était excédentaire (de 520 millions de francs) il y a dix ans, est devenue déficitaire (2,2 milliards en 1985). Dans le secteur agro-alimentaire, la France importe sept fois plus qu'elle n'exporte. L'Afrique du Sud a vendu en 1985 pour 844 millions de francs (le septième des exportations sud-africaines) de marchandises et a acheté pour 121 millions de francs (près du trentième des importations sud-africaines). Paris exporte plus de produits agricoles transformés (101,8 millions sur 121,1) et Pretoria surtout des produits agricoles bruts (707,5 millions sur 844). Parmi ceux-ci, le premier poste revient aux fruits des climats tempérés (292,6 millions). Il est suivi des laines et suints (231 millions), de l'ensemble tropical fruits, café et thé (98,6 millions), des produits de la pêche (74,2 millions) et des cuirs et peaux (60 millions).

Le premier poste à l'exportation, du côté français, est représenté par les produits à base de céréales (30,2 millions de francs, dont 21 millions pour le malt). Il est suivi du poste boissons, alcools et tabac (29,2 millions, dont 9,8 millions pour les champagnes et mousseux), puis des conserves de viandes (17,5 millions) et des produits laitiers (13,3 millions).

PROCHE-ORIENT

DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

Le roi Hussein part en guerre contre les journalistes palestiniens

De notre correspondant

Jérusalem. – Rien ne va plus entre la Jordanie et l'OLP dans les territoires occupés. Dans la guerre d'influence qui l'oppose de plus en plus durement aux « Palestiniens de l'intérieur » loyaux à M. Yasser Arafat, le royaume hachémite vient de tirer deux nouvelles salves. Il a décidé d'une part de boycotter toutes les informations émanant de la presse arabe de Cisjordanie et de Gaza, d'autre part d'interdire l'entrée en Jordanie de trente-quatre des meilleurs journalistes des territoires.

Annoncée d'abord jeudi dernier par un quotidien nationaliste de Jérusalem-Est, *Al Fajr*, cette double décision jordanienne nous a été confirmée par plusieurs de ceux qui en sont victimes. La « *liste noire* » établie à Amman comprend la quasi-totalité des journalistes ayant des fonctions de responsabilité dans les territoires, dont quatre rédacteurs en chef et une dizaine d'éditorialistes. Le roi Hussein a donné l'ordre non seulement d'arrêter ceux qui se risqueraient en Jordanie, mais encore de les faire comparaître pour « *diffamation* » et « *calomnie* » devant la justice militaire. Leurs noms ont été dûment transmis à la police des frontières, aux gardes des ponts sur le Jourdain et aux autorités de l'aéroport d'Amman.

Les journalistes ne sont d'ailleurs pas les seuls dans le collimateur jordanien. Des dizaines d'autres résidents des territoires, partisans de M. Arafat, se sont vus refuser l'accès au royaume hachémite au cours des dernières semaines. Tous sont détenteurs d'un passeport jordanien. La seconde mesure prise à Amman est encore plus lourde de conséquences. Le ministre jordanien de l'information, M. Mohamed Khatib, a interdit aux médias nationaux d'utiliser les informations diffusées par les agences de presse, les quotidiens ou les magazines des territoires. Parmi les journaux boycottés figurent les organes « arafatistes », *Al Fajr* et *Al Chaab*, des quotidiens radicaux comme *Al Mithaq* – proche du FPLP – ou communiste comme *Al Talia*, mais aussi *Al Quds*, longtemps tenu pour la « *voix d'Amman* » dans les territoires.

« Châtiment collectif »

En s'attaquant à la presse arabe de Jérusalem, le roi Hussein tente d'éroder l'un des plus solides fondements du pouvoir de l'OLP dans les territoires, mais aussi auprès de l'importante communauté palestinienne vivant en Jordanie (1,7 million de personnes). Le résultat de ce boycottage frise le grotesque. Depuis la semaine dernière, la radio et la télévision jordaniennes, sources d'information privilégiées pour les résidents de Cisjordanie et de Gaza, passent pratiquement sous silence l'actualité dans les territoires. Les Palestiniens de Jordanie vont se sentir « coupés » de leurs familles vivant à l'Ouest du Jourdain. Quant aux « Palestiniens de l'intérieur », dont beaucoup n'ont pas accès aux journaux nationalistes, interdits à la vente en dehors de Jérusalem, ils doivent se rabattre sur le service en arabe de la télévision israélienne.

Le durcissement d'Amman ne surprend guère. Il est dans la logique de l'affrontement avec l'OLP poursuivie depuis février par la Jordanie et s'ajoute aux multiples brimades, intimidations ou rétorsions infligées aux partisans de M. Arafat.

Ce qui étonne, en revanche, vu de Jérusalem, c'est un certain manque de subtilité dans la politique du roi Hussein. Pourquoi pratique-t-il cette fois un amalgame entre tous les Palestiniens des territoires, qu'ils soutiennent ou non M. Arafat, et quelle que soit l'ardeur de ce soutien ? Pourquoi opte-t-il pour une sorte de « châtiment collectif » au lieu de chercher, comme par le passé, à diviser pour régner ? Il court surtout le risque de braquer un peu plus contre lui la population des territoires et d'y affaiblir ses derniers partisans.

J.-P. L.

Finlande
UN REVE...
TRES ACCESSIBLE

Si vous rêvez de nature, de nature authentique, c'est maintenant qu'il faut aller en Finlande : En été, la Finlande est plus verdoyante et plus ensoleillée que jamais. Laissez-vous tenter, réalisez vos rêves :

- Vacances à la ferme
- Chalet au bord de l'eau (en location)
- Balades en bicyclette (d'auberge en auberge)
- Circuits en canoë (de lac en lac)
- Pêche (au bord ou en barque)
- Randonnée découverte en Laponie.

Bon pour une documentation gratuite :

Office National du Tourisme de Finlande
13, rue Auber, 75009 Paris, (1) 47 42 65 52
Nom ....
Adresse ....

GRENIER BIDAULT



politique

LA RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL DU PCF

L'attaque surprise de M. Félix Damette

Le Parti communiste devait tenir, ce mardi 17 juin, la seconde journée de la session du comité central consacrée aux *intellectuels et à la culture* ainsi qu'au *« rassemblement pour changer la société »*.

Elle devait se clore sur le vote de deux résolutions : l'une abordant *« la situation politique et l'activité du parti »*, présentée par Mme Francette Lazard, membre du bureau politique, l'autre traitant de *« la souscription et des finances »* du PCF présentée par M. Pierre Sotura, trésorier du parti. La discussion de lundi, après la présentation du rapport introductif par M. Guy Hermier, membre du bureau politique, a porté exclusivement sur l'ordre du jour et, à une exception près, n'a pas fait allusion au *« cas Juquin »*.

Seul *« rénovateur »* connu à prendre la parole, M. Félix Damette a, de l'avis de certains membres du « parlement communiste », fait une *« intervention virulente »* contre la direction. D'autres attribuent le qualificatif de *« non-événement »* à cette première journée.

***« On attendait Juquin ou un membre de la direction, c'est un troisième qui est sorti de la boîte. »* Un membre du comité central du PCF résume ainsi le seul fait saillant de la première journée. M. Félix Damette « rénovateur » déclaré lors du vingt-cinquième congrès s'est attiré *« une réponse assez sèche »* de M. Marchais.**

Place du Colonel-Fabien, lundi 9 heures. La séance d'ouverture est présidée par M. Roland Leroy, membre du bureau politique et directeur de *l'Humanité*. Après l'adoption de l'ordre du jour, sans aucun rappel au règlement comme certains le craignaient, M. Guy Hermier, membre du bureau politique, député des Bouches-du-Rhône et directeur de l'hebdomadaire *Révolution*, entame la lecture de son rapport. Il y consacre de trois quarts d'heure à une heure. *« Un document qui n'est pas inintéressant »*, affirme un membre du comité central, mais *« très lisse »*, ajoute un autre. *« Aucune allusion n'est faite à Juquin »*, précise un troisième avec un certain soulagement.

Ce rapport se divise en quatre parties. *« Nous devons prolonger le travail du conseil national de Bobigny »* qui s'est tenu les 9 et 10 février 1980, indique d'abord M. Hermier. Il poursuit en soulignant que le PCF doit donner des *« éclaircissements »* et des *« explications »* sur la culture, la création et la justice. Il affirme ensuite que le parti est *« l'unique pôle de résistance »*, ce qui doit conduire à en faire un *« rassemblement de luttes »*. Il prêche enfin pour sa propre chapelle en souhaitant *« lever les suspicions légitimes à l'égard de* Révolution », avant d'annoncer une *« initiative à l'automne »* sur la pensée marxiste.

Après lui, M. Jacques Milhan (Nord) est le premier intervenant pour ce que certains appellent *« une séance de remplissage »*. Son allocution dure une heure. Pour ce professeur de khâgne à Lille, *« il faut revenir à la critique des œuvres »*, activité qui, selon lui, serait délaissée. Il reconnaît que certains intellectuels sont *« troublés »*. La séance du matin s'achève sur cette unique intervention.

Après le déjeuner, la séance présidée par M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, débute par une autre intervention fleuve, celle de M. Claude Mazauric, professeur à Aix, en délicatesse avec les Editions sociales. Pendant une heure, il détaille, selon un participant, *« comment une cellule s'écroule »*. En l'occurrence, il s'agit de la cellule Politzer, la sienne, dont il raconte l'histoire en précisant qu'elle a *« cinquante-trois ans de moyenne d'âge »*. Il se lance également dans un long développement sur les concepts de gauche et de droite. Un peu impatient à la tribune, M. Krasucki demande aux orateurs d'*« accélérer »*. Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (Hauts-de-Seine) essaiera donc de faire court en parlant du milieu médical qu'elle connaît bien, car elle est elle-même médecin.

C'est alors qu'intervient celui auquel la direction ne pensait plus : M. Félix Damette, responsable des universités au secteur des intellectuels, dirigé par M. Hermier. Absent à la précédente session du CC, les 12 et 13 mai dernier, il aborde d'emblée les *« questions du parti »*, dit un membre du comité central. *« Nous avons de gros problèmes en ce qui concerne les intellectuels »*, remarque-t-il en affirmant qu'une réunion de quarante responsables de fédération convoquée, semble-t-il, la semaine précédente par la direction, n'aurait regroupé que... cinq « fédés ».

« Opportunisme de droite et gauchisme »

Il note *« une certaine atonie du parti »* avant de s'en prendre à un article de M. Marchais, paru récemment dans *l'Humanité*, et consacré à la « ligne » du dernier congrès. *« Beaucoupq de communistes se demandent quel bout* [de la ligne] *va devant*, dit-il. *Ils ont de quoi être perplexes. Y a-t-il une ligne du vingt-cinquième congrès qui serait la ligne extérieure ou une ligne d'un vingt-cinquième congrès et demi qui serait la ligne interne ? »*

Très en verve, il critique vivement le thème du glissement à droite de la société qui, selon lui, est développé par la direction et qui est *« une thèse contestable »* à ne pas confondre avec le *« vote à droite »*, beaucoup plus complexe. *« Les visages étaient crispés à la tribune »*, affirme un participant. M. Damette achève en reprochant à la direction d'avoir une *« démarche défensive »* par rapport au vingt-cinquième congrès. *« C'est un retour à la vieille conception du flux et du reflux du mouvement historique, ça aggrave la démobilisation »*, lance-t-il. *« C'est un opportunisme de droite qui a parfois le visage du gauchisme. »*

On fait grise mine autour de M. Marchais.

Après M. Henri Malberg (Paris) – *« qui fait du Malberg »*, indique un dirigeant pour ne pas dire que M. Malberg est un homme tourmenté – M. Marchais répond à M. Damette. Dans une intervention courte, il reproche au « rénovateur » d'utiliser un procédé *« malhonnête »* sur le glissement à droite de la société et s'affirme pour *« la morale dans le débat politique »*. Manifestement touché par l'intervention de M. Damette, le secrétaire général ne reviendra pas dans la salle du comité central après une suspension de séance.

M. Jean-Paul Jouary (Val-de-Marne) ouvre la dernière partie de la réunion. Le rédacteur en chef de *Révolution* dénonce *« les médias, quadrillés, asservis,* [qui] *valident les intellectuels »*. *« Sera consacré grand intellectuel quiconque combat les idées révolutionnaires. Cessera d'être intellectuel, quiconque est révolutionnaire. C'est une inversion des valeurs »*, assène-t-il. Et lançant une pique au « rénovateur » qui n'a pas encore parlé, il ajoute : *« Pierre Juquin en sait quelque chose, les pétitionnaires aussi. »* Selon lui, c'est parce que le parti *« ne fait pas la cour aux intellectuels, qu'il a des problèmes »*. Plus précis, il indique : *« Nous avons fabriqué la crédibilité des futurs ex-communistes. »*

Sans doute déléguée par la direction pour répondre aux interventions critiques ou interrogatives, Mme Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central fait, selon un participant, *« une défense et illustration de la direction »* tout en indiquant : *« Je n'insisterai pas lourdement sur l'intervention de Félix Damette, ça serait faire injure au comité central. »* Pour elle, le parti n'est ni *« démobilisé »*, ni *« basiste »*. *« La direction est la cible de nos adversaires*, ajoute-t-elle. *C'est une manière de remettre en cause la ligne et de fragiliser le parti. Il n'y a pas de parti révolutionnaire sans direction, il faut rendre le parti lucide sur cette question. »* Dans la dernière partie de son intervention, elle aborde la question des intellectuels au féminin.

Avant M. Pierre Zarka (Seine-Saint-Denis) qui clôture les débats vers 19 heures, M. Marcel Zaidner (Val-de-Marne), responsable du bureau de presse du PCF, souligne que l'article de M. Marchais mis en cause par M. Damette *« n'est pas une invitation au pessimisme »*. Puis il affirme que les médias ont été obligés de *« ramer »* pour mettre en valeur la manifestation de SOS-Racisme, samedi à la Bastille, après le succès de la manifestation organisée par les Jeunesses communistes, la semaine précédente, contre l'apartheid en Afrique du Sud.

OLIVIER BIFFAUD.

Le CNIP veut récupérer les « déçus du chiraquisme »

Les changements intervenus le mois dernier à la tête du Centre national des indépendants et paysans (CNIP) n'ont pas tardé à se traduire par de nouvelles orientations. A l'occasion d'un séminaire national réunissant, le samedi 14 juin à Paris, les jeunes du parti, le nouveau secrétaire général adjoint, M. Yvon Briant, député du Val-d'Oise, membre du groupe de M. Le Pen au Palais Bourbon, a exprimé l'ambition de donner au CNIP la plus grande autonomie.

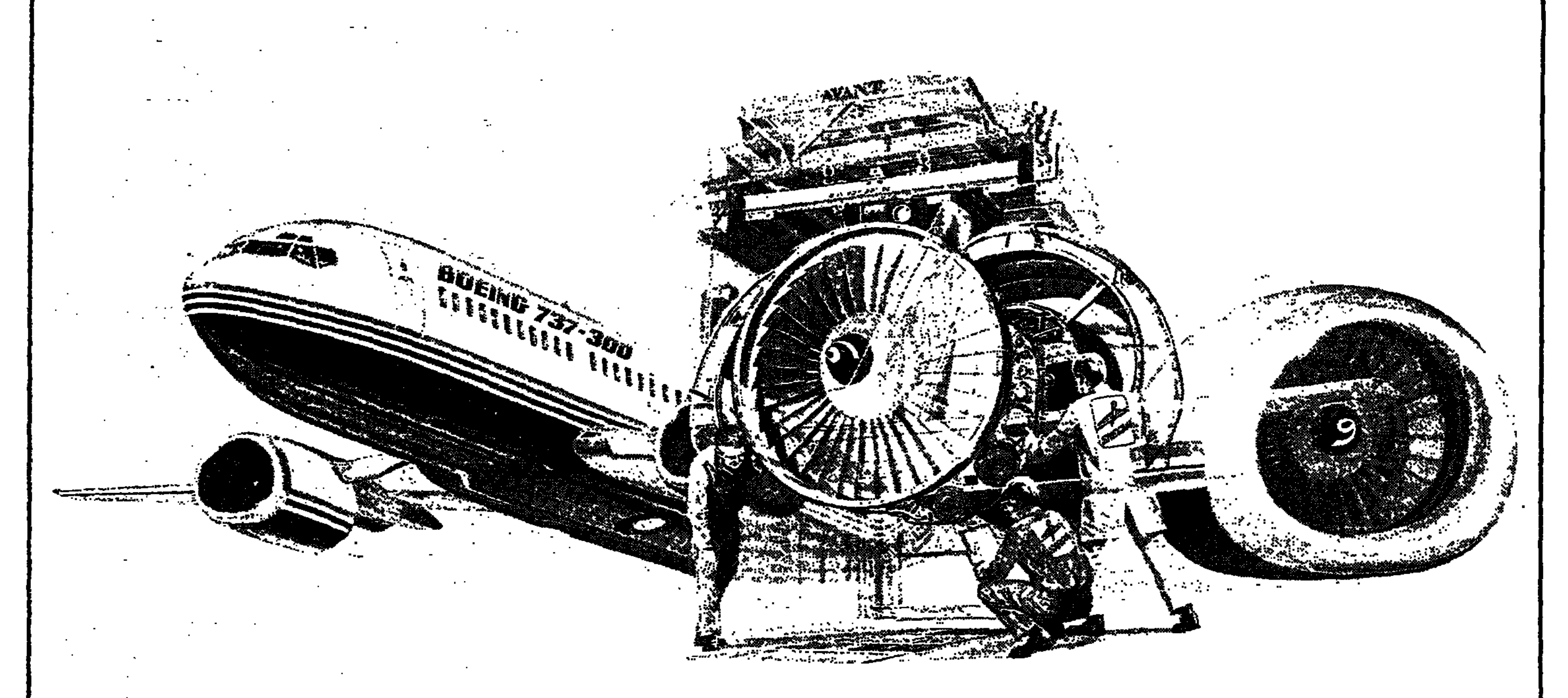
Il a pris nettement ses distances avec le gouvernement de M. Jacques Chirac et avec la majorité RPR-UDF, jusqu'à renier la plate-forme électorale à laquelle l'ancienne direction du CNIP avait adhéré en janvier. *« La droite est de retour et elle devrait s'affirmer sans complexe, sans esprit de revanche mais conformément aux vœux de ses électeurs, s'attacher à rénover la maison France*, a notamment déclaré M. Briant, *malheureusement, les mesures engagées par le nouveau gouvernement apparaissent comme une simple tentative de ravalement. Le problème*, a ajouté le nouveau secrétaire général adjoint du CNIP, *est que la domination culturelle du socialisme n'a pas seulement touché les instituteurs post-soixante-huitards en manque de gourou intellectuel. On retrouve dans l'ensemble des partis politiques, y compris ceux de la majorité actuelle, cette déviation socialisante. La meilleure illustration de cela est certainement la plate-forme* « pour gouverner ensemble » *préparée par l'UFF et le RPR. Ce texte de compromis entre la gauche de la droite et la droite de la gauche, cette tentative de synthèse entre les faux durs et les vrais mous du libéralisme, semble pourtant déjà enfouie dans les cartons de notre premier ministre. »* Selon M. Briant, *« il semble que nous assistions bel et bien à une expérience Canada Dry : ça a la couleur du libéralisme, ça ressemble à du libéralisme, mais ce n'est pas du libéralisme »*.

A ce qu'il considère comme de la mollesse de la part de M. Chirac, le CNIP veut opposer sa propre détermination, dans l'espoir de devenir *« un parti crédible »* qui soit *« incontournable dans une coalition de droite : Les timides mesures du gouvernement vont engendrer des déçus. C'est à nous de récupérer ces électeurs »*.

Afficher sa différence

Cohérent avec son engagement personnel aux côtés de M. Le Pen, M. Briant reproche en particulier au gouvernement de ne pas privilégier, dans ses orientations économiques et sociales, la notion de *« préférence nationale »*. Réclamant lui aussi la *« priorité d'embauche en faveur des citoyens français »*, et la réservation des allocations familiales *« aux familles françaises »*, il demande notamment : *« Pour quelles raisons devrions-nous, aux frais de la collectivité nationale, favoriser la naissance de ressortissants du Zaïre, du Burkina-Fasso ou d'Algérie sur notre sol ? Le lobby tiers-mondiste est encore très présent dans les allées du pouvoir et aide à oublier la misère qui est à nos portes, ceux que l'on appelle les nouveaux pauvres, ou ces mendiants qui sont bien souvent français. »* Incontestablement, donc, les nouvelles orientations du CNIP, telles qu'elles sont exposées par M. Briant, convergent avec le programme du Front national. Toutefois, le député du Val-d'Oise veut surtout que son parti roule pour son propre compte en affichant sa différence : *« Méfiez-vous des imitations, car le CNI est le seul parti politique français à avoir défendu, depuis 1949, contre vent et marée les valeurs libérales et nationales. Cette tradition est la nôtre mais de tous côtés on s'en est inspiré pour nous livrer, le plus souvent, une pâle reproduction d'un libéralisme matiné de social-démocratie et d'un nationalisme affligé de complexes d'infériorité. »* Quand il affirme avoir son *credo* libéral, le nouveau secrétaire général adjoint du CNIP tient implicitement le Front national comme un allié de circonstance, dans lequel il voit surtout un rival électoral puisqu'il aspire lui aussi à capter les suffrages des *« déçus du chiraquisme »*.

QUELLE RÉUSSITE POUR LA FRANCE !



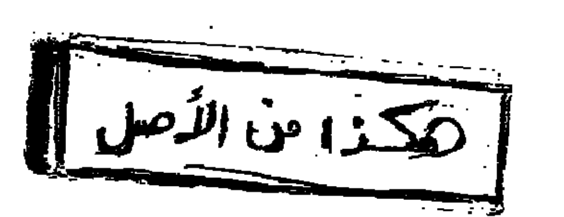
La plus belle réussite de l'aéronautique civile française en 1985 a été... le Boeing 737-300 !

Exclusivement équipés de moteurs CFM56 coproduits en France par la Snecma, les 737-300 vendus par Boeing au cours de la seule année 1985 ont représenté pour la France un chiffre d'affaires supérieur à celui engendré par la participation française à tout autre programme d'avion civil.

Ce succès est le fait d'une collaboration exemplaire qui a vu Boeing investir des centaines de millions de dollars sur ses fonds propres pour réaliser le mariage cellule-moteur parfait qui permet à Boeing de proposer le seul CFM56 pour la motorisation de ses 737-300.

Cette coopération a largement prouvé son bien-fondé. Elle est porteuse également de grandes promesses pour l'avenir.

BOEING



POLITIQUE

M. Rossinot pour une « politique des petits pas » au centre

De notre correspondant

Metz. — M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement, a défendu, le lundi 16 juin à Metz, à l'occasion de l'assemblée générale de la fédération de Moselle du Parti radical socialiste, *« l'opportunité pour la majorité de pouvoir s'exprimer sous toutes ses facettes »*. A ce titre, tout en distinguant *« un temps pour gouverner et un temps pour préparer l'élection présidentielle »*, il a prévenu, à propos de cette échéance : *« Le Parti radical est libre de tout engagement. »*

Ainsi, conformément aux hypothèses arrêtées au congrès national de Nancy en 1984, ce parti soutiendra soit un candidat issu des rangs de la majorité, soit une candidature radicale. *« Les deux solutions restent ouvertes en permanence »*, a affirmé M. Rossinot, qui entend par *« une politique des petits pas jeter les bases d'un rassemblement de tous les radicaux et des républicains de progrès »*. Il estime en effet nécessaire *« un pôle au centre très fort »*.

« Il ne suffit pas de vouloir gouverner au centre, il faut avoir les partis pour durer », a-t-il souligné. *« Ce que nous représentons va être très courtisé. Le résultat de la présidentielle ne pourra pas être étranger à notre attitude. Pour la victoire au deuxième tour, les composantes de l'UDF sont un point de passage obligé. »*

Invitation au MRG

D'autre part, dans le dernier numéro de *la Lettre radicale*, le président de la formation valoisienne explique que *« à l'heure où Jacques Chirac et François Mitterrand dialoguent, rien ne saurait justifier que les radicaux, ayant dans le passé fait des analyses et des choix différents, ne dialoguent pas, eux aussi, maintenant »*. Rappelant que le MRG a engagé un débat interne sur son avenir (qui doit faire d'ailleurs l'objet d'un comité directeur élargi le 28 juin prochain), M. Rossinot propose que s'instaure *« un vrai dialogue, au niveau des militants eux-mêmes, sans exclusive et sans esprit de revanche »*, dont l'issue montrera qui *« prendra le chemin du radicalisme authentique avec ceux qui, depuis 1972* [date de la rupture entre les radicaux favorables à la signature d'un programme commun de gouvernement avec le PS et le PCF et ceux qui y étaient hostiles], *n'ont cessé de dénoncer la collusion avec les collectivistes et les sectaires »*.

Propos et débats

M. Charzat (PS) : la rupture

M. Michel Charzat, membre du secrétariat national du PS, a affirmé, le lundi 16 juin, lors du point de presse hebdomadaire du PS : « Depuis quatre-vingt-dix jours, la France perd son temps. » « Le mirage libéral commence à se dissiper », *a ajouté M. Charzat, qui juge que le gouvernement de M. Chirac procède à une* « rupture plus fondamentale » *qu'une simple* « rupture avec le socialisme ». *Pour le député de Paris, il s'agit d'une* « rupture avec les équilibres sur lesquels la France avait fondé son « vouloir-vivre » en commun » *depuis 1945.*

M. Charzat a critiqué la « frénésie de privatisation » *du gouvernement, en soulignant que* « M. Chirac semble confondre de plus en plus l'hôtel Matignon avec le Bazar de l'Hôtel de Ville et avec sa propre maison ». *Pour le dirigeant du PS,* « les électeurs de droite sont troublés (...), ceux de gauche se remobilisent ».

Enfin M. Charzat a jugé que le débat sur d'éventuelles renationalisations par un PS revenu au pouvoir est « inactuel et de peu d'intérêt » *car la privatisation ne peut, selon lui, que* « s'étaler sur une dizaine d'années ».

M. Bérégovoy : une constellation

M. Pierre Bérégovoy, ancien ministre de l'économie et des finances et député socialiste de la Nièvre, a démenti, le lundi 16 juin, lors de l'émission « Face au public » de France-Inter, l'existence d'un « axe » *Fabius-Poperen-Bérégovoy au sein du PS contre M. Jospin. L'ancien ministre s'est affirmé* « œcuménique ».

Il a de nouveau souhaité la « formation d'une sorte de constellation démocratique autour du PS », *sans pour autant* « anesthésier » *les éléments de cette constellation.* Il y a aujourd'hui beaucoup de communistes qui se cherchent, *a détaillé M. Bérégovoy.* « Il y a beaucoup de réformateurs centristes (...). Il y a aussi des gaullistes qui ont une certaine idée de la France, qui n'ont jamais séparé l'indépendance économique du progrès social. » *Il ne s'agit pas pour eux d'* « être socialistes », *mais* « de participer avec *[les socialistes]* à *[une]* grande aventure démocratique ».

M. Pierre Messmer (RPR) : un vrai test

M. Pierre Messmer, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a estimé le lundi 16 juin sur FR 3 que si M. Mitterrand refusait de signer des ordonnances le gouvernement pourrait les faire voter sous forme de projets de loi par sa majorité parlementaire. « Si cela se produit ce sera un vrai test, *a-t-il estimé,* car à ce moment-là le président paraîtra subir une sorte de sanction de la part de la majorité de l'Assemblée nationale et du Sénat, et je ne crois pas que ce soit ce qu'il veut. » *M. Messmer a poursuivi :* « Le président a pris l'habitude d'exprimer au conseil des ministres son désaccord sur certains textes, c'est normal, mais il a aussi pris l'habitude de faire dire après le conseil des ministres ce sur quoi il n'était pas d'accord. C'est une pratique tout à fait nouvelle et mauvaise parce qu'elle fait apparaître le président non pas comme l'arbitre qu'il doit être dans la situation où nous sommes, mais plutôt comme un homme qui tantôt est le chef de l'Etat, tantôt le chef d'un mouvement politique. »

M. CLAUDE BARTHE DIRECTEUR DE CABINET DE Mme ALLIOT-MARIE

M. Claude Barthe a été nommé directeur de cabinet de Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement, en remplacement de M. Georges Septours, nommé directeur des personnels d'inspection et de direction.

[Inspecteur général de l'éducation nationale, M. Claude Barthe est né en 1932 à Paris. Agrégé d'histoire, licencié en lettres, il a été professeur à Tunis (1957-1960), Melun et Versailles (1961-1967) avant d'être nommé inspecteur d'académie de Vendée (1967-1970), de Haute-Savoie (1970-1972), de Loire-Atlantique (1972-1975), puis des Hauts-de-Seine (1975-1978). Conseiller technique au cabinet de M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, en 1978, il est nommé inspecteur général de l'éducation, directeur des services académiques d'éducation de Paris et adjoint au recteur.]

NOMINATIONS DE MAGISTRATS

M. Jean Geronimi a été nommé récemment procureur général à Rouen. Ont aussi été nommés procureurs généraux : MM. Jacques Chartier (à Bourges) et Jean Dufour (à Nouméa).

Ont été nommés président d'un tribunal de grande instance : MM. Bernard Grelaud (à Agen), Charles Catteau (Toulon), Michel Zavaro (Bastia), Mme Danièle Marandet-Entiope (Belfort), MM. Jean-Jacques Heintz (Montbéliard), Jacques Héderer (Bourges), Jean-Michel Coutin (Caen), Philippe Pujo-Sausset (Arras), Michel Couaillier (Bayonne), Hubert Dalle (Reims) et Marcel Lefevre (Charleville-Mézières).

Ont été nommés procureur de la République : MM. Olivier Tcherkessoff (à Tulle), Denis Robert-Charrérau (Roanne), Stéphan Autin (Thionville), Jean-Michel Durand (Pau) et Léonard Bernard de la Gatinais (Pointe-à-Pitre).

Ces nominations ont été publiées au *Journal officiel* du 13 juin.

STAGE LECTURE RAPIDE
1-2-3 juillet 1986
possibilités de stages en entreprises
GEICA-FORMATION/42-96-41-12
56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

LE DÉBAT SUR LA MODERNISATION DU PS

Henri Nallet et Michel Delebarre, même combat

Pour la préparation de la convention nationale du PS des 28 et 29 juin, la fédération socialiste de l'Yonne avait choisi d'organiser une convention départementale où sont intervenus, samedi 14 juin, MM. Henri Nallet, ancien ministre de l'agriculture et député de ce département, et Michel Delebarre, ancien ministre du travail et député du Nord, qui comptent tous deux parmi les « modernisateurs » du PS.

De notre envoyé spécial

Migennes. — Il faut aux militants socialistes de l'Yonne du goût pour les combats difficiles. Avec une cinquantaine de personnes réunies dans la salle Jacques-Brel, c'est plus de 10 % des effectifs de la fédération du PS qui se sont retrouvés à Migennes. La quiétude, voire la torpeur, de la cité cheminote n'en a pas été troublée. Même les gendarmes ignoraient que deux anciens ministres devaient venir à Migennes débattre de la modernisation du socialisme...

L'Yonne est un lieu de passage à l'identité mal définie. Ses beaux paysages aux lignes douces accueillent en nombre résidences secondaires et retraités. Comme le dit le premier secrétaire, cela explique *« le poids important du troisième âge socialiste »* dans la fédération. Pour le reste, la fédération, selon le secrétaire fédéral *« exagère jusqu'à la caricature les traits du parti »* : riche en enseignants, le PS de l'Yonne a perdu le tiers de ses adhérents entre 1981 et 1986. Il en gagne de nouveaux depuis le 16 mars. La motion déposée par M. Michel Rocard au dernier congrès a recueilli quelque 36 % des suffrages militants, et le premier secrétaire, bien que membre du courant A (mitterrandiste) reconnaît que la candidature de M. Mitterrand à sa propre succession ne doit pas être, dans le parti, un *« cache-misère »* pour éviter de poser le problème Rocard. A l'échelle de l'Yonne, les militants remarquent quand même qu'une partie des voix rocardiennes du dernier congrès se portaient sur le CERES à l'avant-dernier...

L'arrivée de M. Nallet dans l'Yonne a brouillé les cartes du jeu local. Comme tout « parachuté », l'ancien ministre a connu un atterrissage difficile ; avant de devenir une pièce maîtresse du dispositif socialiste : *« Un courant qui ne peut espérer prospérer en dehors de la présence d'Henri Nallet »*, reconnaît un militant de Socialisme et République (ex-CERES), tandis que le premier secrétaire fédéral juge que le nouveau député a fait passer la fédération *« de la musique romantique à la musique moderne »*.

Les cités HLM orphelines

Aujourd'hui, ce sont les délégués de la base qui font entendre leur petite musique. Cette musique-là chatouille l'oreille comme un air qu'on a déjà entendu quelque part. C'est que, tout simplement, les militants de l'Yonne débattent entre eux comme débat tout le parti : le premier secrétaire fédéral juge que la société reste *« divisée en classes »*. Un autre intervenant pense que *« l'image du militant colleur d'affiches »* n'a plus le sens. Un rocardien remarque : *« Il y a vingt ans, quand j'étais étudiant, j'admirais trois hommes politiques : Pierre Mendès France, François Mitterrand et Michel Rocard. Aujourd'hui j'admire trois hommes politiques : Pierre Mendès France, François Mitterrand et Michel Rocard. »*

Quelqu'un souligne qu'après la défection du PC *« les grandes cités HLM sont orphelines »*, et souhaite que le parti soit plus présent sur le terrain. Un autre demande que *« l'esprit d'actualisation »* prévale, dans le parti, sur *« l'esprit de révision »*. Tous se demandent comment ouvrir davantage le PS à la vie. Tous aussi veulent conserver les courants — qui sont, dira un militant, *« la richesse du parti »* — à condition qu'ils soient l'expression d'un débat et ne donnent pas l'impression à l'opinion qu'il y a *« plusieurs partis socialistes »*.

Quelques anciens, enfin, prennent le micro. Emouvants dans leur fidélité à un combat de plus de cinquante ans, ils appellent à *« l'unité »*, rappellent le souvenir de 36, disent leur foi dans l'avenir d'un monde *« fraternel »*... Derrière eux, le nouveau député Henri Nallet. L'ancien ministre, qui vent seulement introduire M. Michel Delebarre, son compère en modernisation du PS, lance quelques idées. L'enjeu, dit-il, c'est de *« réhabiliter la fonction interprétative de la société »* des partis politiques. Un socialisme moderne, c'est, tout bêtement, *« un socialisme qui garde les yeux ouverts »*. Les socialistes doivent donc être présents dans les associations. Non pour y faire *« de l'entrisme »*, dit M. Nallet, mais pour se demander : *« Qu'est-ce que nous entendons de la société dans ces associations ? »*

M. Delebarre saisit la balle au bond pour rappeler, comme il le fait à chacune de ses apparitions publiques, que les socialistes ont avec les Français *« en rendez-vous du quotidien »*. Pour M. Delebarre, *« changer la vie »* reste l'un des défis que doit relever un PS dont la chance, face à la droite, est d'être *« le parti de la cohérence sociale »*.

L'ancien ministre du travail juge que le PS n'a pas à faire de *« nombrilisme »*. Sa fidélité aux *« valeurs »* du socialisme — *« la liberté, la justice, la démocratie et la solidarité »* — le Parti socialiste l'a, selon lui, prouvé par chacun de ses actes de gouvernement, entre 1981 et 1986. Dès lors, les socialistes doivent moins s'interroger sur ces valeurs que *« monter sans cesse à l'offensive et (...) les enrichir »*, en faisant tous les jours la différence avec la droite sur le terrain de *« la solidarité et* [de] *l'idée de justice sociale »*.

« C'est sur ce fond de valeurs et sur le terrain de la lutte pour la justice sociale et la solidarité que nous devons situer notre véritable combat de gauche », lance M. Delebarre, qui souhaite que la convention nationale refuse *« les faux débats »* entre culture d'opposition et culture de majorité ; *« vrais socialistes »* et *« faux socio-démocrates »*, les socialistes qui *« refuseraient la stratégie de la gauche »*. Enfin, à propos des présidentiables, M. Delebarre voudrait *« des dizaines et des dizaines de présidentiables »*, à condition qu'ils briguent la présidence... des conseils régionaux et des conseils généraux.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

La prudence de M. Jospin

La convention national du PS, prévue pour les 28 et 29 juin, doit faire le bilan des premiers mois de gouvernement de la droite et ratifier les listes de candidats pour les élections sénatoriales. Elle devrait aussi, et surtout, ouvrir le débat au sein du PS sur la modernisation du parti et constituer ainsi l'étape suivante du processus de rénovation entamé au congrès de Toulouse en octobre 1985.

Or, tandis que d'autres socialistes continuent à fonder quelques espoirs sur la tenue de cette convention, une bonne partie de la direction du PS, et le premier secrétaire du PS lui-même, M. Lionel Jospin, s'emploient, aujourd'hui, à « banaliser » cette échéance.

Cette attitude qui surprend peut avoir plusieurs explications. M. Jospin peut vouloir ménager un effet de surprise en « dégonflant » intentionnellement à l'avance l'importance de cette convention. Il faut aussi tenir compte de l'incertitude de la situation politique qui suggère la prudence. Enfin, la réflexion sur l'« ouverture » du PS et sur la modification de ses règles de fonctionnement semble avoir du *mal à sortir des idées générales*, ou bien débouche sur des solutions inapplicables. Ainsi, M. Paul Quilès a-t-il proposé, ce qui ne *paraît pas devoir être retenu*, que les instances du parti ne soient élues que pour moitié à la proportionnelle des courants, contrairement à ce qui se fait aujourd'hui.

M. Jospin a toujours pensé qu'il devait mener la modernisation du PS prudemment et à petit pas. Mais certain de ceux qui le soutiennent dans cette tâche estiment que le moment est venu de donner un coup d'accélérateur afin que le congrès de Toulouse n'apparaisse pas comme le lieu d'un simple « effet d'annonce ».

De leur côté, les rocardiens préparent un projet de réécriture de la déclaration de principes du PS (réécriture qui fait partie des projets du PS). Pour sa part, M. Michel Charzat, membre du secrétariat national du PS, et l'un *des dirigeants de l'ex-CERES* a estimé, lundi 16 juin, lors du point de presse du parti, que cette convention serait celle de « la *reconquête* », de « *l'ouverture et* de la fidélité ». M. Charzat a jugé qu'elle devrait permettre de « *clarifier les analyses et les orientations* » du parti. Le député de Paris ne voit pas de « *véritable clivage stratégique* » entre les courants et les dirigeants du PS et souhaite une « recomposition » interne. « *Les cartes doivent être rebattues,* a-t-il dit, *dès lors que les règles du jeu restent les mêmes.* »

LE DROIT DU TRAVAIL EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

La majorité sénatoriale modifie et adopte un projet de M. Fabius

Que le code du travail de l'outre-mer, en vigueur notamment en Polynésie française, doive, vingt-quatre ans après sa promulgation, le 15 décembre 1952, être actualisé, nul ne le conteste : la preuve en est que M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud a repris tel quel le projet de loi, présenté en décembre dernier, au nom de M. Laurent Fabius, par MM. Pierre Joxe et Georges Lemoine, alors respectivement ministre de l'intérieur et de la décentralisation, et secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM.

Cette mise à jour s'impose d'autant plus que le nouveau statut de la Polynésie, fixé dans la loi du 6 septembre 1984, donne au territoire compétence de droit commun en matière de droit au travail, réservant à l'Etat le soin de poser les principes généraux du droit au travail. Toutefois, pour indispensable qu'il soit, ce toilettage est envisagé différemment par la droite et la gauche.

La commission des affaires sociales, par la voix de son rapporteur, M. José Balarello (RI, alpes-Maritimes), est allée dans le sens souhaité par la majorité en accord avec le gouvernement en modifiant sensiblement le texte initial. Du coup, les communistes ont voté contre et les socialistes se sont abstenus.

Les principales modifications tournent autour de trois préoccupations soulignées par le rapporteur. Tout d'abord *« éviter »* ce que M. Balarello appelle l'*« introduction de rigidités inutiles »*. Les amendements allant dans ce sens aboutissent à accroître les éléments de souplesse du dispositif proposé en prévoyant des dérogations à la réglementation sur la durée du travail pour le transport aérien et maritime et en donnant au contrat de travail rédigé en français une valeur juridique supérieure à la version rédigée dans la langue du salarié étranger concerné. Toujours au nom de la souplesse, la majorité décide de ne pas retenir l'extension au territoire de l'autorisation administrative de licenciement.

Le deuxième axe touche à la prise en considération de l'état des relations sociales dans le territoire, ce qui se traduit par des modifications permettant de conserver *« au droit social du territoire ce caractère particulier et bénéfique qui provient de l'attachement des partenaires sociaux à la négociation et à la concertation »*. Ainsi la majorité refuse la transposition du régime du droit de grève en vigueur en métropole. Elle préfère retenir pour tout salarié du public et du privé la règle du préavis de cinq jours (au lieu du délai actuel qui prévoit une phase de conciliation allant de douze à vingt et un jours) durant lesquels les parties sont tenus de négocier. Elle décide également de maintenir le rôle de l'inspecteur du travail en tant que médiateur dans les différents individuels du travail. En outre, elle introduit la formule de la *« participation »*, dont M. Flosse, qui est également président du gouvernement du territoire, assure qu'elle sera *« très large »* en ne se limitant pas à la distribution d'actions mais en s'étendant à l'intéressement des salariés.

Sur le dernier point qui touche au respect du partage des compétences entre l'Etat et le territoire, la commission, soutenue par le gouvernement, était hostile à ce que le territoire se voit imposer le financement d'un régime d'assurance chômage, préférant que le territoire instaure les aides appropriées en fonction de ses possibilités financières. M. Daniel Millaud (Un. cent., Polynésie) de son côté, entendait que les chômeurs bénéficient de *« mesures particulières visant à faciliter* [leur] *réemploi notamment sous forme d'aides à la reconversion et à la formation professionnelle »*, les modalités d'attribution et le régime de financement étant fixés par délibération de l'assemblée territoriale. Grâce au renfort des socialistes, des non-inscrits et d'une partie de la Gauche démocratique, cette demande a été satisfaite par 149 voix contre 137.

A. Ch.

En Martinique

FORT-DE-FRANCE BLOQUÉE PAR UNE GRÈVE DES TRANSPORTEURS

(De notre correspondant.)

Fort-de-France. — Les chauffeurs martiniquais de camions, d'autobus et de taxis collectifs ont bloqué Fort-de-France lundi 16 juin dès 6 heures, en installant des barrages de véhicules à tous les accès de la ville. Cette action a profondément perturbé les épreuves du baccalauréat, contraint à annuler une séance du conseil régional et paralysé l'activité commerciale, déjà très réduite depuis deux semaines par une grève touchant les grandes surfaces.

Les chauffeurs — presque tous artisans, y compris la majorité des conducteurs d'autobus urbains — réclament un système de protection sociale égal à celui des salariés.

Les taxis collectifs qui sont des berlines familiales ou des minibus, assurent des lignes régulières de transport en commun, et avec les voitures berlines, c'est le seul mode de liaison entre le chef-lieu, Fort-de-France et les reste de l'île.

Nouvelles brèves

● *M. Hugues Martin chargé des DOM-TOM au RPR.* — M. Hugues Martin, conseiller général de Gironde et adjoint au maire de Bordeaux, a été nommé délégué national du RPR aux DOM-TOM. Il remplace M. Didier Julia, député de Seine-et-Marne.

Ce remplacement est intervenu dans le cadre de la réorganisation de la direction du RPR annoncée la semaine dernière par le mouvement chiraquien.

● *M. Dominique Destrem, président de l'Amicale des anciens commandos de France*, a publié, vendredi 13 juin, le communiqué suivant : *« L'Amicale des anciens commandos de France proteste avec véhémence contre l'utilisation des mots « Commandos de France » par les auteurs des attentats terroristes commis dans la région méditerranéenne et notamment à Fréjus.*

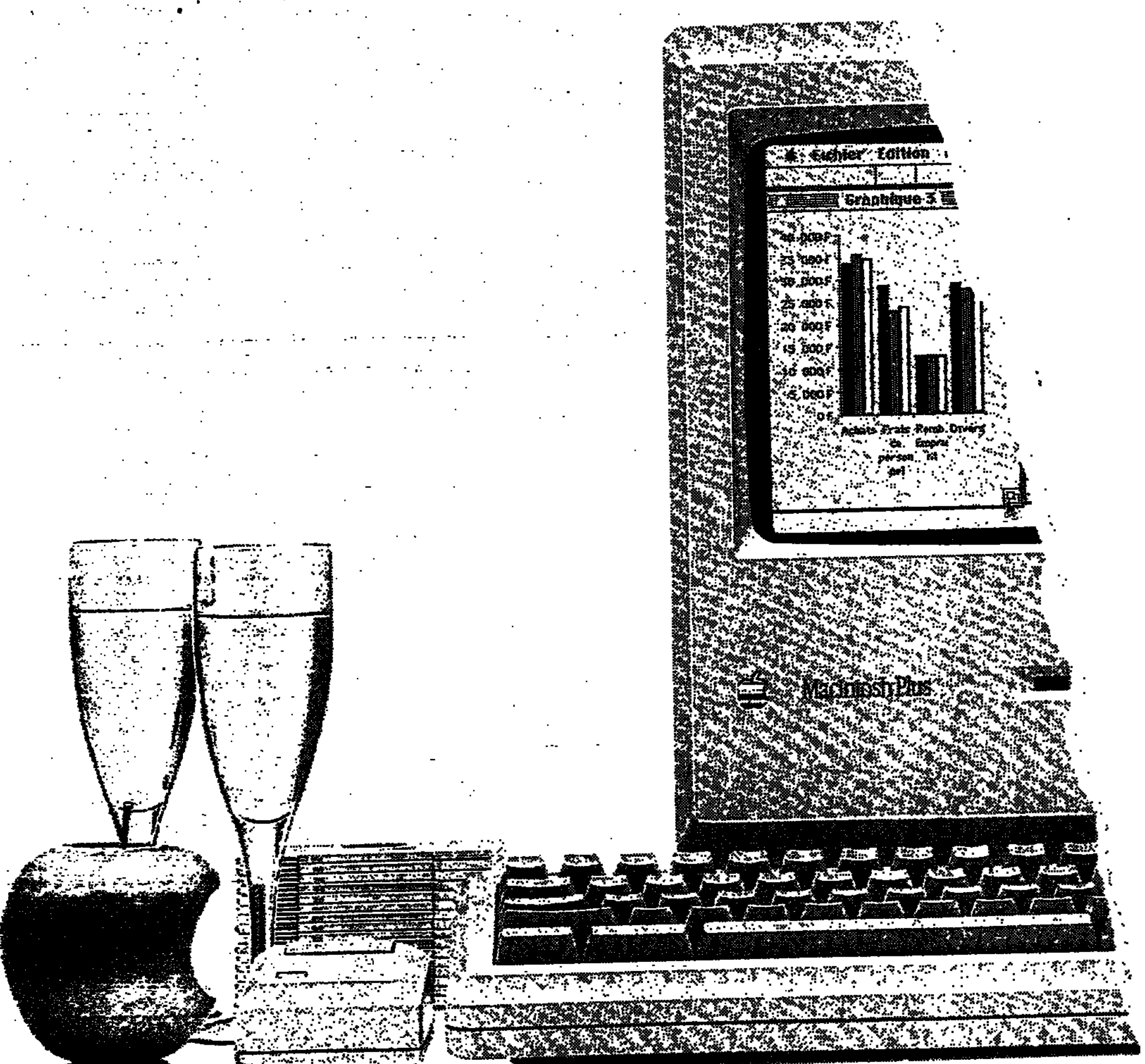
» De toutes origines et de toutes confessions, issus de la France libre et de la Résistance, les Anciens commandos de France parachutistes, qui ont participé à la libération de la France et combattu pour le droit et la liberté, adressent un avertissement solennel à tous ceux qui mettent en cause l'ordre public en faisant usage du nom de leur glorieuse unité, entrée dans l'histoire. »

● *Un comité pour le soutien de Vasken Dedeyan.* — Un comité vient de se créer pour soutenir M. Vasken Dedeyan, un Arménien d'origine libanaise vivant en France depuis dix-sept ans et sous le coup d'un arrêter d'expulsion. M. Dedeyan, marié à une Française et père d'une petite fille âgée de seize mois, a été assigné à résidence à Paris jusqu'au 24 juin (*le Monde* daté 25-26 mai). Le comité de soutien lance une pétition *« demandant l'abrogation de cet arrêté arbitraire et contraire aux Droits de l'homme »*. Les signatures sont recueillies chez Me Françoise Cotta, avocate de M. Dedeyan.

★ Comité Dedeyan c/o Cotta, 1, rue du Louvre, 75004 Paris.

● *Le maire de Marseille demande conseil à M. Mitterrand.* — M. Mitterrand a reçu, le jeudi 12 juin, à l'Elysée, M. Robert Vigouroux, nouveau maire socialiste de Marseille. M. Vigouroux a sollicité les *« conseils »* du chef de l'Etat sur la gestion de la ville, et singulièrement sur les problèmes politiques liés à *« la montée importante du Front national »*. Souvent présenté comme un maire intérimaire, M. Vigouroux a déclaré jeudi au *Quotidien de Paris* qu'il sera candidat à la mairie aux élections municipales de 1989.

Voici un morceau d'Apple Expo. Le reste vous attend à La Villette.



Nous ne pouvons vous montrer qu'un morceau d'Apple Expo, car il est extrêmement difficile de faire tenir 12.000 m² sur une page : Apple et ses partenaires se sont en effet rassemblés dans la Grande Halle, à La Villette. Pendant quatre jours vous pourrez faire le tour de l'univers Apple, passer en revue tout le matériel et tous les logiciels, participer aux ateliers d'initiation permanents, assister aux débats et conférences, rendre visite au Club Apple, et aussi assister à des spectacles, jouer avec Apple, boire un verre pour finir la journée... A Apple Expo, du 19 au 22 juin, il ne faut qu'un morceau de votre emploi du temps pour trouver des réponses à vos questions, qu'elles concernent l'entreprise, le monde de l'éducation ou vos passions personnelles...

Pour en savoir plus sur Apple Expo et participer à un jeu-concours. Consultez sur minitel SEVIL, le serveur de la Cité des Sciences et de l'Industrie, n° d'appel 36.15.91.77 : Code d'accès : SEV. Mot clé : Apple.



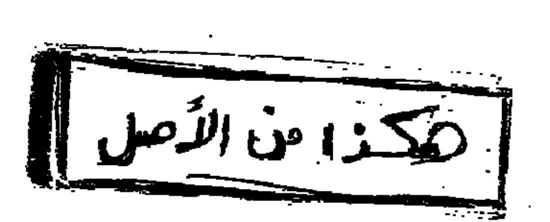
Apple

Apple Expo : 19, 20, 21, 22 juin – La Grande Halle – La Villette.

Porte de Pantin. Métro Porte de Pantin. Parking. la Villette la grande halle Tous les jours de 10 heures à 19 heures.



Macintosh Plus, le logo Apple sont des marques déposées d'Apple Computer Inc.



société

JUSTICE

DEVANT LA COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE

Le dernier combat des époux Saint-Aubin

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. — *« Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre. »* Le vieil adage des Latins serait-il adopté et adapté par la justice pour éconduire, par le biais de l'article 64 du code pénal, ceux qui s'obstinent à la solliciter, en les déclarant irresponsables ? Et ceux-là, en ce cas, ne sont-ils pas fondés à lui demander réparation en invoquant le préjudice que peut causer pareille décision ? Ceux qui posaient cette question, lundi 16 juin, devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence, ce sont M. et Mme Jean Saint-Aubin, bijoutiers à Dijon, où, sans avoir présenté jamais les moindres signes de déséquilibre, ils exercent leur profession et sont même appelés à des missions d'expertise. Alors ?

Alors, il faut se souvenir de ce qui est aujourd'hui l'affaire Saint-Aubin. Le 5 juillet 1964, Jean-Claude Saint-Aubin, fils unique de ces bijoutiers dijonnais, est mort avec la jeune fille qui se trouvait à ses côtés, au volant de sa voiture, au lieu-dit les Esclapes, sur la route nationale 7, dans le Var. L'enquête initiale conclut à un défaut de maîtrise du véhicule. Cette thèse d'un banal accident de la circulation, les parents du jeune homme la refusent aussitôt pour bientôt la réfuter. D'instinct, ils ont deviné autre chose. Un attentat ? Pourquoi pas ? En ces temps de lutte contre l'OAS, leur fils n'a-t-il pas pu être l'objet d'une méprise ?

Ils se mettent en campagne. Ils apprennent que le drame a eu un témoin, qu'un camion militaire a été vu au même moment sur les lieux. Ils harcèlent la justice de démarches, de plaintes contre X... Il y aura ainsi, en vingt ans, neuf informations judiciaires ouvertes, suivies au total de vingt-cinq décisions qui, toutes, leur seront contraires, achevées par des non-lieux, dont le dernier en date les vise directement.

C'est que, las de constater la vanité de leurs efforts, en dépit d'anomalies bien réelles, allant de la destruction singulière du véhicule endommagé peu après l'accident, de la disparition du dossier médical de Jean-Claude Saint-Aubin à l'hôpital où il fut transporté, à celle même du dossier judiciaire et de sa copie, qu'il faudra reconstituer tant bien que mal après 1981, à la demande de la chancellerie, ils sont allés, un jour de juillet 1977, apposer un écriteau sur un arbre à l'endroit où est mort leur fils. On pouvait y lire : *« Affaire Saint-Aubin. Ici, deux tués par méprise. Crime camouflé et étouffé par les gendarmes et les magistrats du lieu, lâches et serviles ».*

Voilà qui n'arrangeait rien. Une information est ouverte contre eux pour discrédit jeté sur des actes et des décisions juridictionnelles. Cependant, le juge d'instruction demande que deux psychiatres soient désignés pour examiner ces irréductibles. M. et Mme Saint-Aubin refuseront ces examens, qu'ils estiment indécents.

> *Plus de vingt ans de luttes judiciaires incessantes pour connaître la vérité sur la mort d'un fils unique tué lors d'un accident de la route en 1964...*

Qu'importe. Le magistrat rend, *« en leur faveur »*, le 6 novembre 1979, une ordonnance de non-lieu fondée sur l'article 64 du Code pénal selon lequel *« il n'y a ni crime ni délit lorsque l'inculpé était en état de démence au moment des faits ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pas pu résister ».*

Classés irresponsables

Que l'ordonnance n'ait pas expressément relevé les termes d'*« état de démence »* mais se soit fondée uniquement sur l'égarement des malheureux parents ne changeait rien pour les Saint-Aubin. Les voilà classés par la justice irresponsables. A leurs yeux, cela revient à dire que toute l'obstination qu'ils ont déployée pour connaître la vérité sur le drame du 5 juillet 1964, tous les éléments qu'ils ont founis, relevaient de leur seule imagination ou de cet égarement auquel peut conduire la douleur.

C'est cela qu'ils n'acceptent pas. C'est de cela qu'ils entreprennent de demander réparation en invoquant un mauvais fonctionnement de l'institution judiciaire et une faute lourde du juge d'instruction.

Le 21 avril 1983, le tribunal de Draguignan les a déboutés. La cour d'appel d'Aix-en-Provence est donc aujourd'hui leur dernier recours.

C'est pourquoi, lundi 16 juin, il a bien fallu la reprendre, l'affaire Saint-Aubin. Il a bien fallu que Me Charles Libman, qui lui aussi s'est engagé dans ce combat, rouvre le dossier et apporte à son examen le temps qui convenait.

Irresponsables, les Saint-Aubin ? En tout cas, juridiquement, un magistrat ne pouvait rendre, selon Me Libman, la décision qu'il a rendue alors que l'expertise psychiatrique n'avait pas eu lieu et que lui-même n'avait ni entendu ni même vu les inculpés auxquels il allait accorder cette singulière *« faveur »*. Se fonder sur la seule douleur des parents n'était pas davantage concevable. La doctrine comme la jurisprudence exigent, pour retenir l'irresponsabilité à partir d'une force à laquelle l'inculpé n'a pas pu résister, que cette force soit extérieure, c'est-à-dire s'apparente à une menace ou à une contrainte.

Et puis, a fait surtout valoir Me Libman, tout ce qu'ont supposé les époux Saint-Aubin n'était pas sans fondement. La preuve en est aujourd'hui apportée par un long rapport qui fut demandé, après 1981, par le garde des sceaux de l'époque, M. Robert Badinter, à l'inspection générale des services judiciaires. Si ce document, résultat d'une enquête des trois années, exclut l'hypothèse d'un attentat comme celle d'un complot, il retient bien, en revanche, la présence sur les lieux de ce camion militaire qui fut effectivement aperçu par un témoin, que l'on oublia ensuite d'entendre.

« Une faute lourde »

D'une façon plus générale, le document comporte des phrases comme celle-ci : *« Indépendamment des erreurs matériels et des erreurs de méthode qui ont été relevées, l'erreur essentielle est constituée par la décision de ne pas rouvrir l'information du chef d'homicide volontaire qui a été maintenue pendant dix ans. »* Et encore ceci : *« Avec le recul, il faut reconnaître que le fonctionnement de l'institution judiciaire n'a pas été satisfaisant. »* Ainsi sont énumérées, chacune à leur date, les décisions qui ont refusé certaines enquêtes ou qui, en ayant constaté la nécessité, ne les ont pas pour autant ordonnées.

« Les Saint-Aubin, s'est écrié Me Libman, *n'ont jamais dit autre chose. L'ordonnance qui a voulu les faire passer pour irresponsables est bien le résultat d'une faute lourde, la conséquence d'un mauvais fonctionnement du service de la justice. Par les faits judiciaires qu'elle constitue, l'affaire Saint-Aubin est en tout cas révélatrice des vertus de l'esprit critique. »*

A cela, l'avocat général, M. Christian Roque, a donné une réponse où se mêlait une certaine gène. Bien loin de critiquer les Saint-Aubin, il les a au contraire accablés de compliments ; il a tout à la fois exprimé *« compassion et estime »*. *« Leur détermination inflexible à vouloir connaître la vérité,* a-t-il dit, *commande le respect, et ce qui me paraît essentiel, c'est que le ministère public évoque effectivement l'aspect humain, ô combien humain, de cette affaire. L'ardeur parfois maladroite de ces parents souvent véhéments leur a valu le soutien de la presse et de l'opinion. Je n'entends pas pour ma part dire qui a raison ou qui a tort. Mon but, c'est de ramener ce débat à des proportions raisonnables. »*

On a mesuré alors que M. Roque s'en allait tout bonnement vers la conclusion d'un rejet de la demande. Il en fut bien ainsi. La décision de non-lieu dont se plaignent les Saint-Aubin est, à son avis, une décision prise par un magistrat du siège, donc indépendant. Elle a le caractère de la chose jugée. Elle fixe une vérité,pour le moins judiciaire.

En fondant son ordonnance sur l'article 64 du code pénal, le juge n'a eu aucun comportement fautif. Il a apprécié en fonction des éléments dont il disposait. Quant au préjudice que les *« bénéficiaires »* de ce non-lieu invoquent, on peut en discuter,car, s'il est réel, il est venu de la publicité que les Saint-Aubin eux-mêmes ont donnée à une décision que, sans cela, la justice aurait tout simplement gardée pour elle...

Voilà pourquoi, *« malgré la déférence qu'inspire leur action, malgré leurs efforts louables »*, le représentant du ministère public a demandé à la cour de confirmer le jugement du tribunal de Draguignan, c'est-à-dire de débouter ces demandeurs pourtant si valeureux.

Quel que soit l'arrêt que la cour d'Aix, présidée par M. Marcel Vincenzini, rendra le 15 septembre prochain, il restera que M. et Mme Jean Saint-Aubin, figurants muets à cette audience du dernier espoir, furent et demeurent en cette circonstance de ces *« témoins qui se font égorger »*, les seuls auxquels croyait Blaise Pascal.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

LE RAPPORT DE LA COMMISSION D'ACCÈS AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Un palmarès de cachottiers

Chargée de combattre la manie du secret, la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) a rendu public, lundi 16 juin, don quatrième rapport d'activité (1). C'est l'occasion pour elle d'un palmarès des administrations. Il y a celles qui jouent le jeu, comme l'administration pénitentiaire, les cachottiers (les douanes et la défense) et les irréductibles : l'office public HLM de la ville de Paris n'a jamais répondu à une seule de ses lettres.

La loi ne permet pas d'accéder à n'importe quel document. Doivent cependant être communiqués à tous ceux qui le réclament *« les dossiers, rapports, études, comptes rendus, procès-verbaux, statistiques, directives, instructions, circulaires, notes et réponses ministérielles qui comportent une interprétation de droit positif ou une description des procédures administratives » (2).*

La liste est longue, le champ d'application est vaste, mais il existe des exceptions, les cas où une divulgation de ces documents porterait atteinte *« au secret des délibérations du gouvernement* (...), *au secret de la défense nationale* (...), *à la monnaie et au crédit public, à la sûreté de l'Etat, etc...*

Tout cela étant assez vague, c'est à la CADA de dire si le citoyen plaignant est en droit d'exiger de l'administration qu'elle lui ouvre ses dossiers. En deux ans (1984 et 1985) la commission a examiné quatre-vingt-dix requêtes par mois contre soixante-trois les deux années précédentes (3). Elle commente ainsi ce bilan : *« D'une part, le délai d'un mois imparti par la loi à la commission pour émettre ses avis a pu, dans l'ensemble, être tenu ; d'autre part, l'intervention de la commission a permis, dans 90 % des cas, au demandeur d'obtenir communication du document que l'administrateur, au départ, lui refusait. »*

Pour être encourageant, ce résultat est en partie trompeur. La CADA donne raison, une fois sur deux, à l'administration rétive. Les 90 % d'interventions favorables dont elle se flatte, sont calculés sur les 50 % d'affaires où elle donne tort et où elle tente de la faire céder.

Si l'administration persiste dans son refus, il appartient toujours au citoyen éconduit de saisir le tribunal administratif, qui a en principe six mois pour trancher, puis le Conseil d'Etat.

Dans ce quatrième rapport d'activité, ledit Conseil d'Etat se fait épingler par la commission qui lui reproche d'avoir *« jusqu'à présent cherché davantage à cantonner ce droit nouveau, à en marquer les bornes, qu'à ouvrir le champ de toutes les possibilités qu'il offre »*. Cette critique est d'autant plus notable que le président de la CADA, M. Pierre Ordonneau, et son rapporteur général, M. Bruno Lasserre, sont tous deux membres du Conseil d'Etat.

Dans le bon sens

Ainsi bridée, la CADA, que M. Renaud Denoix de Saint Marc, secrétaire général du gouvernement, a présentée lundi comme *« un outil de règlement pacifique des conflits »*, a quand même, en deux ans, œuvré dans le bon sens. Elle a, par exemple, jugé communicables au public les avis de la commission de la concurrence et cela à la demande de la Société Chanel et au bénéfice probable d'autres entreprises.

Elle s'est, en revanche, opposée *(on se demande pourquoi ?)* à la communication d'une enquête mensuelle commandée à un institut de sondage par le gouvernement sur le *« moral des Français »*. Elle a, pour la même raison *(« secret des délibérations du gouvernement »)*, opposé son veto à une diffusion du fameux rapport Blanchard sur les rémunérations « annexes » des fonctionnaires.

Tout cela est de nature à décourager les meilleurs volontés. Sans l'admettre, la CADA regrette néanmoins qu' *« en France plus qu'ailleurs, la liberté d'accès à l'information administrative reste, huit ans après qu'elle a été garantie par la loi, davantage le moyen pour le justiciable ou le « pré-justiciable » sz « gagner des points » dans un conflit qui l'oppose à l'administration que l'instrument permettant au citoyen d'améliorer, de « manière paisible », son information sur la chose publique ».*

A cela rien de très étonnant : dèd le rapport Blanchard, reste couvert par le secrty, il n'est pas surprenant que les Français se servent surtout de la loi pour se faire communiquer leurs dossiers personnels de fonctions, de contribuables, de malades hospitalisés ou d'allocataires de la Sécurité sociale.

Une race de procéduriers

Les associations, les syndicats, les groupements ont beau être de plus en plus nombreux à saisir la CADA, la loi de 1978 a engendré une race de procéduriers qui utilisent celle-ci comme une arme dans leur guérilla contre l'administration. Ainsi M. Jacques Hyver, condamné en octobre 1982 à vingt ans de réclusion criminelle pour le rapt de M. Michel Maury-Laribière, ancien vice-président du CNPF. La CADA lui est redevable de vingt-sept recours pour la seule année 1984. Cela ne serait rien si Jacques Hyver n'avait fait des émules parmi ses codétenus...

On peut y voir le signe de la bonne santé de la loi sur l'accès aux documents administratifs, mais aussi ses limites, imposées par un texte qui n'est hélas, en parfaite connaidssance de cause, qu'un pôâle reflet du *Freedom of Information Act* en vigueur aux Etats-Unis, le pays où la transparence administrative est la plus grande.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) La Documentation française, 446 pages, 120 francs. Ce rapport contient une étude compète sur l'accès du public aux documents sociaux.

(2) Loi du 17 juillet 1978.

(3) CADA, 31, rue de Constantine, 75700 Paris. Tél. : (1) 47-05-99-51.

M. ALBIN CHALANDON ET LES PRISONS PRIVÉES

Si le budget du ministère de son ministère (1,17 % du budget global du pays) n'est pas augmenté au mois de juillet, M. Albin Chalandon, ministre de la justice, envisage dès l'automne prochain de faire appel au financement privé pour construire des prisons. (Lire l'article de Bertrand Le Gendre dans *le Monde* daté 15-16 juin.

Ce premier appel pourrait-être de 4 milliards de francs, nécessaire à la construction de mille places de prison supplémentaires. Ces indications ont été données, lundi 16 juin à Paris, par le garde des sceaux.

PLUS DE 500 000 DÉTENUS DANS LES PRISONS AMÉRICAINES

Le nombre de détenus aux Etats-Unis a dépassé cette année la barre des 500 000 alors que des jugements de plus en plus sévères remplissent des prisons déjà surpeuplées, selon le bureau des statistiques de la justice américaine.

Au 31 décembre dernier, la population carcérale atteignait le chiffre record de 503 601 détenus. Pendant l'année 1985 on a enregistré 39 000 prisonniers supplémentaires. Toutes les prisons d'État sont surpeuplées, entre 6 % et 21 % au dessus de leurs capacités. En 1985, 19 Etats ont libéré avant terme 18 600 détenus parce que les prisons ne pouvaient plus les recueillir.

La population carcérale a augmenté de 8,4 % l'an dernier et depuis 1977, elle a augmenté de près de 68 %. Il y a neuf ans il y avait 300 024 détenus. — *(AP.)*

AU TRIBUNAL DE PARIS

Désistement

Le Monde, dans ses éditions des 10 et 11 juin 1984, avait consacré un reportage à une secte adepte du végétalisme, intitulé : *« Les mangeurs d'orties à la conquête des villes jumelées »*. Les dirigeants de la secte, mécontents de l'article qui décrivait la précarité des conditions de vie des adeptes, assignaient en diffamation, devant la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris, André Laurens, directeur de la publication de l'époque, et notre collaborateur Daniel Schneidermann, auteur du reportage.

Le tribunal, présidé par Mme Jacqueline Clavery, avait entendu, lundi 9 juin, plusieurs témoins cités par Me Yves Baudelot, conseil de notre journal, détailler les divers ennuis de santé — eczéma, abcès, diarrhées, pertes de poids — dont eux-mêmes ou leurs proches avaient été victimes après un passage dans cette secte, baptisée l'Université de la paix.

On devait plaider lundi 16 juin. Las ! La secte s'est brusquement désistée au début de l'audience, à la suite de l'*« enlèvement »* de la femme de l'un des dirigeants, le 14 juin au Portugal : les *« ravisseurs »* auraient posé cette condition — le désistement — à la délivrance de leur victime. L'Université de la paix a été condamnée aux dépens.

La *« kidnappée »* se trouvait au Portugal, où elle continue avec d'autres adeptes une marche qui doit sillonner le monde jusqu'en l'an 2000. Souhaitons que cette disparition n'interrompe pas prématurément le projet...

La Mission de lutte contre la toxicomanie dépendra du ministère de la justice

La Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (MILT) sera désormais sous la tutelle du ministère de la justice et non plus du premier ministre.

Créée en 1982, la MILT dépendait à l'origine du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. En février 1985, elle avait été rattachée aux services du premier ministre. M. Laurent Fabius avait ainsi voulu manifester sa volonté de donner une nouvelle impulsion tout en respectant la nécessité d'approches différentes du phénomène de la toxicomanie : par la santé, l'éducation, les affaires sociales, l'information, la police...

La MILT, dont le rôle est de préparer les décisions du comité interministériel qui coordonne l'action des différents ministères contre la drogue, est présidée depuis le 4 mars par un magistrat, M. Dominique Charvet.

Le 16 avril dernier, M. Jacques Chirac, dans sa déclaration de politique générale au Sénat, avait indiqué qu'il demandait à M. Albin Chalandon, ministre de la justice et garde des sceaux, de proposer un ensemble de mesures juridiques, sociales et éducatives pour combattre la toxicomanie.

Le choix du ministère de la justice comme tuteur de la Mission, peut traduire l'intention du gouvernement de mettre l'accent sur la répression dans la lutte contre la drogue. Le docteur Louis Albrand, conseiller technique au cabinet de M. Chalandon, ne le nie pas, mais affirme qu'il n'a pas été envisagé de modifier la législation. La loi existe, déclare-t-il, il faut seulement l'appliquer, le garde des sceaux disposant pour cela d'une arme puissante avec les parquets.

SOS RACISME

Un million de francs de déficit

M. Harlem Déair, président de SOS Racisme, a adressé une lettre à Mme Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, pour protester contre le fait que la fête de la Bastille ait été *« complètement passée sous silence lors du journal de 20 heures du 15 juin 1986 sur TF 1 »*.

Le concert du week-end dernier, diffusé par la « 5 », aurait provoqué un « trou » de 1 million de francs dans la caisse du mouvement. Cette manifestation a coûté, en effet, 2,4 millions de francs; mais les recettes n'ont atteint que 1,4 million dont 350 000francs de subventions gouvernementales.

Par ailleurs, deux membres de l'association Jeunes arabes de Lyon ont entamé, lundi 16 juin, une *« grève de lka faim illimitée »* pour protester contre le projet de loi sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. Nasser Zaïr et Djida Tazdaït ont obtenu du cardinal Decourtray, archevêqye de Lyon, qu'il défende leur cause auprès du premier ministre.

ESPACE

Un contrat européen pour la navette

L'organisation européenne de communication par satellite Eutelsat vient de passer commande de trois lanceurs Ariane et d'un vol de navette pour faire mettre en orbite ses futurs satellites, à partir de la mi-1989. Ce sera la première fois qu'un satellite de télécommunication du vieux continent sera mis en orbite par la navette américaine. La décision prise par Eutelsat manifeste la volonté de l'organisation de ne pas se lier à un seul fournisseur.

Trois de ces satellites ont été commandés à un consortium industriel mené par l'Aérospatiale, et la décision d'en construire un quatrième a été prise.

ENVIRONNEMENT

● *M. Pierre Delacroix président des Sociétés de protection de la nature.* — La Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN) a élu à sa présidence M. Pierre Delacroix, en remplacement de M. Jean-Pierre Raffin.

[Bordelais de cinquante-deux ans, ancien capitaine au long cours et agrégé de géographie, M. Pierre Delacroix est vice-président de la *Société* pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO).]

● *Ensemble hôtelier annulé à l'île aux Moines.* — Le tribunal administratif de Rennes, suivant les réquisitions du commissaire du gouvernement, a annulé les permis de construire accordés en 1985 pour l'implantation sur l'île aux Moines (Morbihan) d'un centre de revitalisation, d'un hôtel quatre étoiles et d'une résidence para-hôtelière de quarante duplex. Le tribunal a estimé que les deux sites visés entraient dans la catégorie des *« espaces naturels préservés ou à préserver »*, comme l'affirmaient les associations de défense de l'île aux Moines.

MÉDECINE

● RECTIFICATIF. — Une coquille malencontreuse a complètement faussé la signification du premier paragraphe de l'article consacré aux cas de cancers observés à l'Institut Pasteur (*le Monde* daté *15-16 juin*). *Il fallait lire* : le deuxième cas de cancer était survenu *« chez un chercheur travaillant dans le laboratoire voisin de M. Maurice Hofnung, directeur de l'unité de programmation moléculaire et de toxicologie génétique ».*



THÉATRE

Trois pièces pour une fin de saison

Deux femmes et trois hommes psychotiques. Des figures de mélodrame chinois. Un petit homme triste qui désaccorde les couples.

« Home », au Rond-Point

La résistance à la scène des malades non imaginaires

Les femmes et hommes retenus dans les hôpitaux psychiatriques doivent-ils devenir le matériau des écrivains de théâtre ?

Voici des personnes enfermées, qui souffrent. Est-il honnête, scrupuleux, d'exploiter leur peine, en fabriquant, *sur leur dos*, un *spectacle* qui va déclencher les chauds émois et les gros rires d'une assistance d'auditeurs libres, et plus ou moins bien portants ?

Pour faire aller et venir, et dialoguer, sur la scène d'un théâtre, les porte-parole des internés psychiatriques, il faudrait à la rigueur un auteur dramatique, et des comédiens, d'une tact extrême, d'un discernement extrême. Mais il y a tout à parier qu'un auteur et des acteurs de cette trempe-là refuseraient l'entreprise.

Ils diraient : non ! Il diraient : feindre, simuler des internés devant le parterre, c'est contrariant. Cela peut créer des malentendus. Nous pouvons, en revanche, nous rendre à l'hôpital, proposer aux internés de leur jouer quelque chose, s'ils veulent, et les inciter, les servir, à exercer par eux-mêmes cet art du théâtre, si cela leur dit.

Il règne en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis une vue différente de la chose, qui a sûrement ses raisons d'être, puisque des écrivains de qualité, et probes, n'hésitent pas à situer des drames, des comédies, dans des hôpitaux psychiatriques.

Le dramaturge David Storey est de ceux-là. Sa pièce, *Home*, par laquelle il fait converser deux femmes et trois hommes internés, a été traduite en français par Marguerite Duras, c'est une garantie. Les acteurs, une troupe de Grenoble, font presque de l'hyper réalisme, se traînent très douloureusement sur leurs jambes, pleurent à chaudes larmes dans leurs mouchoirs (Christine Brotons, Edith Winkler, Pierre-David Cavaz, Dominique Laidet, Gilles Najean). Mise en scène de Chantal Morel.

De nos jours, dans les comptes-rendus des pièces de théâtre, l'accent combatif *s'est tout à fait perdu*. On y va sur la pointe des pieds. Autrefois, c'était plus franc. Par exemple, le grand critique dramatique allemand Ephraïm Lessing, décrivant le 28 juillet 1767 un pièce appelée *la Française dans la maison*, disait sans prendre des pincettes : *« C'est moins que rien : car la pièce n'est pas seulement écrite d'un style bas, plat et froid : elle est par-dessus le marché ordurière, dégoûtante, choquante au plus haut degré. »* Aujourd'hui, Lessing aurait simplement dit, de cette représentation de *Home* de David Storey, qu'une *« certaine épaisseur du dialogue et du jeu manquera peut-être de heurter quelques esprits pointilleux »*.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre du Rond-Point (dans le cadre du « Printemps du théâtre »), *jusqu'au samedi 21 juin, 21 heures.*

« La Terrasse des désespoirs », à la Bastille

Un mélodrame chinois

Etienne Mériaux, vingt-cinq ans, a du talent. Et du culot. Il s'est emparé, pour sa première mise en scène, d'un mélodrame chinois du dix-neuvième siècle, *la Terrasse des désespoirs*, de Tsin Pam Yang, et – pourquoi lésiner ? – en a profité pour signer les décors et les costumes du spectacle dans lequel il s'est réservé un petit rôle final sur mesure.

Dégrossi à l'école de la bande dessinée, classe Futuropolis, affiné à celle de la peinture, classe débrouille, il a suivi avec assiduité les cours du centre de recherches théâtrales B 13 de l'université Paris-VIII. Ceci explique cela.

Au Théâtre de la Bastille, il a posé au centre du plateau sept lattes de bois rouge vif, accroché dans les cintres cinq larges bandes de papier peint en bleu ainsi que de longs rouleaux façon papier de riz, et créé, en un tour de main, le joli décor que l'on pouvait espérer. Bien.

Il a vêtu ses sept interprètes de robes à la coupe identique et de couleurs vives différentes : bleu, pour Tsing, le héros ; rose pour Tchou ; vert pour Tchang ; rouge pour Perle limpide ; jaune pour Friandise du cœur ; mauve pour Yuan ; blanc pour Hô. Pas de place au hasard. Ces couleurs sont le révélateur des tempéraments de chacun. Mais le mouvement des comédiens les amène par instant à nous laisser voir leurs dessous. Des rangs du public, on croit reconnaître des caleçons type coup de cœur. Aïe ! Premier faux pas.

Lorsqu'on s'est, vite, habitué à ce decorum, on écoute le texte de la pièce, on regarde évoluer les acteurs. A l'exception d'Anna Held (friandise du cœur), dont la fraîcheur et la gaieté font plaisir à voir, ils sont plutôt médiocres. Reconnaissons qu'ils tiennent bien leur places, soigneusement étudiées par Etienne Mériaux, qui, s'il n'apparaît pas ici comme un directeur d'acteurs, possède un incontestable talent de chorégraphe.

Dommage que tant de travail ait été mis au service d'une histoire – l'épouse délaissée d'un militaire s'éprend d'un jeune poète et en mourra – dont on n'aperçoit pas la nécessité aujourd'hui. On voudrait nous parler de cruauté, brûler le peu d'illusions qu'il nous reste sur les charmes vénéneux de l'exotisme. On assiste plutôt, sans enthousiasme ni ennui, aux premiers pas d'une jeune compagnie.

OLIVIER SCHMITT.

★ Théâtre de la Bastille, jusqu'au 21 juin à 20 heures. Tél. : 43-57-42-14.

« D'où viennent les catules » au Centre culturel suisse

Pot-pourri

Soit un couple supérieur, Amélie Rojue et Ludovic Zema. Soit leur histoire d'amour, déclinée sur Terre par leurs avatars, hommes et femmes, en monologues croisés, chœurs ou dialogues inoubliables du style : *« Je t'aime, je te hais »* ou *« T'es beau quand tu dis rien. »* Et la catule du titre *(D'où viennent les catules ?)*. Un peu de patience. A la fin de l'acte l'on comprendra, dans un éclair d'intelligence : la catule est une sale et sournoise bestiole qui sème la zizanie entre les amoureux.

L'acte II est d'ailleurs une chasse à la catule, un combat héroïque et géant entre les âmes de Ludovic et d'Amélie, chaussées de cothurnes. *« J'expire »*, s'exclame Ludovic, avec un sérieux très racinien. Enfin, voici la bête : un petit homme gris bien maladroit qui monologue tristement.

L'auteur, Jean-Daniel Magnin, et le metteur en scène, Emmanuel Ostrovski (Compagnie Intérieur Sillem), osent avec un certain aplomb cette pochade de potaches cultivés. Le texte de Magnin, trop protéiforme pour se prendre au sérieux, est souvent complaisant. Tout comme la mise en scène, vrai pot-pourri où rôdent les ombres de Pina Bausch, du Living Theatre, de l'opéra chinois ou de Racine du côté de chez Grüber.

A leur décharge, disons que ce travail est le fruit d'un stage de six mois avec de jeunes comédiens. Tous formidables. Il faut voir, par exemple, Françoise Muxel se pavaner en tenue de vamp puis, serrée dans une robe rose de tous les jours, chanter une romance mozartienne à la façon d'un « song », et enfin, lunettes de petite punaise coincée, copuler sans retenue. On craque.

ODILE QUIROT.

★ Jusqu'au 21 juin. Centre culturel suisse.

Le kabuki à Mogador

Dans la peau de l'innocent

Le kabuki est un art légendaire, dont on reçoit de temps en temps les échos. C'est la perfection de la beauté.

Des musiciens assis sur leurs jambes pliées, les modulations de voix au bord de la cassure, l'apparition d'un visage ovale, masque blanc encadré de noir, corps perdu dans la soie chamarrée du kimono... D'abord tant de spendeur et de finesse submerge, on est emporté par l'exotisme. Comment adapter nos habitudes à ces acteurs qui ne *gardent rien d'eux-mêmes*, figures abstraites dont les gestes contenus semblent imposés par les plis sculptés de leurs vêtements. Gestes fluides, ondulants ou d'un dessin aigu...

La première pièce du spectacle kabuki présenté à Mogador fait penser à un dessin animé élégant, extravagant, sur un thème qui ailleurs serait presque égrillard – une princesse enivre et séduit un moine qui a emprisonné les dieux de la pluie. De même que le dessin animé, le kabuki a ses codes d'invraisemblances dans l'intrigue, dans les attitudes brusquement modifiées comme si manquaient des images au tracé du mouvement, dans l'immobilité totale du personnage qui ne joue pas, dans les sonorités artificielles des voix...

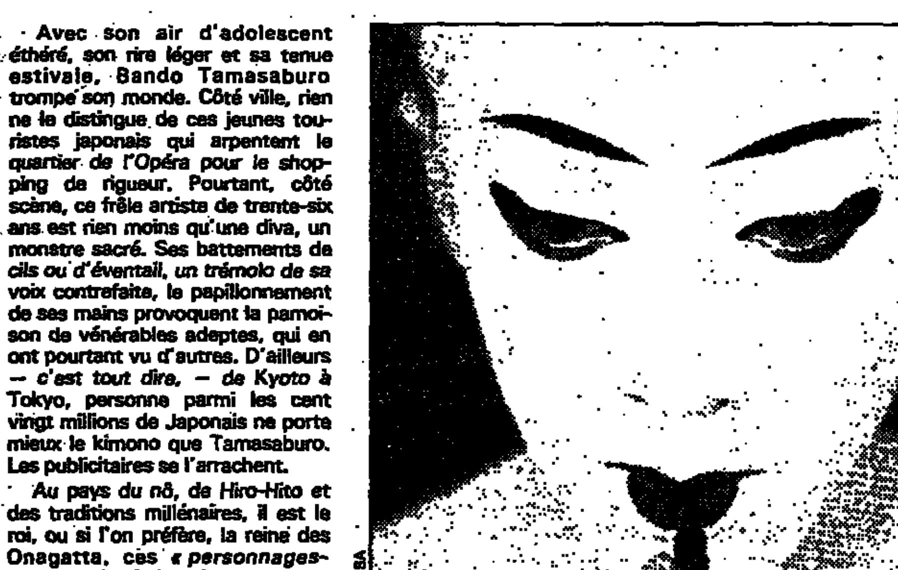
La seconde pièce est sombre, presque entièrement chantée sur un ton très haut, par les récitants. Les acteurs parlent peu, ils évoquent une histoire de vengeance et de fantômes, passant de la pantomime expressive à une sorte de danse sophistiquée à l'extrême. Il y a d'extraordinaires combats au ralenti, censés se passer dans le noir, la métamorphose d'une belle jeune femme en spectre défiguré, la lutte contre l'invisible... Il y a, en dépit du formalisme, une terrible force de tension, d'angoisse. C'est que rien ne se disperse. La musique, les chants, le parlé, les actions, le silence, tous les éléments se relient les uns aux autres, comme les mots qui composent une phrase, et les phrases qui composent le récit, saisi, porté par les acteurs.

Ils sont deux, Bando Tamasuburo dans l'emploi féminin (onnagata) Kataoka Takao, dans les emplois masculins. Ils sont étonnamment beaux, gracieux, subtils, maîtres de leur art.

COLETTE GODARD.

★ Mogador, 21 heures. Jusqu'au *29 juin.*

Les divas



Bando Tamasaburo, monstre sacré du kabuki

Avec son air d'adolescent éthéré, son rire léger et sa tenue estivale, Bando Tamasaburo trompe son monde. Côté ville, rien ne le distingue de ces jeunes touristes japonais qui arpentent le quartier de l'Opéra pour le shopping de rigueur. Pourtant, côté scène, ce frêle artiste de trente-six ans est rien moins qu'une diva, un monstre sacré. Ses battements de cils ou d'éventail, un trémolo de sa voix contrefaite, le papillonnement de ses mains provoquent la pamoison de vénérables adeptes, qui en ont pourtant vu d'autres. D'ailleurs – *c'est tout dire*, – de Kyoto à Tokyo, personne parmi les cent vingt millions de Japonais ne porte mieux le kimono que Tamasaburo. Les publicitaires se l'arrachent.

Au pays du nô, de Hiro-Hito et des traditions millénaires, il est le roi, ou si l'on préfère, la reine des Onagatta, ces *« personnages-femmes »* joués invariablement par des hommes dans le théâtre populaire du Kabuki, l'image la plus admirable et la plus conventionnelle (avec celle de la geisha) de la féminité japonaise éternelle. C'est *la sur-féminité, le travesti porté au* niveau du grand art à force de travail et de discipline.

On les imaginait, lui et son partenaire, Kataoka Takao, spécialiste des rôles virils, corsetés de conventions, prématurément vieillis par l'ascèse et les carcans d'un art strictement codifié, d'un répertoire archétypique et archaïque. *Ils sont jeunes*, mi-sérieux mi-rieurs, vifs, charmants, intelligents. Comme des débutants, ils ont le trac.

A New-York, ils ont joué quinze jours. *C'est* après ce succès new-yorkais que l'aventure parisienne a été décidée.

Chacun a sa manière, sérieuse ou rieuse, Takao et Tamasaburo, s'attachent gentiment à rayer les clichés. *Dans* un art où tout concourt à la magnifier l'acteur (costumes, maquillage, décors, stylisation et perfection gestuelles), ils jugent le texte important : *« Même si au premier abord on ne le comprend pas. Il stimule l'imaginaire. »*

Et puis leurs thèmes fondamentaux, qu'ils soient romantiques ou réalistes, sont ceux de passions *humaines qui ont, partout et de* tout temps, nourri tous les théâtres. Ainsi, en dépit d'un exotisme dépaysant pour le spectateur étranger, des pièces comme *Kasane* et *Narukami*, restent-elles intelligibles. Un peu comme le serait la commedia dell'arte pour un Japonais.

La Kabuki-Ghetto, la spécialisation étroite, étouffante ? Pour Tamasaburo, qui s'essaye de *temps à autre à certains classiques* européens, *« il est facile de passer du Kabuki à Shakespeare. Certes, du point de vue formel nous sommes élevés, spécialisés dans le kabuki depuis notre plus tendre enfance (dès l'âge de six ans dans son cas), mais fondamentalement nous sommes des acteurs – des acteurs très complets. On s'adapte facilement aux différents genres »*. Mieux que les Occidentaux ? Les mains de Tamasaburo s'envolent, il s'extasie en connaisseur sur l'*« éventail »* des talents et numéros d'acteurs français dans *le Balcon*, de Genet, et *le Bourgeois gentilhomme* qu'il vient de voir. L'outrance du geste, les numéros d'acteurs ? *« Mais, dans beaucoup de pièces c'est l'immobilité qui prédomine ! Le kabuki est très riche, plein d'éléments et d'acteurs très divers et très complets. »*

Le kabuki figé, formel, sans possibilité d'improvisation, d'adaptation ? Un art où toute modification gestuelle doit obtenir l'assentiment d'une haute instance ?

Cela dépend, répondent-ils en chœur. Les pièces laissent plus ou moins de marge. Dans *Narukami*, *par exemple*, tout est déjà codifié, la gestuelle prédéterminée. Pourtant, la différence sera très grande entre le *Narukami* que jouera Takao et celui d'un autre acteur. Comme sur une partition classique, le résultat vaire selon les interprètes, le talent, l'émotion, le cœur.

Tamasaburo a cette exclamation, mûrie par une longue ascèse, toute japonaise, auprès des plus grands maîtres : *« Il existe une façon de jouir de la liberté dans la contrainte qui ne me déplaît pas. »*

Leur jeu est-il différent aujourd'hui de celui des maîtres du début du siècle ? Takao sait que cette différence existe, mais ne la ressent pas. Elle n'affecte pas son jeu. Depuis l'enfance, il a appris à *jouer à la manière de... Takao.* Tamasaburo, ce maître de l'épure gestuelle féminine, trouve son équilibre et sa vérité *« dans le balancement perpétuel entre deux univers complètement différents, celui formel, traditionnel du microcosme du Kabuki, et celui du monde extérieur, de la vie quotidienne du Japon contemporain »*.

Ils ont, comme leurs admirateurs, jeunes et moins jeunes, des goûts variés, éclectiques : télévision et kabuki, esthétique formelle, pub et vidéo. Public d'élite ? Non. *« De haut en bas de la société et de toutes les générations. »*.

Des quasi-centenaires viennent d'une lointaine province parfois pour jouir d'une seule pose, le *temps d'un soupir*. Et certains, chavirés, bien qu'ils en aient tant vu, lancent sans retenue à l'onnagata ce cri d'extase : *« Matteimasha »* (J'attendais cela).

Tamasaburo-travesti ? « Oui. C'est là que mon talent est à son sommet pour exprimer des possibilités que d'autres n'ont pas. J'ai été élevé dans le rôle, il correspond à ma morphologie et à ma sensibilité. »

Il ajoute : *« Les gens qui refoulent cette ambivalence sexuelle, qui ne veulent pas l'admettre, en souffrent. Aussi, lorsqu'on peut la transformer en art c'est merveilleux. On se réalise. D'ailleurs, on trouve des travestis partout dans l'art et dans la société dès qu'ils atteignent un certain degré de développement. Depuis la Grèce en passant par l'Inde, Londres et la Chine. Chez vous, Sarah Bernhard a joué des rôles d'hommes... »*

Iamasabro et Takao disent : « Laissés clichés, préjugés et doctes discours aux vestiaires. Mettez-vous dans la peau de l'innocent. Les contraintes et les conventions qui forment l'arrière-plan du kabuki, c'est le problème des acteurs, pas celui du spectateur. Ouvrez-vous à l'émotion. Voilà tout. »

R.-P. PARINGAUX.

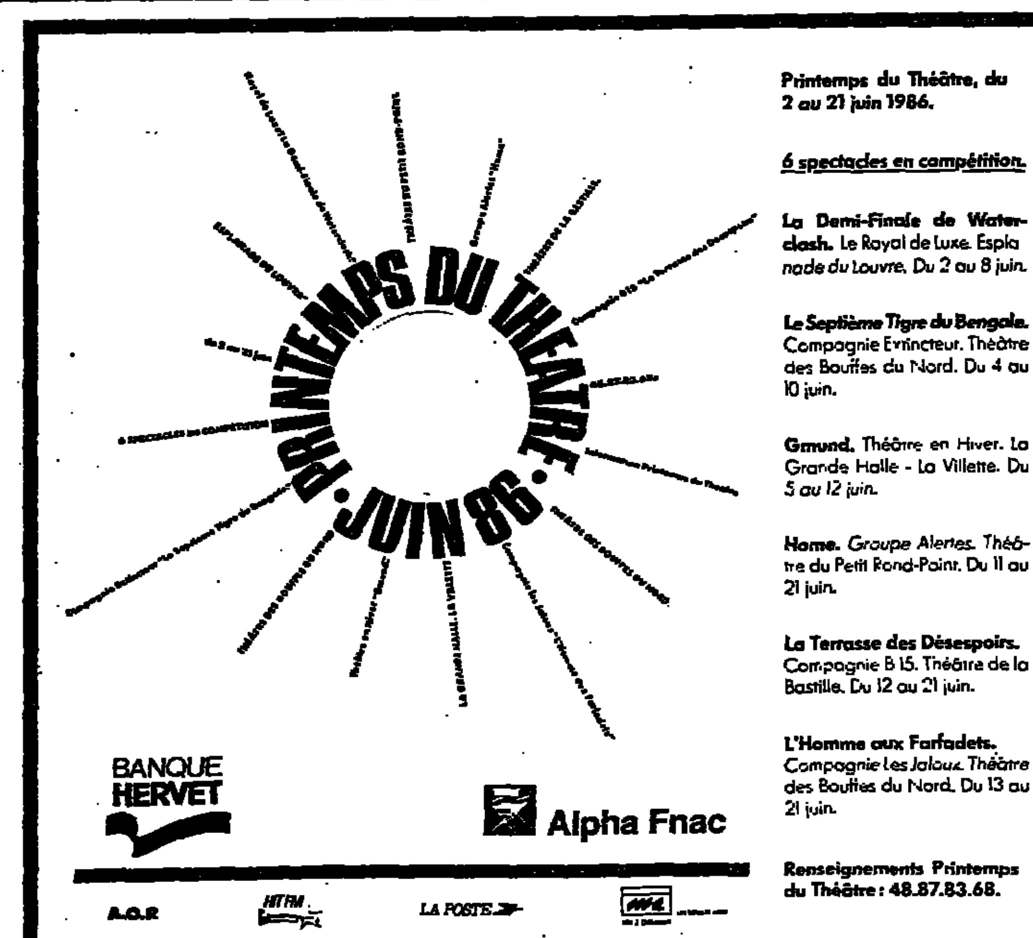
CINÉMA

Décès de Mario Ruspoli

Le cinéaste Mario Ruspoli est mort le lundi 16 juin. Il était âgé de soixante et un ans.

Issu d'une célèbre famille italienne par son père et descendant du général La Fayette par sa mère, Mario Ruspoli, fut, aux côtés de Jean Rouch, le créateur en France du « cinéma direct ». En 1956, il signe son premier long métrage documentaire : *les Hommes de la baleine*. Puis *Campagne romaine*, *Ombre et lumière de Rome* (1959), *les Inconnus de la terre* (1961). *Mais c'est surtout* le terrifiant témoignage, tourné dans un asile psychiatrique, en 1962, *Regard sur la folie*, qui le fit connaître d'un public plus large. *Il* réalisera ensuite *Petite Ville*, une enquête sur un gros bourg de la Lozère (1963), puis un film consacré au dessinateur Chaval en 1971.

Brillant, très cultivé, il donnait régulièrement des conférences sur les sujets les plus divers. Auteur de livres de cuisine savoureux et *comédien occasionnel*, on l'avait vu dans le film de Walerian Borowczyk, *Contes immoraux*, où il interprétait le rôle d'un pape Borgia.



Printemps du Théâtre, du 2 au 21 juin 1986.

6 spectacles en compétition.

La Demi-Finale de Waterclash. Le Royal de Luxe. Esplanade du Louvre. Du 2 au 8 juin.

Le Septième Tigre du Bengale. Compagnie Extincteur. Théâtre des Bouffes du Nord. Du 4 au 10 juin.

Gmund. Théâtre en Hiver. La Grande Halle - La Villette. Du 5 au 12 juin.

Home. *Groupe Alertes.* Théâtre du Petit Rond-Point. Du 11 au 21 juin.

La Terrasse des Désespoirs. Compagnie B 15. Théâtre de la Bastille. Du 12 au 21 juin.

L'Homme aux Farfadets. *Compagnie Les Jaloux.* Théâtre des Bouffes du Nord. Du 13 au 21 juin.

Renseignements Printemps du Théâtre : 48.87.83.68.

هكذا من الأصل

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

ÉGLISE SAINT-EUSTACHE 2, rue du Jour Mardi 17 juin 20 h 45 Loc. Kiosque près église Secrétariat : 46-56-85-42 Perm. église (p.e. Valmalète, Musicaglotz)	5e GRAND CONCERT CONCERTO pour VIOLON de MENDELSSOHN Sol. : AMI FLAMMER ENSEMBLE ORCHESTRAL DE HAUTE-NORMANDIE Dir. J.-P. BERLINGEN REQUIEM de FAURE Françoise AZEMA sop. Roger SOYER bar. SOCIÉTÉ DES CHANTEURS DE SAINT-EUSTACHE Ensemble orchestral de HAUTE-NORMANDIE Dir. R.P. Émile MARTIN
THÉATRE DES CH.-ÉLYSÉES Mercredi 18 juin à 20 h 30 (p.e. Valmalète)	LES MOMENTS MUSICAUX DE L'ATHÉNÉE Alfredo KRAUS José TORDESILLAS piano MOZART, BEETHOVEN DONIZETTI, CHOPIN, PUCCINI MUSIQUE ESPAGNOLE
T.M.P. CHATELET Jeudi 19 juin 20 h 30 (p.e. Valmalète)	Gundula JANOWITZ PETER WATERS piano LISZT, WAGNER, BRAHMS
THÉATRE DES CH.-ÉLYSÉES Tél. 47-23-47-77 Vendredi 4 juillet à 19 h 30 Samedi 5 juillet à 20 h 30 Dimanche 6 juillet à 17 heures (p.e. Valmalète)	MAIRIE DE PARIS FESTIVAL DE FRANCE présentent l'ALSACE OPÉRA DU RHIN Le 4/7 : DIALOGUES DES CARMÉLITES dir. Th. GUSCHLBAUER m. en s. René TERRASSON Le 5/7 : ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE STRASBOURG dir. Th. GUSCHLBAUER BRAHMS, RAVEL Le 6/7 : ORCHESTRE DES JEUNES DES CONSERVATOIRES D'ALSACE et ORCHESTRE ET CHŒUR DES JEUNES DES CONSERVATOIRES DE PARIS
PRINCIPAUTÉ DE MONACO Du 16 juillet au 10 août 1986 à 21 h 45 Renseign. ATRIUM OPÉRA DE MONTE-CARLO Tél. 93-50-76-54 (p.e. Mondial Musique)	CONCERTS DU PALAIS PRINCIER ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE MONTE-CARLO Palais princier - Cour d'honneur 16/7 : dir. MAREK JANOWSKI sol. ANDREI GAVRILOV (piano) 20/7 : dir. GARCIA NAVARRO sol. ANDREA LUCCHESINI (piano) 20/7 : dir. GARCIA LUCCHESINI (piano) 23/7 : dir. LORIN MAAZEL 27/7 : dir. LAWRENCE FOSTER sol. AUGUSTIN DUMAY (violon) 6/8 : dir. ALAIN LOMBARD sol. VLADIMIR SPIVAKOV (violon) 10/8 : dir. JERZY SEMKOW sol. ANDRE WATTS (piano) Salle Garnier - CONCERT LYRIQUE 3/8 : dir. REYNALD GIOVANINETTI sol. MARIANA NICOLESCO (soprano)

CULTURE

Les ministres au Puy-du-Fou

« Nous sommes tous des Vendéens »

Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat à la culture et à la communication, a invité son ministre, François Léotard, et plusieurs autres, ainsi que les journalistes, à la reprise de son fameux son et lumière au Puy-du-Fou.

Vendredi 13 juin, environ un quart du gouvernement de la France ; des journalistes et attachés de presse, quelques artistes sont partis par avion spécial, en « colo » bon enfant, pour le Puy-du-Fou.

Une file de voitures sombres attendent les ministres, tandis que de gros autocars s'apprêtent à transporter les autres invités. Mais le fringant Léo n'a cure du protocole et s'engouffre dans le bus, suivi par toute la cour. *« Bravo François ! Habile ! »*, murmure un membre du cabinet. Et le convoi s'ébranle — les voitures presque à vide — la colo poussant des cris de joie en découvrant sur le siège du car des sacs de nylon pleins de biscuits de la région. *« Peut-on éteindre la radio ? »*, demande une jeune femme bavarde. Embarras de l'hôtesse : *« C'est la radio du pays, madame. C'est Alouette FM. On nous a dit de la mettre. »*

Et puis la fête commence. Le dîner d'abord, dans la salle à manger du château Renaissance, incendié naguère par une colonne du général républicain Thureau. Jean-Christophe Averty arrivé par train — plus fiable, dit-il, un vendredi 13, — se faufile, et Jean-Claude Brialy, qui n'est jamais en reste, congratule. Les tablées sont nombreuses et les convives diserts. Pourquoi sont-ils venus ? *« Pour célébrer Philippe »*. Pour encourager *« ce qu'il représente, ce mélange de tradition et de modernisme, son rôle d'entrepreneur culturel »*... *« Surtout pour l'amitié*, dit un vieux giscardien ; *montrer à ce jeune homme remuant qu'il est désormais des nôtres ! »* Un couronnement en quelque sorte.

Et Philippe de Villiers le sait, perdu sur un nuage d'allégresse dont il ne descend que pour un discours détonant, s'adressant à M. André Giraud, *« dont la présence signifie que la défense, c'est aussi la défense de la culture française »*, à M. Alain Juppé, *« dont la présence indique que le budget de la culture sera en augmentation en 1987 »*, à M. Hervé de Charette, *« invité surtout pour son nom »*, à MM. Jean-Jacques Descamps, *« venu proposer de créer ici même un musée des plans-reliefs »* ; et Douffiagues, Arthuis, Guellec et, bien sûr, à *« l'ami »* Léotard ; racontant l'histoire du Puy-du-Fou et les conséquences de *« cette chiquenaude »*, encensant le bénévolat et avouant que, *« lorsque l'on crée quelque chose, on est forcément un peu mégalomane »*. Voilà qui est justement dit !

Et le convoi s'ébranle vers le site du spectacle. La nuit est presque tombée, le chemin escarpé. *« Chirac est contrarié de la mise en orbite de Léo pour les présidentielles »*, dit quelqu'un. *« A votre avis*, interroge un autre, *les Français ont compris l'intérêt de privatiser TF 1 ? »* Un homme accoste M. Monory : *« Figurez-vous que je connais la fille de celui qui a racheté votre garage. »* Le ministre ne bronche pas. *« Vous aviez bien un garage ? »* La réponse est agacée : *« Oui, oui, autrefois... »* Et la marche continue à travers le village où les acteurs du spectacle se préparent et font des signes de bienvenue. Mais Juppé pense à son budget et Monory aux minitels qu'il rêve depuis peu d'installer chez les enseignants... Les souliers s'enfoncent dans le sable et quelques élégantes se tortillent pour éviter l'entorse.

Soudain on aperçoit la foule : 10 000 personnes assises sur des gradins en attendent 300 autres aux sièges réservés. Face à elles, l'étang majestueux et puis le château dont la silhouette se découpe dans le ciel. La lune veille, tout près. Le spectacle va commencer. Auteur, metteur en scène : Philippe de Villiers.

Une superproduction. L'espace de 12 hectares, la quadriphonie, le laser, et la lumière de 1 000 projecteurs commandés par ordinateur, les pièces d'artifices, et surtout les acteurs : plus de 3 000 personnages costumés, une cinquantaine de cavaliers, tous des gens du bocage, des villageois du coin qui, depuis neuf ans, reconstituent en plein air l'histoire d'une famille de paysans vendéens, au travers des guerres menées pour la liberté. Le public applaudit à tout rompre. Conscient qu'il fallait être fou pour concevoir ce spectacle ; soufflé par une mobilisation populaire qui implique chaque année 1 650 bénévoles de toute la région.

Le public s'est levé, un peu sonné tout de même. Il est 1 heure du matin. On regagne le château illuminé, les acteurs en costumes bordent le chemin. Sur un podium dressé dans la cour, les 10 ministres, embarassés écoutent les derniers discours : *« Tout ce qui est idéologique, sectaire, est incompatible avec l'engagement de chaque Puifolais »*, déclare M. Jean-Marie Delaye, plâtrier, directeur du spectacle. M. Lecanuet sourit. Comme un signe d'indulgence ? *« Mais Philippe est maintenant à Paris*, poursuit l'orateur : *puisse-t-il être écouté ! »* Et la foule applaudit. *« C'est con qu'il soit parti »*, dit un Puifolais d'une douzaine d'années.

Alors, grisé peut-être par l'ambiance, François Léotard prend une nouvelle fois la parole, n'hésitant pas, dans un ultime effet de style, à se qualifier de *« ministre de l'émotion »* et de *« ministre de la fierté »*. On reste médusé. Mais il va crescendo, et l'on craint vite le pire. *« Ce soir*, conclut-il heureusement, *nous sommes tous des Vendéens ! Ce soir, nous sommes tous des Français. »* Et dans la nuit très douce, dans l'enceinte du château rescapé des guerres les plus tragiques, les ministres de Chirac et les Puifolais de Villiers partagent la brioche et trinquent... à la République.

ANNICK COJEAN.

DANSE

Vidéo 86 au Centre Georges-Pompidou

Chorégraphie de l'image

Vidéo-danse, danse-vidéo. Laquelle des deux a piégé l'autre ? De toute façon, elles s'entendent.

Pas un festival ou un cycle de danse aujourd'hui qui ne s'accompagne de projections films et vidéos. Le rapport entre ces deux moyens d'expressions est si évident que, depuis 1984, la Direction de la musique et de la danse et l'agence Octet en financent la production.

Au Centre Georges-Pompidou, depuis cinq ans, Marcel Bonneaud, assisté de Michèle Barges et Anne Bedou, organise un mois de la vidéo-danse dans un coin du grand foyer, chaque année plus exigu face à l'afflux du public. Le programme 1986 élargit son champ du côté de l'ethnologie, du sport et des danses de société. Les week-ends sont consacrés à des films de la cinémathèque.

De plus en plus, l'utilisation de la vidéo au premier degré (image-mémoire) cède le pas à des recherches d'écriture. La danse, en général, passe mal à l'écran — surtout au petit écran. Dans le cas du ballet traditionnel, il n'a plus de repères pour apprécier l'élévation, le volume, le parcours. En revanche, l'image cinématographique restitue parfaitement le flux du mouvement (le *« motion »*, cher à Nikolaïs) ou la dynamique de Cunningham, pour qui le repos est déjà une façon de bouger.

Merce Cunningham a été le premier à tenter des expériences de vidéo-danse, et il continue. Il a trouvé en Charles Atlas un complice. Leur film, *Time Five*, présenté ici même voici deux ans, constitue une synthèse de tous les trucages, incrustations, jeux de perspectives et surimpressions possibles. A leur tour, Jean-Marc Matos et Bernard Pouchoux utilisent au maximum les effets électroniques et le traitement des images dans *Josette Einstein* musique de Scott Mac Leay (1). Très sophistiqué aussi : *Waterproof*, de Daniel Larrieu et Jean-Louis Le Tacon filmé sur et sous l'eau (2).

En filmant *Daphnis et Chloé*, de Jean-Claude Gallotta, Claude Mourieras a exalté l'essence primitive d'un rapport amoureux à trois personnages. Avec *les Aventures d'Ivan Vaffan*, il propose une alternative au regard. Pour *Mammame* il intègre au ballet des corps étrangers, personnages filmés à la gare de l'Est. Sa vidéo, *Un chant presqu'éteint*, est une réflexion personnelle sur le scénario de Gallotta qui tourne parfois à la dérive (3).

Rien de tel dans l'approche de *Mammame* par Raul Ruiz. Le film — coproduit par le Théâtre de la Ville — tourné à la Maison de la culture du Havre est fidèle à l'esprit du ballet. Il amplifie les enfouissements de coquillages, il détaille l'anthropologie du geste, des mœurs, l'artificiel de l'aventure réduite parfois à un jeu d'ombres. Puis il prend les Mammames, taupes aveugles, et les projette dans le vent rugueux de la plage. Un contraste éblouissant (4).

MARCELLE MICHEL.

(1) *Josette Einstein*, projection 20 juin, 17 heures, 23 juin, 20 h 15, 2 juillet, 20 h 15.

(2) *Waterproof*, 18 juin, 15 h 40.

(3) *Un chant presqu'éteint*, 7 juillet, 17 h 10. Programmation aussi sur FR 3 le 14 juin à 23 h 15.

(4) *Mammame* sera programmé en juillet au Festival d'Avignon.

Pierre-Yves Gabus S.A. commissaire-priseur
Si vous désirez vendre aux prix les plus élevés
DES TABLEAUX DE PEINTRES SUISSES ainsi que TABLEAUX DE MAITRES ANCIENS ET MODERNES
LIVRES ANCIENS
LIVRES ILLUSTRÉS MODERNES
estimations gratuites par nos experts internationaux, pour nos ventes aux enchères, Hôtel des Bergues, 15-25 novembre 1986.
Notre service bancaire VOUS ACHÈTE ÉGALEMENT AUX MEILLEURES ET DISCRÈTES CONDITIONS vos collections.
Galerie Arts anciens — CH 2022 Bevaix. Tél. 19-41-38-46-16-09.

JAZZ

Le tour des clubs

Petit tour de piste des clubs de la capitale avant de prendre la route de l'été : trois bassistes, et non des moindres, font trembler les murs du Sunset pendant une semaine. Il s'agit de Cesarius Albim, Gus Nemeth et Jean-François Jenny-Clark. La basse au sommet, servie par André Cecarelli. La basse est l'instrument qui s'est le plus spectaculairement transformé par le jazz depuis trente ans, et un geste de bassiste — c'est aussi vrai des bassistes électriques — s'apparente toujours à la danse.

Au New Morning se produit un batteur d'exception, Beaver Harris (le 18), tandis qu'au Petit-Opportun figure un quintette de jeunes musiciens (Charles Loos, Serge Lazarevitch) et que Claude Barthélemy clôture la semaine à Dunois avec Padovani, Ponthieux et Denizet. « Barthé » est un phénomène, la folie de jouer, que ce soit à la guitare ou à la guitare basse, pourvu qu'il joue. Mention spéciale à son dernier concert le dimanche 22, où son groupe réunit les musiciens à suivre aujourd'hui : Bruno Chevillon, Antoine Illouz et Michel Godard.

Le même dimanche, le Melody Four est au Centre américain à 16 h 30 dans les concerts organisés par Mike Zwerin. C'est un groupe d'Anglais inouïs, comiques, savants, délicieux. Ils chantent, ils font n'importe quoi, mais pas n'importe comment.

On peut terminer la soirée au New Morning avec Toots Thielemans. Mal joué, l'harmonica est déjà l'instrument le plus émouvant du monde. Joué par Toots, c'est une voix qui vaut celle des violoncelles.

F. M.





ORCHESTRE DE BORDEAUX-AQUITAINE
Directeur : Roberto BENZI
CONCOURS DE RECRUTEMENT 1986
— 1 alto solo (1re catégorie)
— 1 premier cor solo (1re catégorie)
LUNDI 7 JUILLET
— 1 premier basson solo (1re catégorie)
MARDI 8 JUILLET
— 1 violon tutti (3e catégorie)
MERCREDI 9 JUILLET
ÉPREUVES à BORDEAUX
RENSEIGNEMENTS :
ORCHESTRE DE BORDEAUX-AQUITAINE
28 *bis*, cours Xavier-Arnozan
33000 Bordeaux - Tél. : 56-44-70-71

PIANO ★★★★
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
23 et 25 juin, 20 h 30
NIKITA MAGALOFF
INTÉGRALE PIANO CHOPIN
Jeudi 19 juin, 20 h 30
ENGLISH CHAMBER ORCHESTRA
ASHKENAZY
Vendredi 27 juin, 20 h 30
BRENDEL
HEINZ HOLLIGER
EDUARD BRUNNER
KLAUS THUNEMAN
BEETHOVEN - MOZART
Location : 47-33-47-77

1986 / 1987
ORCHESTRAL
ENSEMBLE DE PARIS
ABONNEMENT
ASSOCIATION SUBVENTIONNÉE PAR LA VILLE DE PARIS ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION
Renseignements : E.O.P. 252, rue du faubourg St-Honoré, 75008 Paris

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION
AVIS DE RECRUTEMENT AU CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR DE MUSIQUE DE LYON
Le Conservatoire national supérieur de musique de Lyon désire recruter, au titre de l'année scolaire 1986-1987, un professeur dans les disciplines ci-après :
— Piano.
— Violon.
Les demandes de renseignements et les dossiers de candidature doivent être adressés au directeur du Conservatoire national supérieur de musique de Lyon, 3, rue de l'Angile, 69005 LYON
Tél. : 78-39-63-40.
La clôture des inscriptions est fixée au 30 juin 1986, le cachet de la poste faisant foi.

FESTIVAL MÉDITERRANÉEN
30 stars pour l'été
Montserrat Caballé Ph. : J.M. Pelnois
Ruggero Raimondi Ph. : Mascia
Alexis Weissenberg Ph. : R. Wolf
Lorin Maazel Ph. : G. Brandenstein
Palais des Rois de Majorque Ph. : H. Donnezan
Barbara Hendricks Ph. : Phonogram

CULTURE

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Ô Prisons ! Ô Châteaux !

1 Voyage en France

Le 2 octobre 1870, venant de Nancy, *Theodor Fontane, correspondant de guerre du* très conservateur journal allemand *Kreuz Zeitung*, arrive à Toul. Il est âgé de cinquante et *un ans et il a traîné jusqu'ici son existence* avec beaucoup de bonhomie. Il a su dire non à la pharmacie de papa. Il a pris part en 1848 à *l'insurrection de Berlin. Ce descendant d'une* famille huguenote qui a quitté son Languedoc natal en 1685 après la révocation de l'édit de Nantes (Fontane, nous dit son préfacier, prononçait son nom à la française : Fontaine) a été dans les années 50 l'agent officieux du gouvernement prussien en Angleterre. En 1866, Fontane avait déjà été correspondant de presse. Lors de la guerre contre l'Autriche-Hongrie, il avait couvert la bataille de Sadowa, qui marqua le début de la suprématie prussienne au dix-neuvième siècle en matière de stratégie et d'armement.

Si Fontane débuta relativement tôt dans ce *qu'on appelle la carrière littéraire, il était sur*tout connu par ses poèmes, ses notations de voyage, son goût pour le théâtre (il fut dans *les années 70 le succulent critique de théâtre* de la *Vossische Zeitung*. C'est la soixantaine passée que Fontane publia ces romans qui feront sa célébrité : *Avant la tempête* (1878), *Adultera* (1982), *Dédales* (1888), *Madame Jenny Treibel* (1892), *Effi Briest* (1896) et *Der Stechlin* (roman posthume). Thomas Mann, qui doit beaucoup à Fontane — après tout, il avait vingt-trois ans quand ce dernier est mort, — a eu sur son maître cette boutade dans le petit livre qu'il lui a consacré (cf : *le Vieux Fontane* (1910) : *c'était un homme à* qui la jeunesse ne convenait pas !

Comme dirait Alain Decaux dans ses récits télévisés, Fontane est donc à *Toul*. Il s'y ennuie. C'est tout petit Toul. C'est un nid. Certes la cathédrale est fort belle. *« L'intérieur d'une autre église* (Saint-Jean, si je ne me trompe) *est peut-être encore plus digne d'admiration : mais dès qu'on en a fini avec ces monuments du Moyen Age, il n'y a plus rien à voir à Toul. »* Fontane y va un peu fort, *un peu vite avec Toul, pour son malheur* et notre bonheur. Il lui suffit de deux heures pour se pénétrer des beautés de cette antique cité qui, dès le onzième siècle, fut gouvernée par des évêques, et qui forme, avec Verdun et Metz, l'un des trois évêchés annexés à la France lors du traité de Westphalie en 1648.

Avec plus de patience et de respect, en faisant le tour des enceintes de Vauban, en étudiant dans le détail la cathédrale Saint-Etienne avec sa façade du quinzième siècle de style *gothique flamboyant, encadrée de deux très* hautes tours de 65 mètres, en se donnant la peine de ne pas confondre l'église Saint-Gengoult avec l'église Saint-Jean, en visitant le cloître du treizième siècle, les maisons anciennes, en étudiant les ateliers de broderie, de faïence, de meubles, Fontane n'aurait sans doute pas failli être fusillé comme espion. Et sa hâte est d'autant plus regrettable que Toul, déjà endommagée en 1870, va l'être bien davantage en 1940 et en 1944. A quoi ser*vent les écrivains en général*, et les écrivains prussiens en particulier, s'ils ne notent pas dans le détail les beautés que leurs armées vont anéantir à jamais *un jour ou l'autre* ?

Mais non ! Ce 2 octobre 1870, Fontane n'a qu'une idée en tête : visiter le village natal de Jeanne d'Arc, Domrémy, *« situé non loin de Toul, du côté sud »*. Fontane est furieux parce que, à cause des réquisitions de guerre, il ne parvient pas *« à trouver une voiture disponible pour cette excursion »*. Il enrage Fontane (là, il faudrait avoir de plus en plus l'accent de Decaux quand il fixe le téléspectateur !). Abandonner la partie lui paraît inadmissible. Il veut à tout prix faire cette visite ! Et c'est alors qu'intervient Mme Grosjean, la *dea ex machina* qui a encore une voiture.

Dans une petite maison perdue aux flancs de la cathédrale *« je trouvai la dame en question, couchée, ou plutôt assise sur son lit, rideaux ouverts. Elle était malade, exténuée, mais avec le regard clair et malin assez particulier aux phtisiques, et auquel rien n'échappe »*. Non sans mal, Fontane a sa voiture. Il part de bon matin pour Domrémy, que les habitants de l'endroit, note-t-il, prononcent Donrmy. En chemin, il s'arrête à Vaucouleurs, où il visite la vieille chapelle et le château du chevalier de Baudricourt. Puis, à mi-chemin de Vaucouleurs et Domrémy, à *Burey-en-Vaux, « le petit village où Jeanne d'Arc chercha asile près de son oncle Durand Laxart, le jour où elle s'aperçut qu'une certaine hostilité régnait contre elle dans la maison paternelle »*. Enfin, c'est l'arrivée à Domrémy, et en quelque sorte le commencement de l'histoire : un document irremplaçable sur les prisons de France, dont Fontane se fait un *peu l'historien et le chroniqueur*.

Grâce à ce récit où rien d'important n'est omis, ni l'accueil de l'administration et du petit personnel, ni le confort des chambres ou cellules, ni les distractions, ni les réflexions sur la nourriture et les boissons, nous disposons avec ce *Journal de captivité* d'un véritable Gault et Millau de l'univers carcéral en France, *modèle 1870. A l'attention de* M. Toubon qui, dans ma dernière chronique, n'a peut-être retenu que ce qui le concernait, mais dont je sais le goût ardent pour la chose littéraire, je rappelle que ce livre a été édité par Buchet et Reumaux à Strasbourg, et est diffusé par Hachette dans toutes les bonnes librairies, même celles du treizième arrondis*sement*.

2 Châteaux en Europe

Si la prison de Neufchâteau, celle de Langres (Fontane *a l'air d'oublier que c'est la* patrie de Diderot), celle de Besançon (avec sa portion de bouillon et de bœuf, son demi-pain servi à 10 heures), celle de Lyon avec sa tasse de café noir arrosé de cognac, celle de Moulins avec son poêle de fonte dont Fontane est l'ennemi irréconciliable, celle de Guéret, dont la femme du gardien-chef, *« une grande brune aux yeux noirs, d'environ trente-six ans, et qui, à la façon dont elle nous examina, révélait tout de suite qu'elle devait avoir eu un passé »*, malgré sa dent de moins près *des* incisives, celle de Poitiers, qui permet à Fontane de faire, après l'éloge de la gendarmerie française, qui enchantera, j'en suis sûr, Charles Hernu — *« tous les gendarmes que j'ai connus étaient des braves gens... d'une intégrité absolue... un vrai corps d'élite... de grands et beaux hommes, etc. »*, — celui de l'administration française : Fontane n'a pas souvenir d'employés en colère, ni irritables ; celle de Rochefort, où Fontane but du vin de pays, mangea de grosses poires et quelques noix, celle de Marennes, où notre prisonnier se paya une côtelette de mouton pour le prix d'un dîner fin et, pour finir, celle de l'île d'Oléron, où Fontane retrouve sa bière natale, fait connaissance d'une petite chatte qu'il baptise Blanche, et mange quatre jours sur cinq, au lieu d'huîtres ou de poissons, *« un morceau de bœuf cuit dans la poêle, accompagné de pommes de terre rissolées et de gros sel » — dure épreuve pour ce qu'il* reste de dents à quelqu'un ayant dépassé la cinquantaine ! Oui, si toutes ces prisons ne vous tentent pas, malgré leur profonde humanité, je vous conseille alors de pratiquer le *Guide de la vie de château en Europe*, de Philippe Couderc (et Bernard Louis-Nounez. Illustrations de Jean-Jacques Vayssières, Flammarion, 125 F).

Les deux compères ont visité au Portugal, en Espagne, en Italie, en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en *Belgique*, en Angleterre et *en Ecosse 216 vieilles demeures*, manoirs, châteaux, castels, donjons, gentilhommières, moulins, rendez-vous de chasse, palais et autres folies transformés en hôtels luxueux ou modestes. Ce guide est très bien fait et vous permet de rêver sans vous compromettre.

Par exemple, cette année, si vous avez renoncé à vous rendre au Festival de Salz*bourg pour punir les Autrichiens d'avoir élu* cette canaille de W..., comme on disait au beau temps de l'affaire Dreyfus, et surtout parce que vous n'avez pas envie de rencontrer les « touristes » soviétiques qui vont y venir par millions, le guide de Philippe Couderc vous permettra de faire le siège de cette ville avec les honneurs de la guerre. Vous aurez le choix *entre le Schlosswirt perdu dans les campagnes* où Margaret Thatcher a passé, le Schloss Fuschl de Max Grundig avec son lac, le château de Haunsperg avec son parc et sa chapelle, le Fondachhof, où, avant l'élection de W..., Léonard Bernstein sous le coup de minuit aimait faire ses gammes dans l'appartement dit du « piano à queue » qui lui était *réservé*.

Pour finir en beauté cette vie de château, je vous propose *les Châteaux fous de Louis II de Bavière* par Jean des Cars. (Photographies de Jérôme da Cunha chez Perrin, 160 F). Vendredi dernier, vendredi 13, on pouvait fêter un centenaire assez bizarre. Un siècle avant, le corps du roi Louis II de Bavière était retrouvé, *nous dit Jean des Cars, flottant dans les eaux* basses du lac de Starnberg *« à quelques mètres du rivage, sous un ciel d'orage et derrière un paravent de roseaux »*. Jean des Cars nous propose un résumé de la vie du roi de 1845 à 1856. Puis il nous décrit les lieux où il vécut. Les six châteaux où se joua son destin. Celui de Nymphenburg, où il est né. Le château de *Hohenschwangau, où il a vécu la plus* grande partie de sa vie. Les trois châteaux qui ont *été* construits suivant ses volontés : Neuschwanstein, Linderhof et Herrenchiemsee. Le château de Berg enfin, au bord du lac de Starnberg. Le château de la chute, le lac de la mort. Dans cette affaire qui lui tient à cœur, Jean des Cars est un guide admirable. Le tour *est joué : des prisons qui sont des châteaux* pour le sage aux châteaux qui sont des prisons pour le fou !

(Publicité)

SACEM

Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique

L'assemblée générale annuelle de la SACEM, réunie le 10 juin 1986 sous la présidence de l'auteur Pierre Delanoë, a approuvé à l'unanimité le rapport d'ensemble sur l'activité de la société, présenté par le directeur général-gérant, M. Jean-Loup Tournier.

Les résultats de 1985 sont en progression modérée : 5,01 % par rapport au dernier exercice, 1 609 300 391,58 F ont été perçus au titre des droits d'exécution publique (+ 8,01 %) et des droits de reproduction mécanique (– 0,49 %). Les chiffres détaillés de la gestion présentés par le directeur général-gérant mettent en évidence :

- la bonne tenue d'ensemble des spectacles de variétés, *notamment des tournées* d'artistes français et, plus généralement, de l'ensemble des activités du spectacle, à Paris et dans les régions : concerts de musique classique et contemporaine, associations, cirques... ;
- l'évolution favorable des ressources en provenance des médias audiovisuels, grâce surtout à la progression des recettes publicitaires des stations du service public et aussi à l'arrivée de médias nouveaux : Canal Plus, radios locales privées, satellite ;
- un certain essoufflement des spectacles musicaux de danse (discothèques et surtout cabarets, dancings, bals), confrontés à la concurrence d'autres modes de loisirs, notamment domestiques : vidéo, nouvelles télévisions... ;
- la permanence de la crise du disque, malgré les progrès du disque compact ;
- les difficultés, confirmées cette année, de l'exploitation cinématographique dans les salles.

MM. Delanoë et Tournier ont rendu compte de la publication du Livre blanc de la SACEM sur la chanson en France, qui présente une analyse des raisons du dérèglement de la production française de variétés et annonce des propositions d'action associant auteurs, artistes, producteurs, diffuseurs et pouvoirs publics : une assemblée générale extraordinaire des membres de la SACEM aura lieu à ce sujet à l'automne prochain.

A l'unanimité, les sociétaires de la SACEM ont également demandé que, face au développement meurtrier de la copie privée des œuvres sur des dizaines de millions de cassettes vierges, sonores et audiovisuelles, vendues chaque année, la redevance prévue par la loi du 3 juillet 1985 soit fixée dans les meilleurs délais à un taux substantiel.

Enfin, près de huit cents votants ont renouvelé le tiers des mandats *d'administrateurs* de la SACEM. Le conseil d'administration est ainsi composé pour 1986-1987 :

Président : Gérard Calvi, compositeur
Vice-présidents :
Louis Amade (auteur)
Georges Jouvin (C)
Philippe Seiller (éditeur)
Secrétaire général : Roger Desbois (A)
Secrétaire adjoint : Michel Rivgauche (A)
Trésorier : Jacques Demarny (A)
Trésorier adjoint : René Denoncin (C)

Administrateurs :
Francis Baxter (E)
Henri Betti (C)
René Boyer (E)
Gérard Davoust (E)
Jack Diéval (C)
Guy Favereau (A)
Hubert Ithier (A)
Claude Pascal (E)
Pierre Ribert (E)
Alec Siniavine (C)
Alexandre Tarta (auteur-réalisateur).

BOB WILSON
ALCESTIS/EURIPIDE

10 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES
MC 93 BOBIGNY
18-28 SEPTEMBRE
TARIF UNIQUE 120 F COLLECTIVITÉS MOINS DE 26 ANS 80 F

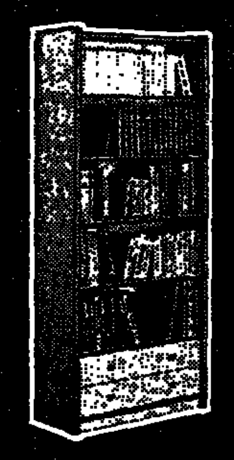
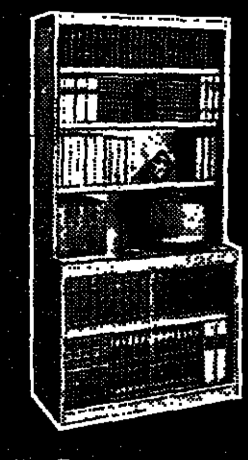
TWYLA THARP
DANCE COMPANY

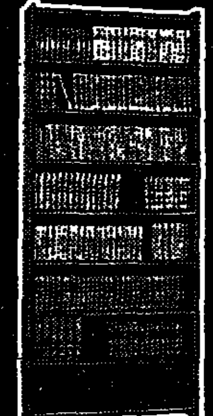
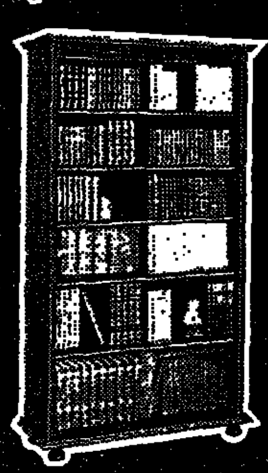
6 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT
23-28 SEPTEMBRE
I : GRASS/GLASS - BAKER'S DOZEN
II : MOZART - 9 SINATRA SONGS
TARIF UNIQUE 130 F COLLECTIVITÉS MOINS DE 26 ANS 110 F

LOCATION OUVERTE
MC 93 BOBIGNY 48 31 11 45
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT 47 27 81 15
FESTIVAL D'AUTOMNE 156 RUE DE RIVOLI
75001 PARIS 42 96 12 27

La maison des BIBLIOTHÈQUES
PARIS • BRUXELLES • GENÈVE • MILAN • VIENNE
61, RUE FROIDEVAUX
75014 PARIS

Le plus grand choix de bibliothèques individuelles


JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES,



SANS AUCUNE FIXATION MURALE, DONC DÉMONTABLES ET DÉMÉNAGEABLES A VOLONTÉ.

pour former des ensembles à la mesure de vos besoins, de l'espace dont vous disposez et de votre budget.



12 LIGNES ET STYLES

DEMANDEZ LE CATALOGUE COMPLET EN COULEURS

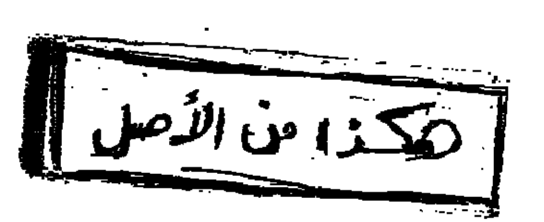
GRATUIT



Vous y trouverez tous les modèles, hauteurs, largeurs, profondeurs... et prix.

20 magasins exclusifs en France (liste jointe au catalogue).

NOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL VILLE
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES - 75680 PARIS CEDEX 14
OU PAR ☎ 24 h/24 : (1) 43.20.73.33
MO 12



هكذا من الأصل

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

BRITANNICUS, Bastille (43-57-42-14), 21 h.

HOME, Rond-Point (42-56-70-80), 21 h.

KABUKI, Mogador (42-85-45-30), 21 h.

LAISSEZ-LES VIVRE, Splendid Saint-Martin (42-08-21-93), 21 h.

LA PETITE BOUTIQUE DES HORREURS, Dejazet (42-74-20-50), 20 h 45.

TILT, Vincennes, Sorano (43-74-73-74), 19 h.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : le Balcon.

PETIT ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30 : Des trous dans la glace, d'Anne Barbey.

SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30 : la Flûte enchantée.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77) Danse : 20 h 30 : Tanztheater de Wuppertal.

Les autres salles

ANTOINE-SIMONE BERRIAU (42-08-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.

ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Hot House.

BASTILLE (43-57-42-14) 21 h : Britannicus.

BOURVIL (43-73-47-84), 20 h : Pas deux comme elle ; 21 h 30 : Y'en a marr...ez-vous.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), 22 h : la Mort, le Moi, le Nœud.

CARTOUCHERIE Atelier du Chaudron (43-28-97-04), 20 h 30 : Angelico in Vitro.

CHAPELLE EXPIATOIRE (48-06-50-84), 20 h 30 : Pénélope.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 21 h : L'âge de monsieur est avancé.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30, Chrysis.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (47-00-19-31), 20 h 30 : Phèdre.

DÉCHARGEURS (42-36-00-02), 20 h 30 : Poésies avec Vicky Messica.

EDEN-THÉATRE (43-56-64-37), 21 h : Du sang sur le cou du chat ; 20 h 45 : Star.

EDOUARD-VII (47-42-57-49), 20 h 30 : la Répétition.

ESCALIER D'OR (45-23-15-10), 21 h : Histoires... d'aller au théâtre ou la fin d'Othello.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19), 20 h 30 : Stefano.

ESSAION (42-78-46-42), 21 h : la Nuit du 4 août ; 19 h : Une saison en enfer.

FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30 : les Mystères du confessionnal, 22 h : les Chaussures de Madame Gilles.

FORAIN-THÉATRE (43-29-12-78), 17 h 30 : Les marrons du feu.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 21 h : Messieurs les Ronds-de-cuir.

GALERIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantasticks.

GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61), 21 h : Des oiseaux par les yeux ; 19 h 30 : le Dédale du silence.

HOTEL DES MONNAIES (43-29-12-78), 21 h 30 : On ne badine pas avec l'amour ; 22 h : A quoi rêvent les jeunes filles ?

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve : 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : les Mystères de Paris.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99), 20 h 30 : la Voisine.

LUCERNAIRE (45-44-57-34) I. 18 h 30 : Pour Thomas. II. 19 h : les Désirs de l'amour ; 20 h 45 : Témoignages sur Ballyberg ; 22 h : Pas de balcon pour Roméo. Petite salle, 21 h 30 : Si on veut aller par là.

MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : l'Eternel Mari.

MARIE-STUART (45-08-17-80), 22 h : Haute Surveillance ; 20 h 15 : Savage Love ; 18 h 30 : l'Entrée en matière.

MICHEL (42-65-35-02), 21 h 15 : Pyjama pour six.

MOGADOR (42.85.45.30) : Le Grand Théâtre Kabuki.

MONTPARNASSE (43-22-77-74), Grande salle, 20 h 45 : le Veilleur de nuit.

MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS (42-60-32-14), 21 h : Enfant et roi.

ŒUVRE (48-74-42-52), 20 h 45 : La mienne s'appelait Régine.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). I. 21 h : Et Juliette ; II. 21 h 30 : Rufus, 300 dernières ; 20 h : Speedy Bananas.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : N'écoutez pas, mesdames.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68), 21 h : les Trompettes de la mort.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97), 21 h 15 : la Poule d'en face.

POTINIÈRE (42-61-42-53), 21 h : la Panthère repentie.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47), 20 h 45 : Faisons un rêve.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Laissez-les vivre.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), 21 h : le Confort intellectuel.

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), 20 h 30 : Bail à céder.

THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02), *18 h 30 : Passé composé ; 20 h 15 : les* Babas-Cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.

TH. DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (46-07-37-53), 20 h 30 : le Tombeur.

THÉATRE DU ROND-POINT (42-56-70-80). I. Grande Salle, 20 h 30 : les Oiseaux. Petite Salle, 18 h 30 : les Intimités d'un séminariste. — II. 21 h : Home (dans le cadre du Printemps du théâtre).

THÉATRE DU TEMPS (43-55-10-88), 20 h 30 : Electre.

TINTAMARRE (48-87-33-82), 18 h 30 : le Voyage immobile.

TOURTOUR (48-87-82-48), 18 h 30 : Namouna : 20 h 30 : Dernier show en Cochinchine : 22 h 30 : Vie et mort de P. P. Pasolini.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), 20 h 30 : Ariane ou l'Age d'or.

VARIÉTÉS (42-33-09-92), 20 h 45 : l'Age *en question.*

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : Tohu-Bahut 2 : 21 h 45 : En manches de chemise ; 23 h : Drôle de larmes.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou II ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. — II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : les Pieds nickelés.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. — III. 20 h 15 : Pierre Salvadori : 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

DOMINO (43-37-43-51), 22 h : les Bonheurs de Sophie.

L'ÉCUME (45-42-71-16), 20 h 30 : La vie est un grand toboggan.

ESCALE (43-54-63-47), 20 h 30 : Ainsi naquit l'ornithorynque.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent : 21 h 30 : Nos désirs font désordre ; 22 h 30 : Pièces détachées.

TINTAMARRE (48-87-33-82), 20 h 15 : Ça swingue dans les cavernes ; 21 h 30 : Y a-t-il un flic dans la salle ? ; 18 h 30 : le Voyage immobile.

La danse

(voir théâtres subventionnés)

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), à 22 h 30 : Cercle vicieux.

AMANDIERS (43-66-42-17), 20 h 30 : Eloge des ombres.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47), 20 h 30 : Sel.

ESPACE KIRON (43-73-50-25), 18 h 30 : l'Encontre : 21 h : D'ordinaire, Itho Hier : 18 h 30 : la Boîte à brume ; 21 h : Lise blanche.

Les concerts

Théâtre des Champs-Elysées, 18 h 30 : A. M. Miranda (soprano), G. Sirera (ténor) (Gluck, Boieldieu, Grétry, Méhul, Nicolo).

Eglise St-Eustache, 20 h 45 : Ensemble orchestral de Haute-Normandie, R. P. Martin (dir.), A. Flammer (dir.) (Fauré, Mendelssohn).

Eglise St-Séverin, 21 h : Duo Ochi (mandolines), J. M. Labylle (flûte), M. Frasca-Colombier (viole d'amour) (Vivaldi).

Eglise St-Germain-des-Prés, 21 h : Orchestre Pro Arte de Paris, R. P. Chouteau (dir.) (Haendel : le Messie).

Eglise St-Germain de Charonne, 20 h 30 : *Groupe instrumental* de Paris (Daniel, Andrès, de Falla, Villa-Lobos).

Nouveau Théâtre Mouffetard, 20 h 45 : Ensemble instrumental Andoli (Mozart, Haydn, Tchaïkovski).

FNAC, 18 h 30 : Rencontre avec Renata Tebaldi.

Nouvel Auditorium du Forum, 20 h 30 : C. Faucomprez, C. Pestreca (Schumann, Brahms, Berg, Eotvös, Lustgarten, Debussy).

Théâtre du Musée Grévin, 20 h 30 : J. M. Lusada (piano), P. Champagne (violoncelle) (Beethoven, Schumann, Schubert, Chopin).

Lucernaire, 20 h : Quarteto Argentino.

Maison des cultures du monde, 21 h : Panorama des musiques juives.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 17 juin

Festivals du Marais

(48-87-74-31)

Hôtel d'Aumont, 21 h 30 : la Tour.

Cave gothique de l'hôtel de Beauvais, 20 h, 22 h : Au perroquet vert.

Printemps du Théâtre

(48-87-83-68)

Bouffes du Nord, 20 h : l'Homme aux farfadets.

Théâtre du Rond-Point, 21 h : Home.

Théâtre de la Bastille, 20 h : la Terrasse des désespoirs.

Les festivals

FESTIVAL DE L'ILE-DE-FRANCE (47-23-40-84)

Vieux Saint-Ouen, Château, 18 h 45 et Eglise à 20 h 45 : Ensemble instrumental Andonia.

FESTIVAL DE VILLE-D'AVRAY (47-50-44-28)

Château, 21 h : F. Schmitt, L. Durey.

En région parisienne

AULNAY-SOUS-BOIS, Espace Jacques-Prévert (48-68-00-22), 20 h 30 : Big Band de l'Ecole de musique de Ville-d'Avray.

CHELLES, Crac (64-21-42-89), 21 h : Sonates pour violon et piano de Mozart.

CHAMBOURCY, Eglise (39-79-38-76), 20 h 30 : Mozart (dir. : E. Pleintel).

ISSY-LES-MOULINEAUX, BATEAU Gabès (45-54-76-16), 21 h : Inuits.

MONTREUIL, Salle Berthelot (48-58-65-33), 21 h : L'enfant mort sur le trottoir.

MARLY, Maison Jean-Vilar (34-51-00-39), 21 h : La chanson contemporaine.

NANTERRE, Théâtre des Amandiers (47-21-18-81), 20 h 30 : Quai ouest.

PAVILLONS-SOUS-BOIS, Espace des arts (48-48-10-30), 20 h 30 : Concert de fin d'année du Conservatoire.

VERSAILLES, Palais du Grand Trianon (39-50-71-18), 21 h : Horace.

VINCENNES, Théâtre D.-Sorano (43-74-73-74), 21 h : Abu Hassan.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

Hommage à A. Trauner : 16 h, la Puce à l'oreille, de J. Charron (Vostf) ; 19 h, Point noir, de J. Dassin (Vostf) ; 21 h, le Village dans la jungle, de L.J. Peries (Vostf).

BEAUBOURG (42-78-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

ABSOLUTE BEGINNERS (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

A DOUBLE TRANCHANT (A., v.o.) : Lincoln, 8e (43-59-36-14).

AFTER HOURS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; *14-Juillet Beaugrenelle,* 15e (45-75-79-79). — V.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44 ; Gaumont Parnasse, 14e (43-36-30-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

L'AME SŒUR (Suis.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : UGC Marbeuf, *8e (45-61-94-95).*

LES AVENTURIERS DE LA QUATRIÈME DIMENSION (A., v.f.) : Français, 9e (47-70-33-88).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Studio Cujas, 5e (43-54-89-22).

LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

BERLIN AFFAIR (*) (v.o.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

BIANCA (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

BIRDY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82). — V.f. : Opera Night, 2e (42-96-62-56).

BLACK MIC-MAC (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; *Saint-Michel, 5e (43-26-79-17)* ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE DERNIER SURVIVANT (Néo-*Zélandais,* v.o.) : *UGC Ermitage,* 8e (45-63-16-16). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

LE DIAMANT DU NIL (A., v.f.) : Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Espace Gaîté (H. sp.), 14e (43-27-95-94).

L'EFFRONTÉE (Fr.) : Cinoches (H. sp.), 6e (46-33-10-82).

EN DIRECT DE L'ESPACE (Fr.) : La Géode, 19e (42-45-66-00).

ÉTATS D'AME (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

FINAL EXECUTOR (It., v.f.) : City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86).

FOOL FOR LOVE (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

GARDIEN DE LA NUIT (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

GINGER ET FRED (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (47-20-76-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06). — V.f. : Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

HAVRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) : Lincoln, 8e (43-59-36-14).

HIGHLANDER (Brit., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82). — V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

L'HONNEUR DES PRIZZI (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

I LOVE YOU (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; City Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LE LIEU DU CRIME (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e *(48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle,* 15e (45-75-79-79).

MACARONI (It. v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Luxembourg, (H. sp.), 6e (46-33-97-77) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

LA MACHINE A DÉCOUDRE (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (43-26-48-18).

MAINE OCÉAN (Fr.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). — V.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

NOMADS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

PIRATES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; *George-V, 8e* (45-62-41-46) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES PLAISIRS DE LA CHAIR (J., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (43-25-19-68) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) : 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

POLICE FÉDÉRALE LOS ANGELES (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Paris-Ciné, 10e (47-70-21-71).

POURVU QUE CE SOIT UNE FILLE (Fr.-It.), *Ciné-Beaubourg,* 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-37-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-52-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Convention, 15e *(45-74-93-40)* ; Images, 18e (45-22-47-94).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-19-08).

ROSE BONBON (A.), Forum, 1er (42-97-53-74) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21). — (V.f.) : Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

RUNAWAY TRAIN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — (V.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE SACRIFICE (Franco-suédois) : (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

SALVADOR (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Mercury, 8e (45-62-75-90) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Gaîté Boulevard, 2e (45-08-96-45).

LE SECRET DE LA PYRAMIDE (A., v.f.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08). — (V.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

LE SOULIER DE SATIN (Franco-portugais, v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).

SOUVENIRS SECRETS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama 13e (47-07-28-04), h. sp.

SUBWAY (Fr.) : Lincoln, 8e (43-59-29-46) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) : Montparnos, 14e (43-27-52-37).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

TENUE DE SOIRÉE (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Clichy Pathé, 18e (45-22-46-01).

TOUBIC ACADEMY I (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-35-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) : Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Capri, 2e (45-08-11-69) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

ULTRAVIXENS (A., v.o.) (**) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : City Triomphe, 8e (45-62-45-76).

UNE AMIE QUI VOUS VEUT DU BIEN (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

UNE FEMME POUR MON FILS (Algérien, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).

UN HOMME ET UNE FEMME : 20 ANS DEJA (Fr.) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

YOUNG BLOOD (A., v.o.) : Forum-Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16). — (V.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

Z 0 0 (Brit., v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

Les grandes reprises

ANGEL (A., v.o.) : Action-Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LE BAL (Fr.-It.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LA BELLE DE MOSCOU (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77), Mac Mahon, 17e (43-80-24-81).

LE BATEAU PHARE (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

LA CAGE AUX FOLLES II (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e *(43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-*52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wépler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CARMEN (Rosi) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33), Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; (v.f.) : Marivaux, 2e (42-96-80-40).

COMMENT ÉPOUSER UN MILLIONNAIRE (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37).

DELIVRANCE (A. v.o.) (*) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

DON GIOVANNI (Fr.-It.-All, v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-92-52).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23). — V.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

L'ENFER EST A LUI (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A. v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LA FIÈVRE AU CORPS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

GLORIA (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

GOLDFINGER (A. v.o.) : Danton, 6e (42-35-10-30) ; Ermitage, 8e (45-63-16-16). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93), UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Brit., v.o.) : La Boîte à films, 17e (46-22-44-21) ; v.f. : Capri, 2e (45-08-11-69).

GUN CRAZY (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

INFERNO (A., v.f.) : Maxeville, 9e (47-70-72-86).

LADY EVE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LIEN DE PARENTÉ (Fr.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

LOLA MONTES (Fra.-all.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Epée de Bois (Hsp), 5e (43-37-57-47).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Ang., v.o.) : Studio Galande (h.sp.), 5e (43-54-72-71) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-80-00).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).

MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

NATTY GANN (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

NEW-YORK 2 HEURES DU MATIN (A. v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

NOBLESSE OBLIGE (Ang., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34).

NOSFERATU (All., v.o.) (h. sp.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71) ; v.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

PETER PAN (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-40).

PORTIER DE NUIT (It., v.o.) (**) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

POURQUOI PAS (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI (A., v.o) : Reflet Lafayette, 9e (48-74-97-27).

QUERELLE (All., v.o.) (**) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34), Grand Pavois, 15e (h.sp.) (45-54-46-85).

LA ROUTE DES INDES (Ang., v.o.), Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

THAT UNCERTAIN FEELING (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (45-27-77-55).

TOP SECRET (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) : Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

LE 3e HOMME (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34), Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

UN, DEUX, TROIS (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.f.) : *Gaîté Rochechouart,* 9e (48-78-81-77).

LA VIE EST A NOUS (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Forum, 1er (42-97-53-74), Quintette, 5e (46-33-79-38), Marignan, 8e (43-59-92-82), Parnassiens, 14e (43-35-21-21). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93), Français, 9e (47-70-33-88), Bastille, 11e (43-07-54-40), Fauvette, 13e (43-31-56-86), Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50), Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06), Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27), Pathé Wépler, 18e (45-22-46-01).

YOR, LE CHASSEUR DU FUTUR (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (45-08-96-45).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMANT MAGNIFIQUE, (*) film français d'Aline Issermann : Forum, 1er (42-97-53-75) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

FLAGRANT DÉSIR, film français de Claude Faraldo : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-72-52-36) ; 14 Juillet-Odéon, 6e (43-35-59-83) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-26-10-30) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Victor-Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

QUI TROP EMBRASSE, film français de Jacques Davila : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; Studio 43 (47-70-63-40).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 18 JUIN

« Jardins et passages du Palais-Royal, de Richelieu à Buren », 14 h 30, devant grilles Conseil d'Etat (P.-Y. Jaslet).

« Le château de la Malmaison : souvenirs de l'impératrice Joséphine », 14 h 30 et devant grilles du château (Mme Senat).

« Dans le cadre du festival du XVIe arrondissement : la maison de Balzac », 15 heures, 47, rue Raynouard (Mme Bachelier).

« Vanves : un château de Jules Hardouin-Mansart », 15 heures, 5, rue Jullien (Mme Chapuis).

« Les Halles autour de la halle aux blés », 15 heures, métro Louvre (Mme Zujovic).

« Saint-Nicolas du Chardonnet et son quartier », 15 heures, devant église (Paris et son histoire).

« Chefs-d'œuvre de tapisserie XVIe au XVIIIe », 15 h 30, Petit Palais (AIT C).

« De Saint-Julien-le-Pauvre aux caves gothiques du collège des Bernardins », 15 heures, devant église (lampe de poche, M.-C. Lasnier).

« Chapelle, parc et nymphée au grand séminaire d'Issy », 15 heures, 33, rue du Général-Leclerc à Issy-les-Moulineaux (Approche de l'art).

« Tombes célèbres du cimetière du Père-Lachaise », 15 heures, entrée principale (M. Pohyer).

« Visite de l'exposition Chefs-d'œuvre de la tapisserie du XVIe au XVIIIe siècle », 14 h 30, Musée du Petit Palais, hall (Arcus).

« Hôtels du Marais (sud), place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (G. Botteau).

« Le Marais, la place des Vosges illuminés », 21 heures, métro Pont-Marie (Flaneries).

« De la place Dauphine aux Grands-Augustins », 14 h 30, Pont-Neuf, statue Henri IV (Paris pittoresque et insolite).

CONFÉRENCES

MARDI 17 JUIN

26, rue Bergère, 20 h 30 : « La Kabbalah ou tradition cosmique » (M. Y. Beryosher), Domus Medica.

60, bd Latour-Maubourg, 20 h 30 : « Le malade mental et l'influence de *l'entourage, la psychanalyse de* l'enfant » (M. Y. Dienal).

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Panégyrique

Polac saint et martyr ? Le portrait de l'animateur de « Droit de réponse » brossé lundi soir à « Boîte aux lettres », sur Antenne 2, par Jérôme Garcin s'approchait davantage de la nécrologie hagiographique que de la caricature féroce chère aux dessinateurs des « Rebuts de presse ». Ce portrait ne manquait certes pas de sel. Plutôt de poivre. Et on ne pouvait s'empêcher de voir dans ce clin d'oeil complice du confrère de la future « chaîne de référence » à l'enfant terrible de la chaîne maudite une sorte d'hommage posthume...

Ou alors une opération de sauvetage pour montrer combien ce caméléon des arts — peintre, écrivain, dramaturge, aphoriste, cinéaste, musicien — est indispensable au bien-être de tous les Français, et non seulement aux « intellos parisiens » chers à M. Toubon. On a réussi, en tout cas, à prouver que la France entière, de ses profondeurs paysannes aux salons de coiffure de sa capitale, en passant par les marchands de fruits et légumes et les écrivains de la rive gauche, est gagnée par la fièvre du samedi soir.

La pipe insolente de Michel Polac ne laisse personne indifférent : « *fouille-merde indispensable* » (marchand de quatre saisons), « *génial, seul capable de faire de la télévision en direct* » (coiffeur), « *provocateur insupportable, exhibitionniste qui réussit des moments de vérité* » (Dominique Jamet), « *nauséeux* » (Max Clos), « *enfant de vieux qui attend de faire son rot* » (*Présent*, organe catholique intégriste), « *la perversion du bon goût* » (Yvette Roudy). Bref, comme le fait remarquer Pierre Bénichou, « *qu'on en raffole ou qu'on le déteste, on le regarde à cause de la démangeaison Polac* ».

Qu'en pense l'objet de tant d'attentions ? Tantôt modeste — « *Je suis un raté, sans style, d'aucun milieu, un homme de questions, qui ne sait pas se vendre* » — tantôt sûr de lui — « Droit de réponse » *est un miracle qui aura duré le temps d'une législature, qui a percé une brèche dans le système mondial de la télévision* », — Michel Polac tient à sa palme de martyr. Mais est-il vraiment si menacé que cela ? La réponse est venue de Jérôme Garcin : « *Je ne me fais pas de souci pour vous ! L'avenir — à la télévision publique ou privée — vous est assuré par votre taux d'écoute.* » On respire !

ALAIN WOODROW.

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre numéro du samedi daté dimanche-lundi.

Mardi 17 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Les grands écrans de TF1 : Premières neiges.
D'après Guy de Maupassant, réalisation C. Santelli. Avec M. Chevallier, N. Nell, P. Barge (rediff.).
L'incommunicabilité entre deux jeunes époux : lui, gentilhomme normand, elle, Parisienne, à peine sortie du pensionnat. Frileuse et puérile, celle-ci ne parviendra pas à s'adapter à sa nouvelle vie, la solitude va l'envahir... Maupassant revisité par Santelli, c'est toujours magique.

22 h 25 Le magasin littéraire.
Emission de Pierre Dumayet.

23 h 40 Performances.
Magazine d'actualités culturelles de Michel Cardoze. *Avec Chantal Akerman.*

0 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

19 h 55 Football : Coupe du monde.
France-Italie, *en direct du Mexique.*

21 h 55 Magazine : Cinéma, cinémas.
De Michel Boujut, Claude Ventura et Anne Andreu.
Portraits de Roger Corman, Sterling Hayden, Maruschka Detmers, Yves Afonso ; tournage de Jean-Pierre Melville. Le magazine de luxe du cinéma fait par des fous maniaques de la magie des salles obscures.

23 h 5 Série : Johnny Staccato.
John Cassavetes dans de nouvelles aventures ! Ambiance polar américain. Un feuilleton cult' à regarder bien calé au fond d'un canapé.

23 h 30 Journal.

23 h 55 Football : Coupe du monde.
Maroc-Allemagne, en direct de Monterrey.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : le Fils prodigue.
Film américain de Richard Thorpe (1955), avec L. Turner, E. Purdom, L. Calhern, J. Mitchell.
En 70 avant Jésus-Christ, un Israélite pieux s'éprend d'une grande prêtresse d'Astarté, et gaspille, pour elle, sa part d'héritage. Un épisode de la Bible selon Hollywood : reconstitution fastueuse et imagerie kitsch.

22 h 30 Journal.

23 h 5 Emissions régionales.
Chaque région propose son propre programme.

23 h 50 La clef des nombres et des tarots.

23 h 55 Prélude à la nuit.
Harmonie du soir, *de F. Lizst, par D. Gourdon au piano.*

CANAL PLUS

20 h 35, Josey Wales, hors-la-loi, film de C. Eastwood ; **22 h 55, Tais-toi quand tu parles !,** film de P. Clair ; **0 h 20, Répulsion,** film de R. Polanski ; **2 h,** Feuilleton : Lili, petit à petit.

LA « 5 »

20 h 30, Feuilleton : Flamingo Road ; 21 h 25, Série : Arabesque ; 22 h 20, Magazine : Jonathan ; 23 h à 3 h 30, rediffusions.

TV 6

20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (rediff.).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal du corps : revue de presse médicale.
21 h 30 Diagonales : actualité de la chanson française et étrangère.
22 h 30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment ; profession témoin.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (enregistré le 9 juin en l'église Saint-Gervais) : *Chaconne en sol mineur, Passacaille en sol mineur*, de Louis Couperin ; *Messe pour les couvents*, extraits ; *Messe à l'usage des paroisses*, de François Couperin ; extraits du *Livre d'orgue* de Louis Marchand ; *Hymne Veni Creator*, de Nicolas de Grigny ; le *Livre d'orgue* de Pierre Dumage, par Philippe Lefebvre, orgue.
23 h Les soirées de France-Musique : Beniamino Gigli et à 0 h, Poissons d'or.

Mercredi 18 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1

19 h 50 Football : Coupe du monde.
Angleterre-Paraguay, en mondovision de Mexico.

21 h 50 Contre-enquête.
Magazine des faits divers d'Anne Hoang.
Au sommaire : la dernière de Marcel (un agriculteur à la retraite passait son temps à conter des histoires drôles). Le secret des uns... n'est pas celui des autres (inculpation d'un chirurgien qui avait soigné un homme blessé par balles et n'avait pas prévenu la police). Un magazine au regard intelligent.

22 h 50 Show Telephone.
Emission de C. Izard et D. Richard (rediff.).
Les nostalgiques de Telephone pourront réentendre le groupe, dont les membres se sont séparés récemment, interpréter les chansons de son album Au cœur de la nuit.

23 h 35 Journal.

23 h 50 Football : Coupe du monde.
Danemark-Espagne, en direct de Queretaro.

En cas de prolongation du match de Coupe du monde de 19 h 50, le programme serait ainsi modifié : 22 h 35, Contre-enquête ; 23 h 35, Journal ; 23 h 50, Football en direct de Queretaro.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Téléfilm : les Louves.
De P. Duffell, d'après Pierre Boileau et Jean Narcejac. Avec Y. Beneyton, A. Ferréol...
En 1943, Bernard, qui a réussi avant la guerre, et Gervais, pseudo-intellectuel rêveur, prisonniers en Allemagne, s'évadent. Ils veulent rejoindre Lyon, où Bernard a une correspondante de guerre, Hélène, dont il est tombé amoureux sans la connaître. Mais Bernard est tué accidentellement. Avant de mourir, il communique à Gervais l'adresse d'Hélène.

22 h 20 Le dossier d'Alain Decaux.
Al Capone : vie et mort d'un gangster.

23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Variétés : La fête en France.
Emission de L. Broomhead. Réalisation M. Sarraut.
Trois fêtes, trois plateaux de variétés en direct dans trois villes du Nord et du Pas-de-Calais, avec les Forbans, Century, Diane Tell, Rose Laurens, Marc Lavoine...

21 h 35 Thalassa.
Magazine de la mer de G. Pernoud.
Les croqueurs de banquise.

22 h 20 Journal.

22 h 50 Cinéma sans visa : les Oliviers de la justice.
Film franco-algérien de James Blue (1961), avec P. Prothon, J. Pelegri, M. Gau, S. Achaibou, H. Poggi (N).
Un fils de pied-noir, établi en France, revient en Algérie au chevet de son père malade. Il sent que là est son pays. Tourné en Algérie par un réalisateur américain, d'après un roman de Jean Pelegri, lui-même pied-noir, ce film, qui mêle le passé et le présent, la vision subjective et la réalité historique, était un appel passionné à l'avenir des deux communautés déchirées par la guerre. Cela reste un témoignage sincère, déjà diffusé aux « Dossiers de l'écran » en octobre 1969.

0 h 15 Témoignages.
Avec Jean Pelegri, auteur du roman les Oliviers de la justice *et comédien dans le film ; Jean Vautier, réalisateur de* l'Algérie en flammes *et de* Avoir vingt ans dans les Aurès, *et Mahmoud Zemmouri, réalisateur des* Folles Années du twist.

0 h 35 La clé des nombres et des tarots.

0 h 40 Prélude à la nuit.
Scherzo en do mineur, *de Brahms, par Bertrand Walter au violon et Patrick Dechorgnat au piano.*

CANAL PLUS

21 h, Parole d'homme, film de P. Hunt ; **22 h 55,** Informations ; **23 h 5, la Folle Histoire du monde,** film de M. Brooks ; **0 h 35, le Baiser de la femme-araignée,** film d'H. Babenco.

LA « 5 »

20 h 30, Feuilleton : Flamingo Road ; 21 h 25, Série : l'Inspecteur Derrick ; 22 h 25, Magazine : Big Bang ; 0 h 10 à 2 h, rediffusions.

TV 6

20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ (rediff.).

FRANCE CULTURE

20 h 30 Antipodes : Soweto dix ans après.
21 h 30 Musique : Debussy ou l'illusion retrouvée.
22 h 30 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre du Rond-Point) : hommage à Léonard Bernstein. *Trois méditations*, extraits de *Mas ; Sérénade pour violon et orchestre*, premier et quatrième mouvement ; *Halil pour flûte et orchestre*, par l'Orchestre national de France, dir. Michael Barett et Leonard Bernstein, Misha Maisky, violoncelle, Jean-Pierre Rampal, flûte.
23 h Les soirées de France-Musique : Jazz-club.

INFORMATIONS « SERVICES »

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mardi 17 juin 1986 :

UN DÉCRET

● N° 86-772 du 11 juin 1986 portant modifications du statut des personnels du Centre français du commerce extérieur ;

UN ARRÊTÉ

● Du 16 mai 1986 fixant les effectifs de certains personnels hospitaliers et universitaires des centres hospitaliers et universitaires.

EXPOSITION

PRINCE AUX CHANSONS ET ROSES DE PROVINS

La Bibliothèque nationale a choisi Provins pour sa première exposition à thème régional, « Esquisse provinoise ». Une ville riche en histoire, mais aussi en poésie, une ville où les princes écrivent des chansons. Le comte de Champagne Thibaud IV (1201-1253), fut en effet surnommé le Prince aux chansons, car il composa des chansons d'amour, dont les plus belles, dit la légende, furent inspirées par Blanche de Castille.

Trois parties dans cette exposition : la première évoque la vie culturelle à l'époque du Prince aux chansons avec des manuscrits du treizième siècle décorés de miniatures, des monnaies battues par les comtes de Champagne, un incunable et des impressions du début du seizième siècle. Avec les « visions de Provins », on aborde les premières représentations de la ville et de sa province par des cartes et des dessins documentaires. L'exposition s'achève par un « hymne à la rose », la fameuse rose de Provins rapportée de Damas lors des croisades par le Prince aux chansons. L'usage des roses est donné (conserves de rose, parfumerie, ou utilisation scientifique) et l'on admirera deux affiches créées par Cocteau pour le *Spectre de la Rose* et des photographies de Nijinsky dans le rôle.

★ Jusqu'au 12 juillet, tous les jours sauf mardi, de 14 heures à 18 heures. Centre A. François-Poncet, Provins. Tél. : (16) 64-00-55-55.

EN BREF

CONCOURS

UNE TOUR DANS LES NUAGES. — Pour tous renseignements et inscriptions au concours « Une nouvelle tour Eiffel » (*le Monde* du 17 juin), il convient de s'adresser à Mme Szczesliak, attachée de presse de la Société nouvelle d'exploitation de la tour Eiffel. Tour Eiffel 75007 Paris. Tél. : 47-53-08-66 (et non au CNES).

FORMATION

ÉTUDES SOCIALES. — L'Institut d'études sociales (Institut catholique de Paris), dirigé par les jésuites, offre chaque année à cinquante nouveaux étudiants la possibilité d'une formation à l'économie, à la sociologie, la politique et à une réflexion fondamentale. Ils peuvent obtenir une maîtrise en quatre ans. Troisième cycle et doctorat. L'Institut accueille également en nombre limité des auditeurs libres. Il est agréé au titre de la formation professionnelle continue et des congés formation.

★ Candidatures reçues jusqu'au 30 juin et du 8 septembre au 3 octobre. Entrevue nécessaire avec la direction, 21, rue d'Assas, 75006 Paris. Tél. : 42-22-41-80.

SOLIDARITÉ

LES LIENS DU SANG. — Depuis quelques années, on assiste à une baisse constante du don du sang en France, les donneurs ayant atteint soixante ans n'étant pas tous remplacés. La Transfusion sanguine française « Ile-de-France » organise, jusqu'au 11 juillet, une opération « Soyez sports, parrainez un nouveau donneur de sang ». Chaque donneur est invité à recruter un « filleul » parmi sa famille, ses amis ou collègues de travail (on peut parrainer jusqu'à trois nouveaux donneurs). Ce parrainage, qui peut contribuer à sauver des vies, leur permet de participer à un tirage au sort et de gagner des voyages et séjours à Toronto, Buenos-Aires, en Sicile, etc.

★ Centre national de transfusion sanguine, 6, rue Alexandre-Cabanel, 75739 Paris, Cedex 15.

MÉTÉOROLOGIE

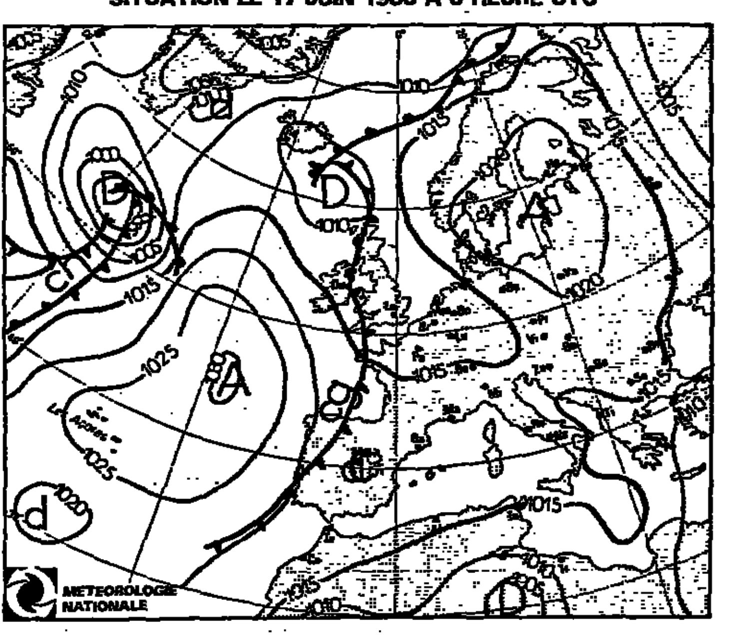
Evolution probable du temps en France entre le mardi 17 juin à 0 heure et le mercredi 18 juin à minuit :

Le minimum de Méditerranée continuera à diriger des masses d'air chaud et orageux sur l'est du pays. Sur la moitié ouest de la France, l'instabilité s'atténuera progressivement au passage d'une perturbation peu active.

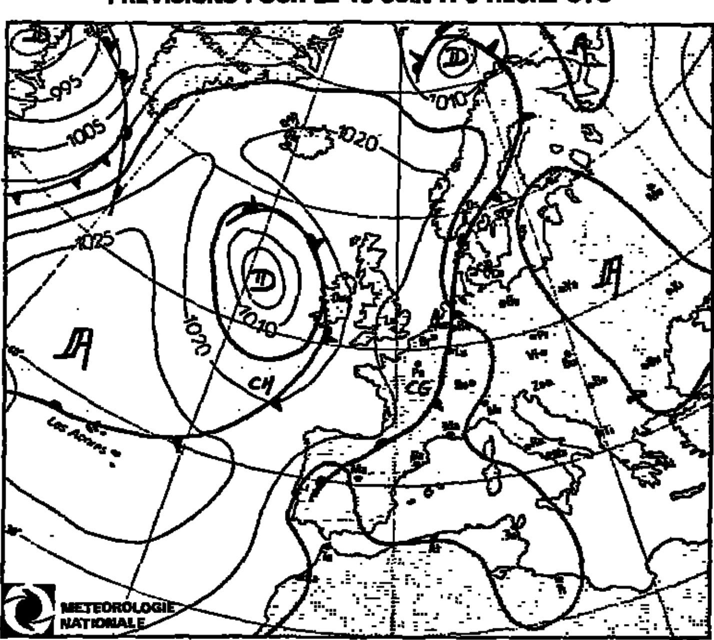
Mercredi, un temps lourd et orageux régnera encore de la Lorraine et de l'Alsace à la Méditerranée ; toutefois les orages deviendront moins fréquents. De belles éclaircies se développeront de la Champagne au Massif Central, mais des foyers orageux isolés pourront encore se développer en soirée. Ailleurs la journée sera bien ensoleillée, malgré quelques passages nuageux plus abondants près des côtes de la Manche et au nord de la Seine. Le vent de nord-nord-ouest ramènera sur ces régions de l'air plus frais. Des brouillards locaux se formeront au lever du jour de la Bretagne à l'Aquitaine.

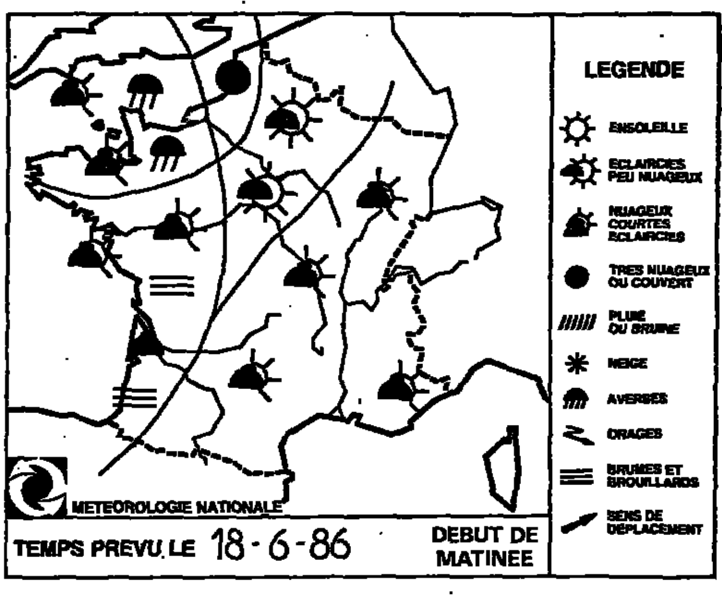
Les températures minimales avoisineront 15 à 20 degrés sur la moitié est, 13 à 15 degrés ailleurs. Quant aux températures maximales, elles avoisineront 24 à 28 degrés sur l'est, 23 à 25 degrés dans l'intérieur, 19 degrés près de la Manche.

SITUATION LE 17 JUIN 1986 A 0 HEURE UTC



PRÉVISIONS POUR LE 19 JUIN A 0 HEURE UTC



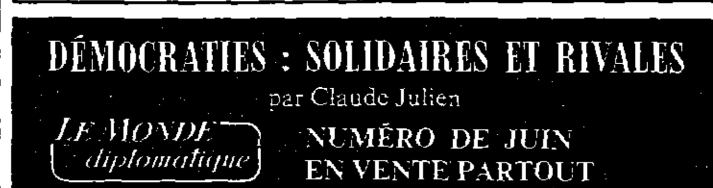


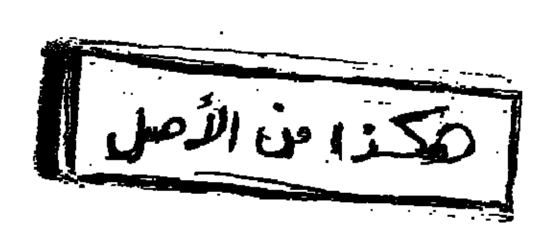
TEMPÉRATURES maxima - minima - temps observé

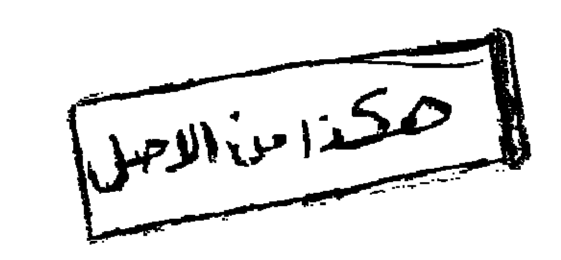
	maxima	minima	temps
FRANCE			
AJACCIO	23	16	S
BIARRITZ	28	16	P
BORDEAUX	31	17	S
BOURGES	29	15	C
BREST	22	12	C
CAEN	30	13	N
CHERBOURG	27	12	B
CLERMONT-FERR.	25	15	C
DIJON	26	16	C
GRENOBLE-St-M-H	28	15	N
LILLE	30	17	S
LIMOGES	26	15	C
LYON	27	15	N
MARSEILLE-MAR.	24	16	S
NANCY	28	17	O
NANTES	30	14	N
NICE	23	18	P
PARIS-MONTS.	29	19	S
PAU	29	15	C
PERPIGNAN	24	16	P
RENNES	30	12	B
ST-ÉTIENNE	26	14	C
STRASBOURG	28	16	S
TOURS	29	16	S
TOULOUSE	28	15	P
POINTE-A-PITRE	31	23	N
ÉTRANGER			
ALGER	26	14	B
AMSTERDAM	30	18	B
ATHÈNES	32	25	S
BANGKOK	36	28	N
BARCELONE	21	14	B
BELGRADE	30	15	S
BERLIN	29	18	S
BRUXELLES	29	17	S
LE CAIRE	36	24	S
COPENHAGUE	22	11	S
DAKAR	28	23	N
DELHI	41	31	S
DJERBA	38	6	S
GENÈVE	27	14	S
HONGKONG	32	28	A
ISTANBUL	30	20	S
JÉRUSALEM	26	15	S
LISBONNE	25	15	S
LONDRES	29	16	S
LOS ANGELES	23	15	S
LUXEMBOURG	29	15	C
MADRID	32	13	S
MARRAKECH	30	16	S
MEXICO	25	13	P
MILAN	26	17	O
MONTRÉAL	29	10	A
MOSCOU	20	11	N
NAIROBI	22	13	C
NEW-YORK	31	21	A
OSLO	26	15	S
PALMA-DE-MAL.	25	13	S
PÉKIN	32	19	S
RIO-DE-JANEIRO	24	21	S
ROME	24	15	C
SINGAPOUR	31	26	C
STOCKHOLM	26	13	S
SYDNEY	19	13	S
TOKYO	26	21	P
TUNIS	30	20	C
VARSOVIE	26	16	S
VENISE	27	19	S
VIENNE	29	19	O

A	B	C	N	O	P	S	T	*
averse	brume	couvert	nuageux	orage	pluie	soleil	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



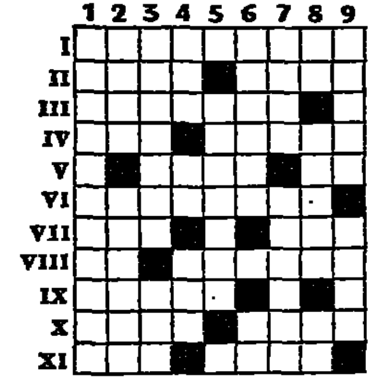




INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4249



HORIZONTALEMENT

I. Jeux d'idées concrétisés par un jeu de mots. — II. Pris par enlèvement ou pris par quelque chose d'enlevé. Annonce une expédition rapide. — III. Doit frapper pour éviter un assouplissement général. — IV. Marin dans certains marais. Le premier n'est pas le dernier venu en étude. — V. Elle fut enlevée et ravie de l'être. Couleur forte. — VI. Jouer les égéries ou les Muses. — VII. Transgresse le cinquième commandement. Eau ou pot. — VIII. Voisins de quartier. Station de repos. — IX. Sèche de moins en moins à l'école. — X. Sonnaient et trébuchaient. Avec lui, on n'est jamais sous le charme ou on y attend vainement de l'être. — XI. Plus subtil au salon qu'à la cuisine. Arme de diplomate.

VERTICALEMENT

1. Des femmes qui « gagnent » à être connues. — 2. Fait monter les prix. Permet de distinguer la chose de l'objet. — 3. Fait l'œuf. Fond de bouteille. — 4. Existe. Une moitié en trop. Les apparitions de son curé n'ont rien de miraculeuses. — 5. *Quand le soleil s'est donné* rendez-vous avec la lune. — 6. Respecter le code ou défier l'honnêteté. Alternative. — 7. Habille la mère, la sœur et toute la communauté. Entre mer et marais. — 8. Préposition. Pluriel pour des choses singulières. Personnel. — 9. Froides imitations. France Gall ou « France-Galles » peuvent y présenter un excellent spectacle.

Solution du problème n° 4248

Horizontalement

I. Punch. Ide. — II. Etalon. En. — III. Lô. Ane. — IV. Optimiste. — V. Tiare. Se. — VI. Espingole. — VII. Tees. Ul. — VIII. Retrouver. — IX. Tennis. — X. Ile. — XI. Lisseuses.

Verticalement

1. Pelote. Rail. — 2. Utopiste. Li. — 3. Na ! Tapettes. — 4. Clairière. — 5. Ho ! Mensonge. — 6. Un. — 7. Assouvies. — 8. Dentelles. — 9. Enée. Os.

GUY BROUTY.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNEES
1	71	F. 125
	4 711	1 000
	26 881	10 000
	35 611	10 000
	48 471	10 125
	275 911	50 000
	490 771	100 125
	391 311	500 000
2	7 552	1 000
	22 102	10 000
	38 192	10 000
	86 492	10 000
	470 622	50 000
	075 522	100 000
	391 482	100 000
3	13	125
	23	125
	73	125
	0 723	1 125
	1 743	1 000
	2 853	1 000
	9 603	1 000
	04 503	10 000
	008 203	50 000
	154 743	50 000
	317 383	50 000
	480 203	100 000
	391 473	500 125
4	4	100
	04	225
	9 144	1 100
	402 954	50 100
	149 784	100 100
	386 424	100 100
	437 214	500 100
5	49 305	10 000
	87 515	10 000
	389 315	50 000
	055 025	100 000
	393 765	100 000

TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNEES
5	135 485	F. 500 000
	227 295	500 000
6	06	125
	36	125
	56	125
	6 226	1 000
	51 476	10 000
	86 786	10 000
	92 516	10 000
	069 056	50 125
	182 736	50 125
7	87	375
	1 277	1 000
	4 537	1 000
	8 597	1 000
	106 577	100 000
	344 007	100 000
8	011 408	500 000
	414 908	500 000
	403 808	5 000 000
9	49	125
	79	125
	2 189	1 000
	192 259	50 000
	126 359	100 000
	439 739	100 000
	495 719	100 000
	003 669	500 000
	051 729	500 000
0	3 580	1 000
	93 150	10 000
	065 760	50 000
	305 740	50 000
	492 000	50 000
	027 970	500 000
	329 530	500 000
	381 080	500 000
	393 270	500 000

86 **Tranche du Vendredi 13** 52e

TIRAGE DU LUNDI 16 JUIN 1986

PÊCHE

TROIS PAYS EUROPÉENS EN ACCUSATION

La chasse aux baleiniers

Trois pays européens résistent encore à la pression mondiale pour l'arrêt de la chasse à la baleine. Ce sont la Norvège, l'Islande et le Danemark. Leurs représentants ont réaffirmé leurs « *droits* » lors de la trente-huitième réunion de la Commission baleinière internationale, convoquée du 9 au 13 juin à Malmö (Suède).

La Norvège, en particulier, s'estime fondée à poursuivre la chasse commerciale des cétacés, bien qu'elle réduise ses prises d'année en année. Elle s'est octroyé *le droit de tuer trois cent cinquante* cétacés pour cette saison de chasse, ce qui ne représente que la moitié des prises de 1985 et 20 % de celles de 1984.

Les garde-côtes norvégiens ont arraisonné le 11 juin le *Moby Dick*, un navire de Greenpeace qui faisait la chasse aux *baleiniers* dans le grand nord de la Norvège, et ils l'ont conduit à Vardo sous bonne garde. La Norvège n'entend se laisser dicter sa conduite ni par les écologistes ni par les diplomates. Les pressions américaines, pourtant, sont très fortes sur Oslo. Le ministre du commerce, M. Malcolm Baldridge, a proposé au président Reagan de décréter le boycottage du saumon norvégien, ce qui représenterait pour Oslo une perte de 300 millions de francs — bien supérieure aux revenus de la chasse baleinière.

L'Islande prétend pour sa part chasser la baleine dans un but « *scientifique* », mais elle s'est fixé un quota de deux cents animaux qui semble disproportionné avec la recherche. Le ministre islandais de la pêche, M. Halldor Asgrimsson, a affirmé à Malmö que ses compatriotes captureraient des cétacés pour des recherches génétiques. « *Nous vendons la viande aux Japonais pour financer ces recherches* », a-t-il précisé...

Quant au Danemark, il défend les chasses dites « aborigènes », c'est-à-dire limitées à la consommation des populations locales, comme au Groënland ou aux îles Féroé, où toute chasse commerciale est interdite depuis 1984. Les autorités danoises font valoir que ces chasses traditionnelles diminuent d'elles-mêmes, et qu'elles risquent même de s'éteindre avant les cétacés les plus menacés, comme le rorqual à bec et la baleine bleue.

Restent l'URSS et le Japon, qui ont annoncé leur intention de renoncer ensemble à la chasse baleinière en 1987-1988. Le Japon demeure un gros consommateur de viande de cétacé, mais il a subi les pressions des Etats-Unis et semble disposé à tenir ses engagements. La chasse à la baleine, décidément, n'a plus bonne presse. Les cétacés sont peut-être en voie de résurrection.

R. C.

LANVIN

mercredi 18 et jeudi 19 juin

de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 30

SOLDES

22, rue du Fg Saint-Honoré 75008 Paris

CIRCULATION —

Départs

CONTRE L'ARNAQUE SUR LES AUTOROUTES

Restaurant self-service de Saint-Avold (autoroute A 4) : « *A deux, avec un dessert, une bouteille de vin et un café, il faut compter 270 F !* » Aire de Bois-Guillerat (Autoroute A 31) : « *Carburant hors de prix.* » Station ELF de Lyon-Feyzin (autoroute A 7) : « *WC malodorants.* » Ces indications dans le *Guide pratique des autoroutes* seront les bienvenues pour les conducteurs qui souhaitent ne pas se faire arnaquer sur la route royale des vacances. Dans leur immense majorité, les pompes à essence, les tables et les boutiques offrent un service très convenable, quoique un peu cher parfois.

Emmanuel Peze, le rédacteur de ce petit guide, a choisi de le clore par une suite de rappels sur la conduite à tenir en cas de panne ou de fatigue. 13 000 kilomètres passés au peigne très fin du consommateur.

★ *Guide pratique des autoroutes*, par Emmanuel Peze, éditions Garancière, *49 F*.

annonces associations

Appel

13e SANS FRONTIÈRES
Grande première en Occident
Un groupe d'artistes Chinois chantent LE PAYS DU SOURIRE airs de l'opérette de F. Lehar
jeudi 26 juin à 19 h 30
Grande salle Saint-Hippolyte
27, av. de Choisy, Paris 13e
Réservations : 45-83-82-96
ou 70, av. d'Ivry, Paris 13e

Vous êtes une association loi 1901. Vous avez besoin d'une grde salle polyvalente et/ou de salles de travail : colloques, conférences, séminaires, stages, cycles, séances audiovisuelles, répétitions, cours, journée d'étude.
Nous sommes une association pouvant répondre à vos besoins ponctuels ou continus, nous étudierons toute demande d'adhésion.
Tél. : ap.-midi 45-31-43-38

Convocations

L'Association rencontres de l'Ain invite originaires et amis à l'assemblée générale sam. 28 juin 10 h 30, mutualité 5, rue St-Victor. Suivie de déjeuner. Rens., tél. : 47-05-21-36

Sessions et Stages

CLUB ALPIN FRANÇAIS
Pour se faire des amis : randonnée accueil de 20 km en forêt de Fontainebleau. Dimanche 22 juin : RV 7 h 45. Gare de Lyon devant les guichets banlieue, hall du rez-de-chaussée.
CAF - 7, rue la Boétie 75008 Paris.
Tél. : 47-42-36-77 (12-18 h) sauf lundi

ANGLAIS (AMÉRICAIN)
Deux formules d'été :
1. Au cœur de l'Amérique (15 juillet / 15 août)
2. En France av. prof. US (août).
Centre d'Ét. franco-américain, B.P. 176, 14104 Lisieux. 31-31-22-01.

ANGLAIS-FRANÇAIS ESPAGNOL-ALLEMAND-RUSSE
Apprentissage efficace, joyeux, rapide par la suggestopédagogie à sa source française. Tél. : 43-26-22-64

L'ÉCOLE ET LA VILLE
15, rue D.-Casanova - Paris 1er
Tél. : 42-61-72-85. De la 4e à la terminale - Classe à effectifs réduits (15 élèves maximum). Enseignement individualisé, préparation aux examens.

AFFIRMATION DE SOI
Entraînement en 4 soirs, les 3, 10, 17 et 24 juillet
HYPNOSE MODERNE
5 et 6 juillet 9 h 30 à 17 h 30
AUTO - HYPNOSE
13 juillet — 9 h 30 à 17 h 30 : pour vous relaxer, augmenter votre confiance en vous, atteindre vos buts plus vite, communiquer mieux et guérir problèmes psychosomatiques. Formations par S. D. Varma.
Tél. : 43-36-83-00.

Cet été : PRATIQUE DES ARTS
peinture, photo, céramique, paillage, etc. Petits groupes : début perfect. Village charmant. 700 m alt., panorama superbe Lyon à 35 km.
LIBERTÉ DE CHOIX
Logement au centre 35 places ou camping ou VVF, possible venir en famille, enfants ateliers spéciaux. (centre aéré)
3 SOLEILS (as. N. 1901) RIVERIE 69440 Mornant
Tél. : 78-81-85-14

I.S.H.A.
Institut agréé formation permanente.
Séminaires spécialisés
PSYCHANALYSE STRUCTURALE de l'école d'Avignon
Adultes : 28 juillet-1er août
Enfants : 18-22 août
NOUVELLE PÉDAGOGIE
18-22 août
Renseignements et inscriptions
Prieuré St-Michel-de-Grandmont
34700 Lodève
67-44-09-31/67-52-46-51

Pr les 15-17 ans juil. et août 3 sem. Portugal - Autr. - Maroc - Écosse - Italie Sud : de 4 350 à 4 700 F.
AFSJM, rens. : 14 à 19 h
Tél. : 43-58-50-89.

ASSOCIATION CULTURELLE
propose voyages
Brésil - Ceyland - Ouest USA
Indonésie - Mexique
Guatemala - Pérou
prochains départs juillet/août
programmes détaillés sur simple demande à :
MONDES et MERVEILLES
139, r. des Pyrénées 75020 Paris
Tél. : (1) 43-48-90-55
Agrément tourisme 275004

Stage - écriture - voix-corps
Sam./dim. 21/22/6 180 F. C. culturel Montreuil 93
48-57-44-25 ; 42-87-30-54

THÉATRE ET VIDÉO
14-18 juil. dans la Drôme création théâtrale, travail d'acteur avec Alain Beuguil. Vidéoréalis. 19-27/7 cinéastes. La Fenouillet - Tél. : 75-53-84-74

LA BRETAGNE SUD EN VOILE ET A PIED
Découverte de la côte (faune, flore, culture) pendant 5 j. (1 800 F). Alternance de voile, d'apprentissage des manœuvres sur le Labour Mor, un cotre breton traditionnel, et arrêt dans les îles au programme.
Ass. ZIG-ZAG - BP 342 - 54006 Nancy Cedex. Tél. : 83-30-37-79

UN + POUR LES ENTREPRENEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
Vous voulez accroître vos responsabilités ! Vous connaissez le secteur de l'économie sociale et vous souhaitez son développement ! Vos compétences et votre dynamisme sont déjà au service de ce secteur ! Vous avez envie de créer votre propre entreprise d'économie sociale !
NOTRE CYCLE DE FORMATION 87 (400 h) vous permettra d'actualiser vos connaissances dans le domaine de la gestion, des nouvelles techniques de communication.
Rens. : CNFA 45-78-55-66

HOMÉOPATHIE
L'homéopathie vous intéresse. Vous voulez acquérir vite des notions pratiques et utiles, suivez,
L'ENSEIGNEMENT ACCÉLÉRÉ D'HOMÉOPATHIE PRATIQUE
AIMD 40, bd de Courcelles
Paris 75017 - Tél. : 42-67-47-77

BOURGOGNE
DANS CHATEAU DU XVI
MFV organise stages juillet et août : informatique, initia. à la TV locale, théâtre, rand. pédestre, cyclotourisme. Pour débutants, des passion ou complets. Accueil des familles.
CHATEAU DE LALANDE, 89130 TOUCY
86-44-00-25

RANDONNÉES EN CRÊTE AU MAROC
De 15 j. ou 3 sem. de mai à octobre. Crète : mer et montagne, marche et détente. Maroc : découverte de l'Atlas, des Berbères. Pas ou peu à porter. 15 j. 5 000 F et 5 400 F (avion + hébergement + repas en rando. + accompagnement et organis.). Ass. ZIG-ZAG, BP 342, 54006 Nancy Cedex.
Tél. : 83-30-37-79.

ISLANDE, NÉPAL, randonnées en Islande à pied et en véhicule. Volcans, geysers...15 jours juil./août 6 600 F. 2 treks au Népal de 21 j. en oct. et nov. : camp de base de l'Annapurna et lacs sacrés de Gosainkund. Pas de portage 11 800 F et 11 500 F.
Ass. ZIG-ZAG, BP 342
54006 Nancy Cedex.
Tél. 83-30-37-79.

● Prix de la ligne 30 F TTC (28 signes, lettres ou espaces).
● Joindre une photocopie de déclaration au *J.O.*
● Chèque libellé à l'ordre de Régie-Presse LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parution du mardi daté mercredi à Régie-Presse LMA, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

LE CARNET DU Monde

Naissances

— **Aurélie HOLLANDE** et **Jean-Jacques DEJOU**

ont la joie d'annoncer la naissance de

Yann-Alban,

le 3 juin 1986.

61, rue André-Chénier,
92160 Antony.

— **Florence et Hervé LECLERC**

sont heureux d'annoncer la naissance de

Augustin,

le 17 mai 1986.

107, boulevard Haussmann,
75008 Paris.

Mariages

— **M. Jacques HUTEAU,**
M. et Mme Jean CHÉRIOUX,
née SAUSSIER,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Sylvie et Philippe,

qui sera célébré le jeudi 3 juillet, à 17 h 30, en l'église d'Orry-la-Ville (Oise).

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

André BONDU,
journaliste 1928-1978,
chevalier dans l'ordre national du Mérite,
ancien secrétaire général du CJD.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité *familiale, le 16 juin 1986*, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, suivies de l'inhumation au cimetière de Montmartre.

De la part de sa famille.

16, rue Raynouard,
75016 Paris.

— Le docteur et Mme Christian David
et leurs filles,
M. et Mme Robert David,
leurs enfants et leurs petits-enfants,
Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès du

professeur Marcel DAVID,
professeur *honoraire*
de clinique neurochirurgicale,
membre de l'Académie de médecine,
officier de la Légion d'honneur,

survenu dans sa quatre-vingt-huitième année, le 4 juin 1986, à Nice.

L'inhumation a eu lieu à Paris, au cimetière de Passy, dans la plus stricte intimité.

— Mme Guy Emschwiller,
son épouse,
M. et Mme Michel Emschwiller,
M. Daniel Emschwiller,
M. et Mme André Emschwiller,
ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy EMSCHWILLER,
professeur honoraire
à l'Ecole supérieure de physique
et de chimie industrielles de Paris,
officier de la Légion d'honneur,
officier des Palmes académiques,

survenu le 10 juin 1986 à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Lagarde,
75005 Paris.

— Le vice-président,
Le conseil de gestion,
Le département Asie du Sud-Est, *Haute-Asie et Austronésie*,
L'Association des anciens élèves,
Et tout le personnel de l'Institut des langues et civilisations orientales,

ont le profond regret d'annoncer le décès de

Mme Jacqueline de FELS,
professeur de langue *et littérature* thaï

survenu le 11 juin 1986.

— Robert Ganansia,
Pierre et Jean-Daniel,
M. et Mme Jacques Touboul,
Mme Marie Ganansia,
Mme Andrée Vidot, née Touboul,
et ses filles,
M. et Mme Jacques Abitbol
et leurs enfants,
Mme Marie-Claude Touboul
et ses enfants,
M. et Mme Bernard Gerin
et leurs enfants,
font part de la perte cruelle qu'ils éprouvent en la personne de

Marie-Anne GANANSIA,
née Touboul,

leur épouse, mère, fille, belle-fille, sœur, belle-sœur, tante.

L'inhumation a lieu le mardi 17 juin 1986, à 15 heures, au cimetière intercommunal du Petit-Clamart, avenue de la Porte-des-Trivaux, 92 Le Petit-Clamart.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue des Vignobles,
78310 Maurepas.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Robert GIUDICELLI,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,

survenu le 12 juin 1986, dans sa soixante-deuxième année.

Ses amis *pourront lui rendre un* dernier hommage au crématorium du Père-Lachaise, le vendredi 20 juin, à 15 heures.

— Mme Louis Jégou,
M. et Mme Jean Gachet,
M. et Mme Robert Jégou
et leurs enfants,
Ses frère, sœur, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, petits-neveux et petites-nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis JÉGOU,
chevalier de la Légion d'honneur,
sous-directeur honoraire
de la Caisse *nationale*
de Sécurité sociale
dans les Mines,

survenu le lundi 16 juin 1986, dans sa soixante-seizième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 18 juin, à 11 heures, au cimetière de Croissy-sur-Seine (Yvelines), dans le caveau de famille.

On se réunira, à 10 h 45, au 11, rue de la Côte-à-Bélier, à Croissy-sur-Seine.

39, rue du Gros-Chêne,
28240 La Loupe.

— Luc-sur-Mer (Calvados).

Mme Roger Martinot
et ses enfants,
Mme Marie Martinot,
Et toutes les familles,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger MARTINOT,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
ingénieur en chef du GREF
chargé de mission à la direction
de l'information et de la valorisation,

survenu subitement à Luc-sur-Mer (Calvados), le 14 juin 1986, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques civiles auront lieu mercredi 18 juin, à 14 heures, au cimetière de Luc-sur-Mer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Wurtz,
75013 Paris.
37, rue du Docteur-Tessel,
14530 Luc-sur-Mer.

— Nous apprenons le décès, survenu le samedi 14 juin 1986 à Dijon, du

général Christian MÉGRET de DEVISE,
compagnon de la Libération,

dont les obsèques sont célébrées, mardi 17 juin, à 15 h 30, en l'église Saint-Bénigne, à Dijon (Côte-d'Or).

[Né le 17 octobre à Epinal (Vosges), Christian Mégret de Devise est observateur aérien, au début de la seconde guerre mondiale, lorsqu'il est abattu le 24 mai 1940 et fait prisonnier par les troupes allemandes. En octobre 1941, il s'évade de Silésie et rejoint, par le Maroc, les Forces françaises libres. Il participe à la campagne d'Italie et à celle de France avec le 8e régiment de tirailleurs marocains. Il sera fait compagnon de la Libération le 20 novembre 1944, avec le grade de capitaine.

Après la guerre il sera, notamment, avec le grade de général de brigade, commandant la subdivision militaire de Saône-et-Loire, à Chalon-sur-Saône.

Titulaire de la croix de guerre et des TOE, de la Valeur militaire et de la médaille des Evadés, le général Mégret de Devise était commandeur de la Légion d'honneur.]

— Mme Dominique Rivolier-Ruspoli,
M. et Mme Stéphane Ruspoli
et leur fille, Léonor,
M. Fabrizio Ruspoli,
Esmeralda Ruspoli,
Orféo Ruspoli,
Mme Palma Ruspoli di Maio,
Les familles Ruspoli et Chambrun,

ont la douleur de faire part du décès du

prince Mario RUSPOLI,
écrivain,
cinéaste,
régent du Collège de cataphysique,

survenu le 13 juin 1986, à l'âge de soixante ans.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité en l'église paroissiale de Marvejols (Lozère).

(Lire page 11.)

— **Maximilien TRENNER**

nous a quittés, mais il reste dans nos cœurs et nos esprits, nous ne pourrons oublier sa vie courageuse.

Les obsèques auront lieu le mercredi 18 juin 1986, à 14 h 30, au cimetière de Bagneux.

166, avenue Daumesnil,
75012 Paris.

Remerciements

— Les Amis de la loi du 15 juin 1906 remercient tous ceux qui ont participé ou se sont unis d'intention aux cérémonies du quatre-vingtième anniversaire.

FAITS DIVERS

● *Deux accidents d'avion de tourisme : huit morts.* — Huit personnes ont été tuées lors de deux accidents d'avion de tourisme qui se sont produits pendant la nuit du vendredi 13 au samedi 14 juin et samedi après-midi, le premier dans le massif du Colombier, près de Belley (Ain), le second à Etrepagny (Eure). Le premier appareil, un monomoteur Piper Archer, a explosé après avoir percuté contre la montagne, dans une région difficile d'accès située entre 1 000 et 1 500 mètres d'altitude. Les quatre occupants ont été tuées sur le coup. Des recherches continuent pour tenter d'identifier les victimes, qui seraient de nationalité suisse. Le second accident a eu lieu samedi après-midi, près de l'aérodrome d'Etrepagny, dans l'Eure. Les quatre occupants d'un monomoteur Wassmer — piloté par M. Claude Denhein, cinquante-quatre ans — qui s'est écrasé pendant sa manœuvre d'approche à l'atterrissage, ont été également tués sur le coup.

● *Un nouveau meurtre de vieille dame à Paris.* — Le corps d'une femme âgée de quatre-vingt-sept ans, Mme Germaine Charbonnier, étouffée et tuée à coups de couteaux, a été retrouvé, lundi 16 juin, à son domicile du 129, rue de Lourmel à Paris (15e). La découverte de ce meurtre intervient après celui de Mme Ludmila Lamon, samedi dernier, dans son appartement de Paris (14e). Dans les deux cas, les fils du téléphone ont été arrachés, l'appartement fouillé. Les enquêteurs estiment *que le vol* ait le *mobile* des deux crimes.



COMMUNICATION

LE DÉBAT SUR LA PRESSE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les socialistes prêchent dans le désert

Parler de la même chose n'oblige pas à le faire de la même manière. La discussion de la proposition de loi sénatoriale sur la presse, qui a continué, le lundi 16 juin, à l'Assemblée nationale, ne ressemble guère – par la forme au moins – à celle du projet de M. Georges Fillioud il y a dix-huit mois. Pas, ou pratiquement pas de demandes de suspension de séance ; deux demandes de scrutin public simplement (dont une émanant du gouvernement, la majorité étant alors minoritaire dans l'hémicycle) ; mais de nombreuses questions soulevées par les socialistes, à travers de multiples amendements, auxquelles le gouvernement et la majorité se dispensent le plus souvent de répondre, M. François Léotard ayant adopté le silence comme système de défense.

Résultat : en quelque huit heures trente de débats depuis la fin de la discussion générale, 6 articles ont été adoptés, 122 amendements examinés (dont 87 émanant des seuls socialistes), l'étude de 67 autres amendements n'ayant plus lieu d'être du fait de modifications déjà introduites, et l'examen de 24 autres ayant été renvoyé plus avant dans le débat à la demande de la commission des affaires culturelles, pour de réelles raisons de forme.

Les socialistes n'ont donc pas, lundi, bloqué la discussion. Ils ont compris qu'une bataille de retardement au Parlement ne pouvait être comprise par l'opinion que si elle était soutenue hors de l'enceinte du Palais-Bourbon. L'avenir de la presse écrite n'a pas cette vertu mobilisatrice.

La discussion des articles du projet sur la transparence a pourtant montré les divergences fondamentales entre la droite et la gauche sur la conception de l'entreprise de presse. Sous la pression de sa majorité, M. Léotard a dû admettre à la fois des assouplissements et des obligations supplémentaires pour les sociétés éditrices de journaux.

La majorité comme le gouvernement ayant pratiquement refusé de participer au débat, seuls les arguments de la gauche ont été entendus lundi à l'Assemblée nationale. Leur analyse se résume en deux remarques. La première émane de M. Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône) : *« La liberté de la presse ne doit pas se réduire à celle des patrons de presse ; c'est aussi celle des lecteurs et des journalistes. (...) Nous ne sommes ici que pour permettre à quelques patrons de presse de faire des affaires. »* La deuxième est l'œuvre de M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines) : *« Pourquoi refusez-vous d'appliquer à la presse écrite les limites à la concentration que vous proposez de retenir pour l'audiovisuel dans votre autre projet de loi ? La nécessité de créer des entreprises multimédias impose une législation comparable pour ces deux modes de communication. »*

Pour la majorité, en revanche, il n'est pas question de demander une *« transparence remontante »*, c'est-à-dire de rechercher quels peuvent être les propriétaires réels des sociétés qui elles-mêmes détiennent les actions des entreprises éditrices de journaux. Il est vrai que c'est cette volonté qui avait contraint M. Georges Fillioud à mettre en place un système fort complexe qui aux yeux de M. Yvon Briant (FN, Val-d'Oise) s'apparente à de *« l'inquisition »*. Mais ce refus suffit, aux yeux des socialistes et des communistes, à priver le texte actuel de toute réelle portée : *« ce n'est que l'ombre d'une loi »*, a souligné M. Queyranne.

Pour la majorité, les moyens légaux actuels pour connaître les propriétaires de toutes les entreprises sont largement suffisants pour une société de presse. M. Patrik Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine), rapporteur pour avis de la commission des lois, a ainsi estimé qu'il suffit de se rendre aux greffes des tribunaux de commerce. M. Léotard a même insisté pour refuser aux journalistes une information privilégiée sur les propriétaires de leur publication : *« Si l'on doit attendre d'un métier la passion de la vérité et l'aptitude à la satisfaire, c'est bien celui de journaliste. »*

La méconnaissance des propriétaires réels est, bien entendu, un frein à toute démarche pour limiter véritablement la concentration. Pourtant, certains membres de la majorité auraient aimé qu'un pas de plus soit fait dans cette direction. Ainsi M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) avait déposé deux amendements qui demandaient que soient tenues à la disposition des lecteurs d'une publication la liste des sociétés propriétaires d'un réseau câblé, d'une radio ou d'une télévision où son éditeur a des intérêts financiers, ainsi que celle de toutes les publications qu'il édite ou qu'éditent des entreprises dont *« directement ou indirectement »* une partie du capital lui appartient. Le ministre de la culture et de la communication ne pouvait admettre le mot *« indirectment »*. Et comme M. d'Aubert n'était pas là pour défendre ses propositions, elles furent retirées du débat.

Une transparence limitée

Ces limites mises volontairement à la transparence par la majorité ont, bien entendu, des conséquences sur les informations que les journaux sont tenus d'apporter à leurs lecteurs. La proposition sénatoriale va moins loin que la loi de 1984 et même que l'ordonnance de 1944, alors que M. Queyranne fait remarquer que *« les journaux doivent d'abord informer sur eux-mêmes »*. Le texte initial fut à la fois durci et assoupli par la majorité des députés.

M. Michel Péricard (RPR, Yvelines), rapporteur de la commission des affaires culturelles, comme le gouvernement et les socialistes, furent d'accord pour imposer dans chaque publication l'indication du siège social de la société éditrice, ne serait-ce que pour connaître le tribunal de commerce compétent. M. Péricard, d'accord avec les socialistes, les communistes et M. d'Aubert, fit aussi décider que devraient figurer les noms des trois principaux associés, alors que M. Léotard se déclara sensible aux arguments de M. Georges-Paul Wagner (FN, Yvelines) sur le caractèe *« inutile »* de cette contrainte. M. Queyranne obtint l'accord de la majorité pour que figure aussi le nom du responsable de la rédaction.

En revanche, M. Péricard fit retirer du chapitre des obligations, avec le soutien du Front national, l'indication que la liste des associés de la société éditrice pouvait être consultée au siège du journal. Il reçut même l'appui des socialistes pour que ne figure plus dans une publication son tirage moyen, car cela gêne les petits journaux. De même les obligations d'information sur eux-mêmes pour les médias télématiques furent supprimées, malgré le refus de la gauche.

Enfin le rapporteur fit préciser les obligations de porter à la connaissance des lecteurs les changements dans le capital de la société éditrice d'une publication : les promesses de vente devront aussi être indiquées ; mais pour être publiée, la cession devra porter sur le tiers du capital social.

Th. B.

M. Léotard sans brio

Pour M. François Léotard, c'est le baptême du feu. Après s'être souvent fait applaudir dans les meetings électoraux et les congrès de parti, il doit faire ses preuves devant l'Assemblée nationale. Lui qui, en bon sportif, s'entraîne avant chaque marathon, arrive là sans préparation : il n'a guère gravi la tribune du palais Bourbon en tant que député avant de devoir s'y présenter pour défendre des projets culturels du gouvernement.

Pour l'heure, volontairement ou non, il n'a pas brillé. Ses discours de présentation de la proposition de loi sénatoriale sur la presse furent sans éclat. Sa participation au débat sur les articles est terne. L'important pour lui est de faire passer le plus calmement possible un texte fortement contesté par la gauche. Il ne fait donc rien pour passionner la discussion, et y réussit parfaitement. Mais pour cela, il refuse le débat de fond que tentent de lancer les socialistes. Et quand il sort de son silence, c'est pour partager les analyses du Front national ou pour refuser aux journalistes tout traitement particulier. Par profession, ils recherchent la vérité ; il est donc inutile de leur faciliter cette tâche...

La droite a trop dit que la loi de M. Georges Fillioud ne cherchait qu'à brimer M. Hersant pour que sa volonté de l'abroger très vite n'apparaisse pas comme une faveur faite à celui-ci. Qu'elle le veuille ou non, la majorité donne l'impression de payer une dette. M. François Léotard louangé avant le 16 mars par le *Figaro Magazine*, brocardé souvent depuis par le *Figaro* quotidien fait à tort ou à raison figure de caissier.

Mais cette loi sur la presse n'est que le hors-d'œuvre. Le plat de résistance sera l'audiovisuel et particulièrement la privatisation de TF1. Aujourd'hui, chacun ne fait que marquer précieusement son territoire.

THIERRY BRÉHIER.

Mort de Pol Echevin

Le journaliste, spécialiste des questions sociales, Pol Echevin est décédé le 15 juin à Haubourdin (Nord), à la suite d'une longue maladie. Il était âgé de soixante et un ans.

[Né en 1925 à Paris, Pol Echevin commença à travailler à quatorze ans comme apprenti tanneur puis devint cheminot. En 1950, il fut révoqué pour faits de grève. Devenu permanent de la Jeunesse ouvrière chrétienne, il entre ensuite en 1956 au quotidien *la Croix*, où il est secrétaire de rédaction. En octobre 1963, il devient secrétaire général d'*Ouest-France* (Rennes), puis chargé de l'économie et du social au bureau parisien de ce quotidien, avant de rejoindre le service social de *l'Express* en 1970. En 1977, il est chef du service social du *Matin de Paris* puis, en 1980, rédacteur en chef du *Matin du Nord*, jusqu'à la fin de cette édition régionale du *Matin* en novembre 1982. Il opte alors pour la préretraite et écrit *Echec au roi* aux Editions ouvrières, ouvrage consacré au mouvement social chez Michelin. Depuis février 1984, il était directeur de la publication du mensuel régional *Dire*.

Militant syndical, Pol Echevin fut d'abord secrétaire de l'union régionale parisienne du syndicat des journalistes CFTC en 1961, puis devint en 1967 membre du bureau du syndicat des journalistes CFDT et, en 1969, vice-président de l'Union nationale des syndicats de journalistes (UNSJ). En 1970, il en est le trésorier. Membre du Parti socialiste, Pol Echevin fut candidat aux élections législatives de mars 1978 dans la vingt-septième circonscription de la capitale.]

BIBLIOGRAPHIE

Deux « Que sais-je ? » sur la presse

Vingt ans après l'ouvrage (épuisé) d'Evelyne Sullerot, « Que sais-je ? » nous offre une analyse synthétique de la presse féminine. Que cette presse ait rencontré un succès notoire jusqu'aux années 60 est bien connu. Ce qui l'était moins – et c'est tout l'intérêt de l'ouvrage, – ce sont les raisons d'un brusque déclin après 1968, et d'un non moins spectaculaire redressement à partir de 1980, infligeant un démenti total à ceux qui pronostiquaient déjà la fin de la presse féminine et l'avènechèvement d'une presse unisexe.

C'est à ce paradoxe que s'attachent les auteurs, en montrant comment l'histoire de cette presse épouse l'évolution des mentalités et des modes de vie. Leur grille d'analyse met ainsi en lumière le retard de la presse féminine qui, pendant une vingtaine d'années, n'a pas su intégrer les nouveaux centres d'intérêt de la femme, consécutifs à son entrée dans la vie active, à la crise économique, à l'évolution des revendications féministes, *etc.* Bref, la femme de 1970 n'y retrouve pas ses multiples visages.

Comment la presse féminine va réussir à réintégrer les nouveaux modèles, pourquoi les femmes vont pouvoir s'identifier à nouveau à leur presse, c'est ce qu'explique ce petit ouvrage, qui est plus qu'un manuel.

La collection « Que sais-je ? » publie aussi *la Presse quotidienne régionale*, un livre essentiellement descriptif, où l'auteur s'attache surtout à dégager le contexte global de cette presse et les rouages des entreprises ; concentration, pluralisme et positions dominantes, fonction sociale de cette forme de presse, sont largement développés. Une étude minutieuse de toutes les étapes de la chaîne rédactionnelle permet de saisir l'ensemble du processus, complétée par de bons schémas.

B. T.

★ *La Presse féminine*, par Samra-Martine Bonvoisin et Michèle Maignien. « Que sais-je ? », PUF, 128 p.

★ *La Presse quotidienne régionale*, par Michel Mathien. « Que sais-je ? », PUF, 128 p.

HOMMAGE A L'INA A LA CINÉMATHÈQUE FRANÇAISE

Au moment où l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) va montrer, comme chaque été sur les trois chaînes, les résultats de ses différentes recherches dans les domaines de la fiction, du documentaire d'auteur, ou des essais d'avant-garde, la Cinémathèque française lui rend hommage en projetant pendant quinze jours – du 18 juin au 1er juillet – un peu plus de soixante films réalisés par l'Institut et diffusés sur le petit écran de 1975 à 1986.

Des très jolis *Daguerréotypes*, d'Agnès Varda, aux *Récits d'Ellis Island* – parcours en profondeur dans la mémoire juive des Etats-Unis, sous le double regard de Georges Perec et Robert Bober ; des jeux multiples inventés par Jean Frappat à l'auto-analyse des *Années déclic* de Raymond Depardon ; du regard inquisiteur et ironique jeté par José-Maria Berzosa sur le Chili ou la sainteté, aux « querelles de jardin » de Raul Ruiz : la sélection qui sera présentée chaque jour au Palais de Chaillot ne se veut pas un échantillon représentatif de la diversité des programmes, des auteurs et des directions de travail de l'INA, mais une façon de privilégier ce que la télévision a fait de plus novateur, de plus expérimental. De montrer aussi le cinéma, la peinture, le théâtre dans ses rapports étroits avec la création télévisuelle. Une occasion de voir ou de revoir des œuvres pointues, et de vérifier en même temps le rôle essentiel de l'INA à l'heure où le nouveau projet de loi pourrait bien compromettre une partie de ses fonctions, dont la recherche et la création.

C. H.

LA REDEVANCE SUR LES CASSETTES VIERGES

La Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) a élu mercredi 11 juin, au cours de son assemblée générale, un nouveau président, le compositeur Gérard Calvi. Les membres de la SACEM ont émis le vœu que, *« face au développement meurtrier de la copie privée, la redevance sur les cassettes vierges, prévue par la loi soit fixée dans les meilleurs délais possibles à un taux suffisamment substantiel pour venir en aide à l'ensemble des professions concernées »*.

● *Des personnalités signent un manifeste favorable à la privatisation de TF 1.* – Plusieurs personnalités du monde de l'art et des spectacles ont signé un appel en faveur de la privatisation de TF 1, dans le numéro de juillet du mensuel *Globe*, sous le titre « TF 1, que la fête commence ». Parmi les signataires, qui s'engagent à *« souscrire une action symbolique de la future chaîne privatisée »*, figurent Fernando Arrabal, Lucien Bodard, Bernard-Henri Lévy, Valérie Kaprisky, Thierry Lhermitte, Paul-Loup Sulitzer, Yves Saint Laurent, Pierre Bergé, Maurice Rheims et le producteur Daniel Toscan du Plantier.

● *La CFTC s'associe à la grève du 20 juin.* – La section CFTC de TF 1 a décidé de s'associer au préavis de grève déposé pour le 20 juin par FO, *« en raison de l'absence de garanties données sur le sort des personnels de TF 1 lors de la future privatisation »*. *« Ce mouvement*, souligne la CFTC, *sera suspendu si le gouvernement nous donne un certain nombre d'assurances d'ici au 20 juin. »* Le Syndicat de la radio-télévision SCORT-CGC a annoncé pour sa part qu'il soutenait la décision de la section TF 1 d'appeler à la grève le 20 juin et *« recommandait, par ailleurs, aux autres sections de prendre, dès à présent, toutes les initiatives pour manifester leur vigoureuse protestation »*.

● *Les Espagnols pourront recevoir la télévision par satellite.* – Un décret royal, approuvé par le gouvernement espagnol, vient d'autoriser les Espagnols à installer sur leurs immeubles les antennes paraboliques qui permettent de capter les émissions de télévision par satellite.

● *L'hebdomadaire* l'Autre Journal *demande une avance de trésorerie à quatre-vingts directeurs de journaux.* – M. Michel Butel, fondateur et directeur de *l'Autre Journal*, devenu hebdomadaire depuis le 26 février après avoir été mensuel, a adressé une lettre à quatre-vingts directeurs de grands journaux. Il leur demande de couvrir, par une avance remboursable en publicité, le déficit de trésorerie de *l'Autre Journal*, évalué à 2 millions de francs. Une réponse positive à cet appel *« témoignerait »*, selon M. Butel, *« d'une solidarité dans la profession, qui s'est toujours montrée très attachée au pluralisme »* et permettrait à l'hebdomadaire de survivre. *L'Autre Journal* (30 000 exemplaires diffusés environ) envisage de lancer en septembre une formule d'actionnariat auprès de ses lecteurs – comme *l'Evénement du jeudi* et *le Monde*. Mais il doit, auparavant, résorber son déficit.

Situation critique pour Télé Monte-Carlo

Rien ne và plus à Télé Monte-Carlo. Le 11 juin dernier, M. Jean-Louis Médecin, président de la station régionale, a convoqué le personnel pour lui faire part de la situation financière « critique » de la société et annoncer une réduction importante de la grille de programmes et une compression des effectifs. Des mesures jugées *« expéditives et injustifiées »* par le syndicat monégasque de l'audiovisuel et les délégués du personnel. Cer derniers demandent aux gouvernements français et monégasque d'intervenir pour garantir *« la continuité de fonctionnement de TMC et le maintien de l'emploi pendant la durée nécessaire à la restructuration des entreprises audiovisuelles françaises »*, restructuration dont dépend l'avenir de la station régionale.

L'équation de la crise est simple : un budget annuel de 74 millions de francs face à des recettes publicitaires qui atteignent seulement 45 millions de francs. L'extension de la zone de diffusion de TMC vers Marseille et Montpellier, la relance de la programmation décidée en octobre dernier n'ont pas donné les résultats espérés. Le sondage CESP de janvier avait pourtant récompensé les efforts de la station : un million de téléspectateurs fidélisés sur trois millions d'audience potentielle. TMC était en progression de 82 % et arrivait souvent à faire mieux sur la région que FR 3 et Antenne 2.

Mais les recettes publicitaires n'ont pas suivi. Faut-il accuser, comme le font les syndicats, le manque de dynamisme commercial des deux régies (Euro Sud et Régie 1) ou mettre cet échec sur le compte de la concurrence nouvelle de la « 5 » et de TV6 ? Toujours est-il qu'on est loin de l'objectif de cent millions de francs fixé en octobre dernier.

Depuis le mois de mars, la situation s'est rapidement dégradée. Europe 1, actionnaire à 30 % de TMC, est passé aux mains d'Hachette et ne veut pas poursuivre la politique de relance de la station régionale. Radio Monte-Carlo (30 % du capital) semble paralysée par sa prochaine privatisation. La direction de TMC a dû déjà pratiquer des coupes claires dans la grille de printemps : suppression des programmes de l'après-midi, arrêt de la production propre, baisse de la qualité des films et des séries programmées. La grille d'été sera encore plus réduite entraînant la télévision régionale dans la spirale du déficit : comment gagner des recettes publicitaires si des programmes de mauvaise qualité font perdre de l'audience ?

La crise pourrait être dénouée par la vente de la station. Depuis six mois quatre sociétés se sont portées candidates au rachat de TMC : Pipa vidéo soutenue par des intérêts monégasques, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion aux cotés de Canal Plus et de la télévision brésilienne Globo, les mexicains de Televisa et le britannique Michael Stevens, nouveau propriétaire de Parafrance. Mais le dossier est en souffrance sur le bureau du gouvernement qui a, dans le secteur audiovisuel, d'autres priorités.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

ÉDUCATION

Les universitaires de la majorité déçus par le projet Devaquet

« Ce texte n'est pas satisfaisant et il est exclu que nous le soutenions sous sa forme actuelle. S'il n'est pas profondément modifié, il sera appliqué sans – ou contre – nou ». A entendre les délégués régionaux des Cercles universitaires qui se sont réunis, lundi 16 juin à Paris, le projet de loi de M. Devaquet a déçu les universitaires de la majorité.

Pour M. Michel Prigent, président de cette organisation, il est urgent que les enseignants qui avaient mené campagne contre la loi Savary, se mobilisent et fassent pression sur le ministère, le gouvernement et les parlementaires, pour que le projet soit largement amendé. S'il lui reconnaît certains aspects positifs, il le trouve dans l'ensemble *« timide »*, *« ambigu »*, *« mi-libéral, mi-jacobin »*, *« manquant de souffle »* et fort éloigné des engagements figurant dans la plateforme UDF-RPR et réaffirmée dans le discours-programme de M. Chirac.

Ce sentiment était visiblement partagé par la plupart des participants, pour qui la loi qu'on leur annonçait ne semblait guère différente de celle qu'ils avaient si violemment combattue et qui semblaient prêts à considérer que Devaquet et Savary c'est blanc bonnet et bonnet blanc...

Les Cercles universitaires ont donc décidé de *« mener une triple bataille : dans les universités, dans l'opinion et auprès des parlementaires »*, pour obtenir que le texte soit revu dans quatre directions :

– s'engager vers l'intégration de la recherche aux universités et la suppression – ou un considérable allègement – du CNRS et de l'INSERM ;

– accélérer le découpage des universités, en accordant largement le statut d'établissement public aux unités internes et en leur donnant une totale autonomie financière, pédagogique et pour la sélection des étudiants ;

– revaloriser la condition morale et matérielle des universitaires, en particulier en abrogeant les dispositions sur l'abaissement de l'âge de la retraite et le renforcement des services ;

– aller beaucoup plus loin dans l'autonomie des universités pour que celle-ci *« ne soient plus soumises aux risques de l'alternance politique »*.

Que se passera-t-il si les cercles universitaires n'obtiennent pas satisfaction ? M. Prigent, qui rappelle au passage qu'on doit gouverner pour ses amis et que ce n'est pas en faisant la politique de ses adversaires qu'on gagne les élections, le dit tout net : *« Nous ne prendrons pas la responsabilité de rompre avec la majorité ni avec le gouvernement de M. Chirac sur ce dossier. Mais ce sera la rupture avec le ministre des universités... »*

A bon entendeur salut...

F. G.

M. EDGAR FAURE : Il faudra une autre loi

« Il me semble qu'il s'agit beaucoup plus d'un texte réglementaire que d'un texte qui traite du fond du problème », déclare M. Edgar Faure, dans un entretien publié dans *le Quotidien de Paris* du 17 juin. Après avoir relevé ce qui lui paraissait positif dans le projet de M. Devaquet – le rétablissement de la thèse d'Etat, l'augmentation de la représentation des professeurs dans les conseils, la sélection qui lui semble *« intelligemment conçue*, – l'ancien ministre de l'éducation regrette que ce texte n'aille pas plus loin.

« Nous avons affaire à une loi transitoire qui préparera une véritable loi d'autonomie. (...) Il faudra préparer une autre loi. On a voulu être prudent dans les circonstances actuelles. Mais un Laurent Schwartz, par exemple, aurait été beaucoup plus loin. Cependant, comme dans beaucoup d'institutions, nous nous trouvons face à de la routine qui empêche d'aller trop vite. Ainsi, le volet régional est tout à fait négligé. »

« Il faut bien comprendre que la prudence s'impose, avec des universitaires qui sont souvent des gens traumatisés, conclut M. Edgar Faure. *Il y a eu l'expérience de la loi Savary, inutile et trop compliquée. Alain Devaquet a agi avec une certaine timidité et une réserve bien compréhensibles. Mais, au moins, avec le dispositif qu'il met en place, on pourra vivoter. »*

M. ROLAND CARRAZ : inutile

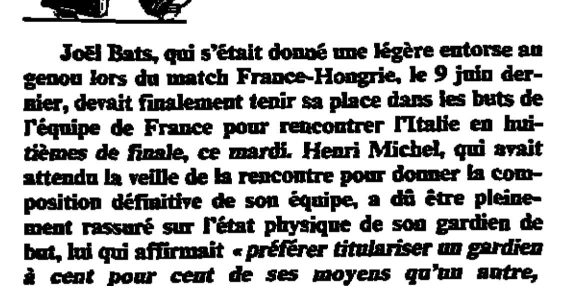
Pour M. Roland Carraz (socialiste), ancien secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, ce projet de réforme est *« avant tout inutile »*. *« Pour avoir la satisfaction d'abroger la loi Savary, on prend le risque de perturber à nouveau l'enseignement supérieur »*, a-t-il déclaré, dans une conférence de presse.

Pour M. Carraz, la seule cohérence de la politique du gouvernement en matière d'éducation semble *« résider dans une volonté de détruire avec application l'action des gouvernements précédents »*.

LA REVUE DU MINITEL
Que faire pour avoir les résultats sportifs en direct ?
Vendu en kiosque

هكذا من الأصل

sports



LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

Platini contre Platini

Joël Bats, qui s'était donné une légère entorse au genou lors du match France-Hongrie, le 9 juin dernier, devait finalement tenir sa place dans les buts de l'équipe de France pour rencontrer l'Italie en huitièmes de finale, ce mardi. Henri Michel, qui avait attendu la veille de la rencontre pour donner la composition définitive de son équipe, a dû être pleinement rassuré sur l'état physique de son gardien de but, lui qui affirmait *« préférer titulariser un gardien à cent pour cent de ses moyens qu'un autre, diminué »*. Albert Rust, l'éternelle doublure, restera donc encore dans l'ombre quelque temps.

Bien que guéri lui aussi, d'un genou blessé à l'entraînement dans un choc avec Fernandez, Jean-Pierre Papin n'a pas été retenu par le sélectionneur français pour débuter le match. C'est Dominique Rocheteau qui épaulera Yannick Stopyra à la pointe de l'attaque.

La véritable inconnue était de savoir si Michel Platini jouerait... à son meilleur niveau. Le capitaine français a été très discret depuis le début du tournoi ; or les Bleus auront besoin de tout son génie ainsi que de sa connaissance du football italien pour surmonter l'obstacle de ce huitième de finale. En soixante- seize ans et vingt-six matches entre les deux pays, la France *n'a remporté* que quatre victoires contre la Squadra Azzura.

L'histoire récente est certes moins défavorable aux Tricolores, mais la victoire (2-0) de « la bande à Hidalgo » en février 1982, mettant fin à soixante-deux ans d'invincibilité italienne, a été obtenue en match amical et sur la pelouse fétiche du Parc des Princes. Lors des deux précédentes rencontres des deux équipes en phase finale de la Coupe du monde, l'Italie l'avait emporté : 3-1 en 1938 et 2-1 en 1978. Pour ce dernier match, Platini jouait déjà. Il n'avait guère réussi son Mundial argentin. N'ayant pas non plus étalé toute sa classe en Espagne en 1982, il rêve d'une fin de carrière en apothéose au Mexique. Cela passait obligatoirement ce mardi soir par un coup d'éclat face aux Italiens.

BRÉSIL BAT POLOGNE (4-0) A GUADALAJARA

Fantômes et magiciens

De notre envoyé spécial

Mexico. – A l'Est rien de nouveau. Et plus d'équipes. La Hongrie avait fait naufrage. La Bulgarie a eu l'extrême politesse de ne pas contrarier le Mexique. L'Union soviétique est tombée dans un piège belge. Et voilà, solidarité ou pas, que la Pologne, à son tour, s'est fait plus ou moins ridiculiser.

Qui peut le moins peut le plus. Le Brésil a gagné, quatre buts à zéro, un score ample qui pourrait laisser supposer une victoire sans bavures. Et pourtant quel ennui, ce Brésil-Pologne, quel cataplasme ! Dans le monde du football, il est de bon ton d'appuyer la démonstration sur d'increvables clichés : il paraîtrait que tout ce qui est Brésil est d'or, que ces gens sont tous des magiciens, comme d'autres sont toutes rousses, qu'ils sont nés comme Pelé, faits pour cela.

C'est, alors, que les magiciens brésiliens ont perdu leur poudre de perlimpinpin, l'alchimique secret du football philosophal. Les magiciens *endorment le spectateur autant que* l'adversaire, et rien ne sert de frapper si fort sur les grands tambours de la renommée et des sambas pour prouver le contraire. Le Brésil, du moins celui qu'on a vu jusqu'à présent, ce gros chat qui sommeille et se contente de quelques coups de patte aux mouches, fait désormais dans *le football pot-au-feu. Il* joue avec une assurance tous risques, à 2 à l'heure, attendant la bévue adverse comme l'arc-en-ciel. Une, deux, trois accélérations, un deux trois exploits individuels, la cause est entendue, l'affaire faite.

Cela donne de gros scores et de petits matches, Devant ce spectacle lénifiant, un fameux agent du service de contrôle de la qualité du jeu, monsieur le dénommé Pelé a eu comme un coup de déprime. Cet insupportable vieux qui, c'est de son âge, pratique la nostalgie comparative, a dit des choses très dures : *« Le Brésil a vaincu. Il ne m'a pas convaincu. L'équipe joue lentement, latéralement, sans véritable système de jeu. Elle se contente de quelques exploits individuels devant des défenses figées. Elle aurait pu marquer cinq ou six buts. Cela n'aurait rien changé. Ce n'est pas une vraie équipe du Brésil. »*

CQFD !

On devrait bâillonner les vieux. Mais ce Pelé, ce galeux, a au moins un avantage. Il sait vraisemblablement de quoi il parle. Alors, cette façon de ne pas prendre les ballons pour des lanternes et les victoires faciles pour des triomphes provoquera assurément des remous dans le marigot brésilien.

Car l'entraîneur brésilien, Télé Santana, trouve, lui, son équipe plutôt bonne. *Excellente* même. *La* victoire est toujours douce à l'entraîneur. Et puis, quatre buts à zéro, contre une équipe polonaise demi-finaliste en 1982, que demandent le peuple et les grincheux ? La victoire est toujours jolie, très jolie même en huitièmes de finale de la Coupe du monde. Nous avons gagné, c'est donc que nous avons bien joué. CQFD !

Faudrait-il en plus vous l'emballer, vous emballer ? En tout cas, la querelle est vieille comme le football, ce conflit entre l'efficacité et la manière, entre le résultat qui compte et le spectacle, sorte de guirlande sucrée sur le gâteau.

Nous emballer, ce ne fut pas le cas lundi. Car même cette victoire-là n'est pas probante. Le Brésil a battu un spectre d'équipe, Boniek fais-nous peur, une fantomatique Pologne. Par référence évidemment, les souvenirs, encore et toujours, à ce qu'elle fut, la plus inventive des équipes de l'Est. Elle ne l'est plus. Et pis encore, elle est apparue comme une équipe hors de forme. La moindre des choses à ce niveau de compétition est tout de même que des joueurs aient la condition physique suffisante pour tenir quatre-vingt-dix minutes.

Penalty

La Pologne, soyons charitables, avait une mi-temps dans les jambes. Le temps des illusions, un tir sur la barre à la dixième minutes, et des désillusions. Comme s'il ne suffisait au malheur de cette équipe d'avoir les idées et le souffle courts, l'arbitre allemand, Volker Roth, crut indispensable d'accorder un penalty à l'adversité. Les arbitres eux aussi ont du Brésil une mémoire enjolivée. Il suffit qu'un Brésilien chute dans la surface de réparation adverse pour imaginer qu'il a été empêché de marquer. Bref, fondé ou non, le penalty fut accordé et réussi à la trentième minute.

A partir de là, il n'y eut plus de match. Simplement quelques chicaneries, coups et insultes, indignes du tribunal de simple police. Les Polonais *avaient une grosse rancune et* de petites jambes. Les Brésiliens, de gros moyens et une petite ambition. Le match fit naufrage. Simplement, de temps à autre, les joueurs brésiliens – Josimar (55e minute), Edinho (77e minute) et Careca (80e minute) – s'évadèrent individuellement pour marquer trois buts *supplémentaires. De très jolis buts* dans le désert polonais. Façon de prouver qu'ils avaient bien du talent. On n'en doutait pas vraiment. Le problème est qu'ils ne l'aient pas ensemble.

Il ne faut pas désespérer cependant. Le jour où ils seront vraiment face au danger, ces Brésiliens, il leur faudra bien se contraindre à l'affronter ensemble. Ou à se créer encore plus de remords qu'ils ne provoquent aujourd'hui de regrets. Le gâchis n'est pas une fatalité.

PIERRE GEORGES.

La « pub » préfère les JO

Le Mundial se serait-il mal vendu ? On pourrait le croire, à en juger par les droits mondiaux de retransmission télévisée de 190 millions de francs selon la Fédération internationale de football (FIFA). Une misère, comparés aux 300 millions de dollars (2 130 millions de francs) versés par la seule chaîne de télévision américaine NBC pour la diffusion exclusive des Jeux olympiques de Séoul en 1988.

Pourtant, en termes d'audience, les deux manifestations sont d'importance comparable : la série de rencontres de football devrait attirer 12 milliards de téléspectateurs dans cent quarante-neuf pays, dont un *milliard pour le seul match final*, estime ISL-Marketing, la firme de droit suisse, filiale d'Adidas, chargée de commercialiser la Coupe comme les prochains Jeux olympiques. Une performance honorable par rapport à des JO qui, eux, rassemblent 2,5 milliards de personnes devant le *petit écran*.

Les droits de diffusion prouvent que les deux événements ne permettent pas la même exploitation commerciale, même si, *a priori*, un fanatique de football vaut bien un adepte du lancer de javelot ou de patinage artistique. L'élément le plus décisif est le relatif désintérêt des Américains pour le football, même s'ils commencent à découvrir progressivement les joies du ballon rond. NBC diffusera 7 des 52 matchs, contre un seul lors du Mundial de 1982. ESPN, la chaîne par câble entièrement consacrée au sport, en retransmettra 15 autres. Seule la Spanish International Network, chaîne de diffusion restreinte, destinée au public hispanique, présentera la totalité des rencontres, indique l'hebdomadaire américain *Business Week* du 2 juin. C'est ainsi que, en 1986, moins d'un téléspectateur sur vingt-cinq est américain, *mais plus d'un sur deux européen* ou latino-américain.

Or, les Américains pèsent particulièrement lourd dans la balance des recettes commerciales d'une manifestation sportive. Ainsi, c'est l'engouement du public d'outre-Atlantique pour les disciplines olympiques qui a conduit à la formidable surenchère des chaînes nationales (les puissants *networks)* pour acquérir les droits mondiaux de diffusion, qui sont ainsi passés de 1,2 million de dollars en 1984, à près de 290 millions à Los Angeles en 1984, soit près de la moitié des recettes des Jeux olympiques cette année-là (690 millions de dollars).

La Fédération internationale de football n'en essaye pas moins de développer les recettes du Mundial. Depuis 1982, elle a confié la commercialisation de l'événement à ISL-Marketing. Ainsi, cette année, douze multinationales ont payé jusqu'à 10 millions de dollars chacune, pour obtenir deux ou quatre panneaux publicitaires de 7 mètres de long, situés autour de la pelouse. Chacun sera vu sept minutes et demie en moyenne durant chaque mi-temps, calcule ISL. Une formule interdite aux JO, où les sponsors bénéficient seulement du titre de « fournisseur officiel », assorti, il est vrai, du fameux logo des cinq anneaux.

Un autre facteur déterminant réside dans l'utilisation de la diffusion télévisée. Cette année, la fédération de football n'a pas hésité à faire jouer les équipes de football en pleine canicule, dans *l'air raréfié des hauts plateaux* mexicains, pour que les matchs soient retransmis en Europe à des heures de grande écoute. C'est un début. Mais l'événement ne pourra pas être véritablement exploité à son maximum en sa forme actuelle. Surtout, les matchs, deux fois quarante-cinq minutes de jeu ininterrompues, se prêtent mal à la diffusion de spots publicitaires. Aux Etats-Unis, pareille situation à contraint le sport à faire des concessions. Ainsi, lors du *Superbowl, la finale du championnat de football américain, les propriétaires des clubs ont admis l'introduction de temps morts, pour permettre la diffusion « d'écrans » publicitaires.*

On est encore loin de telles pressions en Europe, où la prépondérance des chaînes publiques entrave l'exploitation commerciale de l'événement. En France, par exemple, un annonceur ne peut pas profiter de l'énorme audience drainée par le Mundial, en réservant un spot publicitaire, avant ou après le match : les espaces sont réservés plusieurs mois à l'avance, sans savoir précisément à quels événements ils seront associés. Rares sont, par ailleurs, les chaînes qui autorisent les interruptions. La multiplication des chaînes de télévision commerciales, à laquelle on assiste aujourd'hui, pourrait modifier les enjeux. Reste à savoir si le football acceptera de se plier aux règles de la publicité.

DOMINIK BAROUCH.

ARGENTINE BAT URUGUAY (1-0) A PUEBLA

La mauvaise réputation

De notre envoyé spécial

Puebla. – C'est depuis une tribune du stade Cuauhtemoc de Puebla que Omar Borras, l'entraîneur de la sélection uruguayenne, a dû suivre, lundi, le match de huitième de finale entre son équipe et celle d'Argentine. Omar Borras était le premier technicien interdit de banc de touche par la Fédération internationale de football (FIFA) qui avait, de plus, menacé l'Uruguay d'exclusion de la Coupe du monde si les incidents de la rencontre du 13 juin avec l'Ecosse se reproduisaient.

Après l'expulsion, dès la cinquante-troisième seconde de jeu, du défenseur José Batista par l'arbitre français, Joël Quiniou, ce dernier aurait été menacé à la mi-temps par des membres de la délégation sud-américaine. Au cours d'une conférence de presse d'après-match particulièrement agitée avec des journalistes urugayens qui en étaient *venus aux mains* avec *le service* d'ordre, Omar Borras avait lui-même qualifié l'arbitre français d'*« assassin »* et évoqué un complot du corps arbitral contre son équipe au cours des trois rencontres du premier tour.

Pour le technicien sud-américain, l'Uruguay est, en effet, victime d'une *« mauvaise réputation »* propagée par la FIFA et par la presse internationale, que le comportement de ses joueurs depuis le début du Mundial 1986 ne justifie pas. Statistiques à l'appui, M. Omar Borras faisait remarquer que, lors du premier match contre la RFA, l'arbitre a sifflé vingt-cinq coups francs contre chacune des équipes. Lors du deuxième, les Danois ont dû être sanctionnés plus souvent que les Uruguayens, mais c'est leur défenseur Miguel-Angel Bossio qui a été expulsé à la dix-neuvième minute.

Préoccupé par cette mauvaise réputation, le gouvernement uruguayen, soucieux de ne pas ternir sa nouvelle image démocratique, s'est même réuni afin d'étudier l'attitude à prendre pour *« éviter que l'Uruguay ne continue de faire l'objet d'une campagne de diffamation internationale qui dépasse les limites strictement sportives »*. Les craintes étaient d'autant plus vives à Montevideo que les rencontres avec l'Argentine font toujours monter la tension sur le terrain de jeu. Ce *match de huitièmes de finale* prenait d'ailleurs d'autant plus d'importance pour les deux équipes qu'elles n'avaient plus été opposées en Coupe du monde depuis la première finale gagnée par l'Uruguay, en 1930.

AP.

Le dernier tango argentin de l'Uruguay.

Vœux pieux

Désireux d'exploiter ce climat de défiance à l'encontre de leurs adversaires, les Argentins avaient fait grand bruit autour d'une réunion réclamée par les joueurs à leur entraîneur pour *« évoquer le problème de la violence uruguayenne »*. Carlos Bilardo avait ainsi pu faire connaître *urbi et orbi* son mot d'ordre : *« Ne répondre à rien et jouer au football »*. Des vœux plutôt pieux puisque le meneur de jeu uruguayen, Enzo Francescoli, qui jouait à River Plate, allait retrouver son ange gardien le plus redouté dans le championnat argentin, José-Luis Cucioffo, pour un traitement spécial plus énergique que celui de Jorge-Walter Barrios, chargé dans l'autre camp de neutraliser Diego Maradona.

Dans ce duel explosif, la mission la plus délicate était peut-être celle de l'arbitre italien Luigi Argolin. Bien décidé à étouffer dans l'œuf toute velléité d'incident, il allait, par excès de zèle, « tuer » le match en le hachant de soixante-deux coups francs équitablement répartis, accompagnés de sept avertissements. Devant une rencontre découpée en tranches de football trop fines, c'est le public qui est resté sur sa faim.

Après de rares occasions, il faudra une incroyable série de maladresses dans les deux camps pour que l'Argentin Pedro Pasculli hérite du ballon devant le gardien uruguayen et marque le seul but du match à la quarante et unième minute. Contraints d'attaquer, et cette fois avec une équipe au complet, les Uruguayens allaient montrer leurs limites dans ce domaine. Leur élimination ne sera sans doute pas plus regrettée par la FIFA que par le public mexicain.

GÉRARD ALBOUY.

LES HUITIÈMES DE FINALE A LA TÉLÉVISION

MARDI 17 JUIN

- *France-Italie,* A2 à 19 h 55.
- *Maroc-RFA,* A2 à 23 h 55.

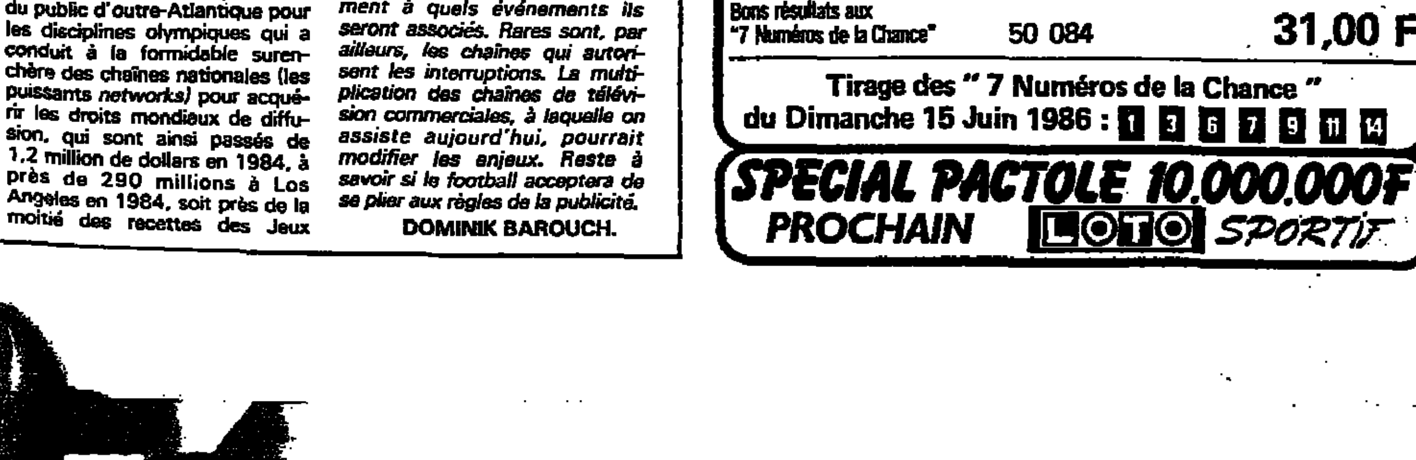
MERCREDI 18 JUIN

- *Angleterre-Paraguay,* TF1 à 19 h 55.
- *Danemark-Espagne,* TF1 à 23 h 55.



	NOMBRE DE JEUX GAGNANTS	RAPPORT PAR JEU GAGNANT (pour 5F)
16 bons résultats	3	1 191 115,00 F
15 bons résultats	216	16 540,00 F
14 bons résultats	3 636	980,00 F
13 bons résultats	35 932	99,00 F
Bons résultats aux "7 Numéros de la Chance"	50 084	31,00 F

Tirage des " 7 Numéros de la Chance " du Dimanche 15 Juin 1986 : 1 3 6 7 9 11 14



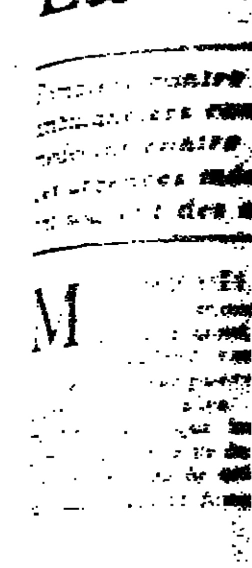
Ambitions marocaines

Premier pays africain qualifié pour la phase finale de la Coupe du monde de football, le Maroc n'a manifestement pas l'intention d'en rester là. Quel que soit le résultat du match contre la RFA en huitième de finale, le royaume chérifien s'est d'ores et déjà déclaré volontaire pour organiser le Mundial 1994.

Le ministre marocain des sports, M. Abdelatif Semlali, qui a suivi à Leon l'équipe de José Faria, a reçu un appel téléphonique du roi Hassan II lui donnant le feu vert pour présenter la candidature de son pays à l'organisation de la compétition dans huit ans. Le président de la Fédération internationale (FIFA), *M. Joao Havelange, a ainsi été informé oralement de « l'intention ferme »* du Maroc qui, selon M. Semlali, possède les infrastructures nécessaires à l'accueil d'une telle compétition. La candidature par écrit devrait être déposée dans les prochains jours. Une commission sera alors constituée pour déterminer les améliorations ou les créations d'installations nécessaires pour répondre au cahier des charges de la FIFA.

C'est l'Italie qui doit recevoir en 1990 la Coupe du monde, jusque-là attribuée alternativement à un pays européen et latino-américain. En 1986, le Mexique a ainsi été retenu de préférence aux Etats-Unis.

Il sera peut-être plus difficile pour les officiels marocains de décrocher l'organisation que pour les joueurs d'avoir atteint la phase finale. La cote de ceux-ci est en forte hausse à la bourse des transferts : Bouderbala, qui évolue au FC Sion (Suisse) est *annoncé à la Sampdoria de* Gênes et au Milan AC ; Timoumi aussi intéresse les Milanais ; Khairi et Lemriss pourraient partir pour l'Espagne avec le gardien Zaki, en pourparlers avec l'Atletico de Madrid ; quant à l'attaquant Krimau, il pourrait se retrouver sous le maillot de Saint-Etienne.



Le Monde

MEDECINE

La « guéguerre » des urgences

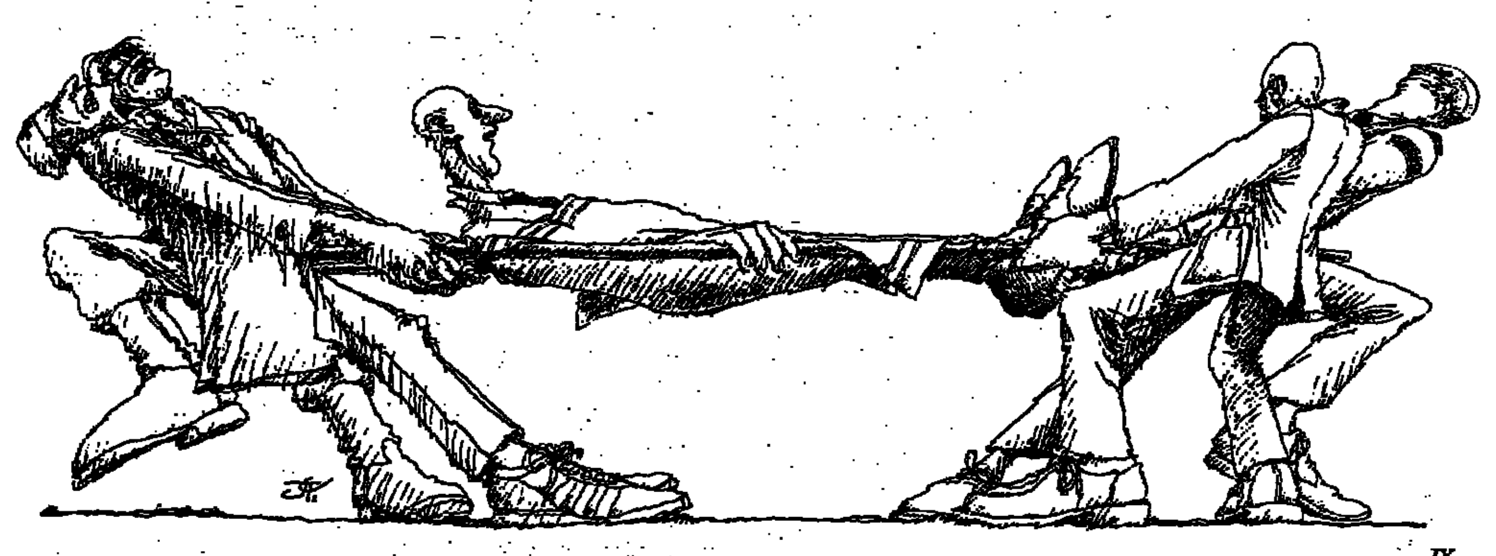
Pompiers contre SAMU, ambulanciers contre pompiers, médecins contre médecins. Les urgences médicales ont souvent des allures de guérilla.

MME MICHÈLE BARZACH, ministre délégué à la santé, l'a dit à l'AFP : il faudrait *« essayer de stopper la guéguerre »* des urgences médicales. Mme le ministre espère que les décrets d'application de la loi du 6 janvier 1986 permettront de définir *« qui fait quoi »* dans ce domaine. Une manière de dire qu'il y a là, aujourd'hui comme hier, un joyeux désordre.

Faute d'avoir su ou voulu prendre à temps les mesures nécessaires, les pouvoirs publics ont laissé se développer une concurrence sauvage aux effets souvent négatifs. D'autant plus négatifs que l'on était en période d'expansion économique, d'hospitalocentrisme, que se développaient les techniques de transport et de réanimation médicale et que se généralisaient les communications téléphoniques. L'offre augmentant, la demande (accidents domestiques, accidents du travail, tentatives de suicide et surtout abaissement du seuil de la notion d'urgence médicale) fit de même. On assista aussi à la mise en place de toute une série de structures spécialisées, les unes pour assurer la prise en charge des urgences lourdes, les autres pour la régulation des appels et la permanence des soins.

« Cette évolution », notait un rapport du Conseil économique et social, *s'est faite soit spontanément, soit sous l'effet d'incitations des pouvoirs publics, « au coup par coup », mais sans ligne directrice bien définie »* (1). Une évolution qui, à l'évidence, impose une urgente rationalisation.

« Aujourd'hui, peut-on lire dans le rapport du Conseil économique et social, *une personne qui ressent la nécessité d'un secours rapide n'a que l'embarras du choix ou presque. Elle peut faire appel à de multiples services privés ou publics, dont les missions se recoupent : services d'aide médicale urgente (SAMU), médecin libéral, sapeurs-pompiers, police-secours, gendarmerie, ambulances privées, ou encore association de type SOS-Médecins... »*. Au total le rapport souligne que *« la multiplicité des intervenants, la très grande diversité et l'imbrication des structures publiques et privées, le flou de leurs fondements juridiques, l'imprécision de leur financement, le laisser-aller dans la planification, l'insuffisance de leur coordination, sont encore trop souvent générateurs de réponses inadaptées, de dangereuses insuffisances, d'inacceptables disparités et de solutions inutilement dispendieuses. »*


JY.

Conflits en chaîne

Ce même constat avait été à l'origine, avant et après 1981, de différentes tentatives réglementaires pour harmoniser l'action des divers acteurs de l'urgence. Chaque fois l'objectif était très clair : mettre un terme à la pagaille, et, économie de moyens oblige, rationaliser les efforts. En 1982, alors qu'il était ministre de la santé, M. Jack Ralite avait élaboré un avant-projet de loi visant à généraliser, sur l'ensemble du territoire, un numéro de téléphone unique – le 15 – pour appeler les secours d'urgence. Ce projet ne diminua nullement les tensions, et *sa rigidité apparente ne fit au contraire qu'attiser les conflits* entre les différentes parties en présence.

Le dossier fut repris par M. Edmond Hervé, *secrétaire* d'État à la santé. Il déboucha, en 1985, sur un projet de loi, puis, le 6 janvier dernier, sur la loi relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires. Il s'agissait schématiquement de créer dans chaque département un comité chargé de coordonner l'action de toutes les structures spécialisées dans l'urgence. Ce texte donnait aussi une existence légale aux SAMU en même temps qu'il redéfinissait les conditions d'agrément des transports sanitaires.

L'initiative du gouvernement – qu'avait en son temps désapprouvée le *Conseil économique* et social, souhaitant des textes plus souples et moins contraignants qu'une loi, – n'a encore nullement réglé les conflits. Elle a en particulier vivement mécontenté les sapeurs-pompiers, qui virent dans ce texte *« un mauvais coup porté contre eux »*.

Entre-temps, le *ministère* de l'intérieur avait tenté un coup de force en élaborant de son côté un projet de décret conférant un statut aux médecins des sapeurs-pompiers, créant ainsi un véritable service de santé parallèle échappant au contrôle du ministère de la santé.

Le tri du préfet

Où en est-on aujourd'hui ? Contrairement à ce que l'on avait pu un moment supposer, le texte de loi ne sera pas remis en cause. En d'autres termes, après arbitrage, l'actuel gouvernement juge que le travail du précédent ne pénalisait pas véritablement les acteurs libéraux des urgences médicales. On attend donc maintenant la parution des décrets d'application qui donneront à la loi sa véritable portée.

Ces décrets devraient, assure-t-on, être publiés à la rentrée. On saura alors qui, à l'échelon départemental, animera le Comité de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires. Quelle place respective occuperont public et privé. *« Ce sera différent selon les départements »*, indique-t-on à la direction générale de la santé. *« Et c'est le préfet qui fera le tri. »* Les positions ne sont pas *encore arrêtées en ce qui concerne* les centres 15. *« On pourrait notamment*, confie-t-on de bonne source, *être plus souple vis-à-vis des libéraux. »*

C'est précisément sur ce point que bute tout projet de réforme du système des urgences médicales. Au-delà des conflits de pouvoir propres au secteur public, toute réforme risque en effet, côté privé, de déclencher des conflits d'intérêts. Ce fut notamment le cas avec le projet de M. Ralite concernant l'extension à l'échelon national du numéro 15, qui, en 1982, avait vivement inquiété les responsables de l'association privée SOS-Médecins (*le Monde* du 19 octobre 1982).

Le développement considérable de l'activité de cette association, qui fêtera le 19 juin prochain son vingtième anniversaire, témoigne de l'intérêt que peut aujourd'hui offrir le « marché de l'urgence ». Car il y a, en médecine libérale, peu d'exemples d'un tel expansionnisme.

SOS-Médecins est une société civile de moyens qui groupe à Paris 150 médecins libéraux conventionnés. Ce service fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre par l'intermédiaire *d'un numéro unique de téléphone.* Après avoir atteint un plateau en 1982, l'augmentation d'activité est à présent infime. Les médecins de cette association réalisent 250 000 actes chaque année. Au départ, lieu de passage temporaire de médecins en cours d'études et en attente d'installation, SOS-Médecins s'est, au fil des ans (et après quelques crises de croissance), *totalement professionnalisé.*

N'entre plus qui veut aujourd'hui dans l'association. *« Nous demandons aux candidats d'avoir fini leurs études, d'être titulaires d'un diplôme de docteur en médecine, ainsi que d'une compétence dans les disciplines de l'urgence*, explique le docteur Dominique Mynard, qui en est le vice-président. *Après un entretien avec nous, le candidat est pris à l'essai par périodes de trois mois. Il peut entrer dans l'association en rachetant les parts d'un confrère qui nous quitte. »* Prix de l'entrée ? On se refuse à SOS-Médecins à en indiquer précisément le montant, soulignant toutefois que c'est *grosso modo* l'équivalent d'un rachat de clientèle (le médecin fait entre 1 500 et 1 700 actes par an), *« soit environ 400 000 francs »*.

Les *interventions correspondent* une fois sur deux à un phénomène douloureux (*céphalées*, douleurs thoraciques ou abdominales) et le reste à un contexte psychiatrique ou plus directement organique ; le recours est peu fréquent à l'hospitalisation (moins de 5 % des cas indiquent les responsables).

Aujourd'hui, SOS-Médecins, qui offre une certaine conception « chevaleresque » de l'urgence (*« On nous représente comme les chevaliers des temps modernes »*, assure le docteur Mynard), a fait la preuve de son caractère indispensable dans une mégapole comme Paris ; aussi la préfecture de police a-t-elle toléré l'usage des gyrophares.

Cette association a pourtant rencontré de très nombreuses et très vives critiques depuis sa création. Critiques formulées le plus souvent par des associations rivales sur le thème de la concurrence déloyale et de la publicité abusive. En fait, ce service spécialisé de l'urgence a pu se développer à partir du moment où la notion de médecin de famille et de médecin de quartier disparaissait, et surtout à partir de l'instant où médecins généralistes et spécialistes ont, en ville, commencé à refuser de se déplacer au domicile de leurs malades. Cela explique que SOS-Médecins ne se limite plus aujourd'hui ni à la médecine générale ni à la seule Ville de Paris.

SOS au pluriel

On trouve ainsi sous le bandeau commun de l'Union nationale de SOS-Médecins (présentée comme le *« fer de lance du libéralisme médical »*), SOS spécialisés *en* psychiatrie, échographie, cœur, dentaire et médecine du sport. *De même, des associations* équivalentes existent aujourd'hui dans une dizaine de villes de province (dernières créations : Tours, le Val-d'Oise et Tahiti). Au total, plusieurs centaines de médecins conventionnés et, chaque année, près d'un million d'interventions en urgence. Une dimension nouvelle qui permet à ces médecins privés de dialoguer d'égal à égal avec leurs confrères publics du SAMU.

C'est ainsi qu'un communiqué commun de l'Union nationale SOS-Médecins et du Syndicat national de l'aide médicale urgente (SAMU) a été signé à la fin de 1985. Une symbiose quelque peu surprenante en même temps qu'un véritable pacte de non-agression entre les deux parties. *« Là où existent les deux structures dans un climat de confiance réciproque et d'estime mutuelle, la coordination s'est établie d'elle-même, aboutissant à une excellente réponse aux besoins, cela au moindre coût »*, peut-on lire dans ce communiqué.

Les médecins des SAMU reconnaissent comme un progrès le développement des associations SOS-Médecins, auprès desquelles ils trouvent la fiabilité nécessaire pour traiter en coordination les urgences médicales. Tout en craignant la mise en place de structures trop rigides qui limiteraient leur champ d'intervention et d'activité, les responsables de SOS-Médecins rêvent aujourd'hui de deux numéros téléphoniques nationaux d'urgence. Le 15 serait *ainsi réservé aux urgences graves*, mettant la vie du malade en jeu, et *les associations libérales* géreraient, *via* un système associatif, un marché de l'urgence que l'Etat aurait ainsi officiellement privatisé. *« Ce numéro de téléphone*, explique le docteur Mynard, *ne peut être le 16, puisqu'il est réservé aux communications Paris-province. Ce ne pourrait pas non plus être le 17, réservé à la police, ni le 18, réservé aux pompiers. Mais pourquoi pas le 33 ? »*

JEAN-YVES NAU.

(1) Rapport du Conseil économique *et social sur les urgences médicales* présenté par le professeur Steg.

Les pompiers prennent feu

LES pompiers se fâchent, la Fédération nationale des sapeurs-pompiers plus exactement qui, en la personne du colonel André Sibué, son *président*, vient d'adresser une lettre circulaire datée du 26 *mars à tous les directeurs* départementaux des services *d'incendie et de secours.*

« Mes chers camarades, écrit-il, dans sa lettre qu'a publiée *le Quotidien du médecin*, daté du 9 juin, *nous devons prendre l'initiative en affirmant la réalité et la qualité du grand service de secours que nous représentons. D'une part, notre service de santé doit être reconnu officiellement, aussi bien dans son importance que dans son efficacité. D'autre part, nous devons pouvoir montrer que ceux qui voudraient nous remplacer dans la coordination et l'organisation des secours ne sont pas toujours capables d'assurer dans leurs hôpitaux, aux victimes que nous leur confions, la qualité des soins dont elles ont bénéficié lors du relevage et du transport (...). » « Par ailleurs*, poursuit-il, *je souhaiterais que vous me fassiez parvenir, sous forme résumée et anonyme, les comptes rendus des accidents ou incidents dont vous auriez pu avoir connaissance et dont auraient eu à pâtir des victimes transportées par nos soins après leur admission dans un établissement hospitalier. »*

Le conflit opposant la Fédération nationale des sapeurs-pompiers français aux SAMU n'est certes pas nouveau, mais il n'avait jamais pris une telle tournure.

BIBLIOGRAPHIE

Comment arrêter de fumer

Par un cardiologue de l'hôpital Cochin, grand spécialiste des problèmes du tabac, un *manuel* pratique et – souhaitons-le – efficace pour cesser de fumer. Il est distribué gratuitement dans les pharmacies depuis le 12 juin. Un cadeau (à l'initiative des laboratoires Ciba-Geigy) qui pourrait être salvateur...

★ *Je fume, mais ça va passer*, par le docteur Yves Nadjari, 95 p.

Mieux vieillir

L'espoir fou d'empêcher *« des ans l'irréparable outrage »* ou de pallier ses effets a stimulé les pires déviations du charlatanisme pseudo-médical et pseudo-scientifique. Deux ouvrages de qualité viennent dénoncer fort à propos des pratiques inutiles ou dangereuses, mais viennent aussi préciser ce que peuvent la médecine et la chirurgie modernes pour prévenir un vieillissement prématuré ou excessif du corps ou de l'esprit, ou pour en réparer autant que faire se peut, les effets.

A lire absolument avant de se confier à la chirurgie esthétique ou aux injections variées de cellules plus ou moins fraîches...

★ *Les Forces de l'âge*, par le docteur R. Aron-Brunetière. Edit. Albin Michel, 261 p., 75 F.

★ *La Chirurgie esthétique au quotidien*, par le docteur J. Le Pasteur. Edit. Albin Michel, 331 p., 120 F.

Le dossier médical

A qui appartient le dossier médical d'un malade ? Quelles sont les règles qui régissent sa circulation et sa communication ? Peut-on concilier l'intérêt du malade et celui de la collectivité ?

Toutes ces questions se posent fréquemment aux malades, à *leurs familles* et au corps médical. Un ouvrage très complet fournit un véritable *guide pratique sur* ce sujet. L'exercice de plus en plus collectif de la médecine doit permettre la recherche d'un équilibre qui, sans toucher au concept fondamental du secret médical, ménagera certains accès au dossier.

★ *Le Dossier médical-droit à l'information et secret*, de Guy Boudet, Michel Hamon, Jean-Marie Séverin. Entreprise moderne d'édition (ESF). 126 p., 80 F.

précis d'O.R.L.

W. BECKER, H.H. NAUMANN, C.R. PFALTZ

W. BECKER, H.H. NAUMANN, C.R. PFALTZ
précis
d'oto-rhino-laryngologie
TRADUIT DE L'ALLEMAND PAR B. LUBOINSKI
FLAMMARION MÉDECINE-SCIENCES

Traduction française de B. LUBOINSKI

• Cet ouvrage traite **toute l'ORL moderne,** c'est-à-dire non seulement les aspects médicaux classiques mais aussi les principaux problèmes chirurgicaux des maladies de l'oreille, du nez et du cou.

• **Le texte didactique, concis et exhaustif est très illustré,** complété de tableaux récapitulant l'essentiel du diagnostic différentiel et des indications thérapeutiques.

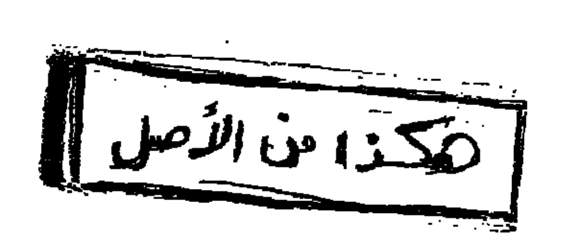
• Il contient également **250 questions à choix multiples** qui permettent une rapide auto-évaluation.

• C'est **un excellent livre pour les étudiants en spécialité et un ouvrage de référence pour les oto-rhino-laryngologistes.**

1986, broché, 692 p., 356 fig., 470,00 FF

Ouvrage en vente en librairie ou par correspondance à VPC 26 – 26, rue Jacob – 75006 PARIS. Joindre le règlement à l'ordre de VPC 26 en ajoutant 30,00 FF pour le port et en rappelant la référence AM/22.

FLAMMARION MEDECINE-SCIENCES



Un enfant à la carte

Une alimentation qui permette de choisir le sexe de son enfant. C'était l'un des thèmes des vingt-septièmes journées nationales de diététique qui viennent de se tenir à Marseille.

LA préoccupation semble vieille comme le monde puisque, dès l'Antiquité, des solutions aussi scabreuses que surprenantes avaient été préconisées. Une ligature du testicule droit était réputée favoriser la conception d'un garçon, tandis que la même opération sur le gauche avait les meilleures chances d'aider à la naissance d'une fille. Se coucher du côté gauche faisait naître une fille, tandis que l'atteinte de l'orgasme féminin était à coup sûr un signe qu'un garçon était en route...

Il n'est pas jusqu'aux livres ésotériques qui n'aient contenu leurs conseils et leurs secrets. Si, après avoir réduit en poudre la matrice et les entrailles d'une hase mêlées à du vin, un couple prenait soin d'en absorber un verre avant le rapport sexuel, certainement lui naîtrait un garçon. Par contre, s'il désirait une fille, le foie et les testicules d'un jeune porc mêlés à du vin clairet suffiraient...

Ces conseils étaient-ils autre chose que les premiers essais de diététique en matière de choix du sexe d'un bébé à naître ? Sans remonter aux époques obscurantistes, voici une vingtaine d'années circulaient encore des recettes de bonnes femmes prétendant qu'une injection vaginale de bicarbonate de soude avant le coït avait les meilleures chances de favoriser la naissance d'un garçon.

Le choix du sexe d'un enfant à naître reste une préoccupation actuelle, et les vingt-septièmes journées nationales de diététique, qui viennent d'avoir lieu à Marseille, avaient choisi d'ouvrir leurs débats avec une «table ronde» ayant pris pour thème : « Influence de l'alimentation sur le choix du sexe ».

Régime riche pour le garçon

A l'heure où l'on a la possibilité de programmer la fécondation, la naissance et le nombre des enfants, les couples en viennent à exiger l'enfant de leur choix. La science peut-elle leur apporter une réponse ? Les avis sont partagés.

Le « père » de la « sélection préconceptionnelle » par la diététique, le profeseur Joseph Stolkowski, de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris), était présent à Marseille, et il a pu faire état d'une expérience qui remonte à 1948, conduite d'abord sur des batraciens puis sur des bovins, et depuis 1969, sur l'espèce humaine. « *Comme pour les bovins*, explique le professeur Stolkowski (qui possède des statistiques sur la corrélation entre l'alimentation et la répartition des sexes portant sur 25 653 naissances de bovins), *chez les humains, c'est l'alimentation de la femme qui compte.* »

Grâce à une équipe de médecins canadiens de l'hôpital du Sacré-Cœur de Montréal, où s'est ouverte en 1975 la première consultation sur le choix du sexe, et à ses propres statistiques, le professeur Stolkowski peut se flatter de 81,8 % de résultats positifs sur cinq cent cinquante-trois naissances. « *L'influence de la nutrition minérale sur la formation du sexe a permis la réalisation d'une méthode naturelle de sélection préconceptionnelle du sexe* », affirme-t-il ; il s'agit de fournir une alimentation permettant de faire varier le rapport moyen sodium + potassium/calcium + magnésium. S'il est élevé, il favorise la naissance d'un garçon ; s'il est bas, celle d'une fille. Les chiffres recensés dans le service du professeur Jean Choukroun à Puteaux et par le professeur F. Papa, de la maternité Port-Royal, donnent des pourcentages respectifs de 85 % et 78 % de réussite.

Le désir d'un garçon devra orienter vers un régime riche en sodium et en potassium, riche en jus de fruits et en fruits secs, tandis que l'alimentation pour une fille réclame une richesse en calcium et en magnésium grâce aux laitages, prohibant le sel, les matières grasses et les produits sucrés.

Ce discours triomphaliste a cependant été largement tempéré par des interventions du docteur Claude Valette, chef de service à la maternité Sainte-Monique à Marseille, et du professeur Henri Ruf, chef de service à la clinique de la Belle-de-Mai. Pour le premier, le régime préconisé est pratiquement impossible à suivre ailleurs qu'en milieu hospitalier tant il est contraignant ; toute prise de médicaments, l'usage de la pilule ou d'un stérilet, peuvent le fausser. Les méthodes de calcul des pourcentages minéraux de l'alimentation sont tellement variables et complexes que beaucoup de patientes font des écarts de régime ou abandonnent en cours de route. « *Les résultats affichés ne tiennent pas compte du grand nombre des abandons* », affirme le docteur Valette.

Echecs réjouissants

« *Prouvez-nous l'action de l'alimentation sur cette fécondation préférentielle* », a demandé le professeur Ruf au professeur Stolkowski. Pour celui-ci, il s'agirait d'une action sur l'ovaire même, le régime rendant plus ou moins perméable la membrane de l'ovocyte aux spermatozoïdes X ou Y, selon le choix du sexe. Cette affirmation a laissé nombre de participants dubitatifs.

« *La majorité de ces méthodes sont discutées ou discutables* », affirme le professeur Ruf, qui se réjouit, d'autre part, que subsiste un pourcentage d'échecs. « *Un choix à coup sûr ne risquerait-il pas de modifier le sex-ratio et l'équilibre naturel*, s'interroge-t-il (1), *sans parler des pays ou des civilisations où la fille est considérée comme quantité négligeable, quand elle n'est pas une calamité, discrètement mélangée, à sa naissance, à la nourriture destinée à engraisser les porcs...* »

JEAN CONTRUCCI.

(1) La détermination du sexe de l'enfant à naître revêt en revanche une très grande importance pour les couples atteints d'une maladie à transmission héréditaire qui ne frappe que les garçons (comme la myopathie ou l'hémophilie) et non les filles. « Le Monde de la médecine » a consacré le 2 avril 1980 un dossier complet à ces sujets, et décrit les régimes appliqués.

Professeur Sòng Tiān Bīn

ATLAS DES LANGUES ET DES ENDUITS LINGUAUX EN MEDECINE CHINOISE

中医舌苔图谱

L'examen de la langue est un outil de diagnostic et de pronostic mis au point par des générations de praticiens. Il permet une évaluation précise de l'effet de toute thérapie: acupuncture, psychothérapie, phytothérapie, pharmacopées chinoise ou occidentale, diététique, homéopathie, ostéopathie ou chiropraxie, etc...

Plan de l'ouvrage (648 pages)
- données fondamentales du diagnostic par l'observation de la langue
- 257 photos en couleur
- commentaires en 6 langues: chinois, anglais, français, allemand, espagnol, italien
- index des pathologies chinoises
- index des affections occidentales correspondantes.

Documentation:
EDITIONS DU PEUPLE (PEKIN)
SINOMEDIC S.A.
B.P. 21/7 - 67530 BOERSCH
N.B.: Cet ouvrage n'est pas distribué en librairie.

Vaincre le cancer de la prostate

Nouveaux moyens de diagnostic, nouveaux traitements : des progrès manifestes en cours d'évaluation et un symposium international à Paris.

par le professeur SAAD KHOURY (*)

LA prostate est une glande qui siège à la base de la vessie, entourant le canal de l'urètre (qui fait communiquer la vessie avec l'extérieur). Cette glande augmente de volume avec l'âge et peut obstruer l'évacuation des urines de la vessie : c'est l'hypertrophie bénigne, très fréquente après soixante ans.

La prostate peut aussi être le siège d'un cancer, le troisième, par sa fréquence, chez l'homme (après le cancer du poumon et le cancer du côlon). Rare avant cinquante ans (5 % des cas), il devient très fréquent après soixante-cinq ans (l'âge moyen étant de soixante-douze ans en France). Il y a 40 000 nouveaux cas annuellement aux USA et 7 800 en France. Du fait du vieillissement de la population, le taux de ce cancer va augmenter dans les années à venir.

Plusieurs éléments caractérisent ce cancer :

1) C'est un cancer *hormonodépendant*. C'est-à-dire qu'il a besoin d'une hormone pour pouvoir se développer. Cette hormone est la testostérone (l'hormone mâle) sécrétée principalement par les testicules. Cette constatation est à l'origine du *traitement hormonal de cette* tumeur par des hormones femelles.

2) C'est un cancer dont l'*évolution est relativement lente* sans traitement puisque la survie moyenne sans traitement est de cinq ans, et il survient à un âge avancé où déjà l'espérance de survie est limitée et où le malade connaît souvent d'autres raisons de mourir (maladies cardiovasculaires, métaboliques...). C'est pourquoi 40 % des personnes qui meurent de cancer de la prostate meurent *avec* le cancer et non de leur cancer.

Cette notion est importante car, même sans traitement, l'espérance de survie d'un malade de plus de soixante-dix ans atteint d'un cancer de la prostate est presque similaire à celle d'un groupe témoin du même âge non atteint d'un cancer de la prostate. Cela devrait pousser à la modération dans les indications thérapeutiques.

Ces indications varient selon qu'il s'agit d'un stade localisé (maladie confinée à la glande) ou avancé (obstruction urinaire, métastases).

Les *stades localisés* sont traités habituellement, soit par la prostatectomie totale, qui enlève toute la glande prostatique en bloc avec la tumeur), soit par la radiothérapie, qui se propose de stériliser les cellules cancéreuses. Ces méthodes donnent de bons résultats. Mais le fait qu'il n'ait pas été possible d'établir si ces bons résultats sont dus au traitement lui-même ou à un faible potentiel évolutif naturel de ces cancers jette un doute sur l'intérêt de ces thérapeutiques, qui ne sont pas dénuées de complications. C'est pourquoi certains se contentent, à ce stade, d'observer les malades et de ne traiter que si la tumeur a tendance à évoluer, ce qui peut survenir dans 25 % de ces cas, évitant ainsi aux 75 % qui restent d'être traités inutilement.

Les *stades évolués* sont traités classiquement par hormonothérapie : castration chirurgicale ou administration d'œstrogènes (hormone femelle).

Trois progrès importants

Depuis le premier symposium sur le cancer de la prostate, qui s'est tenu en 1980, plusieurs nouveautés (en particulier en ce qui concerne le traitement hormonal) ont fait leur apparition dans ce domaine, qui pourraient, si leur intérêt se confirme, changer profondément la conduite à tenir à l'égard de cette tumeur dans l'avenir.

Le *progrès diagnostic* le plus marquant est l'utilisation routinière de l'échographie dans l'appréciation de l'extension de la maladie, qui peut être ainsi mieux définie qu'avec le simple examen au doigt (toucher rectal).

La *chirurgie* a également progressé. La prostatectomie totale (traitement des formes localisées) consistait jusqu'ici à enlever largement en bloc la prostate tumorale. Cette intervention provoquait constamment une impuissance, et une incontinence d'urine dans près de la moitié des cas (cette opération est différente de l'opération habituelle « de la prostate » qui n'enlève que la partie hypertrophiée qui bouche le canal de l'urètre et ne donne pas ces complications). Actuellement *un affinement de la technique* chirurgicale de la prostatectomie radicale permet de respecter les filets nerveux responsables de l'érection et les fibres musculaires nécessaires à la continence. Cela a permis à certaines séries présentées lors du congrès de diminuer le taux d'incontinence de 50 à 25 % et de préserver l'activité sexuelle chez 40 % des malades encore actifs avant l'intervention.

Enfin le *traitement hormonal* s'est amélioré. La testostérone ou hormone mâle est nécessaire au développement du cancer de la prostate. L'origine de la testostérone circulante est double : principalement les testicules (95 %) et accessoirement les glandes surrénales (5 %), glandes situées au-dessus des reins qui sécrètent aussi la cortisone et l'adrénaline. Le but du traitement est de soustraire aussi complètement que possible les cellules prostatiques *à l'action de la testostérone*.

Classiquement le blocage de la sécrétion testiculaire de testostérone est obtenu soit par la *castration* (ablation chirurgicale des testicules) soit par l'administration d'*œstrogènes* (hormone femelle), qui bloque la sécrétion testiculaire. La castration est le plus souvent ressentie comme une mutilation par les malades. Les œstrogènes produisent des signes de féminisation : les seins grossissent, la voix change et les poils de la barbe se raréfient. Ils provoquent aussi des troubles du métabolisme des lipides ainsi qu'une rétention liquidienne dans l'organisme, favorisant ainsi les accidents cardiovasculaires (infarctus, thrombose et hémorragie cérébrale...). C'est pourquoi les chercheurs ont toujours essayé de trouver un moyen de bloquer la sécrétion de testostérone par les testicules, sans chirurgie et sans toutes les complications que provoque l'administration des œstrogènes. La découverte par Schally, dans les années 70, des analogues de la LHRH allait ouvrir le champ à de nouvelles perspectives dans ce domaine.

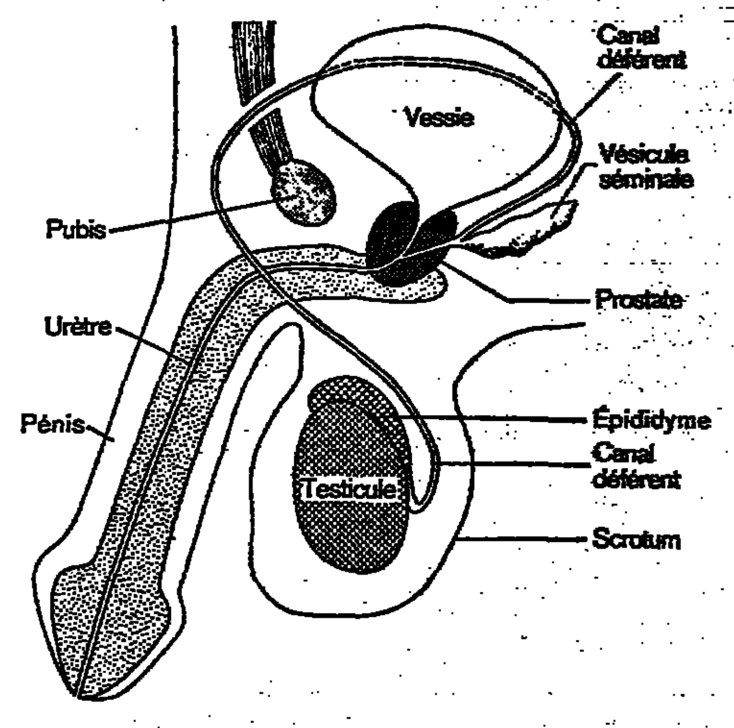
Le testicule, ne peut sécréter la testotérone que sous l'impulsion d'une autre hormone, la LH (luteinizing hormone) sécrétée par l'hypophyse (petite glande située à la base du cerveau qui joue le rôle de «chef d'orchestre» réglant par des hormones spécifiques le fonctionnement de l'ensemble des glandes endocrines de l'organisme). La sécrétion de LH est elle-même sous la dépendance de la LHRH (luteinizing hormone relasing hormone), une autre hormone sécrétée par l'*hypothalamus* (formation nerveuse du cerveau située au-dessus de l'hypophyse). Normalement, cette hormone est sécrétée d'une façon discontinue «pulsatile». L'*administration continue* de quantités importantes de LHRH provoque un *épuisement* de l'hypophyse qui conduit au bout de trois à quatre semaines à un arrêt total de la sécrétion de testostérone par les testicules. L'avantage de la LHRH, c'est que ce résultat est obtenu sans chirurgie et sans les inconvénients des œstrogènes. Le seul effet secondaire étant l'impuissance.

Les nombreux travaux présentés par des équipes internationales utilisant des substance appelées *« analogues de la LHRH »* (substances synthétiques plusieurs centaines de fois plus puissantes que le produit naturel) ont montré que ces médicaments pouvaient donner les mêmes résultats sur le cancer de la prostate que l'hormonothérapie classique (castration ou administration d'œstrogènes).

Il ne fait aucun doute que ces produits vont complètement supplanter l'hormonothérapie classique dans l'avenir quand seront résolues la question du coût – le prix de revient reste aujourd'hui élevé – et celle de la fréquence du traitement – la plupart des produits aujourd'hui disponibles sont administrés par des injections quotidiennes, ce qui n'est pas pratique pour un traitement qui doit être continu. Un produit «retard» (une injection tous les mois) sera bientôt commercialisé par une firme française, facilitant ainsi l'administration pratique du traitement. Des préparations nécessitant une injection tous les trois mois et même tous les six mois sont actuellement à l'étude et seront d'un grand intérêt.

Le but du traitement hormonal étant de supprimer l'action de la testostérone sur la prostate, plus cette suppression sera complète meilleurs pourront être les résultats. L'utilisation d'antiandrogènes permet d'atteindre ce but. Une hormone ne peut agir dans une cellule que si elle se lie à des sites spécifiques dans les cellules appelées «récepteurs». Un antiandrogène est une molécule qui peut prendre la place de la testostérone par compétition sur les «récepteurs» et les bloquer. La testostérone circulante devient alors inactive car incapable de se fixer sur les cellules.

L'ENVIRONNEMENT ANATOMIQUE



Réponse à venir

Des études comparant deux groupes de malades atteints d'un cancer de la prostate, l'un traité par castration seule, l'autre par castration associée à l'administration continue d'antiandrogènes, ont montré que le groupe recevant en plus l'antiandrogène avait, à court terme, un taux de réponses favorables plus importants que le groupe qui n'en recevait pas. Ces résultats associés à la bonne tolérance des antiandrogènes utilisés dans ces études justifient aujourd'hui qu'on les utilise en pratique. Toutefois il n'est pas encore possible de dire dans quelle mesure cette association castration + antiandrogène pourra améliorer la survie des malades à plus long terme par rapport à la castration seule. Des études actuellement en cours permettront de répondre dans l'avenir à cette question.

(*) Clinique urologique La Pitié, Paris.

Dunod

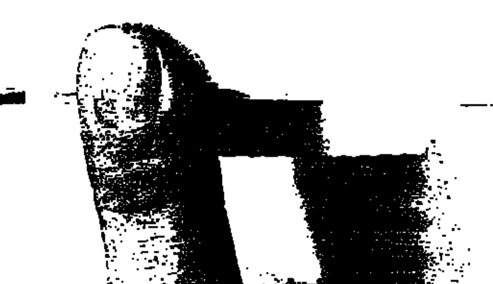
NOUS sommes tous des PSYCHOSOMATIQUES

MICHEL SAPIR

Nous avons tous des réactions psychologiques et corporelles face aux problèmes de la vie quotidienne. Comment les maîtriser ?

78 F





SECTEURS DE POINTE

FORMATIONS D'AVENIR

Un informaticien introuvable : l'administrateur de bases de données

L'inflation des données informatisées frappe toutes les entreprises. Il faut des organisateurs spécialisés pour exploiter cette masse d'informations.

LA profession d'administrateur de bases de données a vu le jour aux Etats-Unis au début des années 80. Informaticien organisateur, cet administrateur d'un genre nouveau est l'« agent de circulation » des données mémorisées par l'ordinateur. Les entreprises en ont de plus en plus fréquemment besoin, les systèmes qu'elles utilisent devenant lourds et complexes à gérer. Tellement besoin qu'elles leur offrent des salaires alléchants (jusqu'à 300 000 F annuels) et que les cabinets de recrutement passent plusieurs mois à trouver l'oiseau rare.

Bernard Quillevéré, ingénieur, a été ainsi chargé de mettre en place un système de gestion de bases de données dans la filiale informatique du groupe Havas : *« L'administrateur définit la structure des données, le schéma conceptuel,* explique-t-il. *Il assure la liaison entre l'utilisateur de ces données et les moyens informatiques mis à sa disposition. Il évite, aussi, les fichiers en doublon et les duplications spontanées faites par habitude plus que par nécessité. »*

Concrètement, cet administrateur travaille avec trois interlocuteurs : les analystes-programmeurs, pour vérifier le bon respect des structures de la base de données dans le développement de nouvelles applications ; le service d'exploitation informatique, pour réagir rapidement en cas de saturation des capacités de la base, afin de transférer des données sur d'autres mémoires (bandes magnétiques ou disques) ; les hommes du service des études, pour décider du matériel informatique à acquérir et des volumes de données qui devront être gérés dans l'avenir (pour un nouveau type de contrat d'assurance, un nouveau référencement de pièces détachées d'automobiles, par exemple).

Pourquoi l'apparition d'une telle fonction ? Les bases de données remplacent peu à peu les fichiers classiques. Avantage de ces bases : elles peuvent trouver plusieurs applications à la fois, alors que le fichier « papier » impliquait un classement pour chaque usage. Dorénavant, les données se croisent, se comparent, s'additionnent, se sélectionnent. Pour éviter les « couacs », mieux vaut un chef d'orchestre.

Parfois rattaché à un poste de direction, cet administrateur veille à l'harmonie de l'ensemble informatique. Homme de contact, d'organisation et de planification, c'est un vrai mouton à cinq pattes !

Un homme d'expérience

On ne le trouvera (ou le débauchera...) que dans de grandes sociétés industrielles, les assurances ou les banques. Et la micro-informatique ne changera rien à cette situation. Ces grandes structures auront toujours besoin de centraliser dans un ou plusieurs points un certain nombre de données. Patricia David-Gaudry, chef de division à la direction de l'organisation de la BNP, est à la recherche de ces hommes-clefs : *« L'implantation des bases de données,* dit-elle, *date, chez nous, d'un an et demi environ. On regroupe les fichiers autour de trois grandes bases : clientèle et comptes en espèces, activités titres, activités étranger. On réfléchit actuellement sur la répartition des rôles d'administration de ces bases, selon les tâches à accomplir ou les cas d'application. Pour l'instant, le travail d'administration reste relativement dispersé. »*

Ce que confirme Bernard Riquier, du cabinet Ordis (1), spécialisé dans le recrutement des informaticiens : *« Faute de trouver des jeunes diplômés – et aussi parce que la fonction l'implique, – l'administrateur de bases de données est souvent un homme d'expérience issue de la partie « système » du département informatique de l'entreprise (les unités centrales et périphériques, par opposition aux logiciels) ».*

Il peut également avoir été chef de projet ou bien habitué au contact avec les utilisateurs de l'informatique. Dans cette dernière hypothèse, l'absence d'un diplôme d'ingénieur n'est pas rédhibitoire. C'est pour cette raison que les titulaires d'une maîtrise d'informatique appliquée à la gestion sont bien placés.

Paris, Nice, Grenoble

Face à cette pénurie, quelques établissements ont mis en place des enseignements spécialisés. Le diplôme d'expert en traitement de l'information de l'Institut de programmation de Paris (2) comporte une unité de valeur « système de fichiers et bases de données ». La maîtrise de méthodes informatiques appliquées à la gestion (MIAGE) préparée dans seize universités prévoit aussi un enseignement sur les bases de données et leurs structures (cent trente heures, soit deux fois plus que dans la maîtrise de structures mathématiques de l'informatique).

D'autres universités, à Nice par exemple, travaillent depuis plusieurs années avec des laboratoires d'informatique, sur la gestion des bases de données. Une des meilleures écoles d'ingénieurs informatiques, l'ENSIMAG (Ecole nationale supérieure d'informatique et de mathématiques appliquées de Grenoble) (3), constitue un véritable vivier de spécialistes des systèmes en tout genre. Mais la majorité de ces diplômés (cent treize par promotion) sont littéralement happés par les constructeurs de matériels informatiques, les sociétés de service et la recherche. Avant même la fin du cursus, chaque élève reçoit en moyenne quatre offres d'emploi fermes.

Mais cette situation – peu de formations initiales, priorité aux hommes d'expérience – ouvre surtout un large marché à la formation permanente. Plusieurs organismes, tels Cap-Sogéti Formation (4) ou le CXP (5), prévoient des séminaires sur thèmes. Marc Ulpat, ingénieur d'études au CXP, en organise quelques-uns et connaît donc bien la demande des employeurs : *« Cette profession va beaucoup évoluer »,* précise-t-il. *« Hier, il fallait plutôt être subtil et pointu sur la logique et les capacités du système sur lequel on travaillait. Maintenant, la circulation des informations et l'aspect relationnel deviennent prépondérants ».* Le credo de l'entreprise moderne, en somme !

NICOLAS ROUSSEAUX
(Zelig)

(1) Cabinet Ordis, 10, rue Auber, 75009 Paris.

(2) Institut de programmation, 4, place Jussieu, 75230 Paris Cedex 05.

(3) ENSIMAG domaine universitaire, BP 68, 38042 Saint-Martin-d'Hères Cedex.

(4) Cap-Sogéti-formation, 92, boulevard du Montparnasse 75014 Paris.

(5) CXP, Centre d'information des utilisateurs de progiciels, 5, rue de Monceau, 75008 Paris.

INVENTEURS

La machine à lire le journal

Philippe Vincent a inventé un logiciel capable de lire tout texte imprimé et de le mettre en mémoire.

PHILIPPE VINCENT est le fondateur d'Inovatic et l'inventeur de SIC, système de lecture automatique de textes. Ce logiciel est capable de lire le journal ou tout texte imprimé ou dactylographié. Il peut les prononcer à haute voix ou les mettre dans sa mémoire pour constituer une documentation informatisée ou pour les utiliser en traitement de texte.

C'est sans doute une révolution en matière de lecture automatique pour non-voyants (ou pour édition en braille), pour les métiers de l'édition-imprimerie, ou pour la saisie automatique des informations économiques, commerciales ou scientifiques afin de les rentrer dans les bases de données.

Sorti en 1961 de l'Ecole polytechnique, c'est lors de son service militaire en 1964 que Philippe Vincent commence à forger les premiers concepts de son système fondé sur la reconnaissance des caractères. Affecté au bureau de prospection qui doit surveiller l'évolution de la technologie, il s'intéresse à la bionique. Celle-ci s'inspire des modèles fournis par les animaux pour l'émission, la réception et le traitement des signaux, en vue d'une application à l'électronique. Ces recherches qui se sont montrées peu fructueuses ont été vite abandonnées : *« C'était une idée erronée de penser que le système très complexe élaboré au cours de millions d'années par les animaux pouvait être utilisé par analogie dans le système industriel. »*

Cependant, si le problème de la reconnaissance des formes reste en suspens, il n'en disparaît pas pour autant dans la tête de Philippe Vincent. A partir de 1965, les mathématiques, notamment l'algèbre, qui lui serviront beaucoup, deviennent son activité principale, puisqu'il passe cinq ans au CNRS comme attaché de recherche avant de rejoindre Schlumberger pour se consacrer à l'informatique pétrolière avancée. Tout au long de ces années de recherche et de travail, le concept s'élabore.

La formule, que l'on pourrait presque dire magique puisqu'il est le seul à en connaître l'écriture, trouve sa véritable expression. C'est un algorithme capable, à partir d'une forme établie (exemple une lettre), de reconnaître toutes les variations avoisinantes.

Dès 1977, Philippe Vincent sait qu'il créera son entreprise, mais il sait aussi que de nos jours, pour être chef d'entreprise, il faut être bon gestionnaire. Il complète donc sa formation en lançant à la demande de SGN et de Technip une société d'ingénierie, où il doit conduire une centaine de personnes. Les techniques de marketing, de finance et de gestion lui sont désormais familières. Le point de maturité est atteint : pour ce polytechnicien de quarante-quatre ans, le rêve d'avoir son affaire à lui se réalise enfin.

Petite structure

Avec une petite structure, Philippe Vincent est, après un an d'expérience, capable d'apprécier les ingrédients nécessaires à la réussite de sa démarche : *« Avoir un bon produit concurrentiel ; un marché porteur, une équipe compétente et dynamique ».* Le bon produit concurrentiel, il l'a, avec sa formule logarithmique à reconnaître les caractères. Jusqu'à présent, les seuls systèmes existants, américains pour la plupart, sont d'un prix très élevé et sont limités puisqu'ils ne reconnaissent qu'un ensemble figé de polices. Le système SIC, qui permet donc de remplacer toute la saisie manuelle par une opération de lecture purement automatique dix fois plus rapide, est voué à un bel avenir. Le marché est immense avec le développement important de l'informatique dans tous les domaines de la vie sociale, économique, littéraire et technique. Refrapper quotidiennement une masse importante d'informations dans les mémoires des ordinateurs représente une tâche longue, coûteuse et fastidieuse.

Le troisième facteur de sa réussite, c'est l'équipe jeune et peu nombreuse (huit personnes au total) qui l'entoure et à laquelle il demande de *« s'impliquer totalement, prendre des initiatives et des risques ».* « *Car,* ajoute Philippe Vincent, *en aucun cas le confort n'est propice à la création.* »

MICHEL BLANCHOT.

Demain

Toulouse s'équipe

Toulouse câblé ; sans jeu de mots et au sens propre. Longtemps hésitant sur le pari à tenir, Dominique Baudis, au terme de plusieurs mois de réflexion, ce qui a mis Toulouse en retard sur Montpellier, sa voisine, vient de signer une convention-cadre avec le secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications pour le câblage en fibre optique à raccordement coaxial de la ville. Cela permettra la pose de cent cinquante mille prises. Ainsi la quasi-totalité des foyers toulousains pourront être raccordés au câble.

Il s'agit d'un système mixte mariant la fibre optique comme gros porteur et le coaxial pour la distribution, auprès des particuliers notamment. Mais ce procédé moins cher ne permet pas une véritable interactivité.

La première tranche de 45 000 prises devrait être mise en service d'ici à 1988. Les parties contractantes se sont donné sept ans pour achever totalement le plan de câblage de la ville. Les professionnels auront alors à leur disposition les services de vidéo-communication. Les particuliers pourront recevoir une quinzaine de chaînes de télévision, le tout pour 42 F par mois.

La convention-cadre signée par la ville de Toulouse précise que son réseau câblé est susceptible d'extension aux communes limitrophes. Blagnac s'est déjà associée. Une Société locale d'exploitation commerciale (SLEC) commune avec Toulouse va être créée. Neuf mille prises seront ainsi mises progressivement en service, permettant le transport de programmes individualisés, indépendants. A ce jour, vingt-cinq conventions-cadres ont été signées entre les communes et les P et T, qui concernent plus de 3,1 millions de foyers.

G. V.

Un nouveau câble transatlantique numérique

La direction générale des télécommunications a signé le 21 mai un accord d'études pour la réalisation d'un nouveau câble transatlantique numérique TAT-9 utilisant la technologie des fibres optiques.

Le TAT-9 aura des points d'atterrissement aux Etats-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, en France et en Espagne. Les partenaires qui ont signé l'accord avec la DGT sont ATT, British Telecom, Téléglobe Canada et la CTNE (Espagne).

D'autres compagnies exploitantes de télécommunications internationales seront invitées à participer au projet, dont le coût est estimé à 400 millions de dollars américains.

Le TAT-9 aura une capacité de deux fois 565 Mbits/s sur sa partie transatlantique (deux fois la capacité du TAT-8 qui sera mis en service en 1988) et fera appel à l'utilisation de nouvelles technologies : utilisation de la longueur d'onde 1,55 micron, introduction de « multiplex immergés » permettant de répartir le trafic entre les points terminaux du système.

Ce système procurera une capacité supplémentaire pour faire face à l'accroissement du trafic transatlantique et en particulier au développement des services numériques.

Le calcul à « bas » prix

Cinq constructeurs américains ou japonais de superordinateurs (Cray, CDC, Hitachi, NEC, Fujitsu) se battent actuellement pour détenir le record des puissances de calcul et, plus prosaïquement, pour le contrôle du marché, en extension rapide, du calcul scientifique. Mais plusieurs petites sociétés attaquent ce même marché par l'autre bout, en proposant des « crayettes », autrement dit des ordinateurs moins puissants, mais plus souples d'emploi et surtout moins coûteux.

Il y a effectivement un trou entre les performances des superordinateurs, qui approchent et parfois dépassent le milliard d'opérations arithmétiques par seconde, et celles de « superminis », comme le VAX de Digital Equipment, qui sont environ mille fois moins puissants. Divers constructeurs comme Floating Point Systems, Elxsi ou Scientific Computers Systems ont choisi d'occuper cette niche, où l'on prévoit une forte demande venant d'universités et de laboratoires.

L'un de ces constructeurs, Convex Computer, vient de créer une filiale en Europe. Installée dans le sud de l'Angleterre, avec des bureaux en France et en Allemagne, elle propose à la clientèle du Vieux Continent le Convex C-1, qu'elle présente comme *« un quart de puissance du Cray-1 pour un dixième de prix ».* Le C-1 a une architecture proche de celle du Cray-1 et peut exécuter 60 millions d'opérations par seconde. Mais son système d'exploitation, une variante d'Unix, et son environnement de programmation, avec les langages C, Fortran 77, et bientôt Ada, le rapproche du VAX. Convex Computer a déjà livré une cinquantaine de ces ordinateurs aux Etats-Unis, au Japon et en Australie. Et la société vient de signer avec Cray Research un accord croisé d'échange de licences, qui permettra à chaque partenaire de recourir aux technologies de l'autre.

M. A.

Un dictionnaire des industries

M. Hubert Joly, secrétaire général du Conseil international de la langue française (CILF), vient de faire publier un consistant *Dictionnaire des industries* (1), dont il a dirigé la rédaction. Dans des secteurs souvent dominés par la concurrence étrangère, le CILF met ainsi à la disposition des professionnels de l'agriculture, de la chimie, des mines, de l'information, de l'environnement, etc., un ouvrage de référence dont les trente-six mille définitions ont été établies d'après les recommandations officielles s'appliquant à l'ensemble des pays d'expression française – notamment en ce qui concerne les mots composés, les néologismes et les éventuels emprunts aux langues étrangères.

Sans pouvoir être exhaustif – sa maniabilité en souffrirait ! – le *Dictionnaire des industries* combie sans conteste une lacune en offrant en plus de mille pages grand format trente-six mille définitions précises de mots appartenant à l'ensemble du vocabulaire technique ainsi que leur traduction en anglais.

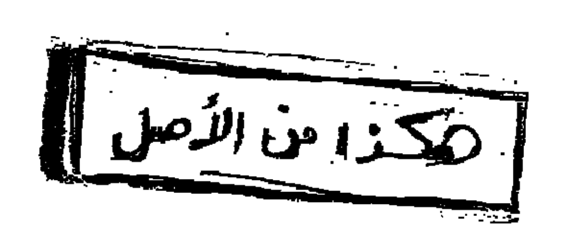
J.-P. C.

(1) *Dictionnaire des industries*, CILF, 103, rue de Lille, 75007 Paris. 1 200 F TTC (port et emballage en sus ; pour la France : 40 F). Pour tous renseignements complémentaires : (1) 47-05-07-93 ou 47-05-04-05.

SOLDES... JIGGER
PES · FRINGUES · SAPES · FRINGUES · SAP
15 Bld St-MICHEL PARIS 30 rue de RIVOLI PARIS

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Le Monde
MAGAZINE SPÉCIAL SICOB
Parution le 15 septembre 1986
Renseignements publicité :
45-55-91-82, poste 4196





REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE



*Au cœur des Industries des Hautes Technologies du Groupe **GENERAL ELECTRIC, GE - CALMA** est un des leaders mondiaux en CFAO.*
Nous souhaitons renforcer notre position dans les domaines de l'Ingénierie et de la Micro-Electronique assistées par ordinateur.
Pour assurer notre croissance en France, nous recherchons :

INGENIEUR D'APPLICATIONS CFAO Avant Vente
Ingénierie
Réf. 853

Spécialiste des applications du domaine de l'Ingénierie, c'est en véritable consultant que vous interviendrez pour l'élaboration de la conception de sites industriels clés en mains (raffineries, cimenteries, plates-formes, offshore ...).
Partenaire des équipes de ventes, vous participerez à l'analyse du cahier des charges, identifierez les applications, proposerez des solutions et assisterez nos prospects dans leurs choix. Vous serez amené à réaliser démonstrations et benchmerks.
Au delà, vous assurez la mise en place et le suivi des applications, tout en maitenant une grande qualité de service.
Vous êtes un véritable professionnel de l'Ingénierie, vous connaissez bien ces domaines industriels pour avoir déjà participé à des projets en tant qu'utilisateur, chez un constructeur ou Société de services.

INGENIEUR D'APPLICATIONS CFAO Après Vente
Micro-Electronique
Réf. 854

Faire un succès de chaque nouvelle implantation CALMA, c'est apporter une assistance soutenue aux clients du secteur Micro-Electronique au démarrage de leur système.
Superviser leur formation, définir avec eux des procédures de travail adaptées et contribuer au travers d'audits périodiques à la productivité maximale de leur installation, tel est le rôle d'après vente et de maintenance qui garantit à nos clients la réussite et la qualité de nos logiciels.
Diplômé grandes écoles ISEP, ISEN (ou équivalent), vous avez une expérience réussie d'au moins trois ans de la conception de circuits intégrés et souhaitez faire évoluer votre carrière vers la CAO appliquée à la Micro-Electronique.

Pour ces deux postes nous souhaitons rencontrer des professionnels confirmés, qui aiment le travail d'équipe, le contact client et qui se sentent suffisamment autonomes pour mener à bien une activité de consultant disponible car ils ont à se déplacer pour intervenir sur des projets divers.
Nous assurons une rémunération à la hauteur de vos ambitions, une formation à l'étranger (GB / USA).
La maîtrise de l'anglais est donc impérative.

Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui CV, photo et niveau actuel de rémunération sous référence du poste correspondant.

ALPHA CDI,
181 AVENUE CHARLES DE GAULLE, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

MEMBRE DE SYNTEC

ALPHA CDI

IMPORTANTE SOCIETE DE PRODUITS DE HAUTE TECHNOLOGIE POUR L'AERONAUTIQUE FILIALE D'UN TRES GRAND GROUPE MULTINATIONAL FRANÇAIS
recherche
POUR SON UNITE DE PRODUCTION DES ENVIRONS D'ORLEANS

JEUNE INGENIEUR

Il devra collaborer étroitement avec le chef du service prototypes pour la mise au point des produits nouveaux, les essais d'homologation, la rédaction de propositions et dossiers techniques, les relations techniques avec les clients français et étrangers, les démarches auprès des organismes officiels concernés et les lancements en fabrication.
Pour être candidat il faut avoir une bonne formation d'ingénieur notamment en mécanique et résistance des matériaux, si possible une première expérience industrielle et la maîtrise de l'anglais.
TRES BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR POUR QUI REUSSIRA A CE POSTE.

comes

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS. (Réf. 2647).

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.



recrute des Informaticiens

INGENIEURS GRANDES ECOLES
X, Centrale, Mines, Télécom, Supelec
Expérience : + 2 ans et Chefs de Projets

Spécialistes de haut niveau, afin d'exercer auprès des constructeurs et des utilisateurs leurs compétences dans le cadre de projets nationaux en
Informatique distribuée
Réseaux normalisés – Réseaux locaux d'entreprises – Architecture des constructeurs – Commutation – Video-communication.
Connaissances pratiques des normes X 25, X 400 et ARCHITEL... : C, PASCAL, ADA, UNIX...).
Salaires motivants
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée, sous référence RES à
MDPI – 112-114 bd Haussmann 75008 PARIS.
Tél. 42.94.21.41

Le Centre Électronique de LAVAL

Pour faire face à son développement basé sur le partenariat industriel, en offrant une gamme étendue de services qui va des études à la réalisation complète de produits électroniques de pointe, recherche un

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Votre mission consistera à :
– être un support technique et industriel du service commercial ;
– planifier la réalisation des commandes ;
– coordonner l'action des différents services de l'Usine impliqués dans la réalisation des affaires ;
– être l'interlocuteur Usine privilégié du client.
Vous êtes Ingénieur diplômé, avec expérience dans une unité de production électronique.
Vous avez un sens relationnel prononcé, vous êtes soucieux d'efficacité.
Bonne maîtrise de l'anglais, parlé et écrit.
*Le Poste est à pourvoir à **LAVAL** (à 70 km du Mans, Rennes, Angers).*
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, salaire actuel) à :
J.L. FEDERSPIEL – Service du Personnel – THOMSON C.S.F. – Centre Electronique de LAVAL – B.P. 62 – 53004 LAVAL.

HAVAS CONTACT

THOMSON-CSF

Parmi les tout premiers du monde dans notre spécialité :
LA SIMULATION conduisant à la réalisation de **matériel d'instruction**, 30 % de nos effectifs se consacrent à la recherche et au développement.

Pour affermir notre avance technologique en France comme à l'étranger, nous recherchons

2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

pour nos laboratoires d'ETUDES et de RECHERCHES

Diplômé d'une Grande Ecole d'Electronique, vous serez associé au développement de nos réalisations.

Vous avez quelques années d'expérience dans plusieurs des domaines suivants : **électronique digitale et analogique, microprocesseurs, vidéo électro-optique.**

Vous avez une bonne connaissance de l'ANGLAIS.

Le poste est basé en toute proche BANLIEUE OUEST.

Vous rejoindrez une équipe jeune et performante en écrivant avec C.V., sous la référence GS/LM2, à G.D.I. - B.P. 30 - 92151 SURESNES.

MEDIA PA

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.
Au sein du Groupe, BULL SYSTEMES conçoit, développe et industrialise nos grands et moyens systèmes. 5 000 personnes dont 1 500 ingénieurs y participent.

INGENIEURS LOGICIEL, BULL ENGAGE DES ENTHOUSIASTES

Ingénieur ou Universitaire avec option informatique, débutant ou confirmé, venez vivre aux Etudes Logiciel DPS6 l'expérience du développement d'un système dont 16 000 unités ont déjà été mises en place.

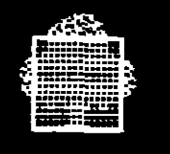
Vous accéderez à un haut niveau d'expertise dans les technologies avancées telles que : réseaux de communication (ISO, ETHERNET, DSA...), télématique, bureautique, moniteurs transactionnels...

Venez exercer vos compétences dans l'une de ces fonctions :
DEVELOPPEMENT :
pour concevoir et réaliser des logiciels adaptés aux besoins actuels et futurs du marché,
INTEGRATION :
pour construire et assurer la cohérence de l'ensemble des fonctions du système,
QUALIFICATION :
pour garantir la fiabilité et la qualité de nos produits.

Nous saurons développer vos compétences par des formations originales et stimulantes. Si, comme nous, méthode, rigueur, volonté d'innovation et d'anticipation vous caractérisent, vous évoluerez dans ces fonctions ainsi que vers les nombreux autres métiers du Groupe.

Si vous êtes enthousiaste, animé par l'esprit d'équipe, adressez dès maintenant votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 31485 à Marie Hélène Lenoble, BULL SYSTEMES, PC 3C17, 68 Route de Versailles, 78430 LOUVECIENNES.

Bull



Société française de 3 500 personnes recherche pour l'un de ses Centres d'Etudes Paris banlieue Sud un jeune ingénieur spécialisé en

TRAITEMENT DU SIGNAL

Débutant ou première expérience, diplômé ENST, ESE ou SUPAERO, il assumera la responsabilité technique de mise en œuvre de traitement du signal dans des terminaux ou des sytèmes de communication.
Complément de formation assurée. Anglais lu et parlé.

Adresser CV détaillé sous réf. AB 624 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



N°1 des ensembliers du sanitaire (céramique, robinetterie...)
1,1 Milliard de CA, 2700 personnes, 7 usines
cherche, pour son unité de Saint-Ouen (93)

UN JEUNE INGENIEUR AM...
ou équivalent, à fort potentiel

pour lui confier la direction de son Service Entretien.
Rattaché au Directeur de l'usine, vous dirigez, animez, contrôlez le travail de votre équipe (26 professionnels dont 2 contremaîtres) et planifiez son activité tant pour les interventions ponctuelles que pour les opérations de maintenance générale (lors de la fermeture estivale).
Agé d'au moins 27 ans, vous avez acquis une première expérience de la production dans une affaire industrielle, de préférence mécanique et maîtrisez bien l'ensemble des paramètres technico-économiques, de la fonction.
Ce poste permet de bien connaître l'entreprise, et doit intéresser un jeune ingénieur motivé et parlant bien l'anglais.
Merci d'adresser votre dossier sous réf. 475 à notre Conseil :

SODERHU
22, rue Saint Augustin
75002 PARIS





SECTEURS DE POINTE

TREMPLIN DE CARRIERE

La SEFT (Section d'Etudes et de Fabrication des Télécommunications) mobilise ses 600 collaborateurs dont plus de 120 ingénieurs, sur une mission ambitieuse : lancer et conduire toutes les actions permettant de satisfaire les besoins de l'Armée de Terre en équipements et systèmes d'armements complexes dans les domaines suivants :

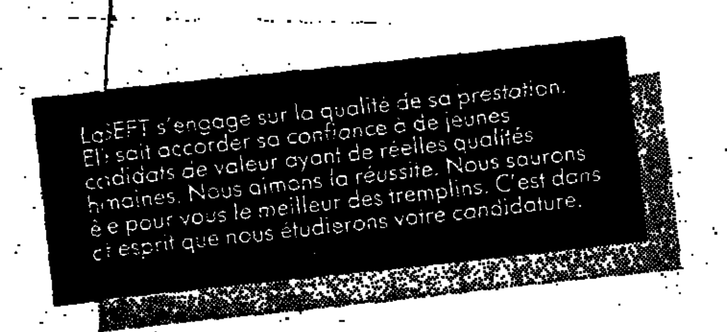
INFORMATIQUE ELECTRONIQUE TELECOMMUNICATIONS

Notre vocation est de piloter les études et la réalisation de projets que nous confions à de grands industriels sous-traitants. Bénéficiant de l'environnement de la Branche Armements Terrestres du ministère de la Défense ; un potentiel de 20 000 personnes réparties dans 15 unités, nos perspectives de développement nous conduisent à recruter de jeunes ingénieurs.

Le réseau RITA... un des projets que nous avons menés à bien. Nous continuons dans cette voie et c'est l'ensemble de nos départements qui fait appel à de

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

Vous assurerez la conduite et le suivi technique de différentes affaires : études des caractéristiques des matériels, analyses des besoins, consultations auprès des industriels pour les études et la fabrication dont ces derniers seront chargés, organisation et suivi de l'analyse des essais en labo et sur le terrain, animation coordination des travaux.
Nous saurons faciliter votre intégration pour vous permettre de prendre un rôle de responsable largement autonome SANS QUE VOUS SOYEZ ENFERME DANS LA TECHNIQUE.
Votre formation (Ecole d'Ingénieur) vous prédispose à une fonction de généraliste, orienté électronique.
Autonomie, initiative vous permettront de piloter vos projets en anticipant les virages technologiques de demain : un tremplin idéal pour votre carrière.



Nous savons en permanence anticiper et maintenir notre capacité d'innovation.
L'avenir, nous le préparons activement et donnons dans ce but à notre département informatique la mission de lancer aujourd'hui un vaste ensemble d'études et de maquettes de produits logiciels.
C'est dans ce but que vous aurez vocation à devenir notre

HOMME INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

JEUNE INGENIEUR INFORMATICIEN, vous disposerez d'une très grande autonomie et saurez concrétiser des idées nouvelles faisant appel aux outils et techniques de *l'intelligence artificielle.*
Vous conduirez et suivrez techniquement vos affaires : étude des besoins des utilisateurs, définition des spécifications techniques des travaux exploratoires et des logiciels à réaliser, négociation et suivi des contrats avec les industriels et équipes universitaires.
Systèmes experts, bases de données de nouvelle génération, génie logiciel, méthodologie de programmation, voilà votre champs d'action. Des domaines qui *s'adressent à* UN GENERALISTE DESIREUX DE NE PAS S'ENFERMER DANS LA TECHNIQUE, à l'esprit ouvert et imaginatif.
Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur ou Universitaire (DESS), vous avez une formation bien orientée Intelligence Artificielle ou systèmes experts. Vos stages en entreprise vous ont familiarisé à ces techniques.
Notre proposition est celle de l'action, de l'initiative et de la réflexion, pour acquérir une expérience unique dans les secteurs les plus avancés.
Votre sens des contacts fera le reste.

Si ces opportunités vous motivent, transmettez-moi votre dossier : Thierry HURET - SEFT - SECTION D'ETUDES et de FABRICATION des TELECOMMUNICATIONS
18, rue du Docteur-Zamenhoff, 92131 Issy-Les-Moulineaux
s/références suivantes : (Electroniciens) LM/ELEC/01, (Informaticien) LM/IA/01.

SEFT

CONTESSE TELEMATIQUE (1) 06 14 91 66 CODE : CONTESS

Telemecanique
les solutions de progrès

Grand prix de l'innovation 1984

13 000 personnes - C.A. consolidé : 6 MILLIARDS F
LEADER EUROPEEN DES CONSTITUANTS POUR AUTOMATISMES INDUSTRIELS
renforçant la structure de ses équipes RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT (R.D.)
recrute pour son Etablissement de NANTERRE (92)

**Responsable du
CENTRE DE CALCUL
de la Direction R.D.**

Cet INGÉNIEUR SYSTÈMES aura, avec deux personnes, la responsabilité de l'EXPLOITATION du Centre de Calcul équipé en matériel IBM 43/61 + DEC famille VAX.

Ingénieur Systèmes (H/F)
- *La trentaine et une formation scientifique supérieure type AM ou ESE option* INFORM.
- EXPÉRIENCE (3 ans au moins) en *INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE*

**INGÉNIEUR AUTOMATICIEN
Responsable
Méthodes d'automatisme**

Avec 2 jeunes ingénieurs informaticiens et faisant appel à des labo et sous-traitants extérieurs, il participe à l'étude d'outils d'aide à la conception et la réalisation de systèmes automatisés.

- *Formation supérieure spécialisée* : Ecoles Grenoble, Toulouse, INSA,... av. option Automatisme
- 6 à 8 ans *EXPÉRIENCE en AUTOMATISME et Informatique*

S.C. vous garantit une *DISCRÉTION ABSOLUE* et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8464 à
(préciser le poste concerné)

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

EUROTHERM automation

Evoluer avec une jeune société performante

à Lyon-Dardilly

Nous sommes une société internationale devenue rapidement l'un des leaders mondiaux de sa spécialité : la régulation de température, de process, l'automatisme et l'électronique de puissance.
En raison de notre forte expansion (CA *triplé en 4 ans*), nous recherchons pour notre BE

INGENIEUR ELECTROMECANICIEN

En collaboration avec l'équipe de développement électronique, il prendra en charge :
- choix conception et mise en production des montages mécaniques,
- animation d'une petite équipe de dessinateurs.

Expérimenté en construction électrique orientée vers l'électronique de puissance, c'est un homme imaginatif doué d'un *bon sens pratique et sensible à* l'esthétique.
Pour faciliter ses contacts avec l'étranger, *la pratique de l'anglais serait un plus.*
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Yves Level.
EUROTHERM, 6 Chemin des Joncs, BP 55, 69572 Dardilly Cédex.

média system

**Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de nos 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des *solutions évolutives intégrant matériels, applications et services,* pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.
BULL TRANSAC conçoit, *développe et industrialise les produits* bréatiques et serveurs dans le groupe - 1 700 personnes dont 600 ingénieurs et cadres y participent.**

CHEF DE PROJET SENIOR H/F BULL ENGAGE DES PARTENAIRES RESPONSABLES

Nous vous proposons de vous associer à nos projets, de la définition jusqu'à la réalisation pour chaque produits.

A ce niveau de confiance vous pouvez encadrer une ou plusieurs équipes d'ingénieurs et vos missions font de vous le partenaire idéal *pour assurer les liaisons techniques* que nous entretenons avec l'étranger : évaluation et intégration produits, logistique technique.

Ingénieur Grandes Ecoles ou Université, vous avez l'habitude de diriger des projets importants et vous alliez à votre sens de l'organisation une volonté de réussite.

Rejoignez *un grand de l'informatique.*
Référence AM 1706

JEUNES INGENIEURS MANAGERS H/F DANS UNE EQUIPE TELECOM BULL ENGAGE DES PARTENAIRES EVOLUTIFS

Nous vous proposons de vous associer à nos projets de développement (avancés) dans un domaine en pleine expansion, les Télécoms.

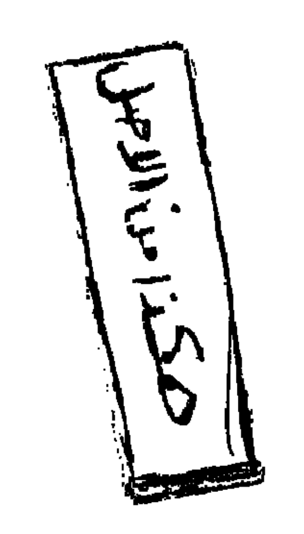
Logiciels de communications, procédures, modes d'accès, applications, autant d'activités auxquelles vous associer pour devenir nos futurs managers dans un environnement performant.
Réf. BM 1076

Adressez votre dossier de candidature (lettre + CV, photo et prétentions) en précisant la référence choisie à Michèle Corbineau
BULL TRANSAC - 7 rue Ampère
91343 MASSY CEDEX

Bull


JOURDES

هكذا من الأصل



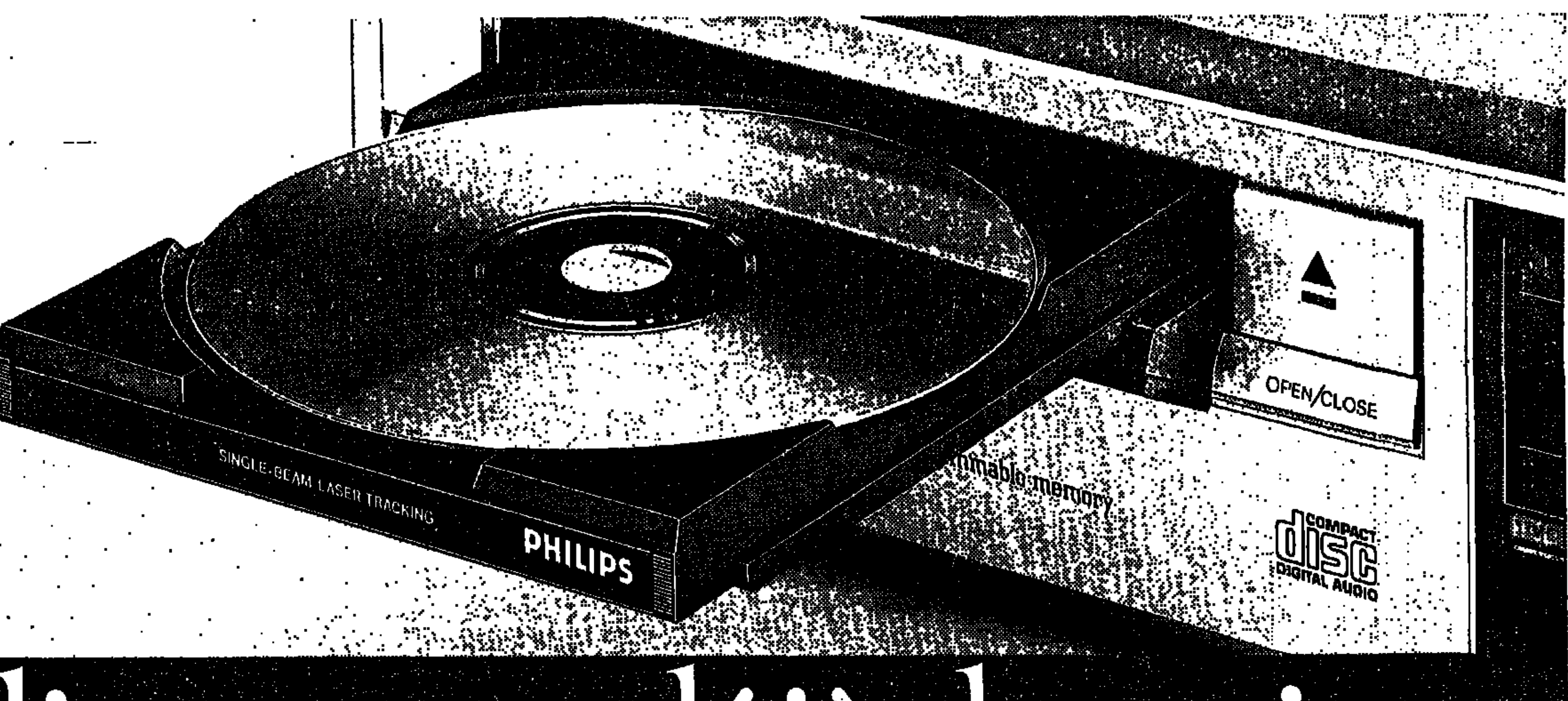
De l'ère du laser ...

Parce que le monde de l'innovation est ouvert sur les grands marchés internationaux, Philips est aujourd'hui leader dans 65 pays.

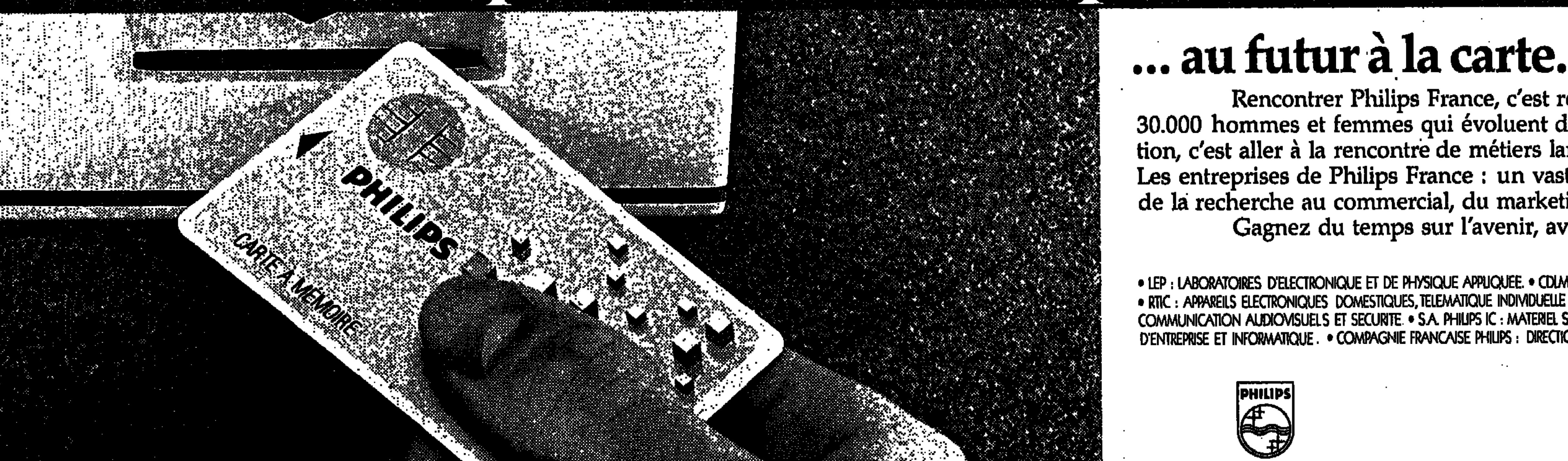
Parce que dans le monde les marchés sont nombreux, autant de champs de bataille où il faut être gagnant, la recherche permanente est la stratégie pour vivre au rythme de l'avenir.

Parce que des inventions marquent leur temps, celle du compact disc est signée Philips.

Avec 18 Milliards de C.A. réalisés en France comme à l'export, Philips France joue la carte du monde des hautes technologies dans les domaines allant des composants aux appareils électroniques grand public, des systèmes de réception de signaux satellite à l'informatique, du médical aux produits industriels à forte valeur ajoutée...



Jeunes Diplômés: Philips, c'est déjà demain



... au futur à la carte.

Rencontrer Philips France, c'est rencontrer le dynamisme et la polyvalence de 30.000 hommes et femmes qui évoluent dans l'univers exigeant et passionnant de l'innovation, c'est aller à la rencontre de métiers largement diversifiés.

Les entreprises de Philips France : un vaste espace pour s'exprimer, bouger et réussir, de la recherche au commercial, du marketing à la production.

Gagnez du temps sur l'avenir, avec Philips c'est déjà demain.

• LEP : LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE. • CDLME : LAMPES ET MATERIEL D'ECLAIRAGE. • RTC COMPELEC : COMPOSANTS ELECTRONIQUES. • RTIC : APPAREILS ELECTRONIQUES DOMESTIQUES, TELEMATIQUE INDIVIDUELLE ET DOMESTIQUE. • S.A. PHILIPS IC : APPAREILS MENAGERS. • PORTENSEIGNE : SYSTEMES DE COMMUNICATION AUDIOVISUELS ET SECURITE. • S.A. PHILIPS IC : MATERIEL SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIEL. • MASSIOT PHILIPS : MEDICAL. • TRT.TI : COMMUNICATION D'ENTREPRISE ET INFORMATIQUE. • COMPAGNIE FRANCAISE PHILIPS : DIRECTION ET SERVICES CENTRAUX.

PHILIPS

PHILIPS

Diplômés écoles de commerce

Philips Appareils Ménagers

Cette division, composée de 1.400 personnes, développe, fabrique et commercialise une très large gamme de produits grand public.

Attachés commerciaux

Vous évoluerez dans une entreprise qui applique les techniques d'un marketing de pointe.
Responsable du secteur qui vous est confié, vous pourrez acquérir une très bonne connaissance de la distribution [illegible]
Vous pourrez ainsi prouver vos talents de négociateur et élargir progressivement vos responsabilités.
SA PHILIPS IC : M. Depernel, 30 Avenue Montaigne, 75380 Paris Cédex 08.

Philips, c'est déjà demain.

Massiot Philips

Massiot Philips est l'un des leaders mondiaux dans le domaine du matériel médical : rayons X, nucléaire, ultrasons, imagerie par résonnance magnétique.
700 personnes développent, fabriquent, commercialisent, installent et maintiennent les produits en générant un C.A. de 700 millions de Francs.

Ingénieur d'application

Une connaissance de l'imagerie médicale vous permettra de suivre l'application des produits du programme international, notamment ceux développés et fabriqués en France. Vous êtes très disponible pour de fréquents voyages à l'étranger.

Ingénieurs électroniciens

Vous participerez à l'installation et à la maintenance d'appareils d'imagerie médicale de haute technologie.

Ingénieur chimiste

Vous mènerez, dans le cadre de l'activité luminescence, des études [illegible] des vernis, des adhésifs et des matières plastiques.
Largement autonome au sein du laboratoire, votre activité vous amènera à développer des contacts extérieurs et à publier des articles dans des revues spécialisées.
MASSIOT PHILIPS : M. Morange, 177 rue de Bezons, 78420 Carrières-s/Seine.

Philips, c'est déjà demain.

Ingénieurs, diplômés d'écoles de commerce

COMPAGNIE DES LAMPES ET DU MATERIEL D'ECLAIRAGE spécialiste français de l'éclairage, fabrique et commercialise des produits destinés aux professionnels et au grand public par ses sociétés affiliées : Philips Eclairage et Mazda Eclairage.
Avec 5000 personnes, elle réalise un C.A. de 2,7 Milliards [illegible] dont 1/3 à l'export.

FABRICATION

Ingénieurs généralistes ou mécaniciens, rejoignez nos différentes usines de Province spécialisées par lignes de produits : automobile, fluorescence, éclairage public et éclairage général... Vous participerez au développement de cet ensemble industriel à haut niveau de performance.

COMMERCIALISATION

Jeunes diplômés d'écoles de commerce, vous intégrerez nos réseaux commerciaux présents dans chacune des régions de France et sur les marchés d'exportation. Pour négocier avec les distributeurs, prescripteurs, installateurs, vous vous appuierez sur un marketing efficace et des produits de haute technicité.

CDLME : M. Dutot, Tour Vendôme, 204 Rd-Pt du Pont de Sèvres, 92100 Boulogne-Billancourt.

Philips, c'est déjà demain.

REPRODUCTION INTERDITE

50 Ingénieurs débutants
Electroniciens, Physiciens

Ingénieurs informaticiens débutants
Compagnie Française Philips
Analystes-Chefs de projet

Diplômés écoles de gestion, universités

REPRODUCTION INTERDITE

50 Ingénieurs débutants Electroniciens, Physiciens, Physicochimistes, Automaticiens, Informaticiens.

RTC

RTC, spécialiste mondial en micro- électronique rapide, hyper-fréquence, optoélectronique, tubes électroniques est aussi l'un des tout premiers centres européens pour les circuits imprimés et les ferrites.
5.300 personnes dont 700 ingénieurs et cadres conçoivent, développent, produisent et commercialisent nos composants électroniques.
RTC, c'est aussi plus de 20000 produits dans des marchés à forte croissance, un C.A. de 3,7 Milliards de Francs réalisé pour 40 % à l'exportation.
Débuter par les composants c'est s'ouvrir la porte de tous les secteurs où l'électronique est dominante.
C'est ce que RTC vous propose dans les activités suivantes :

CONCEPTION ET DEVELOPPEMENT
A CAEN : Optoélectronique - circuits intégrés.
A LIMEIL BREVANNES : CI et transistors AsGa.
A BRIVE : Tubes professionnels.

SUPPORT TECHNIQUE
A FONTENAY AUX ROSES : CMOS - VLSI - Réseaux prédiffusés - Microprocesseurs 68000.
A PARIS : Applications en optoélectronique et télévision du futur.

PRODUCTION
A DREUX : Tubes cathodiques.
A EVREUX : Ferrites, circuits imprimés hybrides.

TECHNICO-COMMERCIAL
A PARIS, au sein des divisions commerciales.

MARKETING INTERNATIONAL
Pour la promotion des produits des centres industriels sur les marchés internationaux.

RTC COMPELEC : envoyer votre CV à M. Bidoire, 130 Avenue Ledru Rollin, 75440 Paris Cédex 11.

Philips, c'est déjà demain.

Ingénieurs informaticiens débutants (ou 1re expérience)

Compagnie Française Philips

La Direction Informatique et Télécommunications a pour mission de concevoir et mettre en place le système d'information de Philips France : études et traitements informatiques, automatisation et gestion des réseaux de communication internes.

Ingénieurs logiciels
Vous développez des projets d'automatisation (CFAO...), concevez des logiciels pour la mise en œuvre de technologies de pointe (disque optique numérique, carte à mémoire, systèmes experts...), intervenez en support technique aux *applications* (SGBD...), étudiez et mettez en place des systèmes de transmission de données (réseaux locaux, vidéotex, télétraitement...).

Analystes-Chefs de projet
Vous êtes responsable de la conduite de projets et de la réalisation d'applications administratives, commerciales et de gestion de production sur tous matériels, de l'informatique individuelle aux gros systèmes.

Ingénieurs systèmes
Vous avez en charge la mise en œuvre, l'optimisation et *l'évolution des systèmes d'exploitation* : MVS, CICS/DL1, IMS...
Ces fonctions valorisent votre formation et assurent votre évolution dans l'entreprise.

PHILIPS D.I.T. : M. Douet
50 rue Roger Salengro, 94126 Fontenay-sous-Bois.

Philips, c'est déjà demain.

Diplômés écoles de gestion, universités

Compagnie Française Philips

Société holding et *prestataire de services* pour les sociétés de Philips France.

Gestion et Finance
Vous pourrez développer vos qualités et acquérir un véritable professionnalisme en utilisant des méthodes performantes dans les domaines du contrôle de gestion, de l'organisation comptable et de l'audit interne.

Affaires sociales
Les missions successives qui vous seront confiées dans les différentes unités de l'entreprise vous permettront d'acquérir une expérience diversifiée de la fonction. Vous y exercerez rapidement des responsabilités *à la mesure de vos capacités* et de vos ambitions.
Préciser les domaines choisis et adresser lettre manuscrite, CV et photo, au
CENOD : 60, rue Caumartin, 75009 Paris.

Philips, c'est déjà demain.

Ingénieurs débutants

portenseigne

Avec un chiffre d'affaires de 427 Millions de Francs dont 30 % à l'exportation et un effectif de 530 personnes, Portenseigne conçoit, fabrique et commercialise des produits de hautes technologies dans les domaines de la communication par le son, la vidéo, la sécurité, les antennes de réception de signaux satellite et les réseaux câblés.

Electroniciens
• Pour prendre des responsabilités d'études avancées dans les domaines de la vidéo-communication, des fibres optiques ou dans la réception TV par satellite. (réf. F.1)
• Pour participer comme technico-commercial à la préparation d'appels d'offres, aux relations avec les administrations et les *grandes entreprises*, ainsi qu'à la définition des produits dans les domaines de la vidéo-communication, de la réception TV par satellite et des réseaux câblés. (réf. F.2)
• Pour participer aux *travaux de conception des produits* destinés à la réception satellite et aux réseaux câblés, dans le centre de développement et de fabrication de Louviers. (réf. L.1)

Mécaniciens
• Pour assurer la mise en place d'un ensemble de production robotisée dans le centre de Louviers. (réf. L.2)
Préciser la référence du poste choisi à
PORTENSEIGNE : M. Cardera 50, rue Roger Salengro Péripole 114, 94126 Fontenay-sous-Bois.

Philips, c'est déjà demain.

30 Ingénieurs, 20 Diplômés écoles de commerce

RTIC
LA RADIOTECHNIQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

développe, fabrique et *vend des produits* Audio, Vidéo et Télématique grand public : télévision, autoradio, télématique, péritéléphonie.
Son C.A. est de 5,3 milliards de francs. 7 300 personnes dont 750 ingénieurs et cadres sont réparties dans des unités opérationnelles capables de prendre en *charge* le lancement de nouveaux produits de la conception à la fabrication et à la vente.
Ses laboratoires travaillent sur des projets et des produits nouveaux : réception directe par satellite, télévision haute définition, vidéotex, *lecteur de cartes* à mémoire, projets auto-radio et électronique automobile...
Ses unités de production mettent en place des moyens importants dans les domaines de la mécanisation et de l'informatisation du processus industriel.
Les compétences recherchées :

LABORATOIRES :
des électroniciens créatifs branchés sur les techniques *de pointe* (codage numérique des images et des sons, traitement du signal ...).

UNITES DE PRODUCTION :
des hommes de terrain musclés en productique (automatismes, électronique et informatique *industrielle*).

INFORMATIQUE :
des ingénieurs câblés informatique (analyse, développement *logiciel, systèmes et réseaux*).

ORGANISATION :
des ingénieurs pluridisciplinaires ouverts sur la gestion (études générales d'organisation, d'informatisation, participation à des actions qualité ...).

MARKETING :
des diplômés d'école de commerce pour s'investir à *fond dans des études marketing*, la gestion d'une ligne de produits ou la responsabilité d'un chiffre d'affaires dans le cadre de différentes organisations commerciales.

RTIC : M. Gibert, BP 301 92150 Suresnes Cédex.

Philips, c'est déjà demain.

Ingénieurs grandes écoles

LEP

En France, les laboratoires d'électronique et de physique appliquée collaborent avec l'ensemble des laboratoires de recherche de Philips. 370 personnes y effectuent des études *dans les domaines* de la micro-électronique, de la physique de l'état solide et du vide, et dans celui des systèmes.
Intégrer des équipes de recherche appliquée dans *les domaines en pointe, c'est ce que nous vous* proposons si vous possédez les spécialités suivantes :

OPTION : PHYSIQUE DES SOLIDES
• La croissance épitaxiale des composés III-V pour des applications opto-électroniques.
• L'étude des propriétés de surface de verres utiles en électronique et physique du vide, appliquée aux domaines de la détection photonique et de l'acquisition de signaux ultra-rapides.

OPTIONS : MICRO-ELECTRONIQUE PHYSIQUE DES SOLIDES
• La conception et la réalisation de circuits intégrés AsGa.
• La recherche exploratoire dans le domaine de la micro-électronique III-V ou les télécommunications optiques, si vous êtes titulaire d'un doctorat dans ces *spécialités*.

OPTION : INFORMATIQUE
• Les études systèmes dans le domaine de l'informatique domestique et des micro-ordinateurs du *futur*.

LEP : M. Cléren, 3 Avenue Descartes, 94450 Limeil Brevannes.

Philips, c'est déjà demain.

Diplômés écoles de commerce

TRT-TI

1200 Millions de Francs de C.A., 1050 personnes dont 490 ingénieurs et cadres, commercialisent et supportent techniquement des produits professionnels dans les domaines de l'informatique et des télé*communications* : du CDROM aux grands réseaux de télécommunication en passant par les micro mono et multipostes, les mini, les réseaux de terminaux, les modems, les commutateurs de données. En un mot, tout ce qui touche *le traitement et la transmission* de l'information dans l'entreprise.

Ingénieurs commerciaux
Vous commercialiserez une gamme de produits à *orientation transactionnelle et bureautique*. Analyse des besoins et recherche de solutions optimales, conseil dans le cadre de la mise en place de tout processus informatique, coordination des interventions des spécialistes au cours des *différentes* étapes sont les éléments principaux d'une fonction très formatrice et fortement évolutive vers le management.

TRT-TI : M. Nadaud, 5 Square Max-Hymans, 75741 Paris Cédex 15.

Ingénieurs électroniciens débutants

Philips Science et Industrie

300 personnes et une activité diversifiée dans la commercialisation d'une gamme complète de matériels d'électronique *professionnelle* : • *équipements* d'analyse, • instruments et systèmes de mesure, • équipements de contrôle et systèmes d'automatisation.

LA COMMERCIALISATION DE LA MESURE
sera votre champ d'action. Vous connaissez la Micro-électronique, vous commercialiserez des instruments et systèmes de mesures électroniques à haute performance.

SA PHILIPS IC : M. Bideau, 105 rue de Paris, 93002 Bobigny.

Philips, c'est déjà demain.

média-system

PHILIPS

Philips, c'est 344.000 personnes dans le monde, un investissement de 7 % du C.A. en Recherche et Développement, un passeport qui ouvre largement les portes internationales aux candidats au voyage dans l'industrie de demain. Philips France, un carrefour de compétences, une réelle gestion des ressources humaines, un environnement favorable à la formation, l'autonomie et l'épanouissement.
Jeunes diplômés des grandes écoles d'ingénieurs ou de gestion, professionnels confirmés, vous parlez l'anglais alors venez nous parler de vos ambitions, de nombreuses opportunités existent et d'autres naîtront demain.

PHILIPS

هكذا من الأصل



REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE



La Banque de France

organise un
concours spécial de REDACTEUR
(premier grade du personnel d'encadrement) pour le recrutement d'

ANALYSTES ou *SPECIALISTES DE SYSTEMES*

dans ses
services informatiques

Ce concours est ouvert aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires) âgés de moins de 28 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er janvier 1986 et titulaires d'une *MAITRISE D'INFORMATIQUE* (MIAGE, MST...) ou d'un diplôme d'une école supérieure d'un niveau équivalent ou au moins d'un diplôme sanctionnant un premier cycle d'études supérieures (DUT...).
Les candidats reçus seront affectés à PARIS ; ils participeront aux activités informatiques de la Banque de France et, en particulier, à la réalisation et à la mise en place d'un nouveau plan d'équipement de grandes banques de données, de systèmes et de réseaux télématiques. Ils seront à même, à la mesure de leurs capacités, d'accéder rapidement à des fonctions de responsabilité et bénéficieront de possibilités de promotion interne.

Date des épreuves écrites : samedi 20 et dimanche 21 Septembre 1986.
Les inscriptions sont reçues jusqu'au 23 Juillet 1986.

Aucun dossier d'inscription ne sera adressé par voie postale après le *18 Juillet 1986.*
Renseignements et documentation : BANQUE DE FRANCE - Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01
Téléphone : 42 92 40 17

Organisation et Publicité

Le GROUPE PAPETIER
ARJOMARI

CA proche de 5 millions de F - 5.000 personnes
• PREMIER PRODUCTEUR FRANÇAIS PAR LA DIVERSITE DE SES PRODUITS • PREMIER DISTRIBUTEUR DE PAPIERS POUR ARTS GRAPHIQUES • PREMIER EXPORTATEUR.

recherche

ingénieur responsable des brevets
ISÈRE

Rattaché au Directeur du Laboratoire Central, il assure la double responsabilité de la Rédaction des Brevets – avec l'aide des Ingénieurs de Recherche – et de leur défense auprès des Administrations Françaises et étrangères, en liaison avec le Secrétariat Général du groupe et les cabinets juridiques extérieurs. Il supervise en outre un service Documentation particulièrement bien équipé qu'il est chargé de faire vivre et de développer.

Ce poste – impliquant précision, curiosité et ouverture d'esprit – conviendrait à un INGÉNIEUR CHIMISTE ou PAPETIER ayant acquis – soit par le biais d'une formation spécialisée (CEIPI), soit par le biais de l'expérience (2 à 4 ans en cabinet ou en entreprise) une bonne connaissance de la juridiction des Brevets. La maîtrise de la langue Anglaise est indispensable, celle de l'Allemand est vivement souhaitée. Les conditions offertes et la dimension du Groupe sont de nature à intéresser un candidat de valeur.

Les dossiers de candidature sous réf. 3223 M précisant rémunération souhaitée + photo seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

THOMSON SINTRA
FILIALE THOMSON CSF

PARMI LES PREMIERS DANS SON DOMAINE AU NIVEAU MONDIAL
GRANDS SYSTEMES EMBARQUES DE DETECTION SOUS-MARINE (AVIONS, BATEAUX, HELICOPTERES).

RECHERCHE POUR SON DEPARTEMENT D'ARCUEIL

Ingénieur construction mécanique.

Grandes écoles (ECP, ENSAM, ou équivalent).

- Développement de structures mécaniques pour des systèmes embarqués haute performance
- Structure d'antennes, treuils, packaging électronique

Connaissances en analyse de la valeur appréciées.
Langue anglaise indispensable - 2ème langue (Allemand ou Espagnol) souhaitée.
Evolution vers poste à responsabilité pour candidat de valeur.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) sous référence 86/178 M à Martine Bialobos THOMSON SINTRA ASM 1, avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL CEDEX.
Frais de transport éventuels à notre charge.

ALCATEL THOMSON RADIOTELEPHONE

Vous souhaitez, grâce à vos compétences techniques, contribuer à notre réussite nationale et internationale.

Vous souhaitez collaborer avec une équipe jeune, ambitieuse et évolutive.

Vous souhaitez enrichir votre expérience en prenant de nouvelles responsabilités techniques et humaines.

Première société française de radiotéléphone, filiale du groupe C.G.E., nous concevons, fabriquons et mettons en œuvre tous les types de réseaux et systèmes de radiocommunications publics ou privés.

Nous nous donnons les moyens de la réussite en investissant, actuellement, dans d'importants projets à vocation nationale et internationale.

Nous recherchons des ingénieurs débutants ou confirmés pour répondre à la croissance conjuguée de notre technicité et de notre marché.

Venez partager notre passion de communiquer et intégrer notre direction technique, responsable de la conception et du développement de nos produits de radiocommunications.

● INGÉNIEURS SYSTÈMES

Ingénieurs option "Télécom", vous avez une bonne expérience (3 à 5 ans) de la conception (matériel et/ou logiciel) de systèmes électroniques.
Nous vous proposons de devenir l'un de nos responsables de projets techniques.
*En étroite collaboration avec une équipe pluridisciplinaire, vous serez responsable de la définition, de l'étude et du dévelop*pement de nos futurs systèmes radiotéléphones, intégrant les aspects commutation et transmission numériques.

● INGÉNIEURS ÉTUDES – LOGICIEL

Diplômés d'une Grande Ecole, option informatique, débutants ou déjà confirmés, nous vous proposons, dans un environnement de génie logiciel, de mettre en œuvre et d'enrichir vos capacités d'étude et de réalisation de logiciels "temps réel" appliqués à des systèmes de radiocommunications.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (lettre + C.V. + prétentions) sous référence 70349 à Patrick CELAUDOUX, ALCATEL THOMSON RADIOTELÉPHONE – 66, rue du Fossé-Blanc, B.P. 144, 92231 GENNEVILLIERS CEDEX.



ALCATEL THOMSON RADIOTÉLÉPHONE, LA PASSION DE COMMUNIQUER

HAVAS CONTACT

Responsable d'études informatiques

Paris. Un très grand groupe financier recherche un responsable d'études pour sa filiale informatique.

Dépendant du Responsable du Secteur Assurances, il prendra en charge la réalisation et le développement des applications concernant les assurances en couverture de prêts et coordonnera les travaux d'autres équipes projets. Il encadrera directement une équipe d'une dizaine d'analystes et de programmeurs. Il sera le conseiller et l'interlocuteur permanent des utilisateurs.

Le candidat, âgé d'une trentaine d'années, a une formation supérieure (école d'ingénieurs ou de gestion), une expérience informatique minimum de six ans dont deux ou trois comme chef de projet. La connaissance des systèmes de gestion de bases de données est indispensable; celle de l'environnement Bull GCOS/8/DM4 est souhaitée. Le poste requiert une personnalité de haut niveau ayant un esprit de synthèse et des qualités relationnelles. Réelles perspectives d'évolution au sein de la société.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à H. BOUET sous référence L053/M SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.

SEMA•SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



Ingénieur statisticien

Aux Assurances Générales de France, nous cherchons sans cesse à faire progresser notre connaissance du marché et des produits, à affiner les évaluations ou la sélection des risques.

Nous souhaitons aujourd'hui renforcer le service Etudes de notre Direction "Risques de Particuliers".

Ingénieur ENSAE ou ISUP, votre première expérience nous intéresse.

En étroite relation avec les départements marketing, produits, contrôle de gestion et stratégie, vous aurez pour rôle d'élaborer de nouveaux systèmes, d'en suivre les résultats, de réaliser des études permettant la mise en place de méthodes de "scoring" et de surveillance des risques. Vous serez aussi conseil en matière de techniques statistiques appliquées à la gestion courante.

Une formation interne à nos produits vous est proposée. De larges possibilités d'évolution existent au delà de ce premier poste.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidatutre, sous la référence FA/4, à notre conseil : INFRAPLAN - 83 boulevard Raspail - 75006 Paris.

INFRAPLAN

SOURIAU & CIE
Important groupe industriel français en évolution constante recherche pour sa filiale **Société Nouvelle de Connection à Carrières sur Seine**

DIRECTEUR TECHNIQUE
Cadre de haut niveau.

Ce poste, très complet, implique la responsabilité du Bureau d'Etudes et de la Fabrication. Le candidat aura à sa charge l'étude complète des produits, du besoin client à la livraison. Il encadrera une trentaine de personnes et sera l'interlocuteur privilégié du Directeur de filiale et du Directeur Commercial.

Nous recherchons un candidat ayant une formation d'ingénieur (mécanicien ou électronicien) de 35 ans environ. Il aura une expérience de 2/3 ans en Bureau d'Etudes et une activité de Responsable de Production. Il parlera si possible anglais, sera créatif et connaîtra l'outil informatique. Il sera motivé par la technique et les responsabilités dans une structure à taille humaine.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre man., CV, prétentions et photo) au service recrutement de la Société SOURIAU, sous la référence UT, 9/13 rue du Général Galliéni, 92100 BOULOGNE.

SOURIAU : PARTAGER LA PERFORMANCE

DESSEIN

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Systèmes de Télécommunications Militaires

NEGOCIATEURS HAUT NIVEAU

Membre d'un puissant groupe français leader mondial en électronique professionnelle, notre vocation est de concevoir et d'assurer le management d'importants systèmes de communications destinés principalement au secteur militaire. Souhaitant obtenir dans un environnement très concurrentiel la maîtrise d'oeuvre des grands programmes de télécommunications destinés aux armées françaises, nous recherchons des négociateurs haut niveau.

Vous êtes ingénieur de formation grandes écoles et vous bénéficiez d'une première expérience technique ou commerciale d'au moins cinq ans.

C'est bien ! Mais c'est votre capacité, face à de nombreux interlocuteurs, à conduire des négociations très longues et complexes aboutissant à la passation de marchés de plusieurs centaines de Millions de Francs, et à monter des opérations de coordinations industrielles qui nous intéresse. La réussite dans ce poste, basé en proche banlieue Ouest de Paris, vous permettra d'évoluer au sein d'un groupe attentif à la gestion de ses cadres.

Merci d'adresser, lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée, sous réf. M 32/1386 T à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

Grand Système de Gestion Informatique

RESPONSABLE DE PROJET

400.000 Francs

Geac Computers France est la filiale en fort développement d'un constructeur Canadien implanté sur la plupart des continents et spécialisé dans les systèmes de gestion destinés aux banques et aux bibliothèques. Elle recherche un responsable de projet.

Sous l'autorité du Directeur Général et en liaison avec la maison mère, il prendra sous son entière responsabilité l'installation des différents progiciels chez le client. Il supervisera techniquement tous les problèmes et notamment la faisabilité et l'interfacage et coordonnera l'action des différents ingénieurs à l'intérieur comme à l'extérieur de la Société.

Ce poste basé à Paris 8ème, s'adresse à un informaticien âgé d'au moins 35 ans maîtrisant bien l'anglais. Il aura acquis de préférence en SSCI une solide expérience Software dans des applications de gestion lourdes ou complexes. La connaissance d'UNIX est appréciée.

Merci d'adresser, CV, photo, rémunération souhaitée, lettre manuscrite sous réf. M 32/1447 C à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

SYSTEMES DE TELECOMMUNICATIONS MILITAIRES

DES ETUDES ELECTRONIQUES, AU MARKETING OPERATIONNEL...

Membre d'un puissant groupe français leader mondial en électronique professionnelle, notre vocation est de concevoir et d'assurer le management d'importants systèmes de communications destinés principalement au secteur militaire. Souhaitant obtenir dans un environnement très concurrentiel la maîtrise d'oeuvre des grands programmes de télécommunications destinés aux armées françaises. Nous recherchons des négociateurs haut niveau.

Vous êtes ingénieur de formation grandes écoles et vous bénéficiez d'une première expérience technique ou commerciale d'au moins cinq ans.

C'est bien ! Mais c'est votre capacité, face à de nombreux interlocuteurs, à conduire des négociations très longues et complexes aboutissant à la passation de marchés de plusieurs centaines de Millions de Francs, et à monter des opérations de coordinations industrielles qui nous intéresse. La réussite dans ce poste, basé en proche banlieue Ouest de Paris, vous permettra d'évoluer au sein d'un groupe attentif à la gestion de ses cadres.

Merci d'adresser, lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée, sous réf. M 32/1386 T à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

Un Bibliothécaire pour commercialiser de grands systèmes de gestion de bibliothèque

Geac Computers France est la filiale en fort développement d'un constructeur Canadien implanté sur la plupart des continents et spécialisé dans les systèmes de gestion destinés aux banques et aux bibliothèques. Elle recherche un responsable de projet.

Au sein d'une petite équipe et après formation au produit, il assurera au plan marketing et commercial sur tout le territoire, le développement de la clientèle des bibliothèques municipales et universitaires.

Ce poste basé à Paris 8ème conviendrait bien à un bibliothécaire diplômé ayant acquis une première expérience significative au sein d'une bibliothèque. Entreprenant et dynamique, il souhaite maintenant saisir une nouvelle opportunité de carrière dans l'informatique.

La rémunération proposée pourra atteindre 200.000 Francs.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. M 32/1447 B à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

Data General
une Génération d'avance — Dans le peloton de tête des constructeurs d'ordinateurs, leader mondial en bureautique intégrée, DATA GENERAL (17 000 personnes, 1,3 Milliards de $ de CA) vous offre l'opportunité de participer à l'élaboration des solutions informatiques de pointe pour des entreprises et organisations de grande taille. Vous êtes

INGENIEURS CONFIRMES

intéressés par la

PRISE EN CHARGE COMPLETE DE PROJETS

Les projets sont à caractère technique : architectures de réseaux, interconnections et interfaçages entre systèmes, liaisons avec différents types de réseaux : messageries, telex, teletex, teletel ... serveurs répartis sur réseaux locaux, etc.

Votre contact avec les clients et prospects est technique et commercial. Avec rigueur, méthode et esprit d'animation d'équipe, vous imaginez les solutions, en rédigez les spécifications et pilotez les réalisations et installations.

Votre potentiel vous permettra de DEVELOPPER DES DOMAINES D'ACTIVITE au sein de notre jeune DIVISION SYSTEME. L'anglais est un atout indispensable pour évoluer au sein de DATA GENERAL.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en indiquant la référence M 6 à Philippe GUILLON, Directeur du Personnel.

DATA GENERAL FRANCE - La Boursidière - Immeuble L - 92357 Le Plessis Robinson.

INGENIEURS DEBUTANTS

ECOLE D'INGENIEURS OU 3ème CYCLE D'ETUDES SUPERIEURES SCIENTIFIQUES

UNILOG Groupe indépendant de sociétés de services et d'ingénierie informatique - 9 sociétés, 520 ingénieurs - s'est doté d'une organisation décentralisée privilégiant des équipes de dimension humaine capables de s'adapter rapidement aux nouvelles techniques.

UNILOG Finance, spécialisée dans l'ingénierie de systèmes d'information bancaire, se renforce et recrute des ingénieurs débutants. Ils reçoivent, dès leur entrée, une formation théorique et pratique considérée comme l'une des plus solides du secteur. Ensuite, ils sont intégrés dans des équipes travaillant en relation étroite avec nos clients sur des projets d'informatique bancaire. Ils participent à la réalisation de systèmes mettant en oeuvre des techniques de pointe : bases de données, télétraitement.

Leur évolution leur permettra d'actualiser en permanence leurs connaissances et d'accéder à la conduite de projets puis à des missions de conseil et d'audit.

Cette offre s'adresser à des candidats souhaitent faire carrière et prêts, pour cela, à être disponibles et mobiles. Les prochains cyles de formation débutent le **8 septembre 1986.**

Adressez dès maintenant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) s/réf. 102 à

UNILOG Finance
9 rue Alfred de Vigny
75008 PARIS

MEMBRE DE **SYNTEC** Informatique

GRENOBLE

Dans le cadre d'une collaboration avec
LE LABORATOIRE D'ELECTRONIQUE et de TECHNOLOGIE de l'INFORMATIQUE du CEN/G
LA SOCIETE EUROPEENNE D'INSTRUMENTATION MEDICALE
cherche à pourvoir à GRENOBLE un poste d'

INGENIEUR INFORMATICIEN

Pour développement et maintenance de systèmes informatiques.
Une expérience de 2 ans sur ordinateur VAX est exigée ainsi qu'une bonne connaissance des produits matériels.
Bonne pratique de l'Anglais fortement souhaitée.

Merci d'envoyer vos candidatures détaillées en totale discrétion sous réf. 42154 à CONTESSE PUBLICITE 74, rue Béchevelin, 69363 Lyon Cedex 07, qui transmettra.

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.
Au sein du Groupe, BULL SYSTEMES conçoit, développe et industrialise nos grands et moyens systèmes. 5 000 personnes dont 1 500 ingénieurs y participent.

INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES, BULL ENGAGE DES FUTURS PRO. DES ETUDES

Que vous soyez Ingénieur ou Universitaire (Maths, Physique...), l'informatique vous attire.

Nous vous offrons l'opportunité de trouver votre voie dans nos équipes d'études (matériel et systèmes d'exploitation).

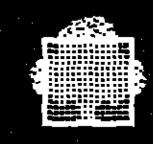
Si vous voulez exprimer votre potentiel et votre dynamisme dès votre premier emploi, nous sommes décidés à investir sur la mise en œuvre de vos talents.

Venez-nous rejoindre, nous vous assurerons 6 mois de formation initiale à nos métiers d'études.

Vous intégrerez alors nos équipes et pourrez évoluer dans l'avenir entre ces différents métiers.

Si vous êtes l'un ces futurs Pro. animés, comme nous, de l'esprit d'équipe, adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature (lettre + CV et photo) sous réf. 104 M à Jacqueline GUESSARD, Groupe Bull, PC 1L009D, 94 av. Gambetta 75990 Paris cedex 20.

Bull



JEUNES INGENIEURS TRAVAUX

Bretagne

Filiale du Groupe **BOUYGUES** spécialisée dans le Bâtiment, Génie Civil et Ouvrages Fonctionnels, nous offrons à de jeunes diplômés d'Ecole d'Ingénieurs la responsabilité de chantiers sur l'Ouest.

Technicien et Gestionnaire, vous avez l'âme d'un Manager qui évoluera dans un environnement où l'esprit d'entreprise et de réussite prédomine.

Homme de terrain motivé, nous vous proposons un cadre d'évolution passionnant à la mesure de vos ambitions et de vos résultats.

Adressez votre dossier de candidature avec lettre, CV, photo et prét. à **GTB** - M Thierry Lecompte - 8, Avenue de Crimée - BP 56139 - 35056 Rennes CX.

GTB
Grands Travaux de Bretagne

هكذا من الأصل



REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE



CHOISISSEZ VOTRE VOIE INFORMATIQUE

Le Groupe Français d'Informatique est l'une des premières SSII françaises de dimension internationale. **Elle offre à 20 jeunes diplômés** de grandes Ecoles d'Ingénieurs ou à des universitaires de niveau maîtrise **l'option informatique GFI.**

Dès votre arrivée vous recevrez 3 mois de formation alternée théorique et pratique sur toutes les techniques actuelles, avec immersion rapide dans les équipes opérationnelles. Par la suite un suivi régulier de vos connaissances vous sera proposé.

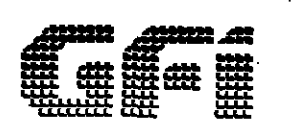
Pour revendiquer cette chance, outre votre bonne culture générale et un excellent niveau d'anglais, vous devrez démontrer des qualités d'analyse et de synthèse puissantes et faire preuve d'une forte personnalité.

Votre formation, votre créativité et vos goûts détermineront votre secteur d'affectation parmi les 5 voies suivantes :

- Informatique de gestion
- Technico-commercial
- Télécommunications
- *Systèmes experts*
- Infocentre

Devenus opérationnels et entourés des meilleurs spécialistes, vous pouvez espérer accéder soit à des postes d'encadrement soit à des postes d'experts de haut niveau, tous appelés à intervenir à l'international.

Pour se porter candidat à l'option informatique GFI, adressez lettre + CV sous réf. VI à
Josseline Héraud, GFI,
Direction du Personnel, Tour Neptune,
cédex 20, 92086 Paris la Défense 1.



GROUPE FRANCAIS D'INFORMATIQUE

"GFI, toujours un pas plus loin"

Instrumentation scientifique : le marketing et le business de produits leader !

Notre société, filiale d'un groupe américain prestigieux, emploie 220 personnes à Paris et en Province. Nos appareils scientifiques ont une réputation mondiale de grande qualité. Dans le cadre du développement de notre division bioanalytique et de nos gammes de produits HPLC, et centrifugation - ultracentrifugation, nous recherchons :

2 ingénieurs chefs de produits

HPLC et Centrifugation - Ultracentrifugation

- Vous avez une formation supérieure en chimie, biochimie et de solides connaissances des techniques analytiques.
- Vous avez une première expérience de Marketing Produit et avez été impliqué dans les actions commerciales et leurs résultats.
- Dépendant du Directeur de Marketing, vous établirez les plans de promotion, de formation et d'information, les stratégies et les tactiques.
- Vous etablirez les prix de vente et négocierez les prix de cession avec la société mère. Vous contrôlerez les ventes, les marges et les résultats auxquels vous serez financièrement intéressés.
- Vous serez techniquement secondés par des Ingénieurs d'applications.
- Vous avez une trentaine d'années, vous êtes dynamiques et ambitieux, très autonomes, et vous parlez l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions) s/réf. L/ICP/LM, à notre Conseil, Alain CHABANE, qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM  Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA



PARIS - PROVINCE
15 ans de compétence et de sérieux au service de sa clientèle parmi les plus grandes Sociétés Nationales et Internationales, recherche :

30 INGENIEURS GRANDES ECOLES (Référence 2085)

ou équivalent de préférence option Informatique, Automatique, Electronique.
Pratique souhaitée des matériels : MITRA - SOLAR - PDP 11 - VAX - MINI 6 - Micros : INTEL, MOTOROLA 6809 et 68000 et des Systèmes : IMS, DSA, SNA, TRANSPAC.
Pour les activités suivantes : • LOGICIEL DE BASE, RESEAUX, BASE DE DONNEES • PROCESSUS INDUSTRIEL, TEMPS REEL • TELECOMMUNICATIONS, GENIE LOGICIEL • CFAO, ROBOTIQUE, MONETIQUE • SYSTEME D'ARMES, GENIE LOGICIEL • SYSTEMES DE GESTION, BUREAUTIQUE • METHODOLOGIE, INTELLIGENCE ARTIFICIELLE.

INGENIEURS COMMERCIAUX (Référence 2086)

Bien introduits dans les milieux informatiques et des administrations, industries, banques et constructeurs, et ayant l'expérience des négociations et de la vente de services informatiques à un «Top Niveau».
Nous offrons de réelles possibilités d'évolutions pour des éléments de valeurs, jusqu'aux postes de Directions.

INFORMATIS 26, rue Daubenton 75005 PARIS - Tél. 43-37-99-22.

---

aerospatiale

DIVISION ENGINS TACTIQUES

TEST ET EVALUATION DE COMPOSANTS HAUTE TECHNOLOGIE

Ingénieur en Electronique, vous êtes débutant(e) ou avez déjà une première expérience (2 ans). Vous avez de bonnes connaissances des technologies et du test des composants, des moyens CAO en conception de VLSI, des réseaux ETHERNET, ainsi que des langages PASCAL et BASIC. Enfin, vous maîtrisez l'anglais.

Rejoignez-nous et participez au développement de notre nouveau secteur Test et Evaluation de Composants Haute technologie (VLSI, ASIC, PAL...) ! Nous vous confierons les responsabilités suivantes :

- choix et achat d'un testeur haut de gamme VLSI,
- développement des actions de formation, gestion, maintenance,
- collaboration avec les autres départements de la société et les concepteurs de composants.



Notre avance technologique, notre capacité à nous renouveler ainsi que la taille de notre groupe sauront satisfaire vos ambitions professionnelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) au service Relations-formation, réf. CC/M-06, 2 rue Béranger, 92320 CHATILLON.



MOTOROLA N° 1 MONDIAL DES RADIOCOMMUNICATIONS

INGENIEUR SYSTEMES

Chargé des études de définition de • réseaux de radiotéléphonie mobile • systèmes de transmission de données par voie radio.

Il sera en contact direct avec les services commerciaux, les usines européennes de fabrication, les laboratoires d'Etudes et les Sociétés de sous-traitances.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur Electronicien expérimenté et intéressé par la conception et la mise en œuvre des systèmes dans le domaine en plein développement des radiocommunications. La connaissance de l'anglais technique est indispensable.

Une évolution dans le Groupe est largement envisageable pour un candidat de valeur qui saura adhérer à l'esprit d'entreprise MOTOROLA basé sur le travail d'équipe, l'engagement de chacun et le souci de la qualité.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo) en précisant la référence IS, à MOTOROLA DIVISION COMMUNICATIONS, Direction du Personnel, 14, allée du Cantal, Z.I. de la Petite Montagne Sud, 91020 Evry Cedex.



MOTOROLA SA
DIVISION COMMUNICATIONS

---

responsable info service/statistiques

Responsable d'une équipe de 10 à 12 personnes, vous serez chargé d'intégrer l'ensemble des statistiques nationales du réseau des Caisses d'Epargne dans un système comprenant :

- des bases de données facilement consultables par tous à l'aide de produits info-service,
- des outils d'analyse et de simulation puissants réservés aux spécialistes.

Ingénieur grande école, 6 ans minimum d'expérience réussie et des connaissances de l'info-service sont indispensables.
Votre potentiel et vos capacités de contact à haut niveau vous permettront de négocier au mieux et de réussir pleinement à ce poste.
Lieu de travail : Montparnasse.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence RIS, au C.N.E.T.I. - Mme F. JACLOT
32, boulevard de Vaugirard - 75015 PARIS

CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE TRAITEMENTS INFORMATIQUES DU RESEAU DES CAISSES D'EPARGNE



CNETI



A.GARBARINI S.A.

recherche pour son **SERVICE TECHNIQUE INFORMATIQUE**

ingénieurs logiciel

Formation : **Electronique et Informatique.**
— Pour développement d'applications temps réel sur matériels à bases microprocesseurs.
— Quelques années d'expérience souhaitées.

analystes-programmeurs

Formation : **BTS ou DUT.**
— Pour écritures de programmes sur matériels à microprocesseurs.
— Connaissances ASSEMBLEUR, PASCAL.
— 1 à 3 ans d'expérience.

Propositions :

- Rémunérations attractives et motivantes.
- Esprit d'incorporation au sein d'une équipe.
- Possibilité de promotion.

Adresser lettre manuscrite de présentation et C.V. détaillé + photo à :
A. GARBARINI S.A. - 48 - 54, rue du Mans - 92400 COURBEVOIE

SECTEURS DE POINTE



GOULD *Electronique*

FILIALE FRANCAISE DU GROUPE AMERICAIN GOULD, qui conçoit, fabrique et commercialise des INSTRUMENTS DE MESURE et de CONTROLE électroniques (systèmes d'enregistrements, oscilloscopes, analyseurs logiques) étoffe son service METHODES et recherche un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Ce poste demande :
- Une expérience de 3 à 5 ans dans un service Méthodes,
- Une formation type ESME, INSA ou équivalent,
- La pratique des systèmes de test fonctionnels en électronique industrielle,
- Une expérience hardware et logiciel.

La connaissance de la langue anglaise sera un atout supplémentaire.

Les candidats feront parvenir C.V. et prétentions à
GOULD ELECTRONIQUE
Direction du Personnel, 57, rue Saint Sauveur
BALLAINVILLIERS 91160 LONGJUMEAU



ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES MINES DE SAINT-ÉTIENNE

offre à des

INGÉNIEURS OU MAITRES ÈS SCIENCES

des formations conduisant au DEA ou au DOCTORAT dans les domaines suivants :
- chimie physique des processus industriels (réactivité des solides, liants hydrauliques, capteurs, solides divisés) ;
- endommagement et mise en forme des matériaux (plasticité, fatigue, corrosion sous contrainte et fatigue corrosion) ;
- structure et comportement des joints de grain).

Envoyer le C.V. en précisant le domaine visé à :
M. le directeur de l'EMSE
158, cours Fauriel
42023 SAINT-ETIENNE CEDEX 2.

Communication d'entreprise et bureautique : former, conseiller, assister.

Nous sommes un groupe de premier plan présent dans 60 pays avec un C.A. supérieur à 3 milliards de francs en 1985 ; notre vocation : la communication d'entreprise.
Notre croissance importante et notre développement international nous amènent à renforcer en permanence nos équipes par de jeunes talents prêts à innover et à entreprendre.

INGENIEUR ANIMATION/FORMATION DES ÉQUIPES COMMERCIALES

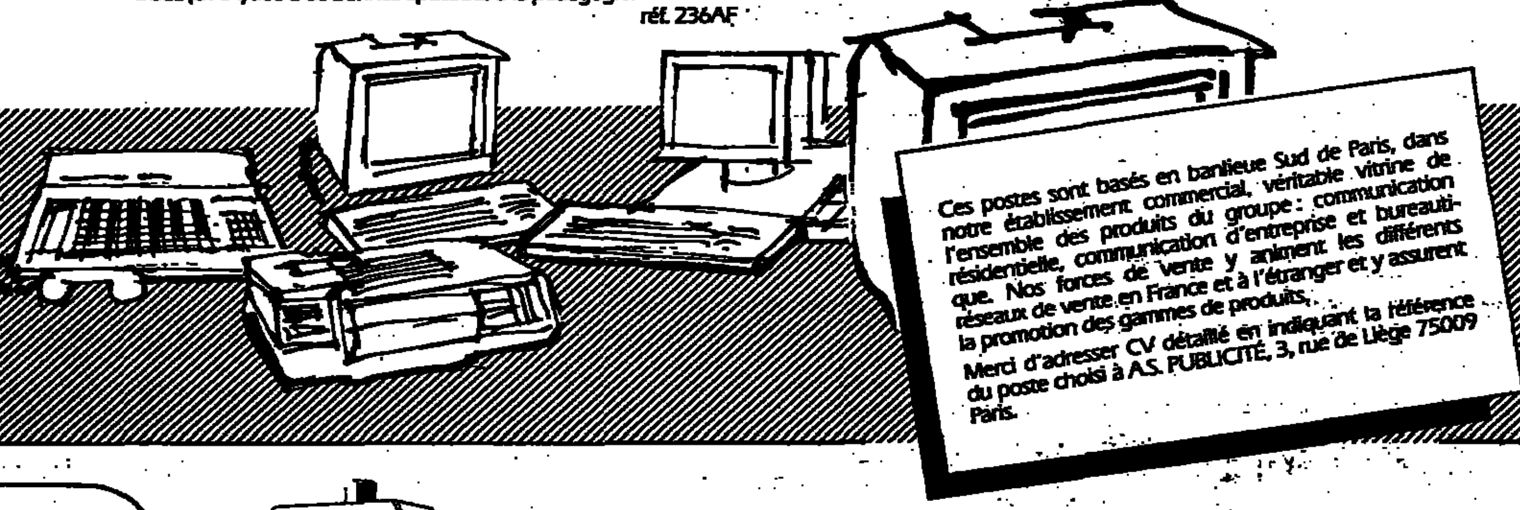
Transmettre la culture informatique et pour cela former et assister nos équipes commerciales, proposer, concevoir et mettre en œuvre les actions de formation, telles sont les missions que nous souhaitons confier à un spécialiste informaticien, au sein de notre Division des Ventes France.

Une double fonction lui sera attribuée :
- principalement la formation commerciale sur les réseaux multi-services (analyse des besoins, conception des modules, animation, création de documents, contrôle des actions),
- et ponctuellement l'assistance commerciale des équipes d'animation des ventes (par intervention sur le terrain, en support des forces de vente).

La trentaine et de formation informatique (MIAGE ou E.S.C. + formation chez un constructeur) il possèdera une expérience de technicien ou d'administrateur de réseau sur IBM (BSC, SNA) ou BULL (DNA) liée à de bonnes aptitudes à la pédagogie.
réf. 236AF

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Conseiller technico-commercial auprès de nos installateurs, il participe à l'analyse des cahiers des charges, à leur élaboration et à l'étude des devis particuliers.
Sur le terrain, il assiste nos installateurs, chez eux ou chez leurs clients.
Homme de communication et de contact, il possède la connaissance de l'exploitation des systèmes de télécommunication dans les entreprises et celles des services offerts par les systèmes de télécommunication des PTT en plus des principes de transmission de données et le "basic" sur l'architecture des systèmes informatiques.
Diplômé d'une Grande École de commerce ou de formation informatique il aura déjà prouvé ses compétences commerciales au cours d'une expérience professionnelle de 3 à 5 ans en vente de produits informatiques, bureautiques ou télécom. réf. 236TC





SOREFI CHAMPAGNE ARDENNE

Notre Société centralise les ressources financières des Caisses d'Épargne Écureuil de notre région et assure le financement de leurs interventions. Elle anime et coordonne la politique de développement régional et apporte son soutien dans les problèmes de gestion.

Améliorer la productivité par une informatique de gestion et d'aide à la décision

ORGANISATEUR INFORMATICIEN

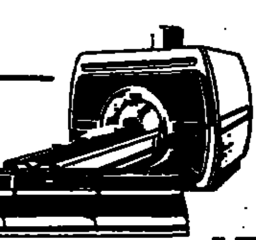
En liaison avec le Centre Informatique Régional équipé d'un ordinateur IBM 4381 et de deux NCR 8595 qui traitent les opérations des Caisses d'Epargne de sept départements, il a pour mission de :
- susciter la conception de nouveaux produits et le développement d'applications informatiques répondant à des besoins qu'il aura identifiés sur le terrain,
- mener à bien, avec l'appui du service Études du Centre, leur mise en œuvre,
- conseiller et assister les Caisses d'Épargne en matière d'organisation,
- coordonner la politique régionale d'implantation bureautique et télématique.

Pour assurer ces fonctions, nous recherchons une personnalité ouverte et affirmée, possédant de solides qualités de négociateur. Sa culture générale, sanctionnée par un diplôme de Grande École ou Universitaire, son expérience de quelques années en informatique et dans la Banque de préférence, sa compétence reconnue en organisation, doivent favoriser son intégration au sein d'une petite structure à compétence territoriale régionale.
Le lieu de travail est situé à Reims et comportera des déplacements à Paris et dans la région.



Nous vous invitons à adresser votre candidature sous réf. 26 M 176 à notre Conseil : Édith Giacchetti, C.P.A. : 3, rue de Liège, 75009 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC



THOMSON-CGR

CONCEVOIR ET DÉVELOPPER LES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX DE DEMAIN

*Précurseurs dans plusieurs domaines de la radiologie tels que la télécommande et les statifs spécialisés d'angiographie, de tomographie et de mammographie, nous sommes un des leaders mondiaux de l'**Imagerie Médicale** diagnostique et de la radiothérapie.*

Le développement important de nos activités nous conduit à renforcer notre DIRECTION TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE. Ainsi, nous recherchons un

CHEF DE PROJET MAMMOGRAPHIE

Ingénieur confirmé, directement rattaché au Chef du Service Radiologie Générale, vous serez chargé de mener à bien l'ensemble des études techniques dans le domaine de la mammographie. Vous coordonnerez l'activité des différents services qui participent à ces études et vous dirigerez une équipe d'une quinzaine de personnes. **(Réf. 362-DTS/MO)**

INGÉNIEUR QUALITÉ ÉTUDES

Ingénieur électronicien ou informaticien confirmé, vous serez responsable de la qualification au sein des services d'études et d'intégration des systèmes d'imagerie de nos scanners X. A ce titre, vous serez chargé du suivi de la qualité en cours d'études, de l'élaboration et du déroulement des phases de qualification et de l'audit des gammes de fabrication et de contrôle. Vous interviendrez ainsi au niveau des différents services concernés, études et fabrication. **(Réf. 346-DTS/MO)**

Ces postes sont à pourvoir à STAINS (93) mais seront transférés à BUC (78) vers la fin de l'année 1986.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature manuscrite accompagnée d'une photo et d'un C.V. en mentionnant vos prétentions, à Hubert GÉRARD — THOMSON-CGR — 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS, en n'omettant pas d'indiquer le numéro de référence du poste qui vous intéresse.



HAVAS CONTACT

Un homme nouveau pour un produit nouveau

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Société Française, parmi les leaders du marché de la Sécurité Industrielle, recherche l'Ingénieur Electronicien chargé de l'industrialisation de sa nouvelle ligne de produits de contrôle d'accès et centralisation d'alarmes.

Responsable technique du produit, il est avant tout chargé d'en assurer la fiabilisation et l'industrialisation :
- Création du dossier industriel de fabrication.
- Recherche et suivi des sous-traitants.
- Constitution des modes opératoires d'installation et de maintenance.

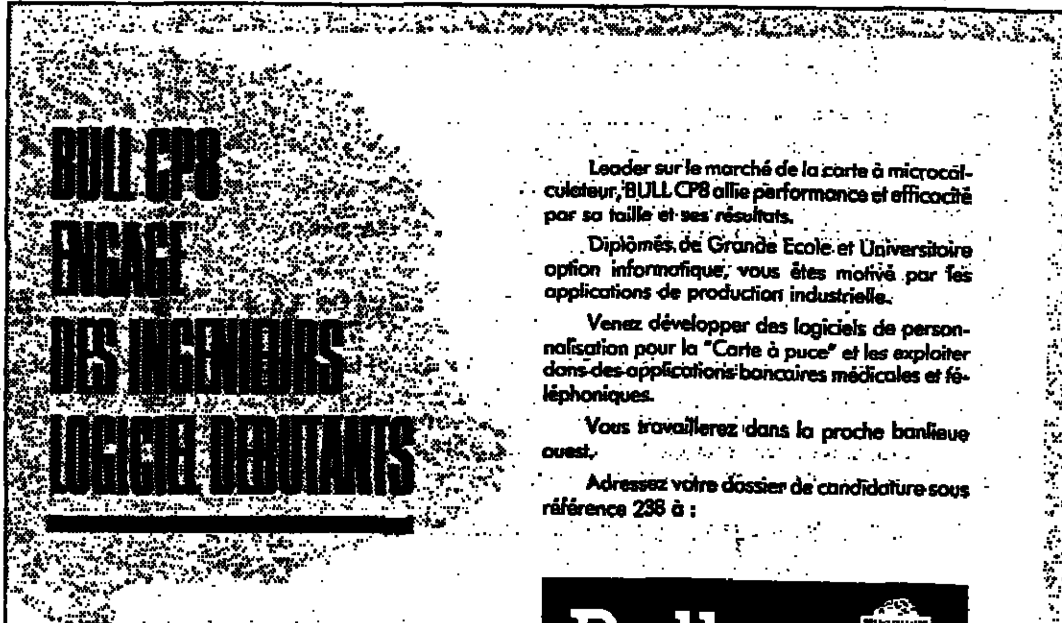
De plus, il assure l'optimisation de la qualité et des performances des produits existants et participe au développement permanent des nouvelles gammes.

Ce poste performant convient à un Ingénieur, option électronique (SUPELEC, ENST ou ARTS et METIERS,...) disposant de 5 à 6 années d'expérience d'industrialisation de produits techniques.

Autonome et créatif, il est avant tout désireux de mettre en œuvre les technologies de pointe.
Lieu de travail : Paris-Sud - proximité Porte d'Italie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions, sous référence MC/S1 M, à notre Conseil Sieglinde Boch, Centi Profile, 128, rue de Rennes 75006 Paris.

centi profile
Conseil en Recrutement Informatique



Leader sur le marché de la carte à microcalculateur, BULL CP8 allie performance et efficacité par sa taille et ses résultats.

Diplômés de Grande Ecole et Universitaire option informatique, vous êtes motivé par les applications de production industrielle.

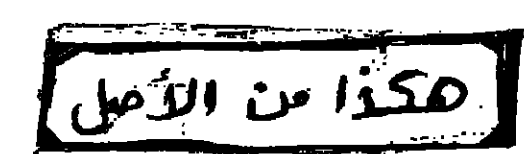
Venez développer des logiciels de personnalisation pour la "Carte à puce" et les exploiter dans des applications bancaires médicales et téléphoniques.

Vous travaillerez dans la proche banlieue ouest.

Adressez votre dossier de candidature sous référence 238 à :

BULL CP8
G. LAVERGNE - rue Eugène Henaff
78190 TRAPPES

Bull





REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

– Un marché en expansion qui croît de 60 % l'an.
– L'appui d'une image mondialement connue.
– Une volonté de gagner.

CONTROL DATA recherche :

INGÉNIEUR COMMERCIAL

De formation supérieure, vous savez ce que veut dire "Vendre du Conseil dans un domaine de haute technologie."

Adressez lettre manuscrite et C.V. en précisant la réf. PS/86/AI à :



CONTROL DATA
Direction du Département
CONSEIL ET APPLICATIONS
B.P. 139, 77315 MARNE-LA-VALLÉE
CEDEX 2.

Plein Chantier

Société de Services en Ingénierie Informatique

RESPONSABLE SECTEUR BANQUE

- Rattaché à la Direction de la branche Banque, vous aurez pour mission d'assurer le développement commercial et la croissance rapide de votre équipe. Votre territoire sera composé de clients de 1er ordre dans un marché porteur.
  Vous offrirez à votre clientèle une gamme étendue de services : conseil, assistance technique, contrats au forfait, recrutement, formation et vous aurez rapidement l'entière responsabilité de votre Centre de Profit.
- De formation supérieure (Ecole d'Ingénieur, Université), vous avez acquis en tant que Chef de Projet ou de Service dans une banque ou SSII, une réelle connaissance de l'informatique en milieu bancaire. En outre vous possédez le sens du contact et souhaitez adjoindre une dimension commerciale à votre carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions, sous référence SB C2 M, à notre Conseil Sieglinde Boch, Centi Profile, 128, rue de Rennes 75006 Paris.

centi profile
Conseil en Recrutement Informatique

THOM'6 : société d'ingénierie informatique au service de toutes les industries bénéficie de l'expérience du groupe Thomson.
Sa force : • 500 ingénieurs et techniciens de haut niveau, • 3 centres de traitement parmi les plus puissants d'Europe, • une gamme de 30 progiciels performants et compétitifs.
Son développement à Paris et en province est une réalité. Pour renforcer son équipe de vente THOM'6 recrute des :

INGENIEURS COMMERCIAUX SENIOR (Réf. ICS)
INGENIEURS COMMERCIAUX JUNIOR (Réf. ICJ)
INGENIEURS SUPPORT PRODUITS (Réf. ISP)

HEC, ESSEC, ESCP OU INGENIEURS GRANDES ECOLES + FORMATION DE GESTION DE TYPE INSEAD, ISA...

Seniors, vous avez une expérience réussie de la vente de services en informatique : productique, télématique ou gestion. Vous imposerez votre fibre commerciale dans vos prospections et atteindrez vos objectifs par l'apport de nouveaux clients dû à votre conviction et à votre professionnalisme.
Juniors, epaulés par l'équipe en place, vous acquerrez la maîtrise d'un métier vivant et formateur qui vous armera pour remporter vos premiers succès commerciaux.
Ingénieurs support, votre formation d'ingénieur et votre haut niveau de compétences dans un de nos domaines stratégiques vous permettront d'apporter l'assistance technique indispensable qui renforce l'action de votre équipe commerciale.

A tous, nous donnerons une formation complète à nos produits, dans les domaines de CFAO, GPAO et outils de gestion. Nous leur assurons ainsi réussite dans leurs fonctions.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, salaire actuel) en précisant la référence choisie, à Martine LIMOUSIN : THOM'6, 33, rue de Vouillé, 75015 Paris.

Thom'6
THOMSON INFORMATIQUE SERVICES

Banque Populaire

PERPIGNAN

JEUNE INGENIEUR SYSTEME

- Passionné par la fonction Système, vous travaillerez sur notre site central, équipé de 2 DPS 8 bi-processeurs.
- Doté d'une première expérience, vous connaissez GCOS 8, ou au moins GCOS 3.
- Vous souhaitez évoluer dans cette fonction et nous vous proposons de seconder notre ingénieur Système sur le site.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre man., CV, photo et salaire souhaité) sous réf. 104 CC à notre Conseil :

UNILOG Ethnos

9 rue Alfred de Vigny, 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC Informatique

DESSEIN



PRIMAGAZ

Ingénieur énergie, vous connaissez la mécanique hydraulique ou la thermodynamique.

Agé d'environ 30 ans et grâce à votre formation AM, ENSI, INSA, vous avez déjà réussi votre première expérience en milieu industriel et vous connaissez donc les différentes utilisations des produits énergétiques.
Le poste que nous vous proposons, dans un secteur où la concurrence est importante, nécessite de mettre au point les procédés les mieux adaptés à nos besoins afin de convaincre nos forces de ventes régionales des techniques nouvelles en leur apportant votre assistance sur le terrain.
Ce poste tremplin, basé à Paris, permettra à votre potentiel de s'épanouir et de pouvoir prendre en charge la gestion de la connaissance technique de notre société.
Quant a votre salaire, nous en parlerons ensemble.

Merci d'adresser lettre, CV, photo à André Clérissiot, PRIMAGAZ Direction du Personnel 64, avenue Hoche 75008 PARIS.

Organisation de centres informatiques

SEMA-METRA est l'un des premiers groupes européens de Conseil et d'Ingénierie en Informatique. Ses succès dans l'animation et la mise en œuvre de Schémas Directeurs et la réalisation de grands projets s'associent à des interventions de conseil auprès de centres informatiques.
Pour développer cette activité, il recherche :

Consultant senior

Il sera responsable d'audits de centres informatiques. Il étudiera les moyens et les actions mis en œuvre, recherchera leur cohérence au regard de la productivité attendue et proposera les solutions pour l'optimiser. Ses interventions déboucheront souvent sur la reprise par SEMA-METRA de centres informatiques. Il conseillera les directions du Groupe sur les budgets mis en jeu et la planification de leur évolution.

Son expérience Système et Exploitation lui a donné de solides connaissances techniques et une habitude de l'organisation et des méthodes. Sa formation supérieure et sa pratique du management lui permettront d'avoir la souplesse d'adaptation et la fermeté de décision nécessaire à la prise en charge de ses missions.

Si cette opportunité correspond à votre orientation de carrière, prenez contact avec Agnès CHAUVIN, Département Recrutement, sous la référence 10728/M, en nous faisant parvenir une lettre manuscrite et un curriculum-vitæ,

SM SEMA·METRA 16-18, rue Barbès - 92120 MONTROUGE

MEMBRE DE SYNTEC

Sonorisation

ingénieur chef de projet

BOUYER PROFESSIONNEL filiale des Ets PAUL BOUYER et Cie (500 pers.) MONTAUBAN, Tarn-et-Garonne.
Notre marché est ouvert: **l'installation de systèmes complets de sonorisation.** Activité 50% à l'export. Nous avons des références prestigieuses: aéroports, métros (Hong-Kong, Singapour), chaînes d'hôtels, etc. La raison de notre réussite: des délais de réalisation très courts.

A la suite du départ à la retraite de notre Directeur Technique, nous recherchons **un ingénieur électronicien** ayant une première expérience en courants faibles et s'exprimant correctement en Anglais.

Nous lui proposons de prendre **la responsabilité de notre B.E.** et d'assurer le suivi technique de nos projets en partant de l'étude jusqu'à la fabrication.
C'est un poste clé qui réserve une forte possibilité d'évolution.
Pour information détaillée veuillez adresser CV et photo sous réf. 6602 à:
MLM CONSEIL - 36, allées Jean-Jaurès
31000 TOULOUSE. Tél. 61 62 73 66

m CONSEIL

UN BOND POUR VOTRE CARRIÈRE

Nos Ingénieurs sont les garants de la qualité de nos équipements et produits. Hommes de terrain et de dialogue, votre dynamisme nous intéresse.

DUNLOP recherche UN CHEF DE PROJET

pour son Service **Équipements Travaux Neufs**

Jeune Ingénieur Électromécanicien (Arts et Métiers, ENSI ou équivalent) ou technicien confirmé (expérience d'environ 3 ans dans le milieu industriel).
Vos connaissances en automatisme et hydraulique vous aideront à remplir avec aisance votre mission.
En contact permanent avec l'ensemble des services et les fournisseurs vous étudierez et définierez les projets d'équipements et matériels de fabrication, suivrez la mise en route et la réalisation des travaux.

Poste à pourvoir à MANTES-LA-JOLIE (Réf. ICP 5).

Dunlopillo recherche UN INGÉNIEUR MAINTENANCE

Formation Arts et Métiers ou équivalent + 5 à 10 ans d'expérience réussie dans un service maintenance.

Responsable d'un important service d'entretien, vous animerez, dirigerez, contrôlerez l'activité de votre équipe. Vous assurerez dans le cadre d'un budget défini : l'amélioration constante de l'utilisation des équipements de production, le développement de la maintenance préventive, les négociations avec les sous-traitants.

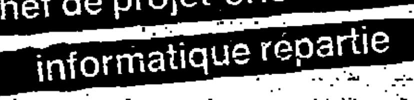
Poste à pourvoir à MONTLUÇON (Réf. ICM 6).

Maîtrise de l'anglais nécessaire. Larges possibilités d'évolution pour candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et pretentions) sous reference correspondante à DUNLOP FRANCE. Direction du Personnel – 62. rue Camille-Desmoulins. B.P. 41, 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX.



HAVAS CONTACT



GERLAND

Lyon

Grand groupe industriel français aux activités diversifiées, nous réalisons 2,4 milliards de CA avec un effectif de 4 000 personnes.

Equipé d'un système informatique performant composé d'un site central (BULL DPS 7) et d'un **réseau réparti** (HP 3000) nous cherchons un **Chef de produits** pour développer de nouvelles applications de gestion sur le réseau.

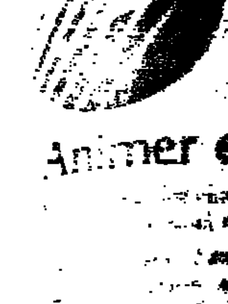
Si vous êtes Ingénieur ou Miagiste et si vous possédez au moins 5 ans d'expérience et une bonne habitude des applications en temps réel sur un réseau réparti, nous vous invitons à rejoindre notre équipe. Comme toujours, nous vous demandons également du sens concret et une bonne aptitude à communiquer.

Si cette offre vous intéresse, merci d'adresser votre dossier sous réf. 508 M
à notre Conseil
KEY MEN
2 rue Childebert - 69002 Lyon

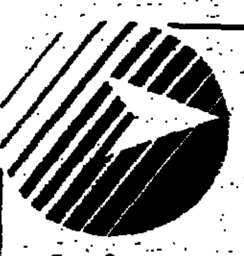


SOURCES/2

MEMBRE DE SYNTEC



SECTEURS DE POINTE



Suite à des évolutions de carrière dans le Groupe, la Direction des Relations Humaines recherche : (H/F) pour

Animer et Organiser la Formation

Au sein du Service Formation, vous participez à la stratégie d'évolution du personnel et des structures de la Société.

Vous réalisez l'étude des modalités d'interventions spécifiques à chaque situation, vous organisez, animez les formations nécessaires et mesurez la réussite des actions engagées.

Nous attendons des candidats diplômés de l'Enseignement Supérieur possédant une expérience d'animation en entreprise d'au moins 3 ans et motivés par le développement de la communication dans l'entreprise.

Ce poste est à pourvoir rapidement, déplacements occasionnels en France.

Merci de nous adresser votre CV, sous la référence SM 1363 (en précisant vos périodes de congés) à Solange MONTEIL Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin-Yvelines Cedex

PARFRANCE ANNONCES

MATRA

CHOISIR POUR EVOLUER

L'ingénierie en informatique industrielle c'est le métier de RSCI (Réalisations Services et Conseils en Informatique) : un métier que nous pratiquons avec ambition et le souci constant de la qualité.

Le candidat que nous recherchons de formation supérieure et possédant une première expérience en logiciels informatiques en milieu industriel aura l'ambition d'une véritable évolution de carrière. En choisissant pour évoluer une

CARRIERE COMMERCIALE

vous découvrirez une fonction révélant votre capacité à négocier à haut niveau.

Un poste ouvert sur de réelles responsabilités dans une entreprise qui vit une forte croissance et sait en faire bénéficier ses collaborateurs.

Développer une clientèle existante, conclure et suivre de nouvelles affaires seront ses objectifs. Nous saurons mettre en œuvre les moyens de votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature détaillée s/réf. 30 à RSCI - 537, rue Hélène-Boucher, Z.I. Centre, 78530 BUC.

R S C I

Carrefour de compétences

CONTESSE TELEMATIQUE (1) 53 14 01 63 CODE : CONTESS

THOMSON-CSF

recherche
pour sa Division Travaux Extérieurs et Services un

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Spécialisé en "audio" dans les applications : stades olympiques, salles de conférences et spectacles.

L'expérience de la rédaction des spécifications et des offres est nécessaire ainsi que la connaissance des constructeurs de matériels et des technologies modernes d'installation.

Ce poste comprend des déplacements à l'étranger.
La maitrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à ***THOMSON-CSF - Division Travaux Extérieurs et Services*** *- Mme LAVAL - 34, boulevard Ornano - 93204 SAINT-DENIS.*

HAVAS CONTACT



SIGO

Filiale informatique du Groupe S.I.A.O.

recherche

ingénieurs informaticiens

Ils seront intégrés à des projets bancaires temps réel en France et/ou en Afrique.

La connaissance du matériel BULL DPS 7 et de la Banque est très souhaitable.

Il est demandé une formation supérieure (Ecoles d'Ingénieur, de Gestion ou Université) et une grande mobilité.

Toutes les candidatures répondant à ces critères et faisant état d'une expérience entre 2 et 8 ans seront examinées et traitées confidentiellement.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel sous réf. 61.94/8/771 à ADEQUATION, 62-64, av. Emile Zola, 75015 Paris

Adequation

INGENIEUR COMMERCIAL à IBM France

Après de longues études, vous désirez maintenant prendre part activement à la vie économique du pays. Vous recherchez donc tout naturellement l'entreprise qui vous offrira cette opportunité.

INGENIEUR COMMERCIAL à IBM France, vous participerez aux mutations et aux évolutions des entreprises et des Administrations.
Vous représenterez la Compagnie auprès de cette clientèle diversifiée ; vous établirez des contacts au plus haut niveau. Vous aurez donc la responsabilité commerciale, administrative et financière d'un territoire géographique ou spécialisé par branche d'activité.

Jeune ou futur(e) diplômé(e) grande école ou cycle long de l'enseignement supérieur (Sciences et Techniques, Gestion),

adressez-nous votre candidature dès à présent

que vous soyez déjà diplômé ou que vous obteniez votre diplôme en 1986 ou 1987

Notre formation rémunérée, théorique et pratique, apporte aux diplômés de commerce et gestion les connaissances techniques nécessaires et initie les ingénieurs à la relation commerciale.

Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

Département Recrutement (Référence A 11) – IBM France
2, rue de Marengo – 75001 PARIS.

IBM

Organisation et Publicité

GENIE CIVIL INDUSTRIEL

2 ingénieurs commerciaux

NORMANDIE

Un développement soutenu, des projets multiples : depuis 20 ans au sein du groupe Bouygues, nous affichons des résultats dignes du numéro 1 mondial du BTP. *Notre Direction Génie Civil y contribue à part entière avec* une politique Produits novatrice.
Pour poursuivre son évolution, elle recherche pour sa Direction de Rouen, un

INGENIEUR COMMERCIAL INDUSTRIEL CONFIRME

Contacts clients, appels d'offres, négociation des affaires : c'est un portefeuille de 60 MF de prises de com*mandes par an que vous aurez à gérer.*
Votre formation d'ingénieur se double d'une expérience de 3-4 ans en Travaux, Commercial ou en tant que chargé d'affaires.

JEUNE INGENIEUR MONTAGE INDUSTRIEL

Ingénieur de formation, vous avez une véritable sensibilité commerciale, même si votre première expérience d'au moins 2 ans s'est déroulée en service Travaux ou Méthode. Vous seconderez le responsable de la cellule Montage d'opérations industrielles, en participant à la recherche des financements et des intervenants.

Merci d'adresser votre candidature en précisant le poste choisi à la Direction des Ressources Humaines
QUILLE
Le Hastings
2, Mail Pélissier
76015 ROUEN

QUILLE

RÉUSSIR ENSEMBLE

Organisation et Publicité

consultant(e) en organisation et informatique

une offre pour un jeune chef de projet dans le Groupe des Banques Populaires

Vous êtes âgé(e) de 28 ans minimum, de préférence titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'une MIAGE et vous pouvez vous prévaloir d'au moins quatre ans d'expérience de la conception et de la réalisation d'applications de gestion, dans le secteur financier et dans un environnement de grands systèmes BULL ou IBM.

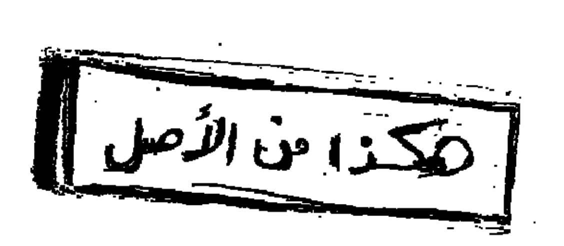
Basé(e) à Paris, vous vous joignez à une équipe chargée de mettre en œuvre la stratégie informatique du groupe dans nos différentes banques. Vous conseillez et assistez leurs dirigeants, vous coordonnez les opérations lors de la création de centres de traitement régionaux : diagnostic de l'existant, recensement et planification des tâches, élaboration des budgets et suivi des travaux.
Vous exercez des fonctions propices à une évolution dans notre groupe.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/554.07, à notre Conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION - 49, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS.

SERTI SELECTION

MEDIA PA



REPRODUCTION INTERDITE



Ingénieurs électroniciens

Midi-Pyrénées - Rhône-Alpes

Ingénieurs support technique - Cette entreprise, filiale de grands groupes internationaux poursuit une expansion rapide qui la place au deuxième rang européen dans son métier : concevoir, fabriquer et commercialiser des ensembles électroniques et automatiques sophistiqués. Dans le cadre d'une nouvelle organisation, la direction fabrication recherche trois ingénieurs support technique. Véritables interfaces entre la conception et la fabrication, ils conseillent les responsables fabrication lignes produits, les équipes projet de test et coordonnent les actions qualité. Ces postes évolutifs s'adressent à de jeunes ingénieurs type Supelec, ENSI, INSA, débutants ou ayant une première expérience et motivés par un poste à la fois technique et relationnel. Ecrire à L. PEYSALE en précisant la référence A/T 7139M.



71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.63
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieur commercial senior



Un leader mondial en France - ATT, l'un des plus importants groupes mondiaux (plus de 360.000 personnes) développe ses activités "composants" en Europe à partir d'une large gamme de produits : micro-processeurs 32 bits, 1 Mbit DRAM's, ASIC's, MOS, circuits standards, bipolaires et hybrides, fibres optiques, composants électromécaniques divers... La direction européenne ATT Microelectronics Gmbh est basée à Münich. Les activités ATT bénéficient du support des systèmes CAD et de la technologie avancée de Bell Laboratories. ATT Microelectronics met en place un réseau européen de centres d'études et de succursales marketing/ventes et souhaite actuellement recruter un ingénieur commercial sénior. Basé à Paris, il aura la responsabilité des ventes de la gamme complète des composants à une clientèle de grands comptes. Les candidats seront, de préférence, diplômés de l'enseignement supérieur technique et dotés d'une expérience de trois ans minimum. Ils devront connaître le marché du semiconducteur et plus spécialement celui des fibres optiques et ASIC's. Notre préférence ira aux candidats motivés par la création d'une nouvelle activité commerciale, et qui, par leurs connaissances, dynamisme et sens des responsabilités, participeront à la croissance de cette nouvelle entité. La pratique de l'anglais est indispensable. Une formation aux USA est prévue. La rémunération globale sera très attractive et comprendra une voiture de fonction. D'intéressantes perspectives de carrière pourront être envisagées au sein de ce groupe de premier plan. Merci de téléphoner et/ou d'adresser votre dossier de candidature (impérativement en anglais) à Michael SOROKIN en précisant la référence M/480M.

PA

PA Personalberatung

Ohmstraße 8, 8000 München 40, Tel.: 0 89/34 10 51
Ein Unternehmen der PA Consulting-Gruppe

ORACLE

Un SGBD relationnel très performant
Une société jeune sur un marché porteur

Nous sommes la filiale française d'ORACORP qui développe un SGBD relationnel de hautes performances, distribué dans le monde entier et dont la croissance est très forte (100% par an). Créé en 1986, ORACLE France a pour vocation de distribuer le produit ORACLE et de former ses utilisateurs aux possibilités du modèle relationnel.

ORACLE permet de développer des applications sophistiquées avec une grande productivité. Il est portable sur les principaux systèmes existants sur le marché (DEC/VMS, IBM/VM, IBM/MVS, BULL G COS, UNIX...).

Afin de renforcer notre équipe, nous souhaitons intégrer :

Un technico-commercial avant-vente

Il apportera une assistance technique aux ingénieurs commerciaux (exposés, démonstrations) et sera plus particulièrement chargé de la conception et de la réalisation de maquettes d'application pour nos clients (cinq ans d'expérience environ). Réf. S/8091M.

Un jeune formateur

Il sera chargé au sein de notre équipe formation, de la réalisation de cours et de l'animation de stages chez nos clients ou dans notre centre. De solides compétences en informatique et en bases de données sont nécessaires (4 ans d'expérience) ainsi que de réelles aptitudes pédagogiques. Réf. S/8092M.

Ingénieurs diplômés en informatique (Ecole d'ingénieur ou formation universitaire) vous avez acquis une première expérience de développement de logiciels systèmes ou d'application (en Fortran, Cobol, langage C). Vous avez une parfaite connaissance du modèle relationnel.

Si vous recherchez un poste motivant d'un haut niveau technique, rejoignez notre équipe basée à La Défense, vos possibilités de carrière seront à la mesure de notre développement.

Anglais indispensable.

Ecrire en envoyant curriculum vitae et prétentions à PA Neuilly - 3, rue des Graviers - 92200 Neuilly-sur-Seine en précisant la référence choisie.

PA Advertising

L'informatique dans la presse et l'édition



Le département "ARTS GRAPHIQUES" de CERCI filiale du groupe SEMA METRA développe pour la Presse et l'Edition un système rédactionnel informatisé : SOLSTICE 2000.
Gagnez avec nous dans une technologie en pleine expansion.
Rejoignez l'équipe SOLSTICE 2000.

Ingénieurs logiciels

Vous possédez une première expérience en informatique technique, vous avez réalisé des *logiciels sur VAX ou PC en langage C.*
Nous vous offrons la perspective de travailler dans un domaine de pointe, où l'innovation, la recherche et la compétence se mêlent à l'esprit d'équipe. Ces postes sont situés en proche banlieue Sud-Est (RER Val de Fontenay) dans un cadre moderne et un environnement technique et intellectuel motivant.
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence IL/DAG à N. VIAUD.

SM CERCI 56, rue Roger Salengro 94120 FONTENAY S/BOIS

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur Qualité.

Notre groupe opère mondialement dans le secteur alimentaire où la Direction Qualité est une fonction clé (4 laboratoires en France, 20 en Europe, 40 dans le Monde). Le Directeur Qualité est responsable des 4 laboratoires français qui regroupent une cinquantaine de personnes et a en charge tous les problèmes de Contrôle et d'Assurance Qualité de l'entreprise. Il participe aux instances internationales de politique de la Qualité.

Pour occuper une telle fonction, nous souhaitons un ingénieur chimiste, ENSIA ou Agro d'excellent niveau scientifique, ayant une expérience confirmée de la Qualité, si possible dans l'alimentaire, voire en chimie, chimie fine, parachimie, cosmétologie. Le Directeur Qualité doit avoir une bonne connaissance de base de l'anglais et des talents d'animateur et de coordonnateur. Notre groupe offre d'incontestables possibilités de développement et de diversification de carrière.

Adresser un dossier complet avec photo et souhait de rémunération aux consultants de Sirca, 64 rue La Boétie, 75008 Paris, sous référence 548 352 qui vous garantissent la plus totale discrétion dans l'examen de votre candidature.



Sirca

SOURCES

Membre de Syntec

comia·fao *Partagez notre succès !*

Spécialisé dans la fourniture de biens d'équipement agro-industriels, nous réalisons 20 % de notre C.A. à l'export, et dans le cadre de notre croissance - 60 % en 2 ans, nous recherchons:

jeunes ingénieurs d'affaires

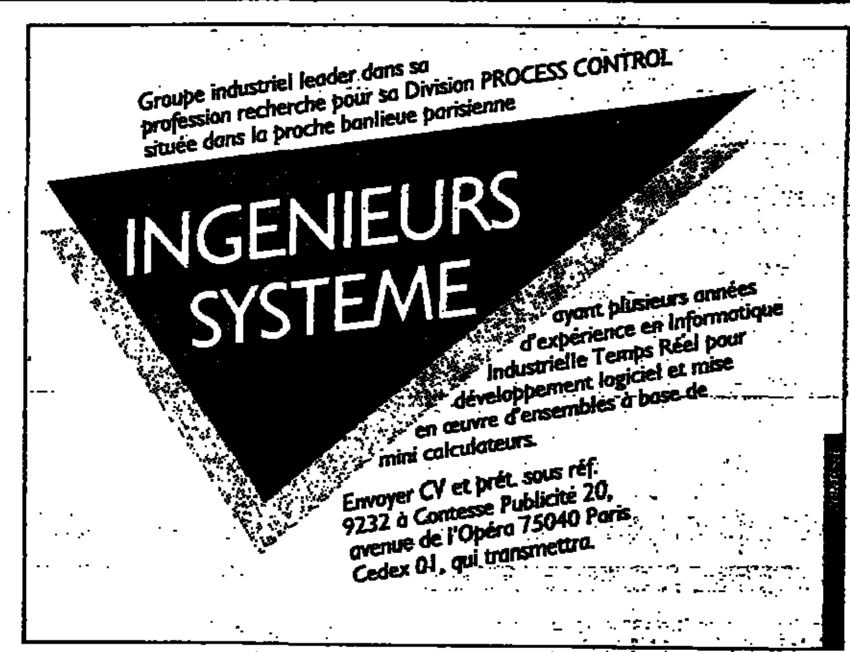
Vous avez un très fort potentiel commercial, une disponibilité totale, un esprit rigoureux et méthodique, une formation Arts et Métiers ou equivalent.
Nous vous proposons la responsabilite d'un secteur geographique au sein de notre département industriel. Vous négocierez au plus haut niveau la realisation d'equipements lourds dans le domaine agro-industriel.

Merci d'envoyer C.V. + lettre + photo sous reférence F/LM/120 à Genevieve FERRE - COMIA FAO 27, boulevard de Chateaubriant - 35502 VITRE CEDEX.

Le Groupe Roullier, de dimension internationale, est leader en agro-fourniture et emploie 2.100 personnes. Son C.A. est de 2,4 milliards de F.



Organisation et Publicité



Concepteur de systèmes d'informations

Paris. Cette **grande banque d'affaires française** vient d'élaborer un vaste plan informatique à 6 ans qui met en œuvre des ressources très importantes. Elle recherche un concepteur de systèmes d'informations.

En liaison avec les directions utilisatrices, celui-ci assure le pilotage d'un des grands projets de la banque; avec une équipe d'analystes qu'il encadre, il procède aux analyses de l'existant, enregistre les besoins exprimés, établit les cahiers des charges et il coordonne l'ensemble des actions liées au projet (organisation et informatique). Il est en relation permanente avec les équipes spécialisées à qui la réalisation informatique est sous-traitée.

Le candidat, âgé d'au moins 31 ans, de formation supérieure (grande école ou université) et de fort potentiel, possède une expérience informatique et il a déjà conduit des projets d'organisation; la connaissance de la banque et des méthodes de conduite de projets (Merise, SDM) serait un atout.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions sous référence P.155/M à Bernard BEAUNOIR,

SM SEMA•SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.

MEMBRE DE SYNTEC



CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE SAONE ET LOIRE

recherche pour son

Département Télématique et Informatique
matériel IBM SOUS MVS/XA - DB2

CHEFS DE PROJETS H/F

MISSION : vous serez chargés de conduire d'importants projets, d'assurer les relations avec les utilisateurs, de coordonner une équipe de 6 à 8 analystes-programmeurs.

FORMATION SUPERIEURE : MIAGE, INSA, Ecole d'ingénieurs.
Une expérience minimale de 2 années dans la fonction est indispensable ainsi que la connaissance de l'environnement IBM télétraitement et base de données.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo récente et prétentions sous réf. CP/M au Service du Personnel, B.P. 529, 71010 MACON Cedex.

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Société française de 3 500 personnes recherche pour l'un de ses Centres d'Etudes Paris banlieue Sud un ingénieur confirmé pour assurer le

DEVELOPPEMENT D'AUTOCOMMUTATEURS TELEPHONIQUES TEMPORELS

De formation Grande Ecole, avec un minimum de 5 ans d'expérience dans les autocommutateurs téléphoniques temporels de petite capacité, il aura pour missions d'assurer le développement de ces équipements, d'encadrer une petite équipe d'ingénieurs, de suivre les relations techniques avec les clients et les usines de production. Anglais lu et parlé.
Possibilités d'élargissement ultérieur de la fonction.

Adresser CV détaillé sous réf. AB 632 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, *qui transmettra.*



SMAbtp

1er Assureur Français du Bâtiment et des Travaux Publics
recherche pour son DEPARTEMENT ORGANISATION

un Responsable de Projet

destiné à conduire des actions d'envergure mettant en relation le monde des idées et celui des moyens.
Profil : Ingénieur Grandes Ecoles Scientifiques, 3 à 4 ans d'expérience.
Capable de mener des contacts à haut niveau, le candidat retenu devra, de plus, posséder de réelles qualités de rigueur et de dynamisme. Véritable coordinateur des actions menées dans l'entreprise, il aura à s'impliquer personnellement dans les domaines Assurances, Informatique et Administratif. Des études qualitatives et quantitatives lui seront également confiées permettant d'argumenter des choix d'objectifs et des décisions stratégiques au niveau de l'entreprise.

Adressez lettre manuscrite et dossier précisant votre rémunération actuelle à **Mme WARD**
Société Mutuelle d'Assurances du Bâtiment et des Travaux Publics
114, avenue Emile Zola 75739 Paris Cedex 15

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE recherche

INGENIEUR SUP AERO CONFIRMES

Pour étude et coordination technique de systèmes de navigation par satellites et de systèmes optroniques intégrant stabilisation et asservissements.

Adresser candidature sous référence 9341 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE



Société de services et d'ingénierie à forte croissance
recherche pour son département

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

(systèmes embarqués, avionique, imagerie, logiciels de base...)

INGENIEURS GRANDES ECOLES

(MINES, ESE, ENST, ENSIMAG, ENSEEIHT...)
(Option informatique ou automatique)
ayant acquis une première expérience sous l'un des environnements suivants :
68000, UNIX, C, PASCAL, VAX, 8086, 8088, RMX, PDP, MITRA, SOLAR.



EVOLUEZ AVEC NOUS

Merci d'adresser votre candidature et date de disponibilité (s. ref. B 063) à
BETEL INGENIERIE
23, rue de la Paix - 75002 Paris



Constructeur de chaudières basse pression en acier, de grande qualité, destinées à l'habitat collectif, hôpitaux, collectivités locales, bâtiments administratifs... possédant de nombreuses et prestigieuses références recherche **PARIS**

Ingénieur
thermique ou mécanique

Agé de 30/35 ans environ, vous êtes ingénieur de formation thermique ou mécanique, ayant une connaissance approfondie dans le domaine du chauffage et/ou transfert thermique.
Bon scientifique et bon technicien, vous possédez une solide expérience dans ce domaine.
• Votre activité recouvre les tâches de création et de mise au point de nouveaux matériels, d'assistance à la clientèle, avant et après la vente.
• Vous savez animer.

Si vous êtes ambitieux et que vous faites vos preuves, vous évoluerez au sein de notre société.
Le salaire est fonction de votre expérience.
Merci d'adresser lettre + CV + photo + prét., sous réf. 163 86 108, à notre conseil Pro Consultant,
18 rue Rouget de Lisle, 42000 Saint-Etienne.
Les entretiens auront lieu à Paris.

pro consultant

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

THOMSON BRANDT ARMEMENTS



***THOMSON BRANDT ARMEMENTS** réalise un C.A. de plus d'un milliard de Francs, dont 60 % à l'export, et appuie de plus en plus sa production sur l'électronique, l'informatique, la robotique...*

Notre unité de LA FERTÉ-SAINT-AUBIN, près d'ORLÉANS, à 100 km de PARIS, renforce son service achats en cours d'informatisation, et recherche :

ACHETEUR SOUS-TRAITANCE (Réf. 86529/LM).

Un poste en création, où tout est à faire : dans le cadre d'un budget important, vous serez responsable de la gestion des achats de sous-traitance mécanique : usinage, assemblages semi-ouvrés, protection de surfaces, et des achats de sous-traitance électronique : câblage de cartes électroniques essentiellement.

Outre la recherche de fournisseurs et la négociation des contrats (délais, prix et conditions de règlement, transports), vous assurerez sur le plan interne, la coordination avec les services contrôle, fabrication, ordonnancement.

Situé au point stratégique de notre production, vous serez véritablement le maître d'œuvre et le moteur de toute la sous-traitance.

Ingénieur Mécanicien ou Métallurgiste, âgé de 30 ans ou un peu plus, vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum dans les achats de sous-traitance. Dynamique et organisé, vous êtes rompu à la négociation. Vos compétences et votre charisme naturel, vous permettront de vous imposer, tant auprès des fournisseurs que des services internes.

ACHETEUR-INGÉNIEUR CHIMISTE (Réf. 86530/LM).

Vous serez responsable de la gestion des achats des produits chimiques nécessaires à la production (budget de plus de 100 MF/an) : protections thermiques, composants de jonction et pyrotechniques. A ce titre, vous sélectionnerez les fournisseurs, assurerez les négociations de conditions de règlement, prix et délais ainsi que le contrôle de leur rigoureuse application.

Ingénieur Chimiste de formation, vous possédez une expérience de 2 ou 3 ans dans la fonction achats de produits chimiques, ou de très solides connaissances dans le domaine de la pyrotechnie.

Ce poste-clé au sein de notre organisation, vous permettra de mettre en œuvre, à la fois votre technicité et vos talents relationnels.

*Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), en précisant bien la référence du poste choisi, à **SELECOM** – 226, rue du Faubourg Saint-Honoré – 75008 PARIS.*

THOMSON
INDUSTRIES ET INGÉNIERIE

HAVAS CONTACT

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

INGENIEUR SUPPORT TECHNIQUE BULL ENGAGE VOTRE MATURITE

Votre diplôme d'ingénieur ou votre formation *universitaire* (DEA *Systèmes informatiques*, DESS Télématique...), votre expérience des systèmes de télécommunications en environnement ISO, DSA, SNA, complétée par une bonne connaissance de la langue anglaise, vous offrent un nouvel axe de développement : la fonction "SUPPORT TECHNIQUE".

Introduire des nouveaux produits de communication dans les réseaux commerciaux et développer avec nous les stratégies et méthodes d'exploitation en ayant comme souci constant d'atteindre l'objectif "zéro défaut" : voilà le challenge que BULL propose aux meilleurs d'entre vous.

Ecrivez à Annie BENYAYA *sous réf.* 418 M.

BULL ENGAGE DES INGENIEURS DU FUTUR POUR LA NOUVELLE GENERATION DE RESEAUX DE COMMUNICATIONS

Que vous soyez diplômés de grandes écoles ou de l'université, vous êtes avant tout des INGENIEURS EXPERIMENTES *dans l'un des domaines suivants :*
- Architecture ISO, SNA, DSA.
- Messageries vocales, VIDEOTEX et CCITT.
- *Réseaux intégrant voix et données* (RNIS).
- Techniques de transmissions et réseaux locaux.
- Coupleurs de transmissions intelligents.
- Systèmes multi-microprocesseurs.
- Systèmes UNIX.
- *Administration/maintenabilité de réseaux.*

Les technologies de réseaux et de communications d'entreprise sont un secteur à évolution rapide qui requiert des ingénieurs *hautement qualifiés.* Devenez l'un deux à la DIRECTION RESEAUX ET COMMUNICATION du Groupe BULL.

Nous vous confierons des responsabilités de conception et de développement de processeurs de réseaux, d'application d'administration des réseaux, *d'application de messageries.*

Ingénieurs du futur, vous vous assurerez que les produits du Groupe disposent de capacités adéquates *de communication et d'interconnexion.*

Ecrivez à Annie BENYAYA sous référence 419 M.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à Mme Annie BENYAYA, , Groupe Bull, PR 007C, 94 av. Gambetta, 75990 Paris cedex 20.

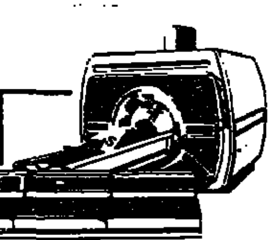


SOURCES

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE



THOMSON-CGR
ÉLECTRONIQUE MÉDICALE

*Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'**Imagerie Médicale**. Nous concevons, réalisons et commercialisons des ensembles complexes mettant en œuvre une électronique sophistiquée.*

Le développement de nos activités nous conduit à renforcer les équipes en place.

Au sein de notre Service Achats, nous recherchons :

DEUX INGÉNIEURS ACHATS

débutant ou ayant une première expérience des Achats. Vous avez une formation d'ingénieur avec une spécialisation électronique ou mécanique.

Vous parlez l'anglais couramment et possédez de bonnes notions d'italien.

Après une période de formation, vous pourrez être amené à exercer la fonction dans une de nos unités industrielles de Belgique ou d'Italie. **(Réf. 412 DI/LM)**

Au sein de notre Service Assurance Qualité, nous recherchons :

UN INGÉNIEUR QUALITÉ

Adjoint au Responsable du Service, qui assurera l'intégration et le suivi de la qualité en production dans toutes nos unités.

Votre formation technique d'ingénieur grande école a été valorisée au cours de votre carrière.

Vous avez 35/45 ans. Vous recherchez un poste aux responsabilités variées dans un environnement dynamique et un secteur de pointe. La connaissance de l'anglais est indispensable. **(Réf. 397 DI/LM)**

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V.) en précisant la référence du poste choisi à Mme Dominique FILLIATRE-SIMEON – THOMSON-CGR – 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS.



HAVAS CONTACT

Un des premiers groupes privés français d'assurances collectives et individuelles recherche :

Ingénieurs
DEBUTANTS INPG, ENSI, INSA...

pour le développement d'applications informatiques de haut niveau.

Notre maîtrise des techniques avancées dans le traitement de l'information et l'utilisation d'un matériel informatique important (ordinateurs 3081 - 3083, réseau de + de 800 terminaux), offre aux candidats dynamiques la garantie d'une évolution rapide dans un environnement enrichissant.

Postes à pourvoir dans le
SUD DE LA FRANCE.

Envoyer lettre manuscrite et photo sous référence 1019 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 Paris, qui transmettra.

A Lyon,

Des opportunités pour ingénieurs systèmes
CONTROL DATA - VAX - IBM



Ingénierie d'un groupe industriel important, nous sommes leader mondial sur le marché de la fourniture de combustible nucléaire. La mise en commun de nos moyens informatiques avec ceux d'une autre filiale du groupe, nous conduit à renforcer considérablement nos équipes systèmes.

Notre environnement informatique est puissant et sophistiqué :
- un CDC CYBER 180/830 biprocesseur (NOS 2.4, NOS.VE),
- 2 IBM 4381 et 4341 (VM, MVS),
- 2 VAX 8600 en cluster (VMS),
- une imprimante à laser XEROX 8700,
- 3 traceurs BENSON,
- plus de 500 terminaux.

Ces ordinateurs sont reliés par un réseau à haute vitesse (50 Mb/s) et nous accédons à distance à un CRAY XMP, le plus puissant ordinateur actuellement disponible en France.

Pour assurer le suivi et l'évolution des différents systèmes ainsi que le support technique aux utilisateurs, nous recherchons de jeunes ingénieurs possédant déjà une expérience sur ces systèmes ou désireux de s'y former.

Les évolutions rapides de nos moyens permettent un enrichissement technique certain mais exige une bonne capacité d'adaptation.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo + rémunération), à Joëlle Khuat Duy, sous réf. 871, en spécifiant bien le système choisi.

HAY *Managers* Le Rhôdanien
5 pl. de la Gare 69003 Lyon.

UNILOG

DIRIGER ET DÉVELOPPER NOTRE FILIALE FORMATION INFORMATIQUE

UNILOG-Formation intervient auprès des clients et des sociétés du Groupe. Ses actions de formation couvrent toutes les étapes d'informatisation de l'entreprise et s'adressent tant aux informaticiens qu'aux utilisateurs.

Nous cherchons un Manager qui prendra la tête de cette unité de 10 personnes. Bon commercial, il aura pour objectif de développer ce secteur d'activité (C.A. actuel 10 MF) en conservant la qualité qui en a fait la réputation.

Une expérience de direction d'une petite société ou d'un Département d'une grande entreprise et un fort attrait pour la formation sont des atouts importants pour réussir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et rémunération souhaitée), sous référence 571, à :

UNILOG

Conseil en Recrutement 9 rue Alfred de Vigny, 75008 Paris
MEMBRE DE SYNTEC informatique

INGENIEUR TEXTILE
Prenez la direction de notre unité de tissage industriel

- Une position incontestée de **spécialiste européen** dans le domaine du tissage industriel.
- Un **savoir-faire technologique** et la volonté d'être toujours à la pointe de l'innovation.
- La chance de se situer sur un **marché très porteur** tant en France qu'à l'étranger.

Autant de facteurs de nature à motiver notre **DIRECTEUR d'unité industrielle.**

Votre profil : 35 ans minimum, diplômé d'une Ecole d'Ingénieur Textile, possédant l'**expérience du tissage de fibres synthétiques** et la capacité de superviser un atelier de 50 personnes. Connaissance de la micro-informatique de gestion appréciée. Anglais parlé souhaitable.

Votre mission sera double :
- **la responsabilité technique** de l'unité de production qui devra toujours rester aux avant-postes de l'évolution technologique ;
- **la responsabilité commerciale** du développement des applications dans les secteurs industriels du tamisage et de la filtration.

Véritable « **PATRON DE PME** », vous rendrez compte de votre mission à la Direction Générale, en termes de rentabilite et développement.

Poste basé en région Nord France (120 km de Paris).

Si vous êtes attiré par cette CREATION DE POSTE autonome et évolutif au sein d'un Groupe (500 personnes, C.A. : 500 MF), leader sur son marché, vous adresserez lettre manuscrite + C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la référence TR/LM1, à

michel jouhannaud conseils
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

MEDIA PA

NCR Informatique : excellence des compétences, efficacité du discours, performance du service.

4ème constructeur informatique mondial, nous offrons la gamme de produits la plus large du marché (du mini au gros système...) et des produits de pointe dans les domaines des Télécommunications et de la Bureautique (Mini 16 et 32 Bits sous UNIX ; le TOWER 32 élu produit de l'année par 01 Hebdo).

Ingénieurs systèmes

Dans le but de faire bénéficier nos clients des dernières améliorations techniques, de répondre à leurs besoins dans la résolution de problèmes spécifiques à l'utilisation du matériel et des logiciels associés, vous intervenez pour les informer, les conseiller, les former et leur assurer une assistance efficace.

De formation supérieure Ecole d'Ingénieurs, vous êtes débutant ou possédez une première expérience de 2 à 3 ans des systèmes.

Doté de bonnes compétences techniques, vous êtes avant tout un homme de synthèse : vous savez écouter, dialoguer et diagnostiquer.

NCR développe vos compétences techniques par une formation permanente aux nouvelles technologies.

Si comme nous, vous croyez aux vertus d'une qualité et d'un service supérieurs, si vous parlez l'anglais couramment, adressez votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 4907/M, à Francis ETIENNE, NCR France, Tour Neptune, 20 Place de Seine, Cédex 20, 92086 Paris-La Défense.

NÉ POUR GAGNER
NCR
INFORMATIQUE

Banque Morgan
PLACE VENDOME

Banque Internationale de très grande notoriété disposant d'un site IBM 3083 OS/MVS, CICS, recherche :

CHEFS DE PROJETS

De formation supérieure (MIAGE ou Ecole d'Ingénieur), le candidat aura une solide expérience en informatique de gestion (4 ans minimum sur IBM).

Il aura la responsabilité d'animer, de coordonner et de développer avec les utilisateurs des projets de gestion complexe dans des domaines de pointe de la banque.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant le sens de la communication et des responsabilités et désireux de construire sa propre carrière au sein de notre banque.

De bonnes connaissances d'anglais seront un atout supplémentaire.

Merci de bien vouloir adresser lettre manuscrite, photo et C.V. à
notre Conseil en Recrutement

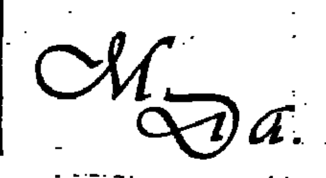
ALPHA - SELECTION
Melle RONDET, 2, rue de Constantinople - 75008 Paris

Filiale informatique d'un important établissement financier parisien, nous sommes pour ce dernier une équipe d'intervention à taille humaine. Dans le cadre de l'évolution des marchés financiers, cet établissement intègre un outil informatique original.
Dans ce contexte, nous recherchons un

Ingénieur Réseaux *Milieu Financier*

Au sein de l'équipe chargée du projet, il a pour missions successives :
- *la prise de connaissance de l'existant sur le site homologue en **Amérique du Nord**,*
- *la responsabilité des problèmes réseaux dans l'intervalle du rapatriement du système d'informations,*
- *la participation à l'implantation sur **Paris**,*
- *l'adéquation permanente du réseau à l'évolution technologique.*

Nous recherchons un candidat jeune, ingénieur de formation - IIE, ESIEE, ESIEG... – Son expérience de 3 à 5 ans lui permet d'évoluer dans un environnement IBM sous DOS - VSE - MVS - VTAM où les connaissances spécifiques de réseaux sont centrées sur SNA - NCP - 3705/3725 - Série I - X25...



***Michel DHEUR**, notre Conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité, les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8606.25 au Cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.*

Conseil en ressources humaines.



REPRODUCTION INTERDITE



Responsable BE Electricité, Automatismes Bâtiment

Nous sommes un grand groupe de Travaux Electriques (CA 2,8 milliards). **Notre Agence de Paris** se développe fortement et nous créons le poste de Responsable de Bureau d'Etudes Electricité et automatismes du **Bâtiment.**

Possédant une connaissance approfondie des règles de l'art et des normes de l'installation électrique, il sera le garant des méthodes utilisées, proposera des solutions techniques, économiques et astucieuses, encadrera une équipe pour la réalisation d'études d'exécution.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur ayant une expérience réussie en études et réalisations de chantiers et des connaissances en automatismes et courants faibles.

La rémunération sera attrayante pour des candidats évolutifs.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prét. s/réf. 2449 à Lévi Tournay/Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.



SODETEG T.A.I.

Société d'Ingénierie Informatique

550 personnes dont 250 ingénieurs - 60 % du C.A. réalisé à l'export

recherche dans le cadre de sa forte expansion

CHEF DE PROJET LOGICIEL

De formation Grande École, vous avez acquis une expérience significative des systèmes informatiques **TEMPS RÉEL** et connaissez le système d'exploitation **UNIX.**

Responsable d'une équipe d'ingénieurs, vous aurez à développer un nouveau produit et à appliquer les méthodes modernes de Génie Logiciel (Conception par objet, atelier logiciel).

De courts déplacements à l'étranger sont à prévoir.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

SODETEG/T.A.I. présente dans 25 pays, offre à des ingénieurs talentueux et disponibles, une évolution à la mesure de leur ambition.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 4/M à la Direction des Affaires Sociales. **SODETEG/T.A.I.**, Sandrine MANDIN, 283, rue de la Minière, B.P. n° 11 – 78530 BUC.

THOMSON
INDUSTRIES ET INGÉNIERIE

HAVAS CONTACT

La Banque et les Associations

Banque des particuliers, le Crédit Mutuel est aussi la banque des associations et des collectivités locales.

De formation supérieure, vous avez une solide expérience professionnelle acquise, de préférence, dans le secteur bancaire.

Au sein du Département Collectivités, vous aurez la responsabilité du

Marché des Associations

Vous serez chargé de la conception et de la mise au point de produits et services, du suivi de négociations et de l'animation de groupes de travail en relation avec les fédérations régionales.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence 718/M à Michel HERTH, CNCM, 88-90 rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel

Constellation

INGENIEURS DEBUTANTS

Un des premiers groupes privés français d'assurances collectives et individuelles recherche :

INGENIEURS DEBUTANTS

Formation Grandes Ecoles : CENTRALES, MINES, SUPELEC, pour le développement d'applications informatiques de haut niveau.

Notre maîtrise des techniques avancées dans le traitement de l'information et l'utilisation d'un matériel informatique important (ordinateurs 3081 - 3083, réseau de + de 800 terminaux), offre aux candidats dynamiques la garantie d'une évolution rapide dans un environnement enrichissant.

Postes à pourvoir dans le SUD DE LA FRANCE.

Envoyer lettre manuscrite et photo sous référence 1020 à :
Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 Paris, qui transmettra.



La Caisse Régionale du Crédit Agricole d'Ille-et-Vilaine (Rennes), première banque du département, vous propose d'être son

chef de service financements des entreprises

- Vous êtes un professionnel expérimenté, rompu aux techniques et financements bancaires; vous savez analyser les actifs d'une entreprise, vous maîtrisez la variété des financements dont elle peut avoir besoin;
- vous animez une équipe importante de collaborateurs;
- vous avez le sens du contact et le goût de l'effort.

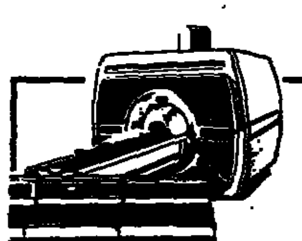
Rejoignez-nous !

Notre consultante, Mlle A. HUAUME, vous remercie de lui écrire (réf. 109 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
1, RUE HAUTE - CASSERIE - 44000 NANTES
PARIS - LYON - GRENOBLE - LILLE

MEMBRE DE SYNTEC



THOMSON-CGR
L'ÉLECTRONIQUE AU SERVICE DE LA SANTÉ

*Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'**Imagerie Médicale.** Nous concevons, réalisons et commercialisons des ensembles complexes mettant en œuvre une électronique sophistiquée.*

Notre stratégie de développement nous conduit à rechercher un :

RESPONSABLE DE LA DÉFINITION ET DE L'OPTIMISATION DES STANDARDS D'INSTALLATION DE NOS ÉQUIPEMENTS

En liaison avec nos différents services. Études, Production, Commercial et avec notre clientèle, vous élaborerez les standards d'installation des équipements "imagerie" dont vous suivrez la réalisation jusqu'à l'implantation sur le site en France et à l'étranger (U.S.A. notamment).

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE, âgé d'environ 35 ans, vous êtes familiarisé avec la définition de normes et procédures concernant l'implantation d'équipements sophistiqués. Votre expérience précédente vous a fait participer étroitement à ces définitions, dans le contexte de projets internationaux. Votre maîtrise de l'anglais est de très bon niveau.

Basé à STAINS, vous êtes disponible pour de fréquents déplacements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence 300 DAV/LM, à Monique DOMER – THOMSON-CGR – 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS.



THOMSON
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

PARIS/MONACO
Secteur Bancaire

Nos clients, qui comprennent les banques les plus prestigieuses en France, recherchent des cadres bancaires pour les postes suivants, (salaires négociables):

* *Directeurs de Trésorerie/* Chef Cambistes
* Gérants/Exploitants *Clientèle Privée*
* Responsables/Exploitants Grandes Entreprises
* Spécialistes en Leasing
* Directeurs Commerciaux (banque commerciale et capital markets)
* Traders Futures/ Options/Change
* Dealers en obligations
* Directeurs Operations

Veuillez adresser curriculum vitae, *photo*, avec salaire et prétentions à nos consultants pour la France,

Christopher Evans et Jacqueline Boyd, Jonathan Wren International Ltd, 170 Bishopsgate, *London EC2M 4LX.* Tél: Londres: (1) 623 1265.

London • Sydney • Hong Kong

Jonathan Wren International Ltd
Banking Consultants

IMPORTANT GROUPE PÉTROLIER

recherche

JEUNE INGÉNIEUR THERMICIEN

Diplômés Grande École (ECL, IDN, ENSAM, IGC ou équivalent).

Vous avez quelques années d'expérience industrielle et de bonnes connaissances en matière de bilans énergétiques, équipements de combustion, problèmes de génie thermique.

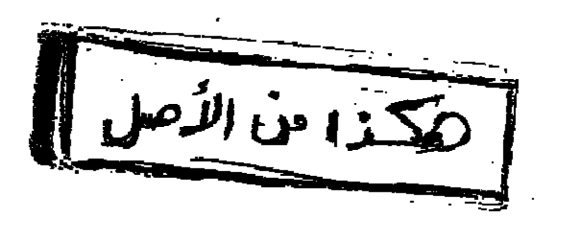
Vous serez chargés de promouvoir les économies d'énergie dans la clientèle industrielle.

Lieu de travail: STRASBOURG avec nombreux déplacements.

Évolution ultérieure de carrière au sein des diverses activités du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant rémunération actuelle sous référence 70359 à HAVAS CONTACT 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



REPRODUCTION INTERDITE





Vendre le Métro... et son Pilote Automatique

Après différentes villes françaises qui ont choisi le métro VAL, celui de JACKSONVILLE sera aussi MATRA. Ayant réussi sa percée sur le territoire Nord-américain, notre produit, le VAL est ainsi reconnu comme leader mondial dans son domaine.
D'autre part, Mexico, Caracas et Santiago du Chili sont nos clients pour les systèmes de pilotage de leur métro. Pour accentuer notre pénétration sur le marché mondial, nous cherchons pour la ZONE AMERIQUE LATINE, notre

Responsable Grand Export

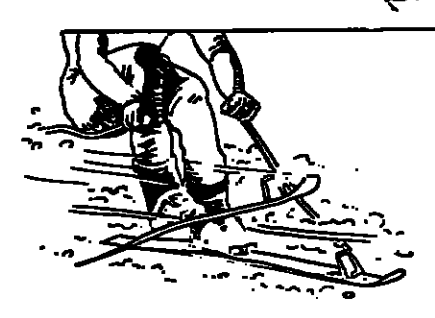
Ingénieur parfaitement bilingue espagnol et anglais, votre personnalité vous permet d'être à l'aise en toutes circonstances.
Votre expérience des montages d'opérations techniques et financières de grande envergure à l'export, vous rend immédiatement crédible quel que soit votre interlocuteur.
Si de surcroît vous y ajoutiez une bonne connaissance des transports urbains et/ou des techniques des automatismes, vous seriez le candidat idéal pour prendre en main notre développement dans cette partie du monde.

Souhaitant vivement vous rencontrer, nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence (CILXP/M) à notre Conseil Didier LESUEUR, qui vous garantit la plus totale discrétion

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MATRA TRANSPORT

PARRAINAGE ANNONCES



...SALOMON... Une équipe... Une passion...

Leader mondial des sports d'hiver (2,2 Mds de F. dont 90 % à l'export), nous sommes en pleine diversification (golf). Nous renforçons nos effectifs et recherchons deux jeunes

INGENIEURS PRODUITS NOUVEAUX

(Centrale, Arts & Métiers, E.N.S.I.)

pour développer avec nous les produits de demain.

Ingénieur Grande Ecole, vous alliez imagination et rigueur à une forte compétence technique (mécanique ou matériaux).
Nous vous offrons en retour une évolution à la mesure de votre potentiel.

Merci d'envoyer votre candidature avec lettre manuscrite, C.V. et photo à :
Geneviève LEPELLETIER - SALOMON - METZ-TESSY - B.P. 454 - 74011 ANNECY Cedex

ANNECY
SALOMON

Organisation et Publicité

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Jeunes ingénieurs, soyez le garant de notre avenir technologique.

Notre centre d'Eurotechnique de Rousset (Bouches-du-Rhône) est spécialisé dans la conception et la fabrication des circuits intégrés MOS. C'est pour répondre aux exigences de notre secteur d'activité en continuelle mutation et réaliser notre objectif - être parmi les 10 leaders mondiaux en 1990 - qu'il se dote de moyens considérables en matière de production, de recherche et de développement, et renforce ses équipes déjà performantes dans les domaines suivants :

- Conception (réf. 91074/LM)
- Développement Tests (réf. 91079/LM)
- Procédés (réf. 91080/LM)
- Qualité produits finis (réf. 91081/LM)

S'intégrant à notre organisation, ces ingénieurs prendront rapidement en charge des tâches opérationnelles et animeront des petites équipes.
Les postes s'adressent à des ingénieurs de grandes écoles, électroniciens (Conception – Développement Tests – Qualité) et physico-chimistes (Procédés) pouvant justifier d'une expérience réussie d'un à deux ans. Dans notre société, ils renforceront leur acquis technique et auront un cadre d'évolution digne de leur ambition.
L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence du poste qui vous intéresse, à THOMSON COMPOSANTS – Direction des Ressources Humaines – 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.



HAVAS CONTACT

Europ. Product Marketing Eng.
Europ. Technical Support Eng.

Nous sommes une grande multinationale americaine bien connue dans le domaine de la haute technologie, dotée de nombreuses unités de production en Europe et dans le monde entier.
Nous avons fortement investi dans l'une de nos divisions les plus productives, orientée vers la fabrication de systèmes de contrôle complexes.

Nous recherchons jeunes ingénieurs brillants intéressés par un nouveau challenge et attirés par les perspectives d'une excellente carrière, pour rejoindre une équipe internationale basée dans l'une des plus belles régions de **France.**

Vous avez les meilleurs atouts si, après l'obtention de votre diplôme d'ingénieur, vous avez acquis 2 a 5 ans d'expérience sur le marché de l'automation industrielle soit chez un fabricant, soit chez un utilisateur. Vous parlez bien l'anglais. La position **"Marketing"** requiert avant tout une bonne expérience commerciale en ventes ou marketing sur le marché de l'automation industrielle, la position **"Technical Support"** avant tout l'expérience d'application et une capacité à traiter les demandes d'assistance technique émanant des forces de ventes des filiales, des distributeurs ou des clients.

We are a wellknown large U.S. multinational within the high tech. business with many manufacturing facilities in the world and in Europe.
We have invested strongly in one of our most successful divisions manufacturing industrial control systems **(large programmable logic controllers PLC's).**

We need young and skilled engineers who look for a new challenge and outstanding career prospects to join a highly international team based in one of the most beautiful locations in **France.**
You would be best qualified if you have after your technical degree two to five years experience in the industrial automation market either as a supplier of automation equipment or with a user of such equipment.

For the marketing position we look for candidates with good commercial experience in industrial automation sales or marketing. For the technical support position we need candidates with application experience and the ability to handle the technical support to country sales organisations, distributors and customers. English plus ideally French, German is required.

If you are interested or you know someone who should not miss the opportunity, please contact our consultant, P. Bülow, directly by phone or mail your application. Confidentiality will be guaranteed.



Plaut Personalberatung GmbH
NIEDERKASSELER LOHWEG 8 · D-4000 DÜSSELDORF 11 · TELEFON 0211/59 20 58

polymont
• systèmes automatisés de production
• maintenance assistée par ordinateur
• informatique industrielle

Pour répondre au développement de ses activités, examine les candidatures d'

Ingénieurs Electroniciens

expérience confirmée min. 5 ans en instrumentation et métrologie.

Ingénieurs Méthodes

Intéressés par les techniques de pointe appliquées particulièrement en maintenance et informatique industrielle.
Connaissance anglais ou allemand indispensable.
Les candidats retenus, **dirigeront** des équipes d'ingénieurs et de techniciens, auront des contacts avec la clientèle et assureront la gestion des affaires.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à :
POLYMONT - Service Recrutement
5, avenue Caroline 92210 St-Cloud



Le GROUPE ARCADE recherche dans le cadre de la réalisation d'opérations de promotion immobilière, son

RESPONSABLE FONCIER HF

PARIS ET COMMUNES LIMITROPHES

directement rattaché au Directeur de l'Aménagement.

Il devra constituer et suivre un portefeuille d'apporteurs de terrains (particuliers, DDE, mairies, géomètres, notaires).
Il aura également à effectuer les premières études de faisabilité et il suivra les dossiers jusqu'à la promesse de vente.

Le candidat retenu, âgé d'au moins 26 ans, de formation supérieure, possèdera 2 à 3 ans d'une première expérience professionnelle acquise dans une fonction semblable qui lui aura permis de se familiariser avec les problèmes d'urbanisme (COS, POS).

Ce poste est à pourvoir à Paris et implique des déplacements dans la Région Parisienne.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre, c.v., photo, salaire actuel) s/réf. 2761 à la Direction des Relations Humaines
GROUPE ARCADE,
63 rue de la Victoire 75009 Paris.

groupe Arcade

Jeune ingénieur, avec nous, réalisez vos ambitions.

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL, débutant ou 1ère expérience, diplômé d'une école d'ingénieur (ENSAM, ICAM, INSA...), le GROUPE BRUNO PETIT, (CA 1,1 milliard de F - 2 000 personnes) un des leaders de la maison individuelle, vous offre l'opportunité ***d'accéder rapidement à des responsabilités complètes d'entrepreneur*** dans le cadre de sa politique de décentralisation et d'actionnariat du personnel.
Dans un premier temps vous devrez faire vos preuves en concourant au développement de sa filiale industrielle (fabrication et commercialisation sur toute la France de produits destinés aux maisons individuelles) située à TROYES.
Dans cette entité à taille humaine vous pourrez démontrer vos qualités au plan :
• **technique**, en améliorant et créant de nouveaux produits tout en adaptant l'outil de travail,
• **commercial**, en développant la clientèle,
• **gestion**, en accroissant les marges.
Vous êtes intéressé, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 112 B à
GROUPE BRUNO PETIT - Direction Recrutement - BP 33 - 92190 Meudon



1re USINE DE TRANSFORMATION LAITIERE AU NORD DE PARIS

INGENIEUR D'ENTRETIEN ET TRAVAUX NEUFS

Tempérament de manager et hauteur de vue

De formation ICAM, AM ou équivalent, vous bénéficiez d'une expérience de 5 à 6 ans en tant qu'Ingénieur d'Entretien, acquise de préférence dans l'agro-alimentaire.
Au-delà de vos compétences techniques, vous avez les qualités d'un manager, ouvert et dynamique, capable d'animer une équipe, d'apporter des idées, d'analyser et de résoudre les problèmes avec hauteur de vue.
Nous vous proposons de rejoindre la PROSPERITE FERMIERE, l'un des grands groupes français de l'agro-alimentaire (produits frais, laits de consommation, beurres, fromages, poudres de lait etc...).
Au sein de notre usine de ST-POL-SUR-TERNOISE (Pas-de-Calais) parmi les plus importantes de France pour la transformation du lait, votre rôle sera, à la tête d'une équipe de 30 techniciens :
- de surveiller et d'assurer l'entretien permanent des installations existantes (tours de séchage, chaudières, concentrateurs, etc...).
- de participer à l'implantation de nouveaux matériels (15 millions de francs d'investissements par an) afin de les adapter au contexte de l'usine et d'en tirer le meilleur profit.

Pour saisir cette opportunité, merci d'adresser lettre + C.V. + photo sous réf. LM à Jean-Marie DECAUCHY - LA PROSPERITE FERMIERE 51-53, avenue F. Lobbedez - BP 946 - 62033 ARRAS Cédex.

la prospérité fermière

COMMUNICO

Le Monde
CADRES

LILLE

JEUNE PASSIONNE DE COMMUNICATION D'ENTREPRISE

Formation supérieure économique, commerciale, publicitaire, littéraire...

Spécialistes de la communication de recrutement, nous mettons en œuvre également tous les outils et actions à partir desquels une entreprise bâtit son image et communique avec son environnement externe et interne.



• un intérêt marqué pour toutes les évolutions de notre temps, • une maîtrise de la plume et le sens du visuel grâce auxquels vous savez associer la force des mots à la puissance de l'image, • des capacités d'analyse et de synthèse pour bâtir une stratégie de communication performante, • l'art de conseiller et la force de convaincre pour vendre vos idées à des responsables d'entreprise.

ALORS VOUS NOUS INTERESSEZ

Au sein du premier **Groupe Européen de Communication** (HAVAS) dont nous faisons partie, vous bénéficierez après formation à notre métier, d'une large autonomie et d'une activité passionnante. Votre rémunération sera constituée d'un fixe conséquent et d'une partie variable qu'il ne tiendra qu'à vous de développer.

Merci de contacter pour cela Bruno DEROULEDE et de lui adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) sous réf. 8530/LM à *COMMUNICO 12-14 rue Faidherbe 59800 LILLE.*



COMMUNICO
Communication de Recrutement
Communication externe
et interne d'entreprise

TÉLÉPHONE 20.55.83.11

L'une des filiales immobilières d'un groupe multinational intensifie son approche commerciale en s'intéressant à la construction à partir de la recherche des terrains : • soit pour proposer l'opération à un maître d'ouvrage, • soit pour réaliser le projet et le vendre à un investisseur, • soit pour réaliser l'opération et la commercialiser. Nous recherchons dans ce but :

• 2 RESPONSABLES DU MONTAGE D'OPERATIONS

Ils seront chargés d'assurer le montage des opérations sur des terrains qu'ils auront détectés.

• 1 RESPONSABLE DE LA GESTION DES OPERATIONS

Il devra mener à bien les opérations qui lui seront confiées, tant pour le respect des coûts et délais, que de la qualité.

Une expérience en promotion immobilière est indispensable. Tous les postes, basés en région parisienne, sont à pourvoir rapidement. Les rémunérations, motivantes, seront fonction des candidats retenus.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à notre conseil qui vous garantit réponse et confidentialité. PERSONNEL MANAGEMENT
Jean-Pierre BLAVET - 8, rue du Dôme - 75116 PARIS



Organisation et Publicité

MECANORMA

Leader mondial dans le dessin technique et les produits graphiques ; distribué dans le monde entier

recherche un

JEUNE CADRE COMMERCIAL EXPORT

Il sera chargé de développer la vente de nos produits et de promouvoir notre politique commerciale auprès de nos Agents à l'Étranger.

Le candidat souhaité aura une première expérience à l'export mais un débutant motivé par une carrière commerciale export peut également postuler s'il a :

- Dynamisme.
- Capacité d'analyse rapide d'une situation.
- Aptitude aux contacts et à la négociation.

La pratique courante de l'anglais et de l'espagnol est indispensable.

Ce poste nécessite une très grande disponibilité car il comporte de nombreux déplacements dans le monde entier.

Poste à pourvoir rapidement.

Ecrire avec C.V. détaillé à :
MÉCANORMA - Direction du Personnel
78610 LE PERRAY-EN-YVELINES

bleu

Le département du Val-de-Marne recrute par voie de concours sur titres ou par voie de détachement

UN INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

chargé de la Direction du Bureau d'Etudes du Service des Espaces Verts.

Cet ingénieur sera de préférence un concepteur et si possible un jeune paysagiste DPLG

CONDITIONS :
– Etre âgé de moins de 40 ans au 1er février 1986.
Sauf dérogations exceptionnelles prévues par dispositions particulières en vigueur ;
– Etre titulaire de l'un des diplômes ou titres figurant à l'annexe du statut particulier des Ingénieurs du cadre départemental ;
– Etre de Nationalité Française.

OU

– Etre titulaire d'un emploi d'Ingénieur Subdivisionnaire d'une autre Collectivité Locale.

Clôture des inscriptions : 30 juin 1986.
Renseignements et inscriptions Hôtel du département du Val-de-Marne.
Bureau du recrutement
4e étage, bureau 404,
av. du Général-de-Gaulle,
94011 Créteil Cedex.
Tél. : 48-99-94-00, poste 24-98.

MAXI MARKETING

MIR MIR

Professionnels du Marketing maxi potentiels, maxi volonté, maxi réussite c'est bien le minimum que nous exigeons de vous pour réussir chez LESIEUR.
Ambitions, goût de la performance : c'est ainsi que nos marques se sont fait un nom sur leur marché. C'est avec la même ambition, le même esprit de compétition que vous partirez à la conquête de marchés nouveaux, que nous élaborerons ensemble de nouvelles techniques de marketing et de commercialisation que vous innoverez, bougerez, réussirez.
Pour nous, le maxi marketing, c'est faire d'abord le maximum, pour se surpasser.
LESIEUR, Recrutement et Carrières Cadres,
122 av. du Général Leclerc
92100 Boulogne/Seine.

GROUPE LESIEUR

media-system

N O S O B J E C T I F S S O U R I E N T A U X A M B I T I E U X

VILLE D'AUBERGENVILLE
(40 km Ouest Paris A 13 et SNCF)
recrute

ANIMATEUR

mi-temps pour animation accueil adolescents. Exp. souhaitée. *Candidature en précisant le journal à adresser à Madame le Maire, hôtel de ville, 78410 Aubergenville, lettre manuscrite + c.v. + photo.*

Ingénieur chimiste à fort potentiel humain

La qualité de nos produits originaux et de conception exclusive font de notre Société l'un des tout premiers groupes mondiaux et le leader français de l'optique lunetterie.

Vous avez une formation de type Ecole des Hauts Polymères et une première expérience de 1 à 3 ans en fabrication.

Nous vous proposons le poste de chef de fabrication d'un ensemble de 120 personnes.

Directement rattaché au Directeur d'Usine, l'optimisation de la production de nos verres optiques nécessite bien sûr vos compétences techniques en chimie, avec une approche *complémentaire* en mécanique et en optique. Mais c'est surtout votre rôle d'animation et de motivation des équipes qui sera déterminant.

Lieu de travail : SAINT MAUR (94).

Merci d'adresser CV manuscrit, photo et prétentions sous référence 103 à ESSILOR INTERNATIONAL, Service Affectation, 57, avenue de Condé 94100 SAINT-MAUR

ESSILOR

De la recherche à l'esthétique... un univers qualité

Ouroumoff & Associés
Conseillers d'Entreprise

Le groupe O & A, 130 consultants, recherche :

INGENIEURS GRANDE ECOLE (X, CENTRALE, MINES, SUPELEC...) CONSULTANTS EN LOGISTIQUE ET GESTION INDUSTRIELLE

pour participer à des projets :
- *Stratégie de distribution : MODELISATION (transport, stock entrepôt) et ARCHITECTURE DE RESEAUX (logistique et informatique),*
- *Conception d'ensembles automatisés de production et de stockage : USINE DU FUTUR,*
- *Gestion de production (GPAO, KANBAN...).*

Nous souhaitons rencontrer des candidats débutants ou disposant d'une première expérience ; des femmes et des hommes ayant une personnalité de tout premier plan, motivés par la mise en œuvre du changement et la transmission du savoir-faire.

De fréquents déplacements en France et en Europe sont à prévoir.

La qualité des missions qui leur seront confiées et le développement rapide des différentes composantes du GROUPE O & A ouvrent de larges possibilités d'évolution pour des candidats de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à :
OUROUMOFF & ASSOCIES, 94 rue Lauriston, 75116 PARIS.

les chemins de la performance

SOURCES

هكذا من الأصل



REPRODUCTION INTERDITE

Contrôleurs de Gestion

Nous sommes un grand groupe chimique français (12000 personnes - C.A. : 20 milliards de F.), de renommée et d'activité internationales - plus de 45% de notre C.A. est réalisé à l'exportation.

Au sein de la Direction Centrale Contrôle de Gestion, vous êtes l'interface entre la Direction Générale et différentes divisions fonctionnelles ou opérationnelles. Interlocuteur privilégié de ces divisions, vous les assistez dans leur gestion et la maîtrise de leur budget, recherchez avec eux les causes des "écarts" et proposez des solutions. Vous utilisez des outils informatiques.

Un **1er poste** est ouvert à une personne déjà **expérimentée** (environ 5 ans d'expérience dans une fonction similaire) et de formation supérieure. *Réf. 22151/M.*

D'autres postes au sein de la même direction sont offerts à des **débutants**, diplômés d'une grande école de commerce et gestion. Vous serez formés à nos méthodes et outils, et prendrez progressivement des responsabilités. *Réf. 22152/M.*

Expérimenté ou débutants, votre rigueur et votre contact aisé vous ouvriront de larges opportunités d'évolution au sein de notre groupe.

Veuillez adresser votre candidature (lettre, C.V. et prétentions sous la référence choisie, à notre conseil, Christine DEFECHE, Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

MEMBRE DE SYNTEC — CURRICULUM

Nous

sommes un important groupe industriel leader dans le domaine de l'électronique ; nous recherchons pour une unité de production (1600 personnes) située en Normandie :

L'ADJOINT DU DIRECTEUR DU PERSONNEL

Vous

assumerez progressivement les responsabilités qui vous seront déléguées, notamment : formation, recrutement...

Cette fonction est évolutive tant au niveau de l'établissement que du groupe.

Vous avez une formation supérieure et une expérience de la fonction dans une unité de production.

Merci d'adresser lettre manuscrite de candidature et CV. sous réf. 102/01 à notre conseil Jacques PIGNARD - Discrétion assurée.

JMLP Péricentre 4 - 149 rue de la Délivrande 14000 CAEN

COMMUNICO

Chargé d'Etudes Pour Assister Notre Directeur Financier

Attaché de Direction Financière, vous avez une formation supérieure, juridique, économique ou de type HEC, ESSEC, ESCP, complétée de préférence d'un DECS. 3 à 5 ans d'expérience à un poste similaire ou dans un cabinet d'audit et la maîtrise parfaite de l'anglais et de l'allemand seront valorisés dans vos missions de contrôle de gestion, de contrôle comptable, et d'analyse financière.

Assistant direct de notre Directeur Financier vous assurez le suivi et l'interprétation des comptes des 100 sociétés de services de notre groupe en progression constante dans le domaine de la communication.

Homme d'études dans un premier temps, vous savez vous ouvrir des perspectives d'avenir. Mais ce sont vos qualités de rigueur et d'implication, votre sens du dialogue et de la diplomatie qui seront déterminants pour asseoir votre crédibilité et votre professionnalisme.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 7522 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.

responsable logistique

CHIRURGICAL — **PARIS SUD**

Nous sommes leader aux U.S.A. Le développement de notre filiale en France est à la hauteur de la qualité et des technologies nouvelles que nous mettons à la disposition de nos clients **chirurgiens.**

Les **implants** et **matériels chirurgicaux** que nous fabriquons, commercialisons et exportons, sont les produits novateurs que recherchent en permanence nos interlocuteurs.

Notre organisation est performante. Notre forte croissance nous conduit à rechercher un responsable logistique qui sera rattaché à notre Président Directeur Général. C'est un poste-clé.

Votre mission est d'assurer la **qualité du service** donné à nos clients (France et Export) tout en maintenant nos **stocks** à leur niveau **minimum.** Vous contrôlez donc l'ensemble de la logistique "Produits Finis" de notre organisation, des approvisionnements à la distribution en passant par le magasinage et la prise de commande. Vous déterminez aussi le plan de travail de notre usine. **6000 produits** venant de multiples sources et distribués à plus de **2000 clients !**

Votre expérience de la fonction est essentielle. Vous êtes un(e) professionnel(le) de la gestion, capable de mettre en œuvre et de contrôler les options prises dans un environnement système déjà évolué (IBM 38). Vos qualités de contact, votre goût du service rendu, et vos talents de gestion seront des atouts indispensables pour réussir. La maîtrise de l'anglais est impérative.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence JP 61 à notre Conseil qui traitera les candidatures confidentiellement.

COGEPLAN 2, rue Louis David - 75016 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT — Organisation et Publicité

OPPORTUNITES D'EMPLOI DANS LE DEPARTEMENT FINANCIER D'UNE IMPORTANTE SOCIETE MESSAGERE

La façon dont FEDERAL EXPRESS fournit le service de livraison du soir au lendemain le plus efficace a fait de la société le chef de file de cette industrie aux Etats-Unis. Nous voulons aujourd'hui élargir ce service au monde entier, offrant ainsi la possibilité de participer à un véritable défi professionnel à tous ceux qui entreront maintenant dans notre équipe. Venez vous joindre à nous à Paris et marquer de vos compétences nos capacités de comptabilité internationale.

CHEF COMPTABLE

En tant que chef comptable de FEDERAL EXPRESS vous utiliserez vos connaissances des principes du secteur comptable et financier en vue de l'établissement et de la tenue à jour des systèmes de comptabilité destinés à nos centres internationaux. La préparation des analyses internes à l'entreprise et d'autres analyses en vue de leur entrée dans le grand livre de comptes ; la tenue à jour du livre de comptes du capital fixe : la comptabilité fiscale ; et l'administration des opérations informatiques sont quelques-unes parmi les responsabilités couvertes par ce poste.

Les candidats désirant postuler doivent avoir un diplôme de comptabilité et au moins cinq ans d'expérience pratique, le statut d'expert est un plus. Les candidats devront également avoir une expérience professionnelle du développement et de la mise en oeuvre des règlements et procédures de comptabilité ainsi qu'une connaissance approfondie des principes de comptabilité généralement reconnus. La connaissance de la terminologie informatique et la capacité de programmer dans un ou plusieurs langages de haut niveau sont désirables. Des capacités excellentes en matière d'analyse et de communication orale et écrite sont essentielles. Le candidat choisi devra obligatoirement parler anglais.

CHEF PREPOSE AUX COMPTES

FEDERAL EXPRESS offre au candidat retenu l'occasion immédiate de tenir à jour, réviser et contrôler les données de comptabilité. Vos responsabilités incluront la coordination de la tenue à jour des divers livres et systèmes de comptabilité ; l'établissement de rapports statistiques périodiques ; la formation du personnel nouvellement recruté ; et la liaison avec le personnel d'exploitation pour tous les problèmes concernant le système de comptabilité.

Les candidats désireux de postuler devront avoir reçu une éducation secondaire ou équivalente, une formation universitaire étant un plus. Nous demandons également quatre années d'expérience dans le domaine de la comptabilité et des écritures qui s'y rapportent. Le candidat retenu devra avoir la maîtrise des systèmes de comptabilité et de tous les éléments de bureautique concernés et devra posséder en outre d'excellentes compétences en matière d'organisation et de communication.

PREPOSE AUX COMPTES

En tant que préposé aux comptes, vous aurez la responsabilité de la tenue à jour, de la révision et du contrôle des données de comptabilité pour notre équipe de comptables professionnels. Les candidats désireux de postuler pour ce poste auront au moins une éducation secondaire ou une qualification équivalente ainsi que deux ans d'expérience dans le domaine de la comptabilité et une bonne connaissance pratique des systèmes de comptabilité. Il est également nécessaire de savoir se servir d'un calculateur 10 touches.

FEDERAL EXPRESS (FRANCE) SARL offre un salaire intéressant, d'excellents avantages et des possibilités de promotion continue. Veuillez adresser votre curriculum vitae ou votre résumé de carrière, en Anglais, à: David S. Lowden, FEDERAL EXPRESS (FRANCE) SARL 44-46 Avenue Du 8 Mai 1945, Lotissement Industriel des Rigniers, 92390 Villeneuve-la-Garenne, Paris.
Toutes les candidatures seront traitées de façon strictement confidentielle.



Analyser et gérer notre inventaire

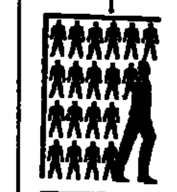
ITT Data Systems, spécialiste des télécommunications et des réseaux informatiques, filiale du groupe international ***ITT recherche son gestionnaire d'inventaire.***
Une formation d'école de commerce ou de gestion alliée à une expérience d'au moins 10 ans du contrôle de gestion exercée si possible dans une société de distribution ou de construction informatique vous permettront de piloter parfaitement le Comité de Gestion d'Inventaires.
Responsable de l'élaboration des plans d'inventaire mensuels et annuels, du suivi des stocks actuels et du contrôle des écarts par rapport aux budgets et aux prévisions, vous agirez sous l'autorité du Directeur des Opérations.
Vous réunirez et exploiterez les informations qui vous permettront d'assurer la cohérence entre les données d'approvisionnement : flux d'entrées et de sorties des matières et produits finis et les données des services marketing, financiers et logistiques.
Doué d'un excellent contact, de rigueur, de méthode et de tenacité, vous êtes familier de l'outil informatique et de l'anglais.
Nous attendons de votre sens critique et de vos constats des propositions de solutions qui, mises en application, feront progresser la société.

ITT Data Systems France vous offre une structure à taille humaine et des opportunités professionnelles liées à l'avenir des réseaux de télécommunications.
Au centre d'équipes hautement qualifiées votre professionnalisme et vos motivations pourront trouver leurs dimensions.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions), sous réf. DO/CI/1, à Jean Richet
Responsable du Recrutement, ITT Data Systems, Tour Maine-Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75755 Paris Cédex 15.

ITT Data Systems ITT

média-system



recrute un

ASSISTANT AU CONTRÔLEUR DE GESTION

De formation supérieure (École de Commerce option Finances-Comptabilité), le candidat retenu aura une expérience réussie d'au moins deux ans dans un cabinet d'audit ou une société de services. Il devra être susceptible d'accompagner la société dans son développement rapide qui touche à des secteurs aussi divers que la production audiovisuelle, le cinéma, la publicité, l'information ou encore la presse, tout en ayant un grand sens de la rigueur et des chiffres.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à notre contrôleur de gestion, Marie-Christine HABERT – CANAL +, 78, rue Olivier-de-Serres – 75015 PARIS.

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN, ELECTROMECANICIEN

Serez-vous le dirigeant de l'une des agences d'un numéro 1 ?

Un n° 1 français dans un secteur convoité : l'automate programmable.

Doté d'une expérience de quelques années dans la vente de biens d'équipements industriels, vous souhaitez élargir le champ de vos responsabilités.
Afin d'être rapidement opérationnel, vous serez solidement formé et soutenu par des moyens logistiques puissants.
Cette opportunité vous est proposée à **PARIS, en SAVOIE ou dans le MIDI.**

D'accord pour un rendez-vous ?
Alors adressez votre lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions sous réf. 8693 au Cabinet **ROUBEIX DECISION,** 32 rue des Volontaires, 75015 PARIS.

DESSEIN

Le Monde CADRES

BANQUE D'AFFAIRES AMÉRICAINE
recherche
pour PARIS

ANALYSTES FINANCIERS

- Vous avez une formation supérieure : maîtrise de gestion ou école de commerce, option gestion financière.
- Votre expérience d'au moins trois ans de l'analyse financière dans une institution financière vous a permis d'acquérir une excellente connaissance des premiers groupes français.
- Intégré(e)s à une équipe de banquiers d'affaires vous serez amenés tant à juger des risques de crédit et qu'à évaluer des entreprises.
- Vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais.
- Ces postes sont à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. et rémunération actuelle sous n° 7 377 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

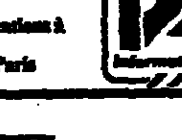
PME
Constructeur micro-électronique et télématique recherche pour son siège à Paris-Nation (55 p, 30 MF)

INGÉNIEUR COMMERCIAL TEST

VOUS AVEZ une formation technique (min. BTS électronique), et l'expérience de la vente des produits pour l'émulation et le développement des microprocesseurs.

NOUS OFFRONS une expérience enrichissante, des perspectives intéressantes et une rémunération attractive (fixe + prime selon expérience).

Envoyer C.V., photo et prétentions à
M. FAGEBAUME
75, rue de la Plaine, 75020 Paris





INSTITUT SUPÉRIEUR D'ENSEIGNEMENT et de RECHERCHE EN PRODUCTION AUTOMATISÉE

• INGÉNIEURS UNIVERSITAIRES et TECHNICIENS :
vous souhaitez accéder à un savoir-faire de haut niveau en productique.

• CHEFS D'ENTREPRISES :
vous désirez assurer le perfectionnement de vos collaborateurs.

L'ISERPA VOUS OUVRE LES PORTES DE L'ENTREPRISE

2 NIVEAUX de RECRUTEMENT
BAC + 5 ou BAC + 2 (avec ou sans expérience professionnelle)
Prochaine Promotion Septembre 1986

Étude du plan de financement

Renseignements et inscriptions :
106, rue de Frérour - BP 305 - 49003 ANGERS cédex
Directeur : Raymond BITEAU

APPEL GRATUIT (numéro vert) 16.05.05.05.49

Association d'innovation sociale
Paris 18ème
recherche

DOCUMENTALISTE ANALYSTE HF

pour poste à mi-temps pouvant évoluer vers temps complet. Ce poste conviendrait à une personne de formation supérieure (universités, écoles) ayant une expérience de trois ans minimum dans le secteur associatif ou social.
Les tâches principales sont :
- tenue d'une petite documentation
- analyse des programmes sociaux
- recherche d'informations spécifiques aux secteurs d'activités de l'association.

Bonnes qualités rédactionnelles et de synthèse nécessaires.
A pourvoir le 15 septembre 1986.
Ecrire avec CV, photo et prétentions sous réf. 60 à CORT, 12 rue Hamelin, 75116 PARIS

DESSEIN

JEUNE CHEF DE SERVICE INDUSTRIALISATION

Mécanique — Epinal

Worthington Turbodyne recherche pour seconder le Directeur de son usine d'Eloyes, un ingénieur (ou équivalent) ayant une formation généraliste à dominante mécanique et plusieurs années de pratique des méthodes, de la gestion de production et des différentes techniques d'usinage et de construction mécanique pour lui confier le service industrialisation de l'usine, véritable pivot de ses activités - 28 ans minimum pour un ingénieur diplômé.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appelez le (1) 47.63.11.15 aux heures de bureau Réf. 235. On peut également adresser son dossier à RHC, 65, avenue de Wagram 75017 Paris.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL



CONTESSE

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Brie à Meaux
recherche

Jeunes diplômés d'Enseignement supérieur HF

Pour différents secteurs d'activité (gestion financière - organisation - formation - gestion de clientèle).
Expérience même de courte durée appréciée.
Les C.V. et prétentions sont à adresser à :
Monsieur le Directeur du C.A.
BP 205 - 77101 MEAUX

bleu

LE MECENAT

SOCIÉTÉ DE DIMENSION INTERNATIONALE
recherche
- AUTEURS DE TRAVAUX SUR LE MECENAT
- JEUNES DIPLOMÉS • ÉTUDIANTS

Pour consultation et participation éventuelle à des groupes de travaux et à des études sur le terrain dans le cadre d'équipes pluridisciplinaires (contrat à durée déterminée).

Prendre contact par téléphone avec G. LEYMARIE au 42.61.55.55

bleu

IMPORTANTE MAISON D'EDITION
recherche

MAQUETTISTE CONFIRME(E)

POUR OUVRAGES SCOLAIRES
CONCEPTION ET MISE EN PAGES
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. sous réf. 9160 à Confesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANT SERVICE PUBLIC
(Région Rhône-Alpes)
recherche

un analyste

de préférence 3 à 5 ans d'expérience
ayant bonne connaissance DPS6, GCOS6, DTF
Connaissance DPS7, GCOS7, TDS souhaitée.
Connaissance PAC DIALOGUE très appréciée.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., PHOTO et prétentions à PIERRE LICHAU S.A. - s/réf. 4425
12, rue Président Carnot - 69002 LYON
qui transmettra.

Pierre Lichau S.A.

ORGANISME D'INTÉRET GÉNÉRAL
Région Sud-Ouest recherche
pour service d'animation commerciale (Études - Conseils - Formation)

CADRE

- Formation supérieure (E.S.C.A.E. licence, maîtrise ou équivalent).
- Connaissances gestion, informatique.
- Expérience entreprise
- Prise de fonctions Septembre/Octobre 86

Ecrire sous réf. 8776 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX

BANQUE DE DEPOTS Paris 8ème
recherche

EXPLOITANT H/F

pour assurer au sein d'une équipe la gestion et le développement d'une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.

Diplôme d'Etudes Supérieures ou C.E.S.B. requis.

Ce poste qui offre de réelles responsabilités et de bonnes perspectives d'évolution, requiert dynamisme et aptitudes commerciales.

Une expérience de 3 ans minimum dans une fonction similaire est exigée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à COFAP/PMP - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra, sous référence 47544.

CRÉATION DE POSTE

CONTROLEUR DE GESTION

Dans le cadre de son expansion, le groupe DUBOIS - 2800 personnes, une des premières entreprises de transport et de transit en Europe - crée un nouveau poste de Contrôleur de Gestion.

Nous vous le proposons si, de formation supérieure (ESSEC, ESCP, DECS...), une première expérience vous a familiarisé avec les méthodes de contrôle de gestion dans l'industrie.

Rattaché à notre Direction Générale, votre mission principale consistera à appliquer au transport les méthodes de l'industrie, pour analyser la rentabilité de nos différentes activités, et proposer des améliorations ; en particulier au niveau des procédures, de l'organisation ainsi que des moyens humains et matériels mis en œuvre pour la réalisation de nos prestations.

Vous serez chargé par ailleurs de l'élaboration et du contrôle des différents budgets, des tableaux de bord et de la sortie des résultats prévisionnels.

Ce poste est basé à PARIS. Des missions en province voire à l'étranger sont à prévoir. La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Merci d'adresser lettre + CV + photo sous réf. LM à Stella MINIER Transports DUBOIS, 9, avenue de la Porte-de-la-Chapelle - 75880 PARIS Cédex 18.

GROUPE DUBOIS

LE TRANSPORT : UNE FORCE POUR VOS VENTES.

COMMUNICO

Organisme para-public
recherche

• UN DIRECTEUR ADJOINT (H/F)

pour son Centre de Formation
Foyer de jeunes travailleurs, situé à MARSEILLE

Candidat âgé de 30 ans minimum. Etudes supérieures BAC + 3 ans de formation (sciences de l'éducation, sociales et DEFA). Expérience 3 à 5 ans dans un organisme de formation ou foyer avec insertion professionnelle. Pratique des relations avec un public jeunes-adultes. Expérience de gestion et de négociation avec l'environnement. Connaissance de l'animation et du fonctionnement d'un groupe. Capacité de travail en équipe et d'évolution dans ce poste. Connaissance des D.O.M. et de la Région P.A.C.A. souhaitée.
Rémunération annuelle de 117 000 à 128 000 francs + selon expérience.

• UN ASSISTANT DIRECTEUR D'ANTENNE (H/F)

pour son unité départementale de ROSNY-SOUS-BOIS (93)

30 minimum. BAC+2, juridique, économique, social. Expérience 5 ans + dans le secteur public ou para public. Connaissance populations des DOM souhaitée. Dans le cadre d'une équipe de 4 collaborateurs qu'il coordonne. Il participe à l'accueil et à l'étude de situations sociales, notamment dans le domaine de la formation professionnelle et de l'emploi. Rémunération annuelle de 95.000 à 106.000 F + selon expérience.

Ecrire sous n° 7351 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, r. de Monttessuy, PARIS-7e, en précisant le poste choisi.

Un organisme technique relevant du Ministère de la Défense, situé en proche banlieue parisienne, offre à des ingénieurs, de nationalité française et en début de carrière, de valoriser leur formation et leurs aptitudes dans un environnement particulièrement ouvert aux techniques de pointe.

Il recherche :

2 INGÉNIEURS DE FORMATION ÉLECTRONIQUE GÉNÉRALE

(une très bonne maîtrise de la langue anglaise est demandée pour l'un des postes). Réf. 1.

1 INGÉNIEUR DE FORMATION ÉLECTRONIQUE - INFORMATIQUE Réf. 2.

Ces postes supposent une bonne capacité d'analyse et de synthèse, des qualités de rigueur et de curiosité technique, le goût des contacts humains.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo, sous n° 7.291
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

REVUE DE VULGARISATION SCIENTIFIQUE
FILIALE D'UN GROUPE DE RENOMMÉE INTERNATIONALE
recherche

CHEF DE PUBLICITÉ

de formation universitaire.
Il justifie d'au moins deux ans d'expérience de la vente d'espace presse en agence ou au support.
Merci de bien vouloir adresser lettre manuscrite + c.v. + prétentions à :
Mme GARNIER, 8, rue Férou, 75006 PARIS.

ORGANISME FINANCIER
spécialisé dans le secteur immobilier
recherche plusieurs

chargés d'études HF

Formation supérieure de type économique ou comptable. Première expérience nécessaire. Postes à pourvoir rapidement à PARIS.

Adresser lettre, C.V. s / réf. 1478, qui sera transmis par :

Pierre Lichau S.A. - 10, rue de Louvois 75063 PARIS Cedex 02

VILLE DE SARCELLES
recrute

• 1 CHEF DE SERVICE DU PERSONNEL
• 1 CHEF COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

Statut de fonctionnaire territorial

Envoyer candidature et c.v. à Monsieur le Maire AVANT LE 20 JUIN 1986 service du personnel, 4, place de Navarre, 95200 Sarcelles.

Le Département du Val-de-Marne
recrute

UN CHEF D'ÉTUDES

par voie de détachement

pour son Service d'Architecture et des Bâtiments Départementaux

Il sera chargé de diriger et de coordonner le Département Études

CONDITIONS :
- être fonctionnaire titulaire de l'un des grades suivants :
  - urbaniste de l'Etat de 2e classe,
  - Ingénieur subdivisionnaire option urbaniste,
  - Architecte communal et justifier de cinq années d'exp. professionnelle.

Transmettre les candidatures accompagnées d'un C.V., au plus tard le 31 juillet 1986 à :

L'Hôtel du Département du Val-de-Marne
Direction du personnel départemental
pièce 404
Avenue du Général-de-Gaulle
94 000 Créteil
Tél : 48-99-94-00 p. n° 24.98.

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES recherche pour

GRENOBLE FISCALISTE CONFIRMÉ

Adr. lettre manuscrite + c.v., photo et prét. sous réf. 1 258 PARAPHE 10, rue de Louvois, 75002 PARIS qui transmettra.

LA VILLE DE MARLY-LE-ROI (Yvelines)
recrute son

FUTUR RESPONSABLE DU SECTEUR ENFANCE JEUNESSE

Sensibilisé au développement des activités socio-éducatives.
Le titulaire du poste, qui aura acquis une solide expérience en matière de gestion, assurera le suivi et le contrôle des organismes municipaux et para-municipaux chargés des activités à destination de l'Enfance et de la Jeunesse.

Ce poste est à pourvoir soit par mutation ou détachement d'un attaché titulaire, soit par un cadre titulaire d'une maîtrise science économique ou gestion.

Lettre + c.v. + photo à : Monsieur le sénateur-maire de Marly-le-Roi (78160).

MISSION LOCALE POUR LES JEUNES
recherche

UN CHARGÉ DE MISSION

Qualités demandées :
Expérience du dispositif jeunes, écoute auprès des jeunes et connaissance du monde de l'entreprise.
Adresser lettre de candidature avant le 27 juin 1986 à :
Monsieur le député maire d'Epinay-sur-Seine, Cabinet
1, rue de Quétigny,
93800 Epinay-sur-Seine.

VILLE DE SAINT-HERBLAIN (Loire-Atlantique) 43 000 hab.
recrute

UN INGÉNIEUR

pour diriger son Service Central d'Achat
formation souhaitée : Ingénieur bâtiment (BTP)
Profil du poste :
sens de la négoc., des rel. humaines, de la gestion et de l'organisation ; connaissances des Marchés Publics.
Adresser candidature par lettre manuscrite + c.v. détaillé, copies des diplômes et photo à Monsieur le député-maire, B.P. 33, 44802 Saint-Herblain Cedex. Jusqu'au 15 août 1986 dernier délai.

Société de PRESTATIONS de SERVICES aux entreprises de notoriété nationale et internationale
recherche

ADJOINT DE DIRECTION

CHARGÉ DE MISSIONS PARTICULIÈRES :
- Développement ;
- Diversification ;
- Promotion.

Formation supérieure
10 ans expérience professionnelle environ.
Allemand et anglais souhaités.
Habitude de la négociation.
Diplomatie et autonomie.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite à C. POPESCO,
124, bd de la République,
92210 SAINT-CLOUD,
qui transmettra.

Le Centre d'Informations Financières, dans le cadre de son expansion à Paris ou proche banlieue, organise un stage pour recruter des CONSEILLERS COMMERCIAUX H./F.
- Formation assurée.
- Rémunér. très motivante.

Tél. : 45-00-24-03.

SSII PARIS COMMERCIAUX

ayant expér. de la délégation de personnel informatique. Des responsabilités importantes seront confiées aux bons éléments. Une expérience dans le domaine est indispensable.
SALAIRE ÉLEVÉ FONCTION DES RÉSULTATS.
Ecr. n° 5 347 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, Paris-11e.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

recherche
COLLABORATEURS/TRICES COMMERCIAUX
éventuellement à temps partiel.
Téléphoner ce jour au : 45-38-66-75 ou 45-38-98-54.

Le CENTRE DE TRANSFUSION SANGUINE DU VAL-DE-MARNE recherche pour son service distribution des produits sanguins et pour son laboratoire HLA

2 LABORANTINS(NES)

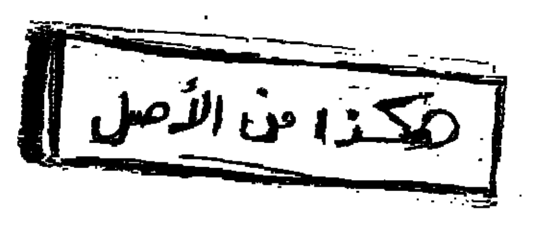
TITULAIRES DU BTS analyse biologique (remplacement 6 mois). Se présenter 1, voie FÉLIX-ÉBOUÉ, 94000 CRETEIL. 42-07-65-60. Mardi à partir de 17 h, mercredi à partir de 15 h, jeudi de 9 h à 12 h.

La « Lettre du musicien » cherche comptable mélomane pour coup de main mensuel. Ecrire 12, rue Jacob, 75006 PARIS.

Société de location de camions recherche

COMMERCIAL

HAUT NIVEAU
connaissance de la profession souhaitée.
Adresser candidature et prét. MESSY, 20, avenue de Stalingrad, 94262 FRESNES CEDEX.



REPRODUCTION INTERDITE

INTERNATIONAL



Votre futur et l'espace.

Treize pays européens collaborent, à des fins pacifiques, à la réalisation de projets spatiaux ambitieux dans les domaines de la recherche et de la technologie spatiales.

L'Agence Spatiale européenne a, depuis sa création en 1975, mené à bien des programmes importants: lanceur ARIANE, développement de satellites scientifiques et d'applications (télécommunications et météorologe) et d'un Laboratoire Spatial Habité (Spacelab).

Pourquoi ne vous associeriez-vous pas à cette réussite européenne?

L'ESA cherche à recruter de jeunes ingénieurs pour ses établissements de l'ESTEC (Pays-Bas) et de l'ESOC (Allemagne) dans les domaines suivants:

DES INGENIEURS INFORMATICIENS

spécialistes: • de l'ingénierie des logiciels; • de l'intelligence artificielle; • de la gestion des données; • du traitement numérique du signal; • en mathématiques appliquées; • en logiciel de systèmes en temps réel (robotique, etc.).

DES INGENIEURS TELECOMMUNICATIONS

spécialistes: • de l'étude de conception de charges utiles de satellite; • des aspects système de poursuite, télécommande, télémesure; • des antennes; • des hyperfréquences; • des transmissions de données; • de télécommunications digitales.

DES INGENIEURS THERMICIENS

spécialistes: • du soutien vie et régulation d'ambiance; • du contrôle thermique; • des transferts thermiques biphasés; • de la cryotechnie.

DES INGENIEURS ASSURANCE PRODUIT

spécialistes: • de l'assurance de qualité; • de la fiabilité; • de la sécurité; • de l'évaluation de procédures; • de l'établissement de normes; • en composants électroniques.

DES INGENIEURS ELECTRICIENS/ELECTRONICIENS

spécialistes: • de l'électromagnétique; • des générateurs solaires; • de piles à combustible; • de systèmes d'alimentation; • d'équipements électroniques au sol.

DES INGENIEURS MECANICIENS ET STRUCTURISTES

spécialistes: • de conception et de développement de structures légères de satellites et de stations habitées; • de la technologie des postes de travail; • de la robotique, des interfaces hommes-machines; • de l'aérodynamique; • de la propulsion chimique et électronique.

DES INGENIEURS SYSTEMES

spécialistes: • Radars; • Télécommunications; • Optique; • Stabilisation des satellites.

DES MATHEMATICIENS

spécialistes: • de la mécanique céleste.

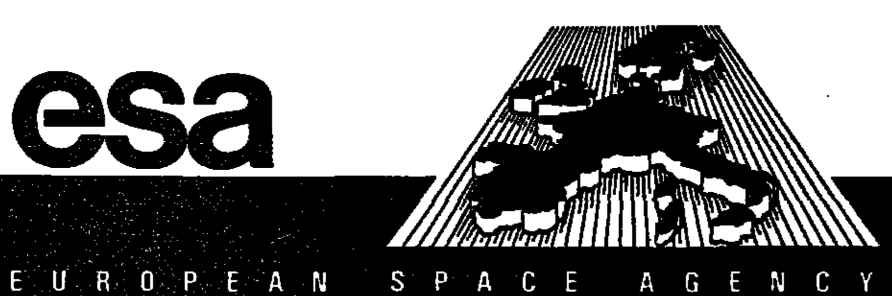
DES SPECIALISTES FINANCIERS

DES NEGOCIATEURS DE CONTRATS

Une bonne connaissance de l'anglais ou du français est exigée; une certaine connaissance de l'autre de ces deux langues est souhaitable.

Les conditions d'emploi sont celles offertes par les organisations internationales et comprennent: prestations familiales, indemnité d'expatriation, bons systèmes de sécurité sociale et de pension, et indemnité d'installation.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, sont à envoyer au Chef du Personnel, ESTEC, Keplerlaan 1, 2201 AZ Noordwijk ZH (The Netherlands) en faisant référence à l'annonce.



esa

EUROPEAN SPACE AGENCY



ESO-European Southern Observatory

est une organisation intergouvernementale établie par huit pays européens (Belgique, République Fédérale d'Allemagne, Danemark, France, Pays-Bas, Italie, Suède, Suisse) et recherche un (m/f)

ASSISTANT DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION

(Réf. EAD1-83)

pour son siège à Garching bei München, République Fédérale d'Allemagne.

Formation: de niveau supérieur; diplôme universitaire en Administration des Affaires, en Economie ou formation équivalente, ainsi que dans le domaine de l'Administration Publique.

Expérience et connaissances: expérience pratique de la gestion administrative (aussi dans une organisation internationale), sens des responsabilités, capable de coopérer dans l'Administration d'une organisation internationale et d'exécuter des tâches spéciales. Anglais, français et / ou allemand courant. Connaissance pratique de l'espagnol souhaitée.

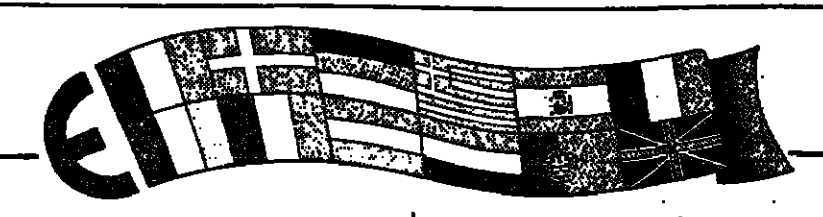
Fonctions: assistance au Directeur de l'Administration dans ses fonctions (le personnel, les finances, l'approvisionnement, les relations avec des pays membres et des pays hôtes), notamment dans le domaine de la gestion du personnel et la supervision de l'Administration de l'Observatoire au Chili.

Lieu de travail: Garching bei München, République Fédérale d'Allemagne.

Rémunération: sera fonction de la qualification, de l'expérience et de la situation familiale du candidat.

Les candidatures devront être transmises avant le 15 juillet 1986, en spécifiant la référence du poste à pourvoir, au Service du Personnel, European Southern Observatory, Karl-Schwarzschildstrasse 2, D-8046 Garching bei München, République Fédérale d'Allemagne. Tél.: (89)320.06.216-8.

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats membres de l'ESO, aucune nationalité n'est à priori exclue.



LA COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

organiza

un concurso de méritos, para Secretarios / as Principales y Secretarios / as de Dirección de carrera C1 reservado a nacionales españoles:

con un mínimo de 18 años de experiencia profesional.

Para los detalles solicitar los anuncios de concurso a:

A COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

organiza

um concurso documental, para Secretários / as Principais e Secretários / as de Direcção de carreira C1 reservado aos nacionais portugueses:

com um mínimo de 18 anos de experiência professional.

Para maiores informações, pedir os avisos de concurso a:

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES
Division Recrutement, 200, rue de la Loi, B - 1049 BRUXELLES.

Oficina de Prensa e Información
Calle Serrano, 41 - 5a planta
E - MADRID 1.

Bureau de Presse et Information
35, rua do Sacramento à Lapa
P - 1200 LISBOA.



LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

organise quatre concours généraux pour la constitution de listes de réserve pour

interprètes (m/f*) et interprètes adjoints (m/f*) grecs et danois

Voulez-vous devenir interprète de conférence à la Commission des Communautés européennes à Bruxelles?

☐ Etes-vous en possession d'un diplôme universitaire (niveau: maîtrise)?
☐ Votre langue principale est-elle le danois ou le grec?
☐ Possédez-vous, en outre, une connaissance approfondie d'au moins deux des langues suivantes: allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais ou portugais?

Dans l'affirmative, pour obtenir des renseignements détaillés sur les concours publiés dans le Journal Officiel des Communautés européennes n° C 135 du 3 juin 1986, téléphonez ou écrivez à:

☐ Commission des Communautés européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles, Tél. 02/235.11.11

☐ Bureau de Presse et d'Information des Communautés européennes, 61, rue des Belles Feuilles, F - 75782 PARIS CEDEX 16 - Tél. 1/45.01.58.85.

CONDITIONS PARTICULIERES

INTERPRETES - LA7/LA6
COM/LA/443 - Langue principale: danois
COM/LA/445 - Langue principale: grec
☐ au moins deux années d'expérience professionnelle acquise après l'obtention du diplôme universitaire, comprenant 12 mois en qualité d'interprète de conférence
☐ être né(e) après le 3 juin 1950

INTERPRETES ADJOINTS - LA8
COM/LA/444 - Langue principale: danois
COM/LA/446 - Langue principale: grec
☐ formation ou expérience attestée d'interprète de conférence
☐ être né(e) après le 3 juin 1953

DATE LIMITE POUR LA PRESENTATION DES CANDIDATURES: 14 JUILLET 1986.

*La Commission met en oeuvre une politique dans le but de garantir l'égalité des chances des femmes et des hommes dans toutes les professions.

HAUTE TECHNOLOGIE A L'EXPORT

Un des leaders mondiaux dans sa spécialité, présent dans le monde entier sur les grands marchés d'équipement: energie, industrie, secteur tertiaire...
Recherche pour développer son activité à l'export:

INGENIEUR GRANDE - ECOLE

ECP - ESE - ENST - INPG...

• INFORMATIQUE «TEMPS REEL»

Ils réalisent des logiciels de base et d'application pour les automatismes temps réel, les régulations d'ensemble, les contrôles commande. Ils établissent les spécifications et la mise en service sur les sites en France et à l'étranger.
Une connaissance des systèmes d'exploitation VMS-UNIX, des matériels VME, VAX, SOLAR 68000 et langages C ou PASCAL est souhaitée.
Une expérience dans l'un des domaines suivants est indispensable :
- systèmes, réseaux, base de données, compilation, simulation.

réf. 0586 TR

• INGENIERIE «MISE EN SERVICE»

Ils réalisent des recettes d'ensemble d'automatismes de contrôle industriel. Véritables hommes de terrain, ils ont la passion de commander, de gérer, de faire face à l'imprévu et de former des équipes efficaces et dynamiques. Ils participent à la mise au point finale sur les sites en France et à l'étranger.
Une expérience dans l'un des domaines suivants est indispensable : mesures industrielles, régulation, automatismes, logiciels, temps réel.

réf. 0586 MS

De nombreux postes sont à pourvoir de l'ingénieur débutant au chef de projet.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en indiquant la référence choisie et en précisant les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas transmettre votre candidature, à MS JONCTION 104, rue Réaumur 75002 PARIS, qui transmettra. Confidentialité assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour poste
Afrique noire francophone :

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

diplômé ESIGELEC ou équivalent, 2 années au minimum d'expérience professionnelle. Bonne connaissance des réseaux et du matériel de distribution électrique nécessaire pour poste de RESPONSABLE de l'équipement électrique d'usines.

Adresser lettre man., c.v., photo et prét. sous réf. 2 450 LEVIE TOURNAY ASSCOM, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 PARIS cedex 02.

Société d'engineering recherche pour ÉTRANGER

INGÉNIEURS TECHNICIENS

SUPÉRIEURS spécialisés en TÉLÉCOMMUNICATIONS.
Exp. : moyens d'exploitation VHF — UHF — AMFM pour mise en marche et formation sur aéroports civils, anglais courant exigé. Envoyer c.v. à AMP n° 1542/JN 40, rue Olivier-de-Serres, PARIS-15e qui transmettra.

POUR MISSION D'ORGANISATION COMPTABLE DE DEUX ANS EN AFRIQUE ÉQUATORIALE nous recherchons

4 PERSONNES

répondant au profil suivant :
- Diplôme ESC ou universitaire et/ou formation comptable DECS, niveau expertise ;
- Expérience révision et organisation comptable. Grande entreprise ou cabinet d'audit.

NOUS OFFRONS DES CONDITIONS ATTRACTIVES (rémunération, logement, retour en France 2 mois, voiture...).

NOTRE CONSEIL : Martine NAHMIAS, 56, rue de Charonne, 75011 Paris, traitera votre candidature (c.v. détaillé, lettre manuscrite et photo) en toute confidentialité.

UNITED NATIONS  **NATIONS UNIES**

Dans le cadre des activités hydrauliques en Afrique, le département de la coopération technique invite la soumission de candidatures pour les postes suivants :

Poste SAH-150-01 : Ingénieur concepteur-barragiste, durée 24 mois. Ayant minimum de dix ans d'expérience dans la prospection, conception et réalisation de barrages de retenues collinaires.

Poste SAH-150-02 : Ingénieur hydrologue minimum de dix ans d'expérience dans le Sahel.

Poste SAH-150-03 : Ecologiste ayant cinq années dans les études d'impact de petites retenues dans le Sahel.

Poste SAH-150-04 : Ingénieur hydrogéologues avec expérience en géophysique et excellente connaissance des milieux semi-arides en particulier sahéliens.

Poste SAH-150-05 : Maître foreur avec expérience polyvalente en système combiné Rotary-Marteau fond de trou.

Poste-SAH 150-06 : Chef mécanicien avec dix ans d'expérience en moteur Diesel et essence. Le candidat sera responsable de la bonne marche d'un chantier hydraulique comprenant machinerie lourde, camions et véhicules légers.

Par ailleurs, le département recherche d'urgence plusieurs spécialistes dans une ou plusieurs des disciplines suivantes (missions de courte durée) :

Poste ARG-150-01 : Etude et gestion des eaux en zones inondées et/ou inondables ;
Modèles opérationnels de mer et systèmes d'alerte ;
Systèmes d'informations documentaires informatisés (échelle nationale);
Dispositifs automatisés de télémesures hydrométéorologiques et télétransmission des résultats ;
Analyse des pluies convectives ;
Modèles probabilistiques de pluies ;
Effets au sol des orages convectifs ;
Réseaux distribués de supermicro ordinateurs type Microvax ;
Planification et opération des réseaux de qualité des eaux ;
Tests de toxicité (aiguë et chronique) à base de biocides.

Les candidats intéressés sont priés de soumettre leur curriculum vitae en mentionnant leur spécialité et le numéro du poste à :

Monsieur Roger Mégélas
responsable projets hydrauliques (Afrique).
Département de la coopération technique
DC1-746
Nations unies
One United Nations Plaza
New-York, N.Y. 10017
USA.

REPRODUCTION INTERDITE

INTERNATIONAL

Responsable des comptabilités

LIBREVILLE-GABON 410.000 ++

Notre organisme national emploie plus de 2000 personnes et gère un budget de près de 40 milliards de CFA. Notre souci de gestion rigoureuse nous amène à recruter notre Responsable des Comptabilités.

Vous serez chargé de la supervision et de la centralisation de tous les services comptables de notre entreprise. Organiser, animer, former, seront vos principales missions. Ce poste constitue un challenge intéressant pour un jeune diplômé ayant plus de 5 ans d'expérience en comptabilité (niveau mémorialiste).

La richesse du poste et les conditions matérielles (salaire, 2 mois de congé par an avec retour en France, logement), sont tout à fait de nature à attirer un bon professionnel.

Merci d'adresser votre dossier complet, sous réf. 175G à Gérard Pont, 15, rue du Louvre 75001 Paris, chargé de cette recherche dans la plus totale discrétion.

nervet pont conseil



CURRICULUM

Voulez-vous apporter vos connaissances professionnelles ainsi que votre savoir-faire durant quelques années dans une entreprise suisse performante ?
Pour le développement de réseaux modernes de télécommunications,
nous engageons des

SPÉCIALISTES EXPÉRIMENTÉS

dans les domaines suivants :
- TÉLÉPHONIE ;
- UTILISATION DES UP EN COMMUNICATION ET RADIO HAUTE FRÉQUENCE ;
- LOGIQUE ANALOGIQUE ;
- TECHNIQUE DES MICROPROCESSEURS.

Nous souhaitons un niveau d'étude élevé suivi d'un minimum de 3/4 ans de pratique.
Notre firme, entreprise de pointe en matière de communication, emploie environ 200 personnes dans de modernes installations en bordure du lac de Zurich et à 20 minutes de l'agglomération zurichoise.

ÊTES-VOUS INTÉRESSÉ ?

Nous vous procurons les conditions de travail correspondantes.
De même nous vous aiderons dans la recherche de votre logement pour vous et votre famille si besoin est.

Les premiers contacts téléphoniques sont à prendre auprès de :
SWISSPHONE FRANCE TÉLÉCOMMUNICATIONS ou Monsieur ASENKAT notre gérant se tient à votre disposition (1-47-09-61-71).
Nous attendons votre courrier ou votre appel à notre service du personnel :
SWISSPHONE SUISSE -
Palmisstrasse - CH 8833 Sanstagern, Zurich (Suisse).

Une opportunité passionnante pour un Ingénieur à vocation internationale

DIRECTEUR TECHNIQUE

Notre jeune Société, basée en Irlande à proximité de Cork, fabrique, dans une unité fortement automatisée et en voie de robotisation, des implants osseux de haute technologie.

Véritable patron de son unité, le Directeur Technique est responsable de son bon fonctionnement sur les aspects techniques et humains. Il mène les études nécessaires pour améliorer et optimiser la fabrication et la production (principalement tour et fraisage) ; il organise le travail de l'équipe et a le souci constant de la rentabilité.

Agé d'au moins trente ans, vous avez une formation supérieure d'ingénieur en électromécanique (ENSAM, ECAM, ENSI) et apportez une expérience individuelle *dans un contexte international. Vous maîtrisez parfaitement les langues française* et anglaise et connaissez bien les mentalités anglo-saxonnes.

Nous vous offrons un poste où les conditions offertes et les perspectives d'avenir sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, merci d'écrire, ss réf. M 16/852 F à :

EGOR RHONE ALPES
Tour du Crédit Lyonnais
129 rue Servient - 69431 LYON Cedex 03

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

Filiale Informatique du GROUPE BIAO — SIGO

recherche

chef de projets

(NIGERIA)

De formation supérieure (Bac + 4 ans sanctionnés par un diplôme), âgé de 30 ans environ, il sera étroitement impliqué dans la mise en place du nouveau plan informatique de la Filiale Nigérienne de la BIAO, tant au niveau conception qu'au niveau réalisation.

Il est impératif :
- de connaître le matériel NCR (VRX),
- de parler Anglais.

Il est souhaitable d'avoir l'expérience de la Banque.

Base de travail : LAGOS pour une durée de 3 ans environ. Rémunération importante et nombreux avantages d'expatriation.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel, sous réf. 61.91/CP/768 à ADEQUATION 52-64, av. Emile Zola 75015 Paris.

Adequation

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Pour notre Filiale Européenne à OBERURSEL (Allemagne Fédérale), nous recherchons un

Ingénieur Commercial

Diplômé d'une grande école, il aura une expérience en matériel et en exploitation d'une unité industrielle.
Ses fonctions consisteront à étudier et à négocier avec nos clients des applications du vide tant au point de vue technique que commercial.
En dehors d'une connaissance parfaite de la langue française, de bonnes notions d'anglais et/ou d'allemand sont indispensables.

NASH PUMPEN G.m.b.H.
Hohemarkstrasse 15 - D-6370 OBERURSEL
Tél. : 19.49.6171:27011

CONTESSE

GROUPE FRANCAIS D'INDUSTRIE ALIMENTAIRE
recherche pour le **GABON**

CHEF de SERVICE COMMERCIAL

Diplômé E.S.P. ou DUT commerce gestion. Ayant une expérience de la distribution des produits de grande consommation.
Chargé : - des relations avec les clients, les revendeurs - des études de nouveaux débouchés - du contrôle des mouvements et des inventaires - de l'encadrement et de la formation personnel.
Bonne connaissance administrative et expérience de l'informatique souhaitées. Connaissance de l'Afrique appréciée.
Contrat expatrié - Logement assuré.



Ecrire avec CV détaillé et photo sous Nº 9592 à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

---

Société d'engineering recherche pour ÉTRANGER

TECHNICIEN

IMPRIMERIE REPROGRAPHIE
Celui-ci devra mettre en route une unité reprographique (photocomposition, offset, duplicata, labo photo, etc.).
Anglais exigé.
Env. c.v. à AMP nº 1540/JN 40, rue Olivier-de-Serres, PARIS-15ᵉ, qui transmettra.

---

controller de la filiale U.S.A. d'une société française

Une SOCIÉTÉ FRANÇAISE de production et distribution de matières premières et produits de base pour la PATISSERIE INDUSTRIELLE ET ARTISANALE – Leader sur le marché en France – C.A. 500 millions – a créé en Juin 1984 une filiale aux U.S.A. Elle est basée à 50 kms de WASHINGTON avec des succursales à NEW YORK et à LOS ANGELES. Elle emploie actuellement une vingtaine de personnes et réalise un C.A. de 2 millions de dollars.

Le démarrage très rapide de cette activité et l'importance du marché concerné permettent des projets de développement ambitieux, qui impliquent la mise en place d'une organisation solide sur le plan du management et notamment la création d'un système de contrôle de gestion performant.

Cette mission, vitale pour l'avenir de la filiale et pouvant évoluer vers une fonction de Direction, conviendrait à un DIPLÔMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES en GESTION, ayant de préférence une DOUBLE FORMATION, FRANÇAISE et ANGLO-SAXONNE et ayant acquis par expérience un bon professionnalisme dans le domaine de la gestion et une première approche de l'environnement américain. La connaissance du SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE serait un atout supplémentaire.

Les dossiers de candidatures sous réf. 3219 M – à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

Nous sommes un important Laboratoire Pharmaceutique International dont les activités sont orientées vers le S.N.C., l'immunologie et la cardiologie.

Notre Direction R. & D., localisée à Braine l'Alleud (25 km. de Bruxelles), totalise un effectif de 250 chercheurs pour nos travaux internes et mène en outre ses programmes en collaboration avec des centres universitaires.

Nous recherchons

LE RESPONSABLE DES RECHERCHES PHARMACOLOGIQUES

pour animer et coordonner les activités de 3 départements de pharmacologie: S.N.C., immunologie et cardio-vasculaire, totalisant un effectif de 32 personnes. La fonction relève directement du Directeur des Recherches.
Le titulaire de ce poste de haut niveau doit être Docteur en Pharmacologie ou équivalent et justifier une expérience de 10 années dans différents domaines de la pharmacologie animale ainsi que la gestion d'une équipe de chercheurs, si possible dans l'industrie pharmaceutique.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Nous lui offrons une fonction importante et des possibilités d'avenir professionnel et scientifique. La rémunération offerte et le cadre de vie constituent également des atouts appréciables.



Les candidatures accompagnées de c.v. sont à adresser à:
UCB s.a. - Direction du Personnel / Développement
326 Avenue Louise - B.7 - 1050 Bruxelles.

---

formation professionnelle

FORMATION INSERTION

4 JOURS pour
- Personnaliser son c.v. ;
- Motiver ses candidatures ;
- Réussir ses entretiens par simulation vidéo.

AGIR 43-48-85-09.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou ss diplômes. Demandez une documentation s/la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402-09 PARIS CEDEX 09.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentat. s/la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291-09 PARIS CEDEX 09.

travail à domicile

Indépendante ch. trav. rédact., rewrit., correct., domaines tech./scient., bur. pr. RER-B en 91, 60-10-77-47 mat. 8 /11 h.

DEMANDES D'EMPLOIS

Fme conn. en INFORMATIQUE cherche place GRANDS MAGASINS, réception marchandises, tenues stocks, EXC. RÉF. LIBRE DE SUITE. Ecrire sous le nº 6 899 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

J.F. 28 ans, tit. 2 licences lettres linguistique et DESS Dauphine : « Les métiers de formateurs intervenants », recherche poste évolutif de conception organisation évaluation des activités de formation et/ou gestion des ressources humaines fonction personnel recrutement. Ex. de 4 ans formatrice, resp. pédago. Contacter A. Fourestier, 2, rue Rabelais, 92800 Puteaux. Tél. : 47-72-97-36.

J.F. 27 ans, 3ᵉ cycle psych. travail exp. form. adultes, conseil format., market. rech. poste dans ces domaines ou organisat. travail gestion pers., communication interne. T. (1) 45-45-07-43 9 h/12 h.

H. 24 a. dég. O.M., BAFA/BAFD, ch. à partir sept. poste resp. de centre loisirs ou accueil cl. de découverte (commune, associat.). Tél. : 35-84-35-90.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

A vendre Alfa Romeo Sprint GT coupé Bertone, 9 CV, gris métallisé, intérieur cuir bordeaux, 17 500 F. Contacter Bruno 42-61-05-54.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5ᵉ arrdt

MÉTRO CENSIER

Face églises Saint-Médard sur petite place avec arbres. Salon avec poutres, cheminée, salle à manger, 1 chbre, entrée, kitchenette, bains, bien aménagé. 138, r. Mouffetard. Escalier A. Mardi, merc., 14 h 30/17 h.

LUXEMBOURG 2 PIÈCES

Entrée, cuis., s. de bns, w.-c., cave, 600 000, 43-27-28-60.

6ᵉ arrdt

RUE DAUPHINE

Beau studio tt cft 470 000. Immo Marcadet 42-52-01-82.

13ᵉ arrdt

CAMPO-FORMIO

4 p. tt cft clair calme, parfait état, 945 000, 43-25-97-16.

CORVISART

3 p. en duplex tt cft parfait état, 715 000, 43-25-97-16.

BOBILLOT séj., 2 p., ent., cuis., s. d'eau, w.-c., cave, 2ᵉ ét s/ RUE, COUR, SOLEIL, verd., 480 000, 43-27-28-60.

15ᵉ arrdt

TOUR MARS

SUPERBE DUPLEX 180 m²
30ᵉ étage, décoration raffinée, prix élevé justifié.
GARBI 46-67-22-88.

16ᵉ arrdt

20, AVENUE MOZART

S/JARDIN et avenue, entrée, dble liv., 2 ch., cuis., s. de bains, w.-c., rangements, cave, 2 300 000, 4ᵉ ét. gche, asc., lundi, mar., merc., 15/18 h.

BOULEVARD FLANDRIN
parf. pied-à-terre, charme, 40 m², 580 000, 45-74-73-77.

18ᵉ arrdt

2 p. confort, 185 000 F ; 3 p. confort, 300 000 F ; 3 p. confort, récent, 423 000 F. Immo. Marcadet 42-52-01-82.

78-Yvelines

La Celle-St-Cloud, 15' gare St-Lazare, immeuble récent, 3 pièces, tout confort, balcon

390 000 F.

Immo. Marcadet 42-52-01-82.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY

Petit hôtel part., pierre de taille, 300 m² habitables, garage 2 voitures, bon état général. Décoration à refaire. Ce jour sur place 16 h à 19 h, 6, RUE DE L'AMIRAL-DE-JOINVILLE.

95- Val-d'Oise

LAC D'ENGHIEN

(400 m) vue imprenable résidentiel, 10ᵉ et dernier étage.
2 p. 54 m² + balc. 320 000
4 p. 85 m² + balc. 550 000
6 p. 139 m² + balc. 820 000
PPTAIRE : 42-60-29-61.

Province

NICE promenade des Anglais, superbe studio, loggia sur mer, bains, tout confort, grand standing, 450 000, 47-24-55-30.

appartements achats

Recherche 2 à 4 p. PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire, 48-73-20-67, même le soir.

AGENCE LITTRÉ

Rech. pour clientèle française et étrangère appts et hôtels particuliers dans quartiers résidentiels, paiement comptant chez notaire. T. 45-44-44-45.

PROPRIÉTAIRES VOUS DÉSIREZ VENDRE

un logement avec ou sans cft ADRESSEZ-VOUS A

IMMO MARCADET 42-52-01-82.

appartements occupés

PLACE VICTOR-HUGO

S/VOIE PRIVÉE, bel imm. p. de t., asc., interphone, dble liv. + 2 ch., cuis., bains, chff. cent. ind. OCCUPÉ DAME SEULE, 78 ans. Prix 1 150 000 F. Tél. pptaire 42-25-46-82.

locations non meublées offres

Paris

AV. G.-MANDEL 47-03-35-18 grand standing, appt 2 pièces 57 m², 7 000 F + charges.

locations non meublées demandes

Paris

Pour cadres supérieurs et employés, GRANDE SOCIÉTÉ FRANÇAISE ÉLECTRONIQUE déplacés Paris et environs, recherche divers appts 2 à 7 p. studios, villas Paris ou banl., courte ou longue durée, 45-03-30-33 à partir de 10 heures.

locations meublées demandes

Paris

MONDIAL MERCURE

Recherche STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère, APPTS DE STANDING pour ambassades et sociétés. S'adr. : SERVICE ACCUEIL Tél. : 42-56-28-16.

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus. T. : 45-26-18-95.

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine, 75008 PARIS, recherche en location ou à l'achat APPTS DE GRANDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de sociétés multinationales.

TÉL. : 45-62-78-99.

maisons individuelles

LA CELLE-SAINT-CLOUD

Près écoles, lycée, transports, s/500 m² terr., mais. 140 m² habit., séj., 40 m², s. à manger, cuis., 4-5 chbres, bains, s. d'eau, gar., chf cent. gaz, 1 460 000 F, 39-69-53-08.

pavillons

Montgeron, pavillon 4 p. tt cft, 80 m² habitables, plain-pied + sous-sol, jardin, 320 m²

500 000 F

Immo Marcadet 42-52-01-82.

villas

A 5 km des calanques de Cassis, tour et bergerie rénovées, 200 m² hab., terrain 1 250 m², 1 300 000 F. T. 42-82-28-36.

VILLA
A VENDRE
RÉGION LUBÉRON
5 km D'APT
800 mètres village
Villa comprenant : gd séjour avec cheminée, entrée, cuisine, w.-c., s. de bns, 2 chbres, terrasse 50 m², garage - plain-pied + cabanon. Possibilité d'agrandissement - sur 4.300 m² de terrain boisé (pins et chênes)
SITE PROTÉGÉ
Téléphone : 90-75-44-78 aux heures de repas

viagers

210 000 cpt. 12 920 F occupé 72/80 ans, 4 p. tt cft, bel IMM. P. CRUZ 42-66-19-00.

TROCADÉRO exception placement, appt stdg, gd séj. dble + 2 chambres tout cft + box, 600 000 + rte 5 500 occupé F. 73 a. LODEL 43-55-00-44.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER entre particuliers maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce, sur toute la France.
INDICATEUR LAGRANGE fondé en 1876
5, rue Greffulhe, 75008 Paris.
APPEL GRATUIT 05-07-09-11.

bureaux

Locations

LOUE DIRECTEMENT un ou plusieurs bureaux dans immeuble neuf, 47-58-12-40.

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL

bureaux, secrétariat, télex.

CONSTITUTION STÉS

Prix compétitifs. Délais rapides.

ASPAC 42-93-60-50 +

17ᵉ PLACE WAGRAM

(prox.) BUREAUX ÉQUIPÉS

OUVERTS 24 h/24

avec tous services : Tél., télex, télécopie, secrétariat, salles de réunions, restaurant, etc.

ACTE 43-80-90-10.

DOMICILIATION DEP. 90 F/MS, ST-HONORÉ, 42-86-84-91. PARIS-12ᵉ, 43-40-68-50. CONSTITUT. SARL, 2 000 F/HT.

SIÈGE SOCIAL PARIS-8ᵉ
TÉLEX/SECRÉTARIAT

AGECO 42-94-95-28

(stationnement aisé).

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL – RC – RM
Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.

TÉL. : 43-55-17-50.

ÉTOILE BUREAUX

MEUBLÉS
TRÈS HAUT NIVEAU

SALLES DE RÉUNIONS
DOMICILIATIONS
SECRÉTARIAT – TÉLEX
TÉL. : (1) 47-27-15-59.

Votre adresse commerciale

SIÈGE SOCIAL ÉTOILE

1ᵉʳ mois gratuit 90 F/mois. Formalités RC, RM, SARL. Tous services.

JCA 45-00-64-96 +

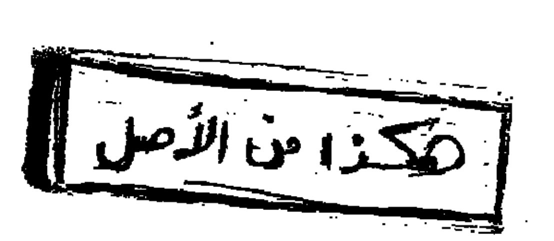
8ᵉ rd-pt Ch.-Elysées à louer 1ᵉʳ étage 222 m², bail professionnel. 45-04-49-13.

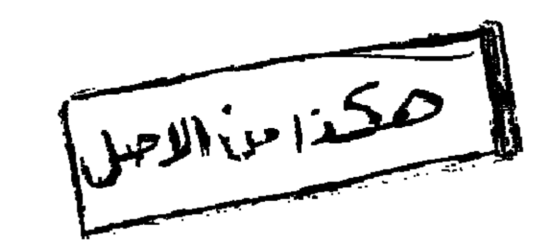
locaux commerciaux

Achats

CENTRE VILLEJUIF

Proximité métro, 370 m² div., hall d'exposition + BURX, 44 F HT le m2 moyen mensuel, bail neuf, 43-31-85-61.





économie

REPÈRES

Pétrole : la facture française a baissé de moitié

Grâce à la chute des cours du brut et à celle du dollar, la facture pétrolière de la France a diminué de moitié en un an. Les importations de pétrole brut n'ont atteint que 5,8 milliards de francs en avril et 27,6 milliards au cours des quatre premiers mois de l'année, soit respectivement 53,2 % et 45 % de moins que l'an passé. Le coût d'achat moyen du pétrole est passé de 2 003,5 F/tonne en avril 1985 à 918 F/tonne en avril 1986, ce qui correspond à un prix de 17,4 dollars par baril, avec un dollar à 7,19 F (contre 9,4 F il y a un an).

La France a profité de la nouvelle politique commerciale des pays du Golfe et a modifié l'origine de son approvisionnement. Ainsi l'Arabie saoudite, grâce à des prix attractifs, a retrouvé sa place de premier fournisseur avec presque un quart du total (24,3 %), contre seulement 4,3 % un an plus tôt. Ce retour du brut saoudien s'est fait aux dépens de la Grande-Bretagne, dont les livraisons ont chuté de près de la moitié et qui n'a fourni que 14,3 % du total, contre 27 % il y a un an.

Capacité de production : utilisation en baisse aux Etats-Unis

L'industrie américaine tournait à 78,6 % de sa capacité de production en mai, en baisse de 0,6 % par rapport à avril, annonce la Réserve fédérale. Selon la FED, ce taux d'utilisation des capacités de production s'est ainsi inscrit à deux points en dessous de son niveau de janvier. La plus forte baisse a été enregistrée dans l'automobile à 75 % contre 80,4 % en avril, la progression la plus nette intervenant dans les services avec 83,4 % contre 83,2 %.

SOCIAL

AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL ET LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES

La métallurgie et les travaux publics négocient malgré les réserves du CNPF

Dans quelques jours, le *Journal officiel* publiera l'arrêté d'extension à l'ensemble de la branche professionnelle de l'accord sur l'aménagement du temps de travail signé le 28 juin 1985 entre la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) et trois organisations syndicales (CFDT, CFTC et CGC).

Pour la première fois, le ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Philippe Séguin, officialise une convention prévoyant la modulation des horaires de travail dans un secteur de l'activité, et ce en application de la loi promulguée en février 1986 par son prédécesseur, M. Michel Delebarre (1).

Quand on se rappelle les péripéties qui ont accompagné le vote de ce projet de loi par l'Assemblée *nationale et les batailles de procé*dure auxquelles il a donné lieu au Sénat, un tel dénouement acquiert une valeur exemplaire. En passant outre au refus manifesté, en deux occasions, par les représentants de Force ouvrière et de la CGT, lors des réunions de la commission nationale de la négociation collective, chargée de l'habilitation des accords, M. Séguin a fait plus que d'user de ses prérogatives. En conformité avec ses engagements, il a signifié aux partenaires sociaux qu'il veillait aux conditions d'utilisation de la loi Delebarre avant de songer à en modifier le contenu, comme certains le lui demandaient.

Ce signe apparaît au moment où, justement, se préparent de grandes manœuvres. Depuis le début du mois, la puissante fédération de la métallurgie, l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières), a repris au grand jour des négociations en vue desquelles des discussions exploratoires avaient été menées au début de l'année. Au menu de ces rencontres, dont la prochaine est fixée à ce mardi 17 juin figurent l'aménagement du temps de travail, les incidences sociales des mutations technologiques, la formation professionnelle, les dispositions pour l'emploi et les délais de prévenance en cas de licenciement économique, puis, principale pomme de discorde, le réexamen de la prime d'ancienneté.

Forte de son avance, la fédération des travaux publics poursuit, de son côté, un objectif de développement de la politique contractuelle qui lui a valu, le 7 juin, à Egletons (Corrèze), un hommage appuyé de M. Jacques Chirac. Quelques jours plus tôt, l'organisation patronale que préside M. Jean-Louis Giral avait elle aussi ouvert des « conversations exploratoires », que prolonge une deuxième séance ce mardi. A l'ordre du jour, l'examen des conséquences de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement et celui des contre-parties sociales à trouver, car « *il n'a jamais été dans nos intentions que la décision du chef d'entreprise d'ajuster rapidement l'emploi à la capacité de travail se traduise par une absence de protection sociale des salariés* ».

Consacrées meilleures élèves de la classe, pour leur détermination à engager des négociations que le pouvoir politique appelle de ses vœux, l'UIMM et la FNTP ont également pour point commun d'avoir été distinguées, au sein du CNPF, comme des éléments perturbateurs, voire contestataires.

Dans l'un et l'autre cas, donc, les négociateurs patronaux poursuivent, avec la relance de la politique contractuelle, un double objectif agrémenté de quelques arrière-pensées. S'il s'agit bien pour eux d'obtenir des solutions acceptables par voie d'accord, il n'en demeure pas moins que l'opération est susceptible d'affaiblir le président du CNPF, dont les options peuvent sembler diamétralement opposées. A l'évidence, ces négociations s'inscrivent dans un cadre plus général et pourraient annoncer d'autres mouvements tactiques.

En fonction de la tournure que prendront les événements, d'autres fédérations patronales — le bâtiment, l'alimentaire, par exemple — pourraient envisager de leur emboîter le pas. De cette façon, la difficulté de négocier pour toutes les branches serait contournée, ou bien les conventions signées serviraient de modèle pour un texte interprofessionnel déjà largement défini.

Mais encore faut-il, pour que ces supputations deviennent réalités, que les négociations de la métallurgie et des travaux publics se déroulent convenablement. Rien n'est moins sûr, pour des raisons tant politiques — l'autorisation de licenciement amène les syndicats à manifester leur mauvaise humeur — que de calendrier.

Les fédérations syndicales de la métallurgie se sont montrées déçues à la sortie de leur première réunion avec l'UIMM. Elles ont constaté que « *les positions ne concordent pas* » et observé que le patronat a écarté d'emblée toute possibilité de réduction d'horaire. Dans les travaux publics, les contacts ont été difficiles, mais « *courtois* ». La proposition de « *contrat social* », se substituant au « *plan social* » introduit depuis 1982, n'a pas suscité l'intérêt escompté. Dans les deux branches, d'ailleurs, la CGT a annoncé une journée nationale d'action pour ce mardi.

ALAIN LEBAUBE.

(1) Négocié bien avant la loi sur l'aménagement du temps de travail, l'accord des travaux publics correspond, pour l'essentiel, à l'esprit du texte que défendait M. Michel Delebarre. Un seul point posait problème : le mode de rémunération prévu pour les salariés acceptant de travailler en fin de semaine. M. Séguin a accepté l'extension de l'accord en supprimant ce passage.

LES ARRÊTS DE TRAVAIL AUX PTT

Les syndicats s'inquiètent des projets de réforme des télécommunications

Les syndicats s'inquiètent unanimement des projets de réforme des postes et télécommunications. Les appels à la grève pour ce mardi 17 juin, lancés par la CGT, la CFDT et FO, ont des origines diverses, qui dépassent parfois cette seule administration pour concerner l'ensemble de la fonction publique. Il en découle une relative confusion des mots d'ordre. Mais les mesures annoncées par le secrétaire d'Etat, M. Gérard Longuet (une réflexion sur une privatisation des cabines publiques, l'ouverture à la concurrence des réseaux télé-informatiques qui relient les ordinateurs), et celles prévues dans la loi sur la communication préparée par M. Léotard, provoquent des craintes partagées par tous.

La CFDT, qui a été reçue lundi par M. Longuet, dénonce « *une privatisation par morceaux* ». La concurrence sur les réseaux télé-informatiques (dits à valeur ajoutée), « *va signifier une perte de recettes pour les P et T, voire une augmentation des tarifs pour les usagers et une disparition des services non rentables en zone rurale* ». La CGT, de son côté, dénonce une « *atteinte au statut du ministère des P et T* ». Le ministre perdrait en effet le pouvoir d'« *autoriser l'installation et l'utilisation* » des réseaux au profit de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). La CGT estime que ce projet, qui « *casse le monopole* », conduit à un « *dépérissement du service public* ».

FO craint plus les suppressions de personnels prévues dans le cadre du budget 1987. Mais c'est M. Chirac lui-même qui a tenu à rassurer M. Bergeron, secrétaire général de FO, en le recevant le 11 juin avec M. Longuet. Le premier ministre lui a confirmé que le statut des personnels ne sera pas remis en cause. Toutefois, FO, comme la CGC par ailleurs, estime que l'ouverture à la concurrence des réseaux télé-informatiques doit s'opérer dans le cadre d'une « *compétition loyale* ». La direction générale des télécommunications (DGT) doit pouvoir affronter ses rivaux privés à armes égales, ce qui suppose que son budget ne soit plus ponctionné par l'Etat.

L'opposition syndicale constitue un obstacle de taille pour les projets de réforme de MM. Longuet et Léotard. M. Chirac, qui a en souvenir la grève des postes de 1974, lorsqu'il était premier ministre, tient à garantir la paix sociale aux P. et T.

6 600 emplois en excédent chez Renault

A l'occasion du comité central d'entreprise consacré au projet de création d'une filiale pour la fabrication de peinture, filiale qui serait détenue à 49 % par la société allemande Hoechst et à 51 % par Renault, la direction de la Régie a fait le point sur l'évolution des effectifs (*le Monde* daté 15 et 16 juin). L'objectif est de parvenir à un total de 75 900 personnes à la fin de l'année. Au 1er juin, il en restait encore 82 583, le mouvement de départs s'étant ralenti en 1986 (659 en pré-retraite FNE, 476 dans le cadre de l'aide des travailleurs immigrés au pays d'origine, 862 départs volontaires avec l'allocation de reconversion accordée par la Régie, 368 par départs naturels).

Restent donc 6 600 emplois en excédent. Mais d'ores et déjà 3 052 départs sont prévus : 1 841 préretraites, 513 avec l'aide au retour, 698 départs volontaires. Le résidu est donc de 3 600 personnes sur l'ensemble de la branche automobile. Mais d'autres candidats peuvent se manifester pour les départs volontaires ou les retours au pays d'ici à la fin de l'année : en particulier, c'est souvent lors des congés d'été que les travailleurs immigrés décident de repartir. D'autre part, les gains de marché pour tel ou tel modèle peuvent entraîner des sous-effectifs ici ou là et permettre des offres de mutation (on estime que le gain d'un point de marché permet de récupérer 100 emplois).

Toutefois, le siège social et le centre industriel de Billancourt (CIBI), qui ne peuvent profiter de la même façon de l'évolution du marché, se trouvent dans une situation difficile : par rapport aux effectifs souhaités en fin d'année (4 560 pour le siège, 6 930 pour le CIB), il resterait, un excédent net de 168 et 685 emplois respectivement, et des congés de conversion seront donc annoncés dans ces deux établissements au cours des comités d'établissement qui auront lieu au cours de la dernière semaine de juin.

Chez R-VI aussi...

A Renault-véhicules industriels, d'autre part, selon le CGT, 2 624 emplois seront supprimés d'ici à la fin de 1987 (1 616 ouvriers, 886 ETAM, 122 cadres) : la décision serait annoncée lors du prochain comité central d'entreprise, qui doit se réunir à Lyon le mardi 24 juin. Sur ce total, il y aurait 1 268 départs en FNE ou retours au pays (864 ouvriers, 314 employés techniciens et agents de maîtrise et 90 cadres). Resteraient donc 1 356 emplois à supprimer. La direction offre une aide aux départs volontaires comportant notamment, comme dans la branche automobile, une « *allocation de reconversion* » de 50 000 francs.

La direction devrait d'autre part confirmer une réorganisation des activités des usines sur la base d'une spécialisation. En particulier les locaux de l'Isle-d'Abeau (Isère) et de Courbevoie (Hauts-de-Seine) seraient vendus, après transfert de leurs activités. En 1985, 2 550 emplois ont déjà été supprimés, mais 106 salariés seulement avaient été touchés par des licenciements « secs ».

Les bons et les mauvais points de la CGC

M. Paul Marchelli a renoncé à présenter à la presse le lundi 16 juin « *l'initiative d'un caractère nouveau* » qu'il mijotait depuis quelques jours. La proposition de M. Gattaz d'ouvrir des négociations début juillet sur les procédures de licenciement lui a coupé l'herbe sous le pied, à moins que ce ne soit le long entretien officieux qu'il a eu avec M. Chirac le 12 juin qui l'ait amené à changer d'avis. Très mesuré dans son bilan de trois mois d'action gouvernementale, le président de la CGC ne s'est cependant pas privé d'une mise en garde : « *Si nous voulons gagner la bataille de la compétitivité, il faut que nous réglions les problèmes qui créent de fortes tensions sociales. Il est impensable d'imaginer dans une société qui se veut libérale que se mette en place plus durement qu'auparavant une véritable police des salaires.* »

Tout en confirmant son accord pour engager des négociations avec le CNPF début juillet sur les licenciement, M. Marchelli a accusé M. Gattaz d'un « *retard considérable à l'allumage* ». Il a insisté sur la nécessité pour le CNPF de présenter des propositions sérieuses afin non seulement d'ouvrir, mais aussi de conclure les discussions en juillet : « *Nous n'avons pas l'intention*, a-t-il lancé, *de servir de comparses à une pièce montée pour l'amélioration de l'image du président du CNPF.* ».

Mais pour l'essentiel, M. Marchelli a, comme à son habitude, distribué les bons et les mauvais points au gouvernement, sans enthousiasme pour le « positif » et sans excès verbal pour le « négatif ». A l'actif de M. Chirac, le président de la CGC considère que « *sur le plan économique, les dispositions prises sont de bonne qualité* » et « *devraient permettre à nos entreprises d'améliorer leurs positions* ». Satisfait de voir que le gouvernement va dans son sens sur les privatisations, la participation et la réforme des allocations familiales, il a rejeté à l'avance les « *règlements de comptes politiques* » à l'occasion de la nomination de nouveaux PDG dans les entreprises dénationalisables : « *Chaque fois qu'une décision ne nous semblera pas convenable, nous entrerons en ligne pour défendre le chef d'entreprise, quelle que soit sa couleur politique.* »

Globalement, M. Marchelli s'est montré critique sur le plan social, invoquant, comme pour la « *solution bâtarde* » adoptée sur la liberté de licenciement, le manque de concertation et la non-prise en considération des vœux des syndicats : « *Les initiatives prises par le gouvernement, en liaison étroite avec le CNPF, ont été mal perçues par les salariés.* » Il s'est déclaré surpris devant l'annonce « *à dose homéopathique* » par le gouvernement de décisions sur la sécurité sociale avant qu'ait été mise en place une commission d'experts pour faire la clarté sur les comptes. Il a qualifié de « *grande injustice qu'il faudra réparer d'urgence* » la non-revalorisation des retraites et a regretté que le gouvernement n'attache pas assez d'importance aux « *espérances* » des cadres. Sur ce point, la CGC attend visiblement un geste.

M. N.

● **La réduction du nombre des fonctionnaires.** — M. Hervé de Charrette, ministre délégué chargé de la fonction publique, estime, dans une interview au quotidien *les Echos* du lundi 16 juin, que « *dans l'administration la question centrale est celle de la réduction des effectifs* ». Rappelant que 1 % d'augmentation des rémunérations des fonctionnaires représente 4 milliards, le ministre indique « *la clé du maintien du pouvoir d'achat global, voire de sa revalorisation, réside dans la réduction des effectifs. C'est une mesure cohérente avec l'objectif de réduire les attributions de l'Etat* ».

En ce qui concerne les salaires, M. de Charrette rappelle qu'il faudrait que l'inflation dépasse 2,9 % « *pour que l'on soit dans la situation de parler de clause de sauvegarde. Le gouvernement est convaincu que tel ne sera pas le cas. Mais, à partir d'octobre-novembre, on va parler des salaires 1987.* »

● **Baisse de 1,5 % en mai du nombre de chômeurs indemnisés.** — Selon les statistiques mensuelles publiées le lundi 16 juin par l'UNEDIC, le nombre de chômeurs et de préretraités indemnisés a diminué de 1,5 % à la fin mai. Il s'élevait à 2 032 501, contre 2 063 243 le mois précédent. En y ajoutant les chômeurs ayant déposé une première demande d'allocation et qui feront l'objet d'une décision à effet rétroactif, le nombre définitif devrait être de 2 309 700, contre 2 351 300 en avril. « *Légèrement moins forte que les années passées* », cette baisse est également « *due au mouvement saisonnier habituel* », note l'UNEDIC. Cependant, les entrées en préretraite continuent de diminuer et sont en chute de 34 % par rapport à l'an passé.

A la fin de mai, on comptait 1 710 200 chômeurs indemnisés, 598 700 préretraités et 800 bénéficiaires d'indemnités de formation.

● **Grève le 19 juin à l'Office national des forêts.** — Les syndicats CGT, CFDT, FO et FGAF appellent à une grève générale des personnels de l'Office national des forêts, le 19 juin, pour protester contre la réforme de l'Office et les licenciements qu'elle implique. Cette réforme doit être discutée ce jour-là, au cours d'une réunion du conseil d'administration.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

orientations SERVICE

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à Orientations Service, 57, avenue Montaigne - 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle ______
Adresse ______
Code postal ______ Ville ______
Niveau d'études ______ Âge ______

☐ Grandes Écoles Commerce, Gestion
☐ Vente, Commerce, Gestion, Distribution
☐ Ecoles à Vocation Internationale
☐ Grandes Écoles Scientifiques
☐ Informatique
☐ Secrétariat, Bureautique
☐ Comptabilité
☐ Expertise-Comptable
☐ Langues
☐ Tourisme
☐ Accueil
☐ Para-Médical
☐ Assurances
☐ Transports
☐ Immobilier
☐ Bâtiment, Travaux Publics
☐ Architecture
☐ Marché de l'Art
☐ Formations Artistiques Appliquées
☐ Danse
☐ Communication et Publicité
☐ Communication Audiovisuelle
☐ Communication dans l'Entreprise
☐ Administration Militaire: Commissariat
☐ 3e Cycles de Gestion
☐ Classes Préparatoires
☐ Réussir le Baccalauréat
☐ Cours par correspondance

M 12



INSTITUT DE GESTION SOCIALE
3e CYCLE MANAGEMENT DE LA QUALITE

9 mois de cours, séminaires et ateliers de production sur le terrain
7 mois de mission en entreprise.

La première école de la qualité totale en France

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs, ou de gestion, venez vous entraîner au management de l'excellence associant qualité totale et démarches participatives.
Prochaine session de recrutement le 27 juin 86.

Nom ______ Prénom ______
Age ______ Diplôme ______
Adresse ______

souhaite recevoir informations et dossier de candidature.
IGS, 63, avenue de Villiers, 75017 Paris.

DE MEILLEURES CONNAISSANCES POUR UN AVENIR MEILLEUR





L' UNIVERSITE PARIS XII propose :
Séminaires de formation et stages de perfectionnement : droit civil et commercial, économie générale et d'entreprise, comptabilité etc...
Préparation aux :
• DEUST "Encadrement comptable" diplôme d'Etat du 1er cycle accessible avec ou sans bac.
• L'Expertise comptable :
CPECF et DECS : cours du jour et du soir
Groupes de travail à effectif limité
UNIVERSITE PARIS XII - Formation continue
58, av. Didier - 94210 La Varenne-St-Hilaire Tél. : (1) 48 86 11 67 - poste 633
RER Ligne A 2 - La Varenne-Chennevières

AGRICULTURE

LE CONFLIT AVEC LES ÉTATS-UNIS

Les Douze décident de réagir avec fermeté

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). – Le gluten de maïs, le blé et le riz, tels sont les trois produits dont la Communauté limitera les importations en provenance des Etats-Unis si ceux-ci, comme ils l'ont annoncé, freinent leurs achats d'un certain nombre de produits agricoles et alimentaires européens. Les ministres des affaires étrangères des Douze, malgré les réticences de la RFA, des Pays-Bas, du Danemark et du Portugal, ont donc confirmé, le lundi 16 juin, leur intention déjà proclamée en avril, de réagir avec fermeté.

Les représailles de la Communauté seront calculées afin de parvenir en volume de commerce à un effet *« correspondant »* à celui des mesures américaines. Elles seront fixées, précise le texte approuvé par les Douze, *« dans un délai n'excédant pas deux semaines à partir de la proclamation du président des Etats-Unis* [et] *entreront en application simultanément avec la mise en œuvre effective des mesures américaines »*. M. Jean-Bernard Raimond, le ministre français, a estimé que c'était un texte *« très satisfaisant...très ferme pour une déclaration à douze »*. *« Il importait d'être clairs sur nos intentions tout en maintenant une position de négociation avec les Etats-Unis »* a-t-il ajouté.

Ces derniers veulent-ils négocier ? L'attitude de combat qu'ils ont prise à Genève, où ont débuté les négociations sur les effets de l'élargissement du Marché commun à l'Espagne et au Portugal, porte malheureusement à penser qu'il n'en est rien. Ils ont réclamé un contingent *« hors prélèvement »* de 12,5 millions de tonnes d'importation de maïs dans la Communauté, alors qu'en 1985 leurs ventes à l'Espagne et au Portugal – celles qui sont en principe en cause – n'ont pas atteint 3 millions de tonnes.

Les produits retenus par la Communauté pour appliquer d'éventuelles représailles sont particulièrement sensibles pour l'agriculture américaine, même si les tourteaux de soja, autre produit d'exportation vedette, ont été retirés de la liste. En 1984, les importations de gluten de maïs en provenance des Etats-Unis ont dépassé 528 millions de dollars dans les douze pays de l'actuelle Communauté ; celles de blé, 350 millions de dollars, et celles de riz, 173 millions de dollars. Les Américains, c'est clair, ne vont pas rester sans réagir. Dès le lundi 23 juin, M. Lyng, leur secrétaire à l'agriculture, devrait venir à Luxembourg, de sa propre initiative, dîner avec ses collègues de la Communauté afin de leur prodiguer la bonne parole. Les Français se méfient de ce genre de manifestations, soit disant bon enfant, qui ne peuvent pas être assimilées à une vraie réunion de négociations mais où, entre la poire et le fromage, apparaît le danger de solutions improvisées. En principe, M. Guillaume ne participera pas à ces agapes. Le problèmes des relations, notamment agricoles, entre la CEE et les Etats-Unis constituera, avec l'Afrique du Sud, un des thèmes importants du Conseil européen de La Haye à la fin du mois.

Ph. L.

AFFAIRES

Le groupe semencier Limagrain met un pied dans les biotechnologies

(De notre envoyé spécial.)

Clermont-Ferrand. – Une petite maison de verre, genre serre de jardin, accueille depuis peu les visiteurs à l'entrée du campus universitaire de Clermont-Ferrand, sur le plateau des Cézeaux. Un panneau précise : groupe Limagrain, laboratoire de biologie moléculaire et cellulaire (1).

Ce laboratoire de 600 mètres carrés, qui emploie quinze personnes dont sept chercheurs, a été inauguré le mercredi 11 juin. Il représente une double *« première »*. Première entrée du groupe semencier Limagrain dans l'incertain domaine des biotechnologies végétales, première liaison organique entre la recherche d'un groupe privé et des universitaires.

Avec cet outil, Limagrain se dote du chaînon manquant entre la recherche fondamentale et la sélection végétale classique. Il en attend trois retombées : une accélaration de cette sélection, une maîtrise des techniques d'identification des gènes, un élargissement de la variabilité génétique.

Pour M. Fontaine, président de l'université de Clermont-II avec laquelle Limagrain a signé une convention de collaboration scientifique, cet événement *« impensable il y a quatre ans, est la concrétisation d'une mutation culturelle, fruit de la crise. C'est aussi l'émergence en France des parcs scientifiques tels qu'ils existent depuis longtemps aux Etats-Unis et au Japon, voire dans certains pays en développement »*.

Ce laboratoire privé bénéficie d'un bail de vingt ans, signé avec les Domaines. L'investissement s'élève à 12 millions de francs sur trois ans, dont la moitié d'aides publiques.

Le groupe Limagrain est né dans la riche plaine de Limagne en 1965. Il a grandi autour d'un produit pivot, la semence de maïs, et s'est diversifié en activités et dans l'espace. C'est aujourd'hui une firme internationale d'imprégnation régionale : 2 milliards de chiffres d'affaires (85 % dans les semences), quarante filiales, dont six en Europe et sept dans les deux Amériques. Après le maïs, Limagrain est présent dans les semences potagères et florales (rachat de Ferry Morse aux Etats-Unis en 1979, de Tezier et Vilmorin en France), dans les fourragères (Eurovert) et les betteraves (Mennesson). Après un passage difficile en 1983-1984 (perte de 30 millions de francs), la situation est rétablie (bénéfice de 20 millions de francs) au cours du dernier exercice.

Parce que Limagrain a un statut coopératif, le groupe est moins vulnérable que d'autres sociétés semencières au mouvement de concentration mené à travers le monde par les firmes pétro-chimiques, depuis les années 70. Par ses efforts de recherche, il échappe aussi aux accords plus ou moins synonymes de perte d'indépendance passés entre d'autres entreprises et des firmes américaines. Selon M. Vial, directeur général de Limagrain, le groupe consacre 120 millions de francs à la sélection végétale, soit la moitié des efforts privés de la branche, et 30 % des investissements globaux (privé +public), estimé à 400 millions de francs, selon un rapport de la commission de la concurrence. M. Chabbal, président de la mission scientifique et technique, qui représentait à cette inauguration le ministre délégué à la recherche et à l'enseignement supérieur, a d'ailleurs fait remarquer que les semences étaient *« un secteur où l'effort de recherche et de développement n'est pas exemplaire »*. Raison de plus pour saluer l'exception que constitue Limagrain.

L'hémisphère nord résolument

L'Auvergne, Paris ou la Californie ? La firme a longuement hésité avant de créer son laboratoire des biologies modernes à Clermont-Ferrand. Si l'environnement scientifique, avec cinq autres laboratoires de l'université, de l'INRA, du CNRS, abritant une trentaine de chercheurs de haut niveau, est suffisant, le choix n'en est pas moins symbolique : d'abord l'Auvergne et la carte régionale et demain la Californie. Cette stratégie explique aussi la modestie de l'implantation clermontoise. Un pied dans les laboratoires, l'autre dans les champs, c'est l'image que veut donner du groupe son président, M. Jean-Marie Crochet, qui estime qu'*« une sélection classique comme celle de Limagrain ne pouvait continuer de croître, privée des horizons que laissent entrevoir les possibilités de la biotechnologie »*. C'est cet équilibre entre les divers piliers de l'industrie semencière que Limagrain recherche : *« Nos grands rivaux de la chimie ne s'y méprennent pas*, déclare M. Vial ; *ils ont à nous offrir ce qui n'existe pas encore (les futures découvertes de la bio-technologie), contre ce que nous avons et dominons bien (la sélection végétale classique, les réseaux de productions et de distribution)*.

La bataille pour le contrôle du pouvoir vert, après l'effort de recherche, passe par l'internationalisation. Hormis Claeys-Lück, filiale de Lafarge-Coppée et les tentatives récentes de Rhône-Poulenc et d'Elf-Aquitaine, les sociétés semencières françaises n'ont pas de réelle dimension internationale, alors même que la France est le deuxième producteur mondial, le troisième exportateur derrière les Etats-Unis et les Pays-Bas, et le premier importateur aussi. Les dirigeants de Limagrain entendent bien accroître leur présence à l'étranger, même s'ils y rencontrent des bonheurs divers. Ainsi, au Brésil, le groupe cherche-t-il à s'associer avec des partenaires locaux, afin de bénéficier notamment des avantages de crédit faits aux concurrents. Mais l'expansion se fera, nous a-t-on dit, résolument dans l'hémisphère nord : aux Etats-Unis, d'abord et encore, en Italie et en RFA, ou Japon enfin, qui est, après les Etats-Unis et l'Europe, le troisième grand pôle semencier mondial, pour les potagères notamment.

JACQUES GRALL.

(1) La biologie cellulaire est l'étude des êtres vivants au niveau d'une unité de structure, la cellule. Elle a abouti au développement des méthodes de culture *in vitro*. La biologie moléculaire étudie les organismes vivants au niveau de leurs unités de fonctionnement, les molécules. Elle aboutit au génie génétique. Le laboratoire de Limagrain a quatre axes de recherche : établissement de cartes génétiques du maïs ; introduction d'une résistance génétique à la rhizomanie de la betterave à sucre : diagnostic des maladies des végétaux ; lutte biologique contre les champignons parasites.

CONJONCTURE

PRIX : MESURES DE LIBÉRATION IMMINENTES

Le comité national des prix pourrait se réunir cette semaine pour entériner des mesures de libération des prix décidées par le gouvernement. Ces mesures concerneraient la crèmerie, certains fruits et légumes, une partie des services de coiffure, les honoraires des architectes. Elles interviendraient avant la fin du mois de juin. Une nouvelle tranche de libération suivrait dès le mois de juillet.

LA FRANCE VUE PAR LE « FINANCIAL TIMES »

Les premiers signes de désenchantement

Sous le titre « Course d'obstacles contre la montre pour Chirac », le *Financial Times*, ce mardi 17 juin, consacre un supplément à la France. Une photographie politique et économique aussi nuancée que le premier bilan d'une cohabitation qui n'a *« pas paralysé l'administration »* mais se révèle une expérience *« peu confortable »* pour le premier ministre.

Le quotidien britannique voir poindre un certain désenchantement après trois mois d'un gouvernement Chirac dont le but pricipal était d'accélérer les réformes mises en place par l'équipe socialiste précédente. Des réformes engagées plus tard que dans les autres pays industriels, mais *« sans doute à moindre coût en termes de perte d'emplois et de production »*.

Parti avec un double handicap, une faible majorité à l'Assemblée nationale et un chef de l'Etat hostile, le premier ministre a sans doute fait l'erreur de laisser croire qu'un retour à un gouvernement de droite créerait rapidement un climat de confiance et marquerait le départ d'une croissance plus rapide. Or les choses *« vont plus lentement et plus rudement que prévu »*.

Les indices peu encourageants sur l'emploi ou le commerce extérieur, les premiers grognements syndicaux, le fait même que M. Mitterrand soit maître du calendrier politique, inquiètent les milieux d'affaires, pourtant favorables dans l'ensemble aux mesures économiques annoncées par le gouvernement. Les conséquences de cet attentisme pourraient être inquiétantes en matière d'investissements.

Le *Financial Times*, qui voit grossir les difficultés du gouvernement dans les mois à venir et n'exclue pas une *« période de turbulence politique »*, estime que la cohabitation a concrétisé le *« vieux rêve français d'un consensus politique national »* et a rapproché la France du modèle anglo-saxon, où s'affrontent deux grandes formations sans grande divergence idéologique. Pour conclure que les Français ne voudront peut-être pas pour autant renouveler l'expérience cohabitationniste.

La Banque de France ramène de 7 1/4 à 7 % son taux d'intervention

Un peu par surprise car rien, dans les déclarations récentes des hommes politiques (MM. Chirac et Balladur) ne le laissaient prévoir, la France a pris la décision unilatérale de réduire à nouveau ses taux d'intérêt, modestement il est vrai. Lundi 16 juin, la Banque de France a abaissé d'un quart de point son taux d'intervention sur le marché monétaire, le ramenant de 7 1/4 à 7 %, au plus bas depuis mai 1979. Elle avait pris une mesure identique le 14 mai dernier, pour accompagner un abaissement général des taux : 1 point et demi sur les livrets des caisses d'épargne, les CODEVI, les bons du Trésor et un demi-point sur le taux de base des banques ramené à 9,60 %. La décision de la Banque de France, cette fois-ci, n'aura aucune répercussion sur les taux de l'épargne *« administrée »* (caisses d'épargne notamment), qui vont rester stables assez longtemps, à 4 1/2 %, ni, peut-être, sur le taux de base bancaire (9,60 %), mais elle va s'appliquer aux billets de trésorerie émis par les entreprises (23 milliards de francs) et aux certificats de dépôts des banques (27 milliards de francs), ce qui n'est pas négligeable. Elle donne, toutefois, une indication sur les intentions du gouvernement, soucieux de poursuivre, prudemment, une diminution du loyer de l'argent indispensable pour stimuler les investissements, comme le réclame le président du CNPF, M. Gattaz.

Par ailleurs, certains pensent que la Banque de France a désiré favoriser une très forte émission de bons du Trésor (11 milliards de francs), lancée mardi 17 juin. La décision de la Banque va donner un petit coup de fouet au marché des obligations et au MATIF, très secoué ces dernières semaines par une remontée des rendements de près de 1 point, et par une importante baisse des cours, après des anticipations excessives.

Enfin, on peut constater que la France paraît avoir, modestement, répondu aux souhaits de ses partenaires, notamment les Etats-Unis, qui par la voix de M. Baker, secrétaire au Trésor, lui demandaient d'abaisser ses taux, de même que l'Allemagne, où ils sont de trois points inférieurs. La tâche lui aura été facilitée par de bons résultats en matière de désinflation et par la bonne tenue du franc, dopé par les entrées de capitaux (60 milliards de francs) consécutives à la dévaluation d'avril dernier.

F. R.

(Publicité)

Concours Pépinières d'Entreprises
de la place pour vos idées

La Caisse des dépôts et consignations organise une sélection de pépinières d'entreprises, ouverte aux promoteurs de projets et aux responsables de pépinières existantes. Vous pouvez encore y participer en retirant, dès maintenant, un dossier à la Délégation de la Caisse des dépôts de votre région.

Ce dossier doit être déposé au plus tard le 30 juin 1986.

Cinq équipes lauréates recevront chacune un prix d'un montant de 50 000 francs. Les entreprises créées ou accueillies au sein des cinq pépinières retenues bénéficieront d'un droit de tirage de 200 000 francs sur les primes à la création d'entreprises versées par la Caisse des dépôts.

Les résultats de cette sélection seront publiquement annoncés lors du Colloque ÉCONOMIE ET TERRITOIRE organisé par la Caisse des dépôts et consignations les 8 et 9 octobre 1986.

Pour tous renseignements, appeler Florence NEBOUT au 42 34 71 59

Bouquins - Dossiers par milliers
Rayonnages Bibliothèques
au prix de fabrique
du kit au sur mesure
LEROY FABRICANT
équipe votre appartement bureaux, magasins, etc.
26 années d'expérience
Une visite s'impose
208, avenue du Maine, Paris (14e)
45-40-57-40 - Mo Alésia

STERN
• GRAVEVR •
depuis 1840
CARTES DE VISITE, INVITATIONS
la distinction d'une gravure traditionnelle
nouveau département "Sociétés" pour cartes et papiers à lettres de belle qualité
Atelier : 47, Passage des Panoramas PARIS 2e Tél. 42.36.94.48–45.08.86.45

CVLaser
Votre parcours professionnel est compliqué, vous cherchez un nouveau Job, Vous ne savez plus par quel bout prendre votre CV...
branchez vous sur CURRICULUM VITÆ SERVICES
Pour en savoir plus : 38 53 66 66

SOFIREC transforme vos factures en Argent Frais !

SOFIREC : Plus de risque d'impayés !
grâce à la clause de garantie du contrat d'affacturage

Toutes les entreprises ont besoin d'argent frais pour leur développement bien avant la date d'échéance normale de leurs factures clients. Il leur faut, en effet, payer "cash" les salaires, les charges fiscales et sociales, les frais administratifs et les frais divers.
Sofirec vous propose la formule la plus souple et la moins chère car vous ne confiez à Sofirec que les factures concernant les clients de votre choix. La formule la plus simple et la plus rapide puisque Sofirec échange vos factures dans les 48 h. contre un paiement immédiat.

Sofirec vous aide à dépister les mauvais payeurs.
Sofirec assure, pour vous, toutes les tâches de recouvrement de vos créances, de la simple relance au contentieux, simplifiant ainsi les tâches de vos propres services de comptabilité-clientèle.
Sofirec, grâce à son service d'information commerciale, vous aide aussi à dépister les clients suspects et peut vous mettre en garde contre les mauvais payeurs et les clients en difficulté.

Sofirec garantit vos créances
Sofirec garantit tous les risques d'impayés pour les créances qui lui sont confiées dans la limite des montants approuvés.

Le Club Sofirec
Les clients de Sofirec forment, ensemble, un groupe d'amis : le "Club Sofirec".
La Lettre du Club Sofirec les informe périodiquement des activités et des services du Club. Ce dernier offre à ses adhérents conseils, assistance comptable et juridique.

Sofirec coûte moins cher et respecte votre indépendance
Sofirec n'exige de vous aucune exclusivité et ne traite que les clients que vous décidez de lui confier.
Comparé à ce que coûterait l'affacturage de la totalité de vos factures, les services "à la carte" de Sofirec sont incontestablement les moins chers du marché.

Pour recevoir, sans engagement le Dossier spécial "Affacturage Sofirec", adressez-nous ce coupon. Merci.
Nom : ....
Adresse : ....
Tél : ....
Monde 18 6
Expédiez ce coupon au service commercial SOFIREC, 16, rue d'Aguesseau. 75008 Paris.

SOFIREC
PARIS 8e – 16, rue d'Aguesseau – Tél (1) 47.42.73.97
MARSEILLE. – 24, rue F. Davso 13231 Cédex 01. – Tél 91.54.92.76
LYON 6e. – 171, cours Lafayette – Tél 78.24.08.65

هكذا من الأصل

MBA University

- Programme 3e cycle créé et développé par l'Institut Franco Américain de Management (IFAM) en association avec PACE UNIVERSITY (New York)
- 11 mois d'études : 7 à Paris, 4 à New York Septembre 86 - Août 87
- 2 diplômes : MBA de PACE UNIVERSITY Certificat IFAM 3e cycle
- Admission : diplôme 2e cycle (grande école, maîtrise...) et ou expérience professionnelle + épreuves d'admission
- Renseignements : IFAM-MBA university 19 rue Cépré 75015 Paris Tél : 47.34.38.23

IFAM — PACE UNIVERSITY
établissement international d' enseignement supérieur privé

fonds de commerce — boutiques, bureaux, locaux commerciaux
Tous les lundis, dans le journal spécialisé depuis 41 ans « Les Annonces »
En vente partout, 4 F et 36, r. Malte, 75011 PARIS. Tél. : 48-05-30-30

(Publicité)

1er AVIS

SOMALAC MADAGASCAR

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

Pour la réhabilitation des périmètres rizicoles PC 23 *Imamba-Ivakaka* et Sahamaloto.

Dans le cadre du projet d'intensification de la riziculture dans la région du lac Alaotra, le directeur général de la Société malgache d'aménagement du lac Alaotra (SOMALAC) fait connaître qu'il lance un appel de candidatures en vue de la présélection d'entreprises susceptibles de réaliser les travaux de réhabilitation des trois périmètres rizicoles précités.

Un accord de crédit passé entre la République démocratique de Madagascar et la Banque mondiale-IDA d'une contre-valeur de 18 millions de dollars et une contrepartie malgache de 1 730 millions de FMG garantissent le financement de l'ensemble du projet.

Ce mode de financement n'admet à concourir que les entreprises de travaux publics enregistrées dans tous les pays membres de la Banque mondiale et en Suisse.

La consistance des travaux est sommairement la suivante :

Lot nº 1 – Périmètres PC 23 et Imamba-Ivakaka

- Réhabilitation de 4 seuils-prises de canaux principaux.
- Construction ou réparation de 260 ouvrages sur canaux.
- Réhabilitation de canaux pour environ 257 000 m³ de terrassement et 3 340 m³ de béton et béton armé.
- Matériel hydromécanique correspondant estimé à 30 t.

Lot nº 2 – Périmètre de Sahamaloto

- Renforcement des digues du barrage, installation de 100 puits de décompression et construction d'une nouvelle tour de prise d'eau pour environ 140 000 m³ déblais-remblais et 1 000 m³ de béton et béton armé.
- Construction ou réparation de 130 ouvrages de régulation sur canaux avec appareillage hydromécanique correspondant.
- Réhabilitation de canaux pour environ 170 000 m³ de terrassements et 2 500 m³ de béton et béton armé.

Ces travaux devront être exécutés au cours des deux saisons sèches 1987 et 1988, du 15 mai au 15 octobre, en dehors de la campagne d'irrigation.

Les entreprises intéressées sont invitées à présenter un dossier de présélection rédigé en français comportant les pièces suivantes :

- Leurs références techniques dans l'exécution de travaux comparables et les attestations de bonne fin de travaux ;
- Leurs moyens en personnel qualifié et en gros matériel ;
- Leurs situations financières ainsi que les chiffres d'affaires des trois dernières années.

Les dossiers de présélection devront être adressés ou remis au plus tard le 31 juillet 1986 à Monsieur le Directeur général de la SOMALAC, 55, avenue Lénine, Ankadifotsy, CP 101, Antananarivo (Madagascar), par pli recommandé ou directement contre reçu.

Les entreprises retenues par la commission de jugement des candidatures seront invitées à retirer le dossier de consultation à compter du 15 août 1986.

La remise des propositions détaillées et chiffrées est prévue le 31 octobre 1986. Les entreprises pourront soumissionner pour un seul ou pour l'ensemble des deux lots.

La signature du (ou des) marché (s) devrait intervenir en janvier 1987.

2e AVIS

SOMALAC MADAGASCAR

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

Pour la réhabilitation du périmètre rizicole de l'Anony.

Dans le cadre du projet d'intensification de la riziculture dans la région du lac Alaotra, le directeur général de la Société malgache d'aménagement du lac Alaotra (SOMALAC) fait connaître qu'il lance un appel de candidatures en vue de la présélection d'entreprises susceptibles de réaliser les travaux de réhabilitation du périmètre de l'Anony (7 700 ha).

Le mode de financement retenu pour ces travaux n'admet à concourir que les entreprises de travaux publics ayant, d'une part, leur siège social ou leur domicile en France ou à Madagascar et dont, d'autre part, le capital est détenu et la direction effective assurée par des ressortissants français ou malgaches.

La consistance des travaux est sommairement la suivante :

- Recalibrage et rehaussement des canaux primaires et construction d'un canal principal ;
- Recalibrage et curage de 2 dessableurs ;
- Construction ou modification de 300 ouvrages de prises et de régulation, avec appareillage hydromécanique correspondant.

Ces travaux mettent en œuvre environ 230 000 m³ de terrassement et 1 500 m³ de béton et béton armé.

Ils devront être exécutés au cours des deux saisons sèches 1987 et 1988, du 15 mai au 15 octobre, en dehors de la campagne d'irrigation.

Les entreprises intéressées sont invitées à présenter un dossier de présélection rédigé en français comportant les pièces suivantes :

- Leurs références techniques dans l'exécution de travaux comparables et les attestations de bonne fin de travaux ;
- Leurs moyens en personnel qualifié et en gros matériel ;
- Leurs situations financières ainsi que les chiffres d'affaires des trois dernières années.

Les dossiers de présélection devront être adressés ou remis au plus tard le 31 juillet 1986 à Monsieur le Directeur général de la SOMALAC, 55, avenue Lénine, Ankadifotsy, CP 101, Antananarivo (Madagascar), par pli recommandé ou directement contre reçu.

Les entreprises retenues par la commission de jugement des candidatures seront invitées à retirer le dossier de consultation à compter du 15 août 1986.

La remise des propositions détaillées et chiffrées est prévue le 31 octobre 1986.

La signature du (ou des) marché (s) devrait intervenir en janvier 1987.

AFFAIRES

La crise des chantiers navals embarrasse le pouvoir

(Suite de la première page.)

Quant au pétrolier ravitailleur d'escadre, que M. Lengagne, ministre de la mer du gouvernement Fabius, avait demandé à son collègue de la défense, en 1984, de commander à Normed *« par anticipation »*, il attend à La Seyne que la marine nationale veuille bien en prendre livraison et personne ne sait si la facture y afférant sera réglée.

L'absurde rejoint donc le scandale lorsque l'on sait que les subventions publiques versées par les contribuables dépassent 300 000 F par an pour chaque ouvrier des chantiers, soit à peu près trois fois leur salaire. Aussi coûterait-il moins cher à l'Etat de payer les ouvriers à ne pas travailler. Et l'on en arrive à cette monstruosité économique : moins les chantiers navals construisent de navires, moins la facture est lourde pour l'Etat, donc pour les contribuables.

En dépit d'efforts méritoires menés – malgré les grèves – par les dirigeants des deux grandes sociétés concernées, au cours des derniers mois (Normed, groupe privé, en état permanent de commandite publique, et Alsthom, filiale de la CGE nationalisée), les effectifs employés et les capacités de production restent encore considérablement excessifs par rapport à la demande mondiale de navires (1). Normed employait fin avril 6 900 personnes et, selon le plan d'entreprise, l'effectif devrait tomber à 6 500 à la fin de l'année, au lieu de 10 740 au début de 1984. Alsthom, dont les moyens sont plus concentrés, ramènera le nombre des salariés de Dubigeon à Nantes à 590 à la fin de 1986, tandis que l'Atlantique à Saint-Nazaire restera, avec ses quelque 4 500 ouvriers et cadres, le fleuron à la fois d'Alsthom et de ce qui demeurera de la construction navale française. C'est ce chantier en effet, où le souvenir du *France* flotte encore entre les tôles, qui a remporté, il y a un an (et après quelle compétition internationale !) le contrat d'un gigantesque paquebot de croisière pour une compagnie norvégienne. 175 millions de dollars : jamais un armateur n'avait payé si cher pour un seul navire.

Un seul chantier ?

Il reste qu'avec une capacité de 250 000 tonneaux, les chantiers français sont encore très excédentaires puisqu'ils n'ont engrangé en 1985 que 190 000 tonneaux de commandes. A condition d'embaucher quelques centaines d'ouvriers et de mettre fin aux périodes répétées de chômage technique, l'établissement de Saint-Nazaire pourrait honorer à lui seul l'ensemble des commandes passées à tous les chantiers en une année.

Tandis que les armateurs regorgent de navires inutilisés et que les prix de vente sur le marché mondial ont été divisés par deux depuis 1981, l'aide de l'Etat a littéralement explosé pour combler l'écart entre prix de vente et coût de revient : 12,5 milliards de francs depuis 1983. Mais ces sommes ressemblent à la bouteille à l'encre car aucun gouvernement, de peur d'être déféré devant la Cour de justice européenne, n'a voulu et ne veut préciser les montants respectifs des subventions accordées pour emporter une commande et des aides de nature à accélérer la restructuration des entreprises. En effet, chaque mois, tel un malade sous perfusion, Normed, dont la situation est beaucoup plus critique qu'Alsthom, attend le bon vouloir de l'Etat et le chèque du Trésor pour payer ses salariés ou ses fournisseurs, l'URSSAF.

Mme Edith Cresson avait déjà tiré la sonnette d'alarme mais la proximité des élections de mars avait contraint le gouvernement de M. Fabius à temporiser. Pas question de fermer l'un des cinq chantiers. Cette fois-ci, MM. Balladur et Madelin sont aux prises avec l'un des dossiers industriels les plus brûlants du début de la législature. Personne ne comprendrait que les chantres de l'économie libérale et de la rigueur budgétaire continuent à remplir, comme leurs prédécesseurs, le tonneau des Danaïdes et que la construction navale reste, de fait, une industrie civile d'Etat à côté des arsenaux militaires, dont l'importance, notons au passage, prive Alsthom et Normed de quelques commandes rentables.

Mais l'Etat, s'il suit à la lettre sa logique de désengagement, va allumer sur tout le littoral des incendies politiques et sociaux et alimenter la spirale du chômage.

Au pied du mur

M. Madelin, qui a entamé une vaste campagne d'explications sur le thème *« la situation n'est plus acceptable et il existe un consensus politique pour le reconnaître »*, est au pied du mur. Ses arguments comparatifs ont du poids. Partout dans le monde, les chantiers, qu'ils soient nationalisés, comme en Grande-Bretagne ou en Suède, ou privés, licencient, ferment des sites ou fusionnent les uns avec les autres. Le repli n'épargne plus personne en Europe et des régions entières du nord de l'Espagne ou du nord-est de l'Angleterre, par exemple, peuvent s'estimer sinistrées. Seule la RFA, grâce aux performances commerciales d'une quarantaine de moyens chantiers, et l'Italie, qui a bénéficié d'un programme national de relance de la marine marchande, trouvent un répit précaire.

Les maîtres d'Extrême-Orient et les pays à bas salaires comme la Corée, Taïwan et le Japon, qui, de 1981 à 1984, avaient accru avec arrogance leurs capacités de production, tandis que la vieille Europe commençait à chanceler, ont, eux aussi, été atteints par le fléau de la surproduction. Hitachi ou Mitsui, qui tenaient la dragée haute, déchantent. Ils licencient, comme tout le monde, par milliers. Les Coréens, qui avaient construit autour de Hundaï ou de Daewoo des empires, ont décidé de réduire de 30 % leurs capacités par rapport au niveau de 1983.

L'Europe des Douze, elle, se perd en directives jamais appliquées, en réunions inachevées ou en attitudes dilatoires favorisant le chacun pour soi. C'est dans ces circonstances que M. Jacques Dollois, président de Normed, a convoqué, pour le 24 juin, un comité d'entreprise extraordinaire, avec cet ordre du jour, sec comme un couperet : examen de la situation financière de l'entreprise et information sur un éventuel état de cessation de paiement.

L'été sera chaud pour la navale...

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) Normed exploite les chantiers de Dunkerque, de La Seyne et de La Ciotat. Son capital est réparti entre le groupe Schneider (37,11 %), le groupe libanais Intra (36,47 %), Usinor (15 %), Herlicq (5,10 %) et divers intérêts (6,32 %). Alsthom a deux chantiers à Saint-Nazaire et à Nantes.

● **Un repreneur étranger pour Dunkerque ?** – Un groupe étranger postulerait pour une éventuelle reprise du chantier de constructions navales de Dunkerque, l'un des sites du groupe Normed. Cette information, annoncée la semaine dernière à plusieurs reprises par des élus locaux de la majorité, notamment MM. Prouvoyeur, sénateur et maire de Dunkerque et Paccou, député du Nord, a été accueillie avec circonspection dans les milieux syndicaux CFDT, CGT, FO, CGC. Le 16 juin, le directeur de l'établissement a reçu les représentants d'un cabinet d'audits danois qui s'étaient vu refuser l'accès du chantier la semaine dernière. Mais, à l'heure actuelle, on ignore tout de la teneur de ces entretiens et des modalités d'une éventuelle reprise. – *(Corresp.)*

(Publicité)

CENTRE HOSPITALIER GÉNÉRAL
Direction des services économiques
B.P. 231
78104 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Tél. 39-73-92-01, poste 2020
Appel d'offres, fourniture :
Un appareil de radiographie mobile
Un appareil de radiographie dentaire
Un échotomographe temps réel sectoriel
DATE LIMITE DE RÉCEPTION :
Le LUNDI 30 JUIN 1986 à 17 heures

ENTREPRISES

Les frères Willot vendent leurs intérêts dans Boussac à Férinel et à ses alliés

Le groupe Ferret-Savinel (Férinel) devait, ce mardi 17 juin, lancer en Bourse une application sur les actions Société foncière et financière Agache Willot, pivot de l'empire Boussac, encore détenues par les frères Willot (16,3 % environ). Ce rachat, d'un montant de 400 millions de francs, pourrait se faire à un prix unitaire compris entre 750 F et 790 F.

Il permettra à l'ensemble des nouveaux actionnaires animé par Férinel de prendre le contrôle effectif de Boussac. Ces actionnaires sont, outre Férinel (11,5 %), Worms et Cie (10 %), les compagnies Elf et Total (12 %), le holding libano-syrien Finial (5 %), Lazard Frères (10 %) et l'établissement financier britannique Charterhouse (1 %). Cette opération devrait mettre d'autre part le groupe Boussac à l'abri des convoitises extérieures. Elle donnera la haute main à Férinel sur les affaires dont la participation passera à 28 %.

Signaux : les cadres cèdent leur participation à des investisseurs institutionnels

Aux termes d'une opération menée en accord avec la Compagnie des signaux et d'entreprises électriques (CSEE) et sous l'égide de la banque Lazard, les cadres de l'entreprise, groupés dans la société 3 S Cadres, qui détenait 28,61 % du capital de CSEE, ont cédé cette participation à des investisseurs institutionnels. Cette modification de la structure du capital intervient après la création de la société Coficem et vise à assurer à la Compagnie de signaux les moyens financiers nécessaires au développement de cette entreprise spécialisée dans les installations électriques pour l'industrie et les services.

Bonbel hors de soupçon

L'Office fédéral de la santé de RFA a mis hors de cause les fromages français Bonbel et Gracile de la société Bel. Début juin, cet office avait adressé une mise en garde aux consommateurs après avoir été averti par le ministère de la santé autrichien. La direction de la qualité du ministère français de l'agriculture avait vivement réagi et contesté le sérieux des analyses effectuées. Ces deux fromages étaient soupçonnés de contenir des bactéries dangereuses pour la santé (listeria monocytogène). Aucune infection due à ces fromages n'a été observée en Europe, et l'office allemand conclut aujourd'hui qu'*« il n'y a aucune raison d'éviter de consommer certaines sortes de fromage ou du fromage en général »*.

Sodexho prend 40 % du capital de Restaurel

Le numéro un français de la restauration collective vient de prendre une participation de 40 % dans la société Restaurel, qui était jusque-là le concurrent de Sodexho pour la Bretagne. *« Il s'agit d'un mariage de raison »*, explique-t-on au siège rennais de Restaurel, en précisant que M. Louis Le Duff (par ailleurs patron de La Brioche dorée) conserve la présidence de son entreprise et les 60 % restants. Restaurel qui traite environ 10 000 repas par jour et emploie 330 personnes, réalise un chiffre d'affaires annuel de 75 millions de francs. La société espère doubler en deux ans son nombre de couverts quotidiens grâce à l'alliance conclue avec Sodexho.

Restauration rapide : Quick reprend O'Kitch

Filiale de Casino et du groupe belge Inno-GB, la chaîne de restauration rapide Quick vient de conclure un accord visant à reprendre les actions de la société Paradine, qui exploite les vingt restaurants à l'enseigne O'Kitch. Ceux-ci avaient été créés il y a quelques années par M. Raymond Dayan à la suite d'un différend qui l'opposait au géant américain McDonald's. Quick détenait près de 12 % du marché du *fast-food* devant O'Kitch (8 %), Free Time (groupe Accor, 8 %) et McDonald's (6 %) à la fin de l'année dernière. Avec soixante-quatre restaurants exploités en France, le nouvel ensemble réalisera un chiffre d'affaires de 700 millions de francs environ. Cette opération, réalisée par la holding Nord-Est (filiale de Paribas et de Sedicecom), verra sans doute l'entrée de cette société dans le capital.



TRANSPORTS

LE VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE D'AIR AFRIQUE

La confiance renaît au sein de la compagnie multinationale africaine

De notre envoyé spécial

Abidjan. – Il fallait à Air Afrique un certain culot ou beaucoup d'espoir pour fêter son vingt-cinquième anniversaire, après avoir côtoyé dangereusement le précipice, en 1984 et en 1985. Ces festivités, organisées à Abidjan du 10 au 13 juin, avaient pour objectif de signifier aux clients comme aux dix Etats actionnaires de la Compagnie multinationale africaine (1), que les horaires fantaisistes de certains vols et les déficits appartiendraient bientôt au passé et qu'Air Afrique était repartie du bon pied, commercialement et financièrement.

La crise tenait en peu de chiffres. En 1983 le déficit avait atteint 3,4 milliards de francs CFA (68 millions de francs français), et les comptes étaient encore dans le rouge les années suivantes. Les causes de ces résultats médiocres étaient nombreuses et beaucoup demeurent. Il y a d'abord le laxisme des *Etats, propriétaires* d'Air Afrique à 72 % (2), qui ont pris la mauvaise habitude de ne pas payer ou de payer avec retard les billets d'avion de leurs fonctionnaires. Le défaut de recettes a atteint, certaines années, 3 milliards de francs CFA (60 millions de francs français). Mauvais actionnaires, les Etats l'ont encore été en n'apportant pas à la compagnie l'augmentation de capital de 8 milliards de francs CFA (160 millions de francs français), pourtant décidée solennellement en 1979.

Le caractère multinational d'Air Afrique a compliqué singulièrement la politique du personnel, conduit à la pléthore car chaque Etat membre voulait obtenir son quota de personnel. L'embauche, de ce fait, a pris *un tour politique* et le licenciement s'avère quasi impossible. En 1984, la compagnie a atteint le chiffre record de 5 846 employés, et elle a réalisé un chiffre d'affaires moitié moindre que celui de la compagnie associée UTA, avec un effectif inférieur d'un cinquième.

Les mesures décidées en juin 1984 ont été draconiennes. Elles associent licenciements, diminutions de salaires et coupes claires dans les frais de fonctionnement. Elles ont *provoqué*, en septembre 1984, une grève du personnel navigant technique. Au début de l'année 1985, la direction a décidé le licenciement pur et simple de cinquante-six pilotes et mécaniciens-grévistes de nationalité française.

Le gros de l'orage semble aujourd'hui passé. Le trafic a repris en 1985, tant pour les passagers (757 000 passagers, soit + 9,4 %) que pour le fret (187 000 tonnes-kilomètres, soit + *1,3 %*). *Les* effectifs sont revenus au niveau de 1983 (5 620 salariés), et un plan de départs en retraite prévoit de réduire de 515 le nombre des agents. Les comptes sont redevenus positifs, de 882 millions de francs CFA (17 millions de francs français), grâce à la vente d'un Boeing 747 cargo qu'Air Afrique utilisait en leasing. Reste le boulet des 13 ou 14 milliards de francs CFA (260-280 millions de francs français) que les dix Etats doivent à Air Afrique, soit au titre des billets achetés, soit au titre de l'augmentation du capital.

L'intervention de M. Chirac

Enfin, le conflit judiciaire avec les pilotes français licenciés est en train de tourner à l'avantage de la compagnie, grâce à une intervention de M. Jacques Chirac. A la demande du président de la République ivoirienne, M. Félix Houphouët-Boigny, le premier ministre français a implicitement reconnu que les tribunaux français des prud'hommes étaient incompétents dans cette affaire. La menace de saisie d'un des dix appareils (trois DC-10, trois Airbus, deux DC-8, deux Boeing 727) est, pour le moment, écartée.

C'est M. Auxence Ickonga, ancien ministre congolais, qui a été chargé, en 1985, de faire le ménage. Le nouveau PDG s'y est attelé avec détermination et optimisme : « *Je ne crois pas qu'Air Afrique ait été si près du gouffre qu'on a bien voulu le dire*, nous a-t-il déclaré. *Le déficit net n'a jamais dépassé 2 % ou 3 % de notre chiffre d'affaires. Nous ne sommes pas une compagnie aérienne ordinaire. Nos confrères qui enregistrent des déficits sont dans cette situation parce que leur compte d'exploitation est négatif. Pour nous, nos résultats bruts d'exploitation sont toujours demeurés bénéficiaires. Nous connaissons seulement un problème de trésorerie.* »

Comment s'exécute le plan d'économies en vigueur ? « *Le budget annuel, qui ne signifiait pas grand-chose, est devenu un objectif respecté. Nous allégeons nos effectifs par le système du départ à la retraite pour que ce soit le moins douloureux possible. Les nouveaux statuts des différents personnels entreront en vigueur avant la fin de l'année, et nous tiendrons compte des réductions déjà opérées dans le sens d'une amélioration des salaires. J'ai bon espoir que nous parvenions à l'équilibre de nos comptes en 1986.* »

La structure multinationale d'Air Afrique n'est-elle pas une source de rigidités graves ? « *Il faut, bien sûr, que nous puissions travailler à l'abri d'interventions intempestives,* répond M. Ickonga. *Mais tous les chefs d'Etat ont conscience qu'Air Afrique est une très bonne affaire qu'aucun d'entre eux ne pourrait créer seul, comme le prouvent les expériences camerounaise, gabonaise et kényane. Notre compagnie est la seule institution qui réunisse des Etats d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Loin de toucher des subventions, elle est la seule au monde à faire crédit à ses actionnaires. Elle est le premier investisseur dans nos pays. Elle procure aux Etats membres les avions dont ils ont besoin pour des déplacements officiels. C'est pour cela que rien d'irrémédiable n'a été commis, que M. Houphouët-Boigny a immédiatement réagi aux menaces de saisie judiciaire et que tous les dirigeants politiques sont fiers de leur compagnie. Nos règles de fonctionnement sont exemplaires, puisque je préside Air Afrique, alors que mon pays, le Congo, possède seulement 7,2 % de son capital.* »

Rétablir l'image de marque

M. Ickonga a entrepris de corriger certains comportements au sein de la compagnie. Notamment par des sanctions qui ont frappé ceux qui n'appliquaient pas le budget ou ceux qui *ont laissé reprendre l'air*, au début de cette année, à un Airbus endommagé par un atterrissage brutal à Bamako. Le président a dit à ses personnels qu'il voulait rétablir l'image de marque d'Air Afrique, et que cela dépendait d'eux. En effet, la ponctualité des avions laisse à désirer et le service à bord n'est pas toujours à la hauteur de celui de la concurrence, notamment de Swissair, qui s'est taillé une excellente réputation chez les Africains eux-mêmes. Sans parler de l'« affairisme » qui ne sera plus toléré, parce qu'il n'est pas sain par exemple qu'un agent se serve des moyens de la compagnie pour poursuivre une deuxième activité professionnelle.

Les projets d'avenir ne manquent pas. La compagnie hésite entre l'acquisition d'un quatrième Airbus d'occasion et celle d'un Boeing 747 *combi. Elle aimerait décider* le Mali et la Guinée à devenir, à leur tour, ses actionnaires. Pour les convaincre, elle accepte de délivrer à leurs fonctionnaires des billets en échange de bons de mission, et elle a suppléé au pied levé des charters défaillants pour *La* Mecque.

A l'évidence, Air Afrique se porte mieux, mais ses responsables savent *qu'il serait suicidaire de relâcher* l'effort. L'économie africaine n'est pas florissante, et les Etats auront du mal à payer leurs dettes ou à souscrire des augmentations du capital. Le trafic risque de stagner. C'est pour cela que M. Ickonga a décidé, après quelques hésitations, de fêter le vingt-cinquième anniversaire de la création de sa compagnie. Discours et remises de décorations ont été pour lui l'occasion d'appeler ses troupes à se mobiliser pour faire d'Air Afrique – « *notre bien commun* » – un transporteur aérien de premier ordre.

ALAIN FAUJAS.

(1) Bénin, Burkina Faso, République centrafricaine, Congo, Côte-d'Ivoire, *Mauritanie, Niger, Sénégal,* Tchad, Togo.

(2) Les 28 % restants appartiennent à la SODERAF, filiale de la compagnie UTA et de la Caisse des dépôts et consignations.

ÉNERGIE

SHELL ET LE SUPER-SUPER

La désobéissance

Le libéralisme n'autorise pas les entreprises à transgresser la loi. C'est l'évidence. Pas pour tout le monde apparement. A libéral, libéral et demi, le gouvernement a depuis peu quelque mal à se faire entendre des patrons, qui, emportés par l'enthousiasme, ont de plus en plus tendance à précéder le législateur et confondent allègrement *déréglementation et désobéissance.*

Un exemple frappant vient d'en être fourni par la Shell. Le puissant groupe pétrolier lance cette semaine, à grand renfort de publicité, un nouveau supercaburant, nommé « *formule Shell* ». Grâce à un additif spécial, et à un « stimulateur de combustion », ce nouveau « super-super », réduit l'encrasse*ment des moteurs et* améliore les performance du moteur. C'est du moins ce qu'affirme la société, qui entend ainsi se démarquer du vulgaire carburant vendu dans les grandes surfaces et justifier les prix plus élevés pratiqués par son propre *réseau.*

D'où une campagne de publicité massive et... illégale. Car la publicité sur les carburants est strictement réglementée. Et la Shell n'a pas été en mesure de prouver, comme l'exigent les textes, grâce à *des tests effectués* par des laboratoires indépendants, les qualités nouvelles de sa formule, en ce qui concerne les perfomances des véhicules. L'administration a certes homologué le nouveau carburant, après avoir constaté son innocuité *sur les moteurs. Mais elle a refusé* son agrément à la campagne publicitaire prévue pour le lancement de la « *nouvelle* » formule. Faute de preuves contraires, elle est considérée comme mensongère, *explique-t-on* au ministère de l'industrie. Et elle risque de surcroît de pousser à la consommation, ce qui reste interdit par la loi.

Il y a quelques années, fait-on remarquer dans l'administration, la plupart des supercarburants – dont celui de la Shell, – comprenaient des additifs. Ils ont été l'un après l'autre supprimés. « *Cela ne valait plus la peine* », explique le président de la Shell : les prix étaient fixés par l'administration, les rabais limités, la pub interdite... Cela n'a pas semblé *affecter les* automobilistes.

Si ces additifs reviennent aujourd'hui sous une autre forme, c'est que les conditions du marché ont changé. Après avoir été entraînés, bien malgré eux, dans la guerre des prix, par les grandes surfaces, les grandes marques ont entrepris, la baisse du brut aidant, de reconstituer leurs marges et tenter ainsi de trouver une nouvelle pande. La « *liberté retrouvée* » permet à chacun de « *tenter sa chance* », a déclaré le président de Shell.

Au mépris des règlements ? Le ministre de l'industrie lui-même serait intervenu auprès de la direction de la compagnie pour protester. En vain. Le 12 juin, le nouveau produit a *été présenté* à la presse. Le 19 la pub Shell remplira les journaux. Le président de la compagnie, à qui on faisait remarquer que la publicité poussant à la consommation de carburant restait interdite, a haussé les épaules : « *Oui, c'est vrai, dans les textes...* »

VÉRONIQUE MAURUS.



Banque financière parisienne - BAFIP

SA au capital de 160 000 000 F
divisé en 3 200 000 actions de 50 F nominal
48, rue La Pérouse, 75116 Paris

Augmentation de capital

Le conseil d'administration de la Banque financière parisienne (BAFIP), réuni le 26 mai 1986 a décidé dans le cadre de l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 25 avril 1986, d'augmenter le capital de la société pour le porter à 200 millions de francs. Cette augmentation de capital sera réalisée :

- *par attribution gratuite*, à raison d'une action nouvelle pour trois anciennes, jouissance 1er janvier 1986. Le droit d'attribution correspondant sera négociable et coté au second marché de la Bourse de Paris à partir du 23 juin 1986 ;
- *par attribution en numéraire*, réservée aux actionnaires, à raison d'une action nouvelle pour trois anciennes. Prix d'émission : 400 F par action, jouissance 1er janvier 1986. Possibilité de souscrire à titre réductible. Lieux de souscription :
  - LA BANQUE FINANCIÈRE PARISIENNE - BAFIP 48, rue La Pérouse, 75116 Paris ;
  - LA BANQUE ODIER BUNGENER COURVOISIER – OBC 57, avenue d'Iéna, 75116 Paris ;
  - LA BANQUE POPULAIRE DU NORD 9-11, place Richebé, 59000 Lille.

La souscription sera ouverte du 23 juin au 6 juillet 1986 inclus dans les conditions décrites dans la note d'information (visa COB n° 86-206 du 10 juin 1986) tenue à la disposition du public au siège social de la société et auprès des autres établissements chargés de la souscription. *BALO du 16 juin 1986.*

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT – Obligations 10,60 % – 1979

Les intérêts courus du 21 juin 1985 au 20 juin 1986 seront payables à partir du 21 juin 1986 à raison de 190,80 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 7 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 21,20 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 31,78 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 156,90 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 54 076 à 83 651 sortis au tirage au sort du 23 avril 1986 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 8 au 21 juin 1987 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, recettes des Finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, Paris (7e), ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels.

Il est rappelé :

- d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ;
- d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés ;
- enfin, que les titres compris dans les séries de numéros 370 069 à 383 957, *393 571 à 407 459, 115 364 à 131 141, 14 023 à 29 911, 416 246 à 430 134 et* 13 001 à 54 075 sont respectivement remboursables depuis le 21 juin 1980, le 21 juin 1981, le 21 juin 1982, le 21 juin 1983, le 21 juin 1984 et le 21 juin 1985.

BIMP Banque Industrielle & Mobilière Privée

PRIV'ASSOCIATIONS
Société d'investissement à capital variable
22, rue de l'Arcade, 75008 PARIS
Tél. : 42-66-91-52

Le conseil d'administration de Priv'associations s'est réuni afin d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 27 mars 1986.

Le conseil proposera à l'assemblée générale des actionnaires la distribution à chaque action d'un dividende net de 844,01 F, l'impôt déjà payé au Trésor s'élevant à 1,59 F.

Depuis l'ouverture au public jusqu'à la clôture de l'exercice, c'est-à-dire du 30 avril 1985 au 27 mars 1986, la valeur liquidative unitaire est passée de 20 143,74 F à 21 875,56 F. La valorisation de l'action a été de 8,60 % correspondant à un taux annuel de 9,38 %. Ce taux peut être comparé au taux moyen du marché monétaire au jour le jour pendant cette même période, qui s'est élevé à 9,37 %.

Compagnie Générale
d'Industrie et de Participations

CGIP

Augmentation de capital

par l'émission de 781 876 actions nouvelles au prix de 700 F

à souscrire en numéraire à raison de

1 action nouvelle pour 6 actions anciennes

Jouissance au 1er janvier 1986. Souscription ouverte du 16 juin 1986 au 10 juillet 1986 inclus.

Une note d'information portant le visa COB n° 86-178 en date du 27 mai 1986 est disponible sur simple demande au siège de la société, 89, rue Taitbout 75009 Paris et auprès des établissements chargés du placement. BALO du 9 juin 1986.

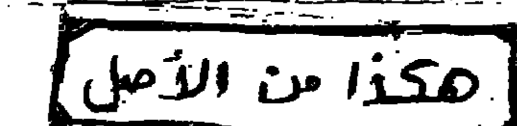


Le chiffre d'affaires hors taxes de la compagnie pour le premier trimestre 1986 s'est élevé à 2 021 millions de francs contre 1 724 millions de francs au premier trimestre 1985, soit une progression de 17,2 %.

Le chiffre d'affaires du premier trimestre 1985 ne prenait pas encore en compte les activités de Commutation publique de THOMSON CSF TÉLÉPHONE et de la Branche Equipements de LTT absorbées à compter du 1er juillet 1985.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe ALCATEL s'établit pour le premier trimestre 1986 à 6 142 millions de francs, dont 5 550 millions de francs en provenance des sociétés contrôlées et 592 millions de francs en provenance de sociétés affiliées. Le chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre 1985 s'élevait à 4 175 millions de francs, mais ne comportait pas les facturations des filiales de THOMSON TÉLÉCOMMUNICATIONS.





AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT – Obligations 11 % – 1977

Les intérêts courus du 20 juin 1985 au 19 juin 1986 seront payables à partir du 20 juin 1986 à raison de 99 F par titre de 1 000 F nominal contre détachement du coupon n° 9 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 16,49 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 81,41 F.

Il est rappelé :

– d'une part, que les intérêts concernant les titres inscrits en comptes « nominatifs purs » seront réglés aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications ;
– d'autre part, que les obligations portant : la lettre de la série « F » sont remboursables depuis le 20 juin 1978 ; la lettre de la série « D » sont remboursables depuis le 20 juin 1981 ; les lettres des séries « A » et « C » sont remboursables depuis le 20 juin 1985.

TOTAL Compagnie Française des Pétroles

Mesdames et messieurs les actionnaires de Total Compagnie française des pétroles sont appelés à se réunir le vendredi 20 juin 1986 à 10 h 30, à la Maison des arts et métiers, 9 *bis*, avenue d'Iéna, Paris-16e, en assemblée générale ordinaire et en assemblée générale extraordinaire.

Un film sera projeté avant l'ouverture de l'AGO, à 10 heures précises.

La brochure « Total Compagnie française des pétroles en 1985 » sera disponible après l'assemblée, sur demande au service diffusion de TOTAL CFP, 5, rue Michel-Ange, 75783 Paris Cedex 16.

SITUATION AU 2.05.86

La situation au 2 mai 1986 s'établit à 743 286 millions contre 733 687 millions au 2 avril 1986.

Au passif, les comptes d'Instituts d'Émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 43 753 millions de francs et les comptes d'Institutions Financières à 270 259 millions de francs.

Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 250 293 millions de francs.

A l'actif, les comptes d'Institutions Financières s'élèvent à 262 098 millions de francs, les Crédits à la clientèle à 260 013 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 37 780 millions de francs.

Europartenaires : Banco di Roma, Banco Hispano Americano, Commerzbank.



CREDIT LYONNAIS
LE PARTENAIRE DE VOTRE AVENIR

société française des pétroles BP

augmentation de capital

7 actions nouvelles pour 8 actions anciennes de 50 F nominal
Prix d'émission : 90 F
Jouissance : 1er janvier 1986
Souscription : du 2 juin au 23 juin 1986
Possibilité de souscrire à titre réductible

BP

Une note d'information (visa COB n° 86-151 en date du 13 mai 1986) est mise gracieusement à la disposition du public au siège de la Société et auprès des établissements chargés du placement. Balo du 26 mai 1986.

TOTAL CRD Total France

Le conseil d'administration de la Compagnie de Raffinage et de Distribution Total France a pris dans sa séance du 12 juin 1986 la décision de principe de réaliser prochainement une augmentation du capital de la compagnie.

Cette opération devrait permettre le renforcement des fonds propres, affectés par les moins-values sur stocks, et mettre la compagnie en état de poursuivre son programme de modernisation et de tirer parti des perspectives encourageantes qui apparaissent pour le raffinage et la distribution des produits pétroliers.

Les modalités précises de l'opération seront fixées au début du mois de juillet.

Pour réaliser cette opération, le conseil a également décidé le principe d'une suspension de l'exercice des bons de souscription d'actions pendant une période qui sera précisée ultérieurement. A l'issue de l'augmentation de capital, l'exercice des bons sera rétabli et les ajustements prévus au contrat d'émission des obligations assorties de ces bons de souscription seront portés à la connaissance des titulaires de ces bons.

CETTE OPÉRATION AYANT ÉTÉ ENTIÈREMENT SOUSCRITE, CETTE ANNONCE EST PUBLIÉE A TITRE D'INFORMATION

Souscription* de 1.137.193 certificats d'investissements émis à 800 F, chaque certificat étant accompagné d'un bon de souscription à une action nouvelle PFA SA émise à 675 F.

pechelbronn

REMERCIE

SES 20.000 ACTIONNAIRES

QUI ONT ASSURÉ LE SUCCÈS DE L'OPÉRATION

* Visa COB 86-123

BLINDEZ VOS VITRES



avec SECURY-FILM



DEVIS ET DÉPLACEMENTS GRATUITS PARIS-PROVINCE



POLYPROTEC
8, place de la Madeleine
75008 PARIS
Tél. : (1) 42-61-61-61

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 16 juin ↑

Mieux disposé

Assez frileuse la semaine écoulée, la Bourse de Paris est, lundi, un peu sortie de sa réserve pour se raffermir un tantinet. Déjà dans la matinée, les valeurs françaises s'étaient légèrement raffermies (+ 0,49 %). Au cours de la séance officielle, bien que ralenti, le mouvement s'est prolongé et nombre d'actions de très bonne qualité se sont détachées, comme Compagnie bancaire, Dassault, Pernod, Schneider, Roussel-Uclaf, Alcatel, Colas, Moët, Redoute, Printemps, Legrand, UCB, Radiotechnique et CSF, qui a regagné, et même au-delà, son coupon de 10,50 F. A la clôture, l'indicateur instantané enregistrait une avance de 1,10 %. De l'avis général, la Rue Vivienne a surtout réagi à la performance accomplie vendredi par Wall Street dans l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt. Mais à dire vrai, le cœur n'y était pas vraiment. La preuve en est : les cotations ont été expédiées au pas de charge, témoignant de la relative faiblesse de l'activité. Très prudents, les opérateurs sélectionnent avec soin leurs achats. La proximité des opérations de liquidation – celles-ci auront lieu vendredi prochain – exerce plutôt un effet dissuasif sur les acquéreurs potentiels. Seul élément vraiment positif : les investisseurs étrangers maintiennent leurs positions au premier étage, le MATIF a continué de se redresser avec des hausses aux échéances les plus lointaines de 7 ou 8 variations. Sur le marché obligataire, pourtant plutôt acheteur, l'attentisme a prévalu. Les spécialistes évoquaient la possibilité d'une décrue symbolique sur le front monétaire. Mais personne n'y croyait vraiment.

Réservée à la baisse vendredi, Générale Fonderie a plongé : – 38 %.

NEW-YORK, 17 juin =

Hésitant

La semaine s'est ouverte à New-York sur une note hésitante. Après la reprise en trombe de vendredi dernier, les opérateurs se sont montrés très prudents dans leurs engagements. Un moment en légère hausse, l'indice des industrielles s'est finalement établi un peu en retrait par rapport à son niveau précédent, soit à 1 871,77 (– 2,42 points). Le bilan de la journée a reflété ce résultat. Sur 1 948 valeurs traitées, 810 ont baissé, 742 ont monté et 396 n'ont pas varié. De l'avis général, le marché semble avoir réagi avec un temps de retard aux dernières statistiques relatives à la marche de l'économie en mai, dont il ressort que celles-ci sont encore plus décevantes qu'il n'y paraissait à première vue. Autour du « Big Board », les professionnels conservaient l'espoir que le FED se déciderait à faire un geste et assouplirait un tant soit peu les contraintes pesant sur le crédit. Mais avec l'approche de l'échéance sur les « futures », et en prévision des mouvements imprévisibles souvent enregistrés en pareille occasion, beaucoup ont préféré rester l'arme au pied.

La faible activité ambiante a témoigné de l'attentisme quasi général : 112,12 millions de titres ont changé de mains contre 141 millions la veille.

VALEURS	Cours du 13 juin	Cours du 16 juin
Alcoa	41	39 1/2
A.T.T.	24 3/4	25
Boeing	60 3/4	61 3/4
Chase Manhattan Bank	42 3/4	42 1/4
Du Pont de Nemours	85 7/8	85 1/2
Eastman Kodak	60 1/2	60 5/8
Exxon	60 1/4	60 1/4
Ford	54 3/8	54 1/8
General Electric	81 7/8	82 1/4
General Motors	78 1/4	78 3/8
Goodyear	31 1/4	31 1/2
I.B.M.	149 1/2	148 1/2
I.T.T.	45 3/4	45 1/8
Mobil Oil	30 5/8	31 1/8
Pfizer	66 2/8	68 1/2
Schlumberger	31 3/4	31 1/2
Texaco	32 5/8	33
U.A.L. Inc.	53 1/2	53
Union Carbide	22 3/8	22 3/4
U.S. Steel	20 3/8	20 3/8
Westinghouse	54 1/8	53 1/2
Xerox Corp.	56 1/2	56 1/4

CHANGES

PARIS

Dollar : 7,09 F ↑

Une légère reprise du dollar était observée le 17 juin sur les marchés des changes européens. A Paris, le billet vert se traitait aux alentours de 7,09 F en fin de matinée contre 7,0095 F la veille en clôture, tandis que le deutschemark était pratiquement inchangé (3,1860-3,1895 F contre 3,1886 F) en l'absence d'indications en provenance de Francfort (fête nationale en RFA).

FRANCFORT	16 juin	17 juin
Dollar (en DM) ...	2,1925	clos
TOKYO	16 juin	17 juin
Dollar (en yens) ..	165,45	166,8

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (16 juin)	7 1/8 %
New-York (16 juin) .	Ind.

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	13 juin	16 juin
Valeurs françaises ..	129,9	131,3
Valeurs étrangères .	105,5	106,8

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général ...	344,7	347

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

industrielles	1874,19	1871,77

LONDRES

(Indice « Financial Times »)

Industrielles	1 313,7	1 318,6
Mines d'or	194,4	196,2
Fonds d'Etat	91,07	91,31

TOKYO

	13 juin	16 juin
Nikkei Dow Jones	17 285,97	17 185,6
Indice général ...	1 327,79	1 327,67

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 16 juin
Nombre de contrats : 5 726

COURS	ÉCHÉANCES				
	–	Juin 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87
Dernier	–	109,35	110,25	110,75	110,80
Précédent ...	–	108,75	109,55	110	110,05

AUTOUR DE LA CORBEILLE

CABLES DE LYON AU SECOND MARCHÉ. – Filiale de la CGE, les Câbles de Lyon sont introduits le 19 juin au second marché de la Bourse de Paris sous forme de 550 000 titres (représentant 19 % du capital de la société) mis en vente à 650 F.

EUPHORIE A FRANCFORT. – Les résultats en Basse-Saxe ont provoqué l'euphorie le 16 juin à Francfort. Les valeurs vedettes ont grimpé de 5 % en moyenne et l'indice de la Commerzbank a clos la séance à 2 065,8 points.

SCREG : MAINTIEN DES QUOTITÉS PAR 25 TITRES. – *Abrogeant les précédentes dispositions* qui prévoyaient de porter de 25 à 100 titres le nombre d'actions minimales de négociations pour la SCREG, la Chambre syndicale a décidé de maintenir ces quotités à 25 titres jusqu'à nouvel avis.

COSTIMEX : L'OPA DE SOUFFLET EST POSITIVE. – Plus de 176 000 actions Costimex (Nancy) ont été présentées à l'OPA des établissements J. Soufflet, cette offre est positive.

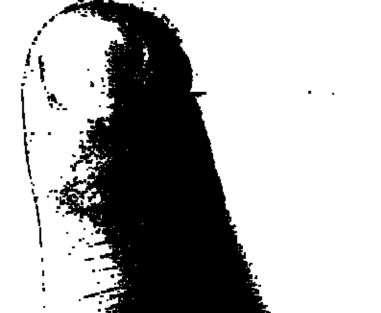
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

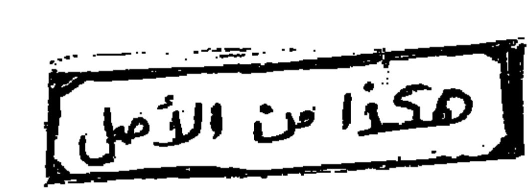
	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	dép. –	Rep. + ou	dép. –	Rep. + ou	dép. –
$ E-U.	7,1040	7,1070	+ 0	+ 15	+ 10	+ 40	+ 30	+ 130
$ can.	5,1119	5,1166	– 73	– 52	– 132	– 100	– 416	– 327
Yen (100) ...	4,2488	4,2531	+ 79	+ 93	+ 164	+ 190	+ 491	+ 563
DM	3,1849	3,1877	+ 66	+ 80	+ 136	+ 157	+ 372	+ 432
Florin	2,8271	2,8292	+ 20	+ 29	+ 46	+ 61	+ 176	+ 223
F.B. (100) ...	15,5892	15,6026	– 51	+ 33	– 64	+ 88	– 287	+ 183
F.S.	3,8613	3,8650	+ 57	+ 76	+ 125	+ 153	+ 381	+ 458
L (1 000) ...	4,6383	4,6398	– 218	– 186	– 391	– 342	– 1038	– 932
£	10,6667	10,6783	– 270	– 233	– 504	– 431	– 1284	– 1086

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U.	6 7/8	7 1/8	6 15/16	7 1/16	6 7/8	7	6 7/8	7
DM	4 1/4	4 1/2	4 7/16	4 9/16	4 7/16	4 9/16	4 1/2	4 5/8
Florin	6	6 1/4	6	6 1/8	5 15/16	6 1/16	5 5/8	5 3/4
F.B. (100) ..	6 1/2	7 1/2	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8
F.S.	2 1/2	3	5 3/16	5 5/16	5	5 1/8	4 7/8	5
L (1 000) ..	11	13	11 3/4	12 1/2	11 3/4	12 1/4	11 1/2	12
£	10	10 1/4	10	10 1/8	9 7/8	10	9 1/2	9 5/8
F. franç. .	7	7 1/4	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8	7 1/4	7 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS

16 JUIN

Cours relevés à 17 h 35

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1510	4,5 % 1973	1560	1555	1550 10	– 0 63
4380	C.N.E. 3%	4395	4430	4450	+ 1 15
1131	B.N.P. T.P.	1142	1150	1150	+ 0 70
1276	C.C.F. T.P.	1130	1135	1135	+ 0 44
2896	Electricité T.P.	2500	2570	2570	+ 2 80
1650	Renault T.P.	1590	1583	1583	– 0 44
2271	Rhône-Poul. T.P.	2180	2178	2180	....
1365	St-Gobain T.P.	1340	1360	1355	+ 1 11
1275	Thomson T.P.	1351	1378	1375	+ 1 77
440	Accor	374	380	380	+ 1 60
1790	Agence Havas	1500	1555	1545	+ 3
800	Air Liquide	735	746	745 c	+ 3 21
2140	Alcatel	2050	2130	2130	+ 3 90
1500	Alt. Superm.	1395	1399	1399 c	+ 0 03
460	A.L.S.P.I.	345	361	363	+ 5 21
630	Alsthom	419	415	415	– 0 95
2000	Arjom. Prioux	1685	1675	1675	– 0 59
220	Avions-Rey	189	189	189	....
1340	Aux. Entrepr.	1298	1299	1301	+ 0 23
1600	Avions Dassault	1200	1284	1180	– 1 66
720	Bail-Equipem.	617	643	635	+ 2 91
1230	Bail-Investiss.	1073	1088	1088	+ 1 39
1200	Cie Bancaire	1021	1040	1040	+ 1 86
760	Bazar H.-V.	615	545	540 •	+ 5 40
460	Béghin-Say	487	488	487	....
350	Berger (Mo)	300	295	295	– 1 66
840	Bic	803	800	800	– 0 49
1450	B.I.S.	1186	1185	1180	– 0 42
2285	Bicoult (Génl.)	2285	2250	2250	– 1 53
1890	Bongrain S.A.	1820	1845	1845	+ 1 37
1200	Bouygues	1090	1120	1105	+ 1 37
3710	B.S.N.	3550	3700	3695	+ 4 08
1200	Carnaud	1075	1095	1090	+ 1 39
3780	Carrefour	2653	2703	2715	+ 2 33
1800	Casino	1540	1550	1550	+ 0 64
1430	Casino A.D.P.	1220	1265	1265	+ 3 68
1150	Cedis	902	850	850	– 5 76
1700	Celelem	1430	1475	1473	+ 3
1700	C.F.A.O.	1543	1545	1562	+ 1 23
645	C.F.D.E.	462	468 50	478	+ 3 46
1280	C.G.I.P.	1041	1057	1057 •	+ 1 54
1230	Chargeurs S.A.	1070	1051	1051	– 1 77
65	Chiers-Châtill.	55	57	57	+ 3 63
820	Ciments franç.	695	646	646	– 7 05
500	Club Méditerr.	490	490 50	491	+ 0 20
275	Codetel	235	240	240 c	+ 8 76
460	Cofimeg	445	410	411 c	+ 0 11
860	Colas	768	778	770	+ 0 26
270	Compt. Entrepr.	246	250	250	+ 1 62
615	Compt. Mod.	540	535	536	– 0 74
1810	Créd. Foncier	1435	1480	1480	+ 3 13

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

Règlement mensuel

Étrangères

Comptant (sélection)

Obligations

Actions

Étrangères

Hors-cote

Second marché (sélection)

SICAV (sélection) 16/6

Droits et bons

Attribution

Souscription

Cote des changes

Marché libre de l'or

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent.

Le Monde

A RAMBOUILLET

MM. Mitterrand et Kohl s'entretiennent de la coopération bilatérale et européenne

M. François Mitterrand et le chancelier Kohl devaient se rencontrer ce mardi 17 juin, en fin de matinée, au château de Rambouillet. Cet entretien, de caractère informel, avait pour objectif de leur permettre de passer en revue un certain nombre de dossiers de la coopération bilatérale — notamment la préparation du sommet culturel franco-allemand de l'automne — et européenne, à quelques jours du conseil des Douze, organisé les 26 et 27 juin prochains à La Haye. Le chef du gouvernement ouest-allemand devait regagner Bonn dans l'après-midi, après avoir déjeûné avec le président français.

Parmi les questions que souhaitait aborder M. Kohl figure celle de la sécurité nucléaire civile en Europe, qu'il s'agisse des leçons à tirer de la catastrophe de Tchernobyl ou de la controverse sur la centrale nucléaire de Cattenom, contre laquelle une manifestation a réuni, dimanche, sensiblement plus de protestataires allemands que français (*le Monde* du 16 juin). Un autre dossier de la coopération franco-allemande considéré comme important de part de d'autre est celui du projet d'hélicoptère de combat, qui semble actuellement dans l'impasse en raison des demandes incompatibles formulées par les états-majors des deux pays.

MM. Mitterrand et Kohl avaient en outre l'intention d'évoquer dans leur entretien de mardi l'état actuel des relations Est-Ouest, après les dernières propositions de M. Gorbatchev sur la réduction des armements et dans la perspective du prochain voyage du chef de l'Etat en URSS, du 7 au 10 juillet.

Bourse de la matinée

SOUTENUE

Le marché était encore assez bien orienté mardi matin au cours de la séance préliminaire. Sur les trente valeurs cotées, une bonne dizaine ont progressé de façon significative (1 % et plus) : Dumez, Club Méditerranée, L'Air liquide, Michelin, L'Oréal, Bouygues, Chargeurs, Peugeot, Télémécanique.

Six seulement ont baissé, à savoir notamment Bougrain (– 1,4 %) et Alsthom (– 1 %). A la clôture, l'indicateur instantané enregistrait une avance de 0,72 %.

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 17 JUIN

Indicateur de séance (%) : + 0 72

VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	380	382	382
Agence Havas	1545	1545	1545
Air Liquide (L')	745	745	761
Alsthom	415	415	411
Bancaire (Cie)	1040	1048	1050
Bougrain	1845	1820	1820
Bouygues	1105	1120	1120
B.S.N.	3895	3890	3895
Carrefour	2715	2741	2741
Chargeurs S.A.	1051	1065	1063
Club Méditerranée	491	493	493
Dumez	1305	1335	1335
ELF-Aquitaine	293 50	295	295
Essilor	2602	2630	2635
Lafarge-Coppée	1250	1260	1255
L. Vuitton S.A.	1080	1080	1088
Michelin	2683	2730	2740
Midi (Cie)	5310	5310	5290
Moët-Hennessy	1994	1975	1985
Navig. Mixtes	962	975	975
Oréal (L')	3155	3225	3218
Pernod-Ricard	1042	1052	1051
Peugeot S.A.	880	890	890
Sanofi	699	700	700
Source Perrier	679	679	679
Télémécanique	2970	2980	3000
Thomson-C.S.F.	1240	1247	1251
Total-C.F.P.	382 50	383 80	381
T.R.T.	2660	2680	2660
Valéo	508	500	505

Faible participation à la journée d'action dans la fonction publique

Une journée d'action était organisée, ce mardi 17 juin, dans la fonction publique à la suite d'appels séparés de la CGT et de FO, contre le gel des rémunérations, les restrictions budgétaires et la diminution des effectifs.

La CGT appelait à des grèves et des manifestations — avec notamment un défilé à Paris en fin de matinée de la République au Palais Royal, avec la participation des organisations de fonctionnaires CFDT de la région parisienne.

La CFDT et FO n'appelaient pas à des arrêts de travail au niveau de l'ensemble de la fonction publique. L'Union des fonctionnaires CFDT organisait une journée-débat avec les usagers. Mais la CFDT appelait comme la CGT à la grève aux PTT ainsi que quelques syndicats de FO.

Dans la nuit de lundi à mardi, selon le ministère des PTT, 40 % du personnel ambulant était en grève mais en province, le 17 juin, en fin de matinée, il faisait état d'une participation à la grève inférieure à 30 % (27 % à 28 %) avec une « pointe » dans les télécommunications à près de 40 % (Lire page 42). Plusieurs organisations de la CFDT ont également appelé à des arrêts de travail comme les syndicats des douanes, l'INSEE, l'ANPE et l'inspection du travail.

FO organisait une « opération silence » aux finances (avec une manifestation à Paris) tandis que M. Bergeron devait tenir un meeting à la Bourse du travail. Séparément, la CGT, la CFDT et FO appelaient à des arrêts de travail dans les arsenaux et la CGT organisait des journées d'action dans la métallurgie et la construction.

Au Liban

M. Georges Saadé devient président du Parti des phalanges

De notre correspondant

Beyrouth. — Le parti phalangiste s'est doté, lundi 16 juin, d'un nouveau président, M. Georges Saadé (cinquante-six ans), qui succède au Dr Elie Karamé. Celui-ci, élu après la mort du père-fondateur, Pierre Gemayel, en septembre 1984, était considéré comme l'homme-lige du président de la République, M. Amine Gemayel.

Sans être membre des Forces libanaises — la milice chrétienne unifiée — ni même particulièrement proche d'elles, M. Saadé, par son accession à la tête du principal parti du camp chrétien, leur a permis de remporter un succès. Candidat du compromis, il est, en effet, l'homme du « changement en douceur » au sein du parti qu'exigeaient les Forces libanaises. *« Plus rien ne justifie le distinguo entre Phalanges et FL »*, a dit le chef de celles-ci, M. Samir Geagea, en félicitant le nouveau patron du parti phalangiste. M. Geagea était accompagné du vice-président de son comité exécutif, M. Karim Pakradouni, dont le nom est avancé pour le poste de secrétaire général du parti. Il en avait été exclu en même temps que M. Geagea lorsque le président Amine Gemayel était à l'apogée de son pouvoir.

Commentaire d'un phalangiste bien informé des jeux de coulisse : *« Les jeunes qui avaient quitté les Phalanges pour constituer les Forces libanaises reviennent en force et prennent le contrôle du parti. »*

C'est par des manœuvres feutrées que ce résultat a été obtenu. Ce qui ne fut pas toujours le cas dans le camp chrétien, qui a parfois réglé ses comptes de façon plus expéditive.

Pour les « jeunes loups » des Forces libanaises, M. Saadé était le « candidat du possible ». Le président Gemayel a évité l'épreuve de force, choisissant de prendre du champ grâce à un opportun voyage dans le Golfe. Il préserve ainsi ses positions, en respectant les règles d'un subtil partage des pouvoirs au sein du camp chrétien, dont il est parvenu à demeurer l'un des trois principaux pôles, les deux autres étant les Forces libanaises et l'armée.

Le nouveau chef des Phalanges présente par ailleurs l'avantage d'avoir pu, en tant qu'originaire du nord du Liban, garder de bons rapports avec M. Soleiman Frangié, principal ennemi, au sein du camp chrétien, du parti phalangiste et des Forces libanaises, qui firent assassiner son fils en 1978.

LUCIEN GEORGE.

Le numéro du « Monde » daté 17 juin 1986 a été tiré à 518 186 exemplaires

A B C D E F G

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
PANTALONS MESURE
A partir de 650 F
COSTUMES MESURE
A partir de 1950 F
Costumes légers 1790 F
3000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
VOYAGE A VENISE
gratuit pour 2 personnes
Tirage 20 juin avec nombreux lots
CLUB VIVIENNE GAILLON 4
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

Après la rencontre d'Agen

AQUITAINE ET MIDI-PYRÉNÉES ORGANISENT LEUR COOPÉRATION

De notre correspondant

Bordeaux. — MM. Jacques Chaban-Delmas et Dominique Baudis ont signé, le lundi 16 juin à Agen, une charte de coopération entre les régions Aquitaine et Midi-Pyrénées qu'ils président (*le Monde* du 17 juin). En liaison avec un projet de coopération entre les régions du « Grand Sud » (Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse) lancé à Paris le 12 juin dernier, ils souhaitent mettre en place des actions communes destinées à *« renforcer la position des deux régions et assurer leur promotion dans le cadre de l'Europe technologique et économique de demain »*.

Les deux régions ont aussi décidé d'essayer de développer une approche commune de leurs relations avec la CEE ainsi qu'avec l'Afrique, les Caraïbes et l'Amérique latine, ainsi que d'intervenir ensemble pour l'aménagement des vallées du Lot et de la Garonne et celui des Pyrénées. Une institution commune interrégionale sera mise en place.

Deux projets immédiats proposés par M. Dominique Baudis semblent acquis : une participation de l'Aquitaine pour engager un multicoque, baptisé *Grand-Sud*, dans l'America Cup de 1987 à Melbourne. Le bateau fait, en effet, appel à des techniques de pointe développées dans les trois régions du Grand Sud-Ouest. Il a semblé cependant que l'Aquitaine ne s'engageait sur ce dossier qu'avec une extrême réserve. Le deuxième projet consiste à dresser un inventaire de lieux de tournage pour les productions cinématographiques ou télévisuelles disponibles dans les deux régions.

PIERRE CHERRUAU.

Sur le vif

Chères expulsions

J'ai un copain, il est flic, brig dier au commissariat de m quartier. De temps en temps, o se retrouve par hasard sur le qu du métro à 6 heures du mati Lui va se coucher. Moi, je va bosser. On fait un bout de ch min ensemble et on cause. L aujourd'hui, on parlait de l'exp dition des immigrés clandestin Il me disait :

— Tu peux pas savoir ce qu ça coûte. La peau des fesses.

— Tiens ! Comment ça s fait ?

— Tu chopes un mec. Fa d'abord découvrir de quel nationalité il est.

— T'as qu'à lui demander.

— Il sait pas. Il a oublié. Se papiers, il les a paumés.

— Et les consulats ?

— Ils rigolent. Ils n'en o rien à cirer. Alors t'enquête Déjà ça coûte un petit paqu Avec beaucoup de chance, t découvres qu'il est Ghanéen, pa ivoirien, ton client. Comment t vas le renvoyer chez lui ? E train s'il s'est faufilé jusqu'à M house et en avion...

— Ça fait jamais que le p des billets.

— Pas du tout. Faut mobilis deux inspecteurs pour l'escor jusqu'à Paris, puis un car d police direction Roissy. Ça ri longe sacrément la note. Là, au moment de le confier au commandant de bord, trois fois sur quatre, t'as un problème. Il fait des caprices, le type. Il veut pas monter sur la passerelle. Il a le mal de l'air. Il a pas pensé à dire au revoir à sa petite amie. Il a...

— T'as qu'à l'embarquer de force.

— Tu imagines le scandale ? D'ailleurs, t'as pas le droit. T'as plus qu'à espérer qu'il se calme à temps pour prendre le prochain vol.

— Mais, dis donc, ça peut durer des heures, des jours !

— Ouais, alors là, plateaux-repas et même, ça s'est vu, nuit au Sofitel. Coup de pot, il accepte de prendre l'avion suivant. Manque de bol, il y a plus de place touriste. Alors, va pour une première.

— Ah ben ça !

— C'est ça, oui, ou le retour à la case départ. Tu le ramènes au dépôt. Bouclé. T'en rentrerais pas un avec une corne à chaussure. On sait plus quoi en faire.

— Ecoute, je t'ai pas tout dit... Je suis une Brésilienne. Je travaille au Bois. Allez, sois chic, expulse-moi. Destination Rio. En échange, je t'offre un verre. Au salon des premières.

CLAUDE SARRAUTE.

DIVISION UDF-RPR AU CONSEIL MUNICIPAL DE LYON

La déchirure du découpage

De notre correspondant régional

Lyon. — La polémique entre les élus RPR et UDF à propos du découpage des circonscriptions de la ville de Lyon s'est brusquement aggravée, le lundi 16 juin, à l'occasion d'une séance houleuse du conseil municipal. C'est l'inscription d'un « vœu » défendu par le premier adjoint au maire, Mᵉ André Soulier (UDF-PR), qui a embrasé l'assemblée communale, plus habituée au défilé de dossiers techniques. Dans cette motion, l'UDF réclamait que *« la représentativité de Lyon soit maintenue à son niveau précédent de cinq députés et non qu'on la rapproche avec quatre circonscriptions législatives des villes moyennes, l'éloignant ainsi en France de Paris et de Marseille, et en Europe des grandes cités »*. Réplique immédiate de M. Serge Guinchard, adjoint et nouveau secrétaire départemental du RPR : cette formule *« ferait de Lyon la capitale du charcutage électoral »*, et de tels procédés supposent un *« maniement diabolique des ciseaux »*.

Sous les yeux de la gauche, réduite à la portion congrue depuis les élections de mars 1983, la division UDF-RPR a été consacrée par un double vote : sur la recevabilité du vœu — il a manqué là deux voix de conseillers UDF, — puis sur la motion elle-même : 39 voix pour et non participation du RPR, refusant, par la voix de M. Michel Noir, de participer à un vote qualifié d'*« illégal »*. En filigrane, les perspectives municipales expliquent la vigueur des échanges entre le premier adjoint, Mᵉ Soulier et M. Noir, très présent à Lyon. *« Nous sommes en plein faux débat. Il y a des limites à la malhonnêteté »*, a lancé le ministre du commerce extérieur. *« Retirez ce mot, sinon vous êtes un mal-élevé »*, lui a répondu le premier adjoint. Nouvelle version de M. Noir : *« Il y aurait malhonnêteté extrême... »* Le maire, M. Francisque Collomb, qui a contesté les résultats du recensement de 1982, minorant, selon lui, la population de sa ville, a employé un registre modéré : si la loi impose une autre solution, *« je m'inclinerai »*, a-t-il dit. Sera-t-il le médiateur entre les deux personnalités d'une « majorité » divisée ?

CLAUDE RÉGENT.





Les meilleures marques
TRECA
EPEDA
SIMMONS
PIRELLI
Les meilleurs prix
CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
37, Avenue de la République
75011 PARIS Tél. 357.46.35
Métro : PARMENTIER

NOUVEAUX TARIFS "ENSEIGNEMENT"*
*Réservés aux Établissements d'enseignement ou de Formation agréés ainsi qu'aux professeurs.
30 % de remise sur la gamme Apple.
MACINTOSH PLUS
18130 F H.T. 21502 F T.T.C. !!
APPLE II C
3535 F H.T. 4192,51 F T.T.C. !!
etc...
Profitez-en dès aujourd'hui !! chez :
INTERNATIONAL COMPUTER
Le centre Géant de la Micro-Informatique
26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - tél. 272.26.26
et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - tél. 37.25.03
Photo non contractuelle

DES LE SOIR DU BAC
CORRIGEZ VOS MATHS
(toutes séries, toutes académies)
SUR MINITEL
AVEC
PHOSPHORE
RTL
et l'association des Professeurs de Maths
N° 36.15.91.77 code FUNI



Plus vite, moins cher !
en permanence
1000 PEUGEOT en stock
Commandez votre PEUGEOT chez NEUBAUER
c'est la garantie du prix et du service !
NEUBAUER
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

